



LE MODE D'EMPLOI

Le Conseil national du 13 septembre 2012 a convoqué le 36^e congrès du Parti communiste français les 7, 8, 9 et 10 février prochains à Aubervilliers.

Les objectifs du congrès

« Les communistes procèdent en congrès aux choix d'orientation et à l'élection des comités exécutifs locaux, des instances départementales et nationales du Parti... » (Article 8 des statuts du PCF)

Avec ce congrès nous voulons associer les urgences qu'appellent la situation actuelle : comment sortir de la crise ? Comment gagner le changement ? Nous voulons aussi qu'il constitue un acte fondateur des nouvelles ambitions du Parti communiste français et du Front de gauche pour changer la société.

« Nous avons besoin que le congrès d'Aubervilliers soit l'un des lieux de la renaissance de l'ambition révolutionnaire, un lieu qui installe un nouveau récit pour le Parti communiste français dans l'avenir. » (Rapport de Patrice Bessac au Conseil national du 13 septembre)

Trois points sont portés à l'ordre du jour

1. La résolution politique : sortir de la crise ; gagner le changement / changer la société ; refonder l'ambition communiste.
2. Les statuts.
3. L'élection des directions.

Les commissions

Afin de mener à bien le travail sur le congrès, quatre commissions ont été mises en place :

- ★ Texte : présidée par Pierre Dharréville
- ★ Statuts : présidée par Isabelle De Almeida
- ★ Direction, candidatures : présidée par Jacques Chabrier
- ★ Transparence des débats : présidée par Fabienne Haloui.

La coordination du collectif national de préparation du congrès est assurée par Patrice Bessac.

L'objet du vote des 14 et 15 décembre

Le Conseil national du PCF a élaboré et adopté le 14 octobre un projet de base commune de discussion pour le congrès. 200 adhérents émanant d'au moins 10 fédérations avaient la possibilité de présenter un texte alternatif. L'ensemble de ces textes est porté à la connaissance des communistes avec ce document. Les 14 et 15 décembre les adhérents choisissent, par un vote, le texte qui deviendra la base commune de discussion des congrès locaux, départementaux et national. Peuvent participer au vote les adhérents à jour de leur cotisation. Cette mise à jour peut avoir lieu le jour du vote.



LE CALENDRIER DE PRÉPARATION

Jusqu'au 7 février 2013. Tous les communistes sont invités à apporter leur pierre au congrès en transmettant des contributions soit d'ordre général, soit thématiques.

> Sur le site dédié au congrès <http://congres.pcf.fr> par courriel à congres@pcf.fr > par courrier postal à : Commission de transparence des candidatures PCF : 2, place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19.

13 et 14 octobre. Le Conseil national a adopté un projet de base commune.

Octobre à janvier. Quatre grandes initiatives se tiennent sur tout le territoire. Elles auront pour thème : les nouveaux adhérents, l'industrie, la République, le communisme.

17 novembre. Fin du délai de dépôt de textes alternatifs au projet de base commune.

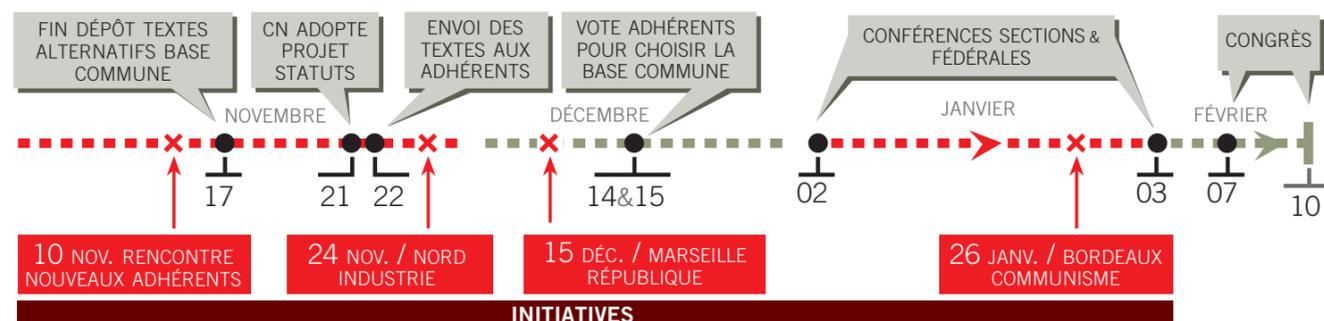
21 novembre. Le Conseil national adopte la proposition de modification des statuts.

À partir du 22 novembre. Envoi des textes (projet de base commune, textes alternatifs, statuts...) aux communistes.

14 et 15 décembre 2012. Vote des communistes sur le choix de base commune.

De janvier jusqu'au 3 février 2013. Se tiennent les conférences de sections et les congrès départementaux.

Du 7 février au 10 février 2013. Congrès national à Aubervilliers.



FINANCES DU PCF: LA FORCE DE LA VÉRITÉ ET DE L'ENGAGEMENT

La presse a, ces derniers mois, abondamment commenté la publication des comptes des partis pour l'année 2010.

Les chiffres de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques révèlent que c'est le PS qui a obtenu le plus de recettes en 2010, avec 55 millions d'euros, juste devant l'UMP. Notons que le PS et l'UMP recueillent, à eux seuls, près des trois quarts de l'aide publique.

Le Parti communiste reste la troisième force politique en terme de ressources financières avec plus de 31 millions d'euros de ressources totales consolidées - c'est-à-dire intégrant les produits des fédérations et du Conseil national - les ressources dégagées par les autres formations sont loin derrière. (5 millions pour les Verts et pour le Modem, 4 pour le Front national et Lutte Ouvrière, 3 pour le NPA, 1,5 pour le Nouveau centre).

L'examen du détail de nos ressources est encore plus instructif : dans les comptes du parti, l'aide publique pèse 11,6% du total des 31 millions, contre 39 % pour le PS, 67 % pour l'UMP, 72 % pour le Modem, 36 % pour les Verts, 48 % pour le FN, 33 % pour le NPA, et même 90 % pour le Nouveau centre.

La contribution des élus s'établit à 50 % de nos ressources. (22 % pour le PS, 3 % pour l'UMP, 30 % pour les Verts, 15 % pour le FN).

La cotisation des adhérents constitue 10% de nos ressources.

Les dons des personnes physiques comptent pour 14% de notre budget consolidé. Contre 3% au PS, 4% chez les Verts.

Seul l'UMP, qui ne manque pas de donateurs fortunés, parvient à dépasser légèrement, en pourcentage, notre produit sur ce poste de la souscription.

Ces données chiffrées mettent finalement en relief l'originalité des ressources financières du PCF dans le paysage politique national : une part du financement public beaucoup plus faible que les principales autres formations, une contribution des élus qui n'existe nulle part ailleurs dans cette proportion et qui fonde une part de l'identité communiste, un total de dons des personnes physiques nettement plus élevé que pour les autres partis.

Cette situation est à faire connaître et apprécier dans notre Parti.

De même, faire connaître la vérité de nos finances est un argument pour relancer la souscription qui est, vous le savez, un pilier de nos budgets. L'appel aux dons est un moyen permettant de nouer ou de resserrer le lien avec des milliers de sympathisants.

La souscription 2013 est ouverte et permettra cette année encore d'alimenter la vie politique de l'air pur de l'engagement.

SOMMAIRE

Ça marche comment un congrès

| | |
|---------------|---|
| Le calendrier | 2 |
| Mode d'emploi | 2 |

L'interview

| | |
|--|---|
| PIERRE LAURENT : son appel aux militants | 4 |
|--|---|

Le débat

| | |
|--|----|
| LES CINQ FENÊTRES | |
| La crise et son issue en question | 6 |
| La fragmentation de la société en question | 8 |
| La gauche et le changement en question | 10 |
| L'avenir du Front de gauche en question | 12 |
| Les transformations du PCF en question | 14 |

Parole

| | |
|-----------------------|----|
| Féminise & communisme | 16 |
|-----------------------|----|

Les textes

| | |
|--|----|
| Les résumés | 18 |
| Projet de base commune Adopté par le CN du PCF | 20 |
| Le texte alternatif 1 | 33 |
| Le texte alternatif 2 | 40 |
| Le texte alternatif 3 | 48 |

Les statuts

| | |
|---------------------------|----|
| Proposition de changement | 60 |
|---------------------------|----|

Vote

| | |
|---------------------|----|
| Le bulletin de vote | 69 |
|---------------------|----|

Hébergement

| | |
|----------------------------|----|
| Devenez hébergeur militant | 72 |
|----------------------------|----|

Nom / prénom :

Adresse

Je verse : €

Chèque à l'ordre de : ANF - à renvoyer à ANF-PCF
2, place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



Pierre Laurent à l'occasion lors de la rencontre avec les nouveaux adhérents / 10 novembre 2012 / siège du PCF

a

quoi le 36^e congrès du PCF va-t-il servir ?

A nous unir pour être plus efficaces, plus inventifs, plus utiles à toutes ces femmes et ces hommes qui ne supportent plus la crise actuelle. Plus ça va, plus le système ne connaît qu'une seule loi, celle du fric, de la finance, alors qu'il faudrait consacrer toutes les richesses à redresser le pays. Regardez le Medef, les agences de notations, ils en demandent toujours plus. Et le gouvernement, au lieu de les combattre, va au devant de leurs désirs. Si nous laissons faire,

tout cela ira dans le mur. Notre congrès doit avoir un objectif : mobiliser les forces nécessaires, et elles existent dans le pays, pour obtenir un changement de cap de la politique gouvernementale. Plus fondamentalement, nous voulons montrer l'actualité de notre engagement communiste pour reprendre le chemin du progrès humain. Nous avons changé d'époque. Le capitalisme entrave désormais tout ce que la société porte de neuf en elle.

Est-ce pour cette raison que devant 500 nouveaux adhérents réunis au siège du PCF le 10

novembre dernier vous avez parlé de communisme de nouvelle génération ?

Absolument. Le système capitaliste en crise contrarie en permanence les aspirations d'une société et d'un monde meilleurs. Il ne s'agit pas d'instaurer le paradis sur terre, mais entre l'enfer capitaliste et un paradis imaginaire, il y a une marge, et cette marge, c'est remettre l'humain au centre de la société et de son développement où modes de production allient besoins industriels et exigence écologique ; c'est inventer une démocratie réelle où l'égalité entre femmes et hommes est la

Remettre l'humain au centre de la société et de son développement où modes de production allient besoins industriels et exigences écologique

voie de l'émancipation, et cela dans tous les domaines, du lieu de travail au lieu de vie ; c'est mobiliser toute la société pour imaginer, créer, inventer, expérimenter ; enfin, c'est faire de la coopération et de la solidarité des individus et des peuples les moyens d'une nouvelle ère de civilisation. Oui, nous sommes entrés dans un communisme de nouvelle génération.

Revenons au congrès, vous aviez annoncé que cela allait détonner. C'est en bonne voie ?

La rencontre des nouveaux adhérents a été un signal fort. Le document que chaque adhérent a aujourd'hui entre les mains en est un autre. Tout est sur la table. Chacun peut entrer dans le débat, faire ses choix. J'appelle d'ailleurs les adhérents à participer massivement au vote national qui aura lieu les 14 et 15 décembre. Nous choisirons ce jour-là le texte qui sera notre base commune pour le travail d'enrichissement des conférences de janvier et février. Je sens les communistes très unis. Le succès du Front de gauche leur a redonné confiance. Tous ensemble, nous pouvons pousser très en avant notre réflexion et notre capacité d'action.

Certains textes alternatifs s'inquiètent de cette stratégie de Front de gauche...

Les communistes choisiront. Le congrès est fait pour cela. Pour ma part, je pense que la base commune de discussion adoptée par le Conseil national, qui confirme nos choix, laisse aussi toute sa place à leur évaluation. Les communistes débordent d'énergie et d'ambition pour leur parti, le PCF, et tout autant pour le Front de gauche, pour la France. Leur volonté d'unité et de travail collectif peut être mise au service de l'enrichissement de cette base commune.

Donc, ça va continuer sur le même rythme ?

J'espère bien. Le pays a besoin d'espoir. Le PCF reprend des forces et doit répondre présent. Cela doit s'entendre : vous pouvez compter sur les communistes pour que ça change dans le pays, mais aussi dans nos quartiers, en Europe

et dans le monde. Un deuxième rendez-vous s'est tenu à Lille le 24 novembre. Devant près de 1 000 participants, des ouvriers, des employés, des salariés en lutte, des syndicalistes, des chercheurs, nous avons posé les jalons d'un contre-rapport Gallois, en démontrant la possibilité d'engager la France dans la voie du redressement productif. Nous tiendrons le 15 décembre, une troisième rencontre sur la République, la démocratie, les droits et libertés dans un grand moment d'affirmation de la France multiculturelle, fraternelle et solidaire. Fin janvier à Bordeaux, nous parlerons communisme pour répondre à cette question fondamentale qui tenaille tant de gens aujourd'hui : dans quelle humanité voulons-nous vivre ?

La droite se radicalise, le gouvernement tourne le dos aux espoirs de changement. Vous ne craignez pas que le désespoir l'emporte ?

Le risque existe, c'est évident. C'est exactement pour cela que notre Conseil national a proposé le 21 novembre dernier au Front de gauche, et à tous ceux qui, à gauche, seront disponibles, de lancer une grande campagne nationale : « L'alternative à l'austérité, c'est possible ! » C'est aussi pour cela qu'au Parlement, quand nos députés et sénateurs ont voté contre le Traité européen, contre la loi organique, contre le projet de loi de financement de la Sécurité sociale, et se sont abstenus sur le budget, ils ont, dans chaque cas, mis sur la table des solutions alternatives à la logique d'austérité. Leur travail est un point d'appui pour toutes celles et tous ceux qui n'ont pas renoncé au changement. Maintenant, il faut que se lève dans le pays une large mobilisation populaire.

Donc un PCF résolument à l'offensive ?

Oui, cette offensive est en marche. L'idée communiste qui irrigue la société française est plus que jamais d'actualité. Le capitalisme en crise perdure au prix du sacrifice de l'essentiel : l'humain. À la logique capitaliste mortifère, nous opposons la force du partage qui est une logique de vie, une logique d'avenir.

FENÊTRE 1

LA CRISE ET SON ISSUE EN QUESTION

La crise, dans toutes ses dimensions, est dans toutes les têtes. Comment l'analyser et cerner ses contours ?

Quelles contradictions provoque-t-elle au sein du système ?

Quelles luttes se développent et quelles luttes développer ?

Quelles sont les issues ?

Quelles brèches ouvrir dans l'austérité ?

Plus elle est comprise et interprétée, plus les solutions se dessinent et plus l'espoir pourra gagner du terrain.

D'hier à aujourd'hui...

À notre époque, chaque chose semble grosse de son propre contraire. Nous voyons des machines, qui possèdent la force merveilleuse de réduire et de rendre plus fécond le travail humain, en faire une chose rabougrie qu'elles consomment jusqu'à épuisement. Par un étrange maléfice, les sources nouvelles de richesse se transforment en autant de sources de misère. On dirait que les conquêtes de la science doivent être payées au renoncement à tout ce qui a du caractère. À mesure que l'humanité devient maîtresse de la nature, l'être humain semble devenir esclave de l'autre être humain, ou de son propre abaïssement. Même la pure lumière de la science ne peut apparemment briller que sur le sombre fond de l'ignorance. Toutes nos découvertes et tous nos progrès aboutissent à parer les forces matérielles d'une vie spirituelle et à ravalier la vie humaine au niveau

d'une force matérielle. Cet antagonisme de l'industrie et de la science moderne face à la misère et à la décadence modernes, cet antagonisme entre les forces productives et les rapports sociaux de notre époque est un fait tangible, péremptoire et incontestable. Certains partis peuvent s'en lamenter, et d'autres rêver qu'en nous délivrant des modernes progrès des techniques nous nous délivrerions des conflits modernes. Il leur est loisible de s'imaginer qu'un aussi spectaculaire progrès de l'industrie ne peut parvenir à son accomplissement sans s'accompagner d'une régression aussi spectaculaire en politique. Pour notre part, nous ne pouvons nous méprendre sur la figure de cet esprit malin sans cesse à l'œuvre dans toutes ces contradictions. Nous savons que les forces nouvelles de la société, pour se mettre à agir dans un bon sens, ont besoin d'une seule chose : que des hommes nouveaux s'en rendent maîtres - et ces hommes sont la classe laborieuse.

Karl Marx (1818-1883), extraits du *Discours pour l'anniversaire du People's Paper*, 1856.

DENIS DURAND / PARIS /

L'ambition qui nous anime de nouveau ne doit pas nous faire sous-estimer la profondeur de la crise du capitalisme financiarisé. Aucune des questions immédiates auxquelles nos concitoyens sont confrontés dans leur vie et dans leurs luttes ne peut être résolue sans s'attaquer immédiatement aux lois fondamentales du capitalisme et à la dictature de la rentabilité, avec des alternatives précises. La crise écologique, les gains inédits de productivité procurés par la révolution informationnelle, la maîtrise des financements rendue possible par la rupture de tout lien entre les monnaies et l'or placent l'humanité devant une responsabilité collective : aller à sa perte ou s'organiser socialement et politiquement de façon radica-

lement différente pour construire une nouvelle civilisation. Les exigences de transformation radicale doivent s'ancrer, non dans des a priori moraux un peu vagues comme le texte de la « base commune » peut parfois le laisser penser, mais dans les réalités de la lutte des classes telle qu'elle se développe aujourd'hui, dans nos territoires et nos entreprises en crise. Ainsi de l'émergence de nouveaux services publics face à la crise sociale et écologique. Ainsi de la construction progressive d'une sécurisation de l'emploi et de la formation pour éradiquer le chômage et la précarité jusqu'à dépasser le salariat et le « marché du travail » capitaliste. Ainsi du combat acharné pour arracher le pouvoir aux marchés financiers en imposant un

nouveau crédit bancaire, depuis la conquête de pouvoirs nouveaux des citoyens dans l'entreprise et dans les territoires, jusqu'à l'action pour un nouvel ordre économique et monétaire mondial, émancipé de l'hégémonie du dollar, en passant par l'action de fonds régionaux, par celle d'un pôle financier public, bien différent de la Banque publique d'investissement, et par la mobilisation sélective du pouvoir de création monétaire de la BCE en faveur des projets les plus porteurs d'emplois et de développement des êtres humains.

Mettre cette cohérence à la disposition du mouvement populaire est la raison d'être de l'action autonome du PCF au sein du Front de gauche.

YANN LE POLLTEC / SEINE-SAINT-DENIS /

Et si sous la pression de la révolution informationnelle, des transitions écologiques et démographiques, la crise déboucherait sur une mutation du capitalisme productiviste en un « capitalisme cognitif » ? L'essence de ce « nouveau » capitalisme serait la propriété privée des savoirs et des savoir-faire de l'humanité.

Contradictoirement, ce capitalisme de la privatisation de la connaissance dont Microsoft, Google et Apple sont les premiers fleurons, est la négation de ce qui constitue le cœur de la révolution informationnelle : le libre partage des savoirs et des savoir-faire. Cette contradiction antagoniste entre le capitalisme cognitif et le développement de la révolution informationnelle, crée en réaction dans la société une as-

DE L'IMPROBABLE « CAPITALISME COGNITIF » À LA FORCE DU PARTAGE

piration de plus en plus forte au partage que le système a de plus en plus de mal à réprimer, transgresser ou récupérer.

Au quotidien, sur les divers réseaux sociaux, on voit se multiplier des pratiques d'échanges et de partages échappant à la domination des grands groupes. Plus intéressant encore est ce qui se passe autour des logiciels libres et surtout l'application de leur principe à la conception et la production d'objets matériels. Il ne s'agit pas ici de technologie, mais de rapports sociaux afin de créer, produire, utiliser, modifier un logiciel ou un objet matériel dans le cadre du libre partage en réseau des savoirs et des savoir-faire. C'est une logique de biens communs et de pollinisation. Ainsi avec les

Fab-Labs ou les hackerspaces se créent et se développent, de par le monde, avec une croissance exponentielle, des lieux de conception et de production de proximité, en réseau, ouverts et gratuits, où l'on partage savoir et savoir-faire, où l'on crée plutôt que l'on ne consomme, où l'on expérimente et apprend collectivement, où l'on substitue la coopération à la concurrence, où le producteur n'est plus dépossédé de sa création.

Établissons une connexion entre le PCF, qui met au cœur de son projet « la force du partage », et les acteurs de ces lieux qui sans en avoir pleinement conscience, participent d'un nouveau monde à naître de la décomposition putride du capitalisme productiviste.

ÉRIC BOCQUET / NORD /

La crise économique sévère et brutale, engendrée par le capitalisme et ses logiques financières ; est l'occasion pour les tenants du libéralisme de poursuivre l'œuvre de démolition des acquis que le mouvement ouvrier avait su conquérir durant des décennies ; les libéraux nous imposent aujourd'hui d'énormes sacrifices et une austérité jamais connue auparavant alors que les communistes quant à eux mettent en avant la nécessité d'un autre partage des richesses en France, en Europe et dans le monde.

Aucun pays au monde n'a fait la démonstration qu'une cure d'austérité débouchait sur un redémarrage de l'économie, l'application de cette politique ne fait qu'aggraver les inégalités et enrichir les plus puissants, toutes les études indiquent que la pauvreté s'installe durablement dans la société pendant que les plus hauts revenus profitent des multiples niches et disposi-

MAIRE-CLAIRE CAILLEAUD / HAUTS-DE-SEINE /

Le dernier rapport du PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) sur le développement humain nous alerte « Le plus grand défi du développement au XXI^e siècle est de protéger le droit des générations d'aujourd'hui et de demain à mener des vies saines et épanouissantes ». Il pointe fort justement les liens indissociables entre le développement durable et les questions d'égalité et de justice sociale. Il constate que « d'après les prévisions, l'échec persistant des tentatives de réduction des risques environnementaux graves et l'aggravation des inégalités sociales pourraient ralentir plusieurs décennies de progrès continus au sein de la majorité pauvre de la population mondiale, voire même inverser la tendance vers une convergence mondiale du développement humain ». Et conclut en insistant sur notre responsabilité collective envers les moins privilé-

AMAR BELLAL / PARIS /

Avec la crise écologique actuelle, c'est tout notre mode de production qu'il faut réinventer. Près de la moitié de l'humanité est dans le dénuement et il y aura 3 milliards d'êtres humains supplémentaires d'ici 2050. Tous aspireront légitimement au développement : eau, agriculture, énergie, santé, logement, mobilité, savoirs et culture. Une meilleure répartition des richesses actuelles ne suffira pas : il faudra répondre à des besoins supplémentaires en limitant l'impact sur notre environnement. Pour relever ce double défi, nous aurons besoin de repenser notre organisation sociale mais aussi d'utiliser tous les leviers de la connaissance, des techniques et de la recherche. L'enjeu est de parvenir à une maîtrise démocratique du progrès pour l'orienter vers les besoins sociaux et non pour le profit.

tions fiscales décidées par les gouvernements. Inégalités en France et dans le monde, l'économiste Gabriel Zucman montrait dans une étude en 2011 que 42,5 % de la richesse mondiale étaient détenus par 0,1% de la population.

Comment s'attaquer à cette logique ? La fiscalité doit être totalement reprofondue et tendre vers un système d'impôt progressif, faisant en sorte que la création de richesse soit effectivement taxée à la bonne hauteur (les entreprises du CAC 40 paient un impôt société à 8% quand tous les autres acteurs économiques sont à 33% analyse du Conseil des prélèvements obligatoires de 2009).

L'impôt économique qu'était la taxe professionnelle devait effectivement non pas être supprimé mais réformé pour taxer beaucoup plus la grande distribution et le secteur financier.

Une lutte déterminée et systématique de lutte

giés d'entre nous afin « que le présent ne soit pas l'ennemi de notre avenir ».

Le développement social depuis le milieu du XX^e siècle s'est appuyé sur la production d'énergie principalement à partir de ressources fossiles. Les enjeux climatiques, géopolitiques, les prévisions démographiques, la nécessaire diminution des inégalités entre les pays et à l'intérieur même des pays, nous imposent de repenser nos modes de développement.

C'est cela la transition énergétique, qui est liée à nos modes de transports, de production, de consommation, d'habitation.

Transformer l'appareil productif, relocaliser des productions, repenser l'urbanisme et les transports collectifs, isoler massivement les habitats, protéger la biodiversité... n'est-ce pas au fond se débarrasser du système libéral qui génère gaspillage et désoptimisation afin de répondre

Renverser les critères de financement : ce n'est plus au marché de décider de ce que l'on doit produire et comment. A l'opposé d'une citoyenneté réduite à un choix individuel de consommation : poser la question des pouvoirs des salariés dans l'entreprise, au cœur du processus de production. Décider une planification écologique pour tendre vers une économie circulaire : fabriquer des produits qui durent longtemps, réparables, avec des matériaux facilement récupérables, recyclables, critères à intégrer dans notre politique d'attribution du crédit.

Nouvelles filières industrielles, les projets ne manquent pas. Fabriquer des millions de pompes à chaleurs, chauffe-eau solaire, système d'aération, matériaux isolant, afin d'assurer la rénovation des bâtiments. Sortir des

contre l'évasion fiscale doit être engagée, elle coûte à notre pays 50 milliards d'euros par an, représentant autant que l'impôt sur le revenu.

Nous devons aussi travailler à la mise en place d'un grand secteur public financier, démocratique, qui serait un outil de réorientation des moyens financiers vers l'économie réelle (1,6 % des flux financiers ont un lien avec la production de biens et de services pour les humains !), vers la formation, l'investissement productif, le développement durable, les conditions de travail, la recherche et le développement, la démocratie économique.

L'inquiétude grandit face aux dégâts occasionnés par la crise ; elle doit aujourd'hui se transformer en volonté d'intervention des citoyens pour avancer vers ces solutions, les communistes doivent, avec leurs propositions s'atteler à cette tâche essentielle.

aux intérêts particuliers et égoïstes, en opposition avec l'intérêt général ?

Nous sommes à la croisée des chemins, dans une période charnière où nous devons opérer des choix qui n'obèrent pas l'avenir mais qui permettent en même temps la vision stratégique à long terme pour obtenir le droit à l'énergie pour tous, facteur de développement humain.

Nous voilà bien face à un choix de société qui implique d'avoir non seulement la volonté politique mais également les moyens de cette politique afin d'être en capacité d'agir sur les principaux leviers. Impossible de laisser faire le marché, avec sa myopie congénitale qui ne permet pas la projection nécessitée par les enjeux actuels. Il s'agit bien d'obtenir une réappropriation sociale des secteurs essentiels tel celui de l'énergie, alliant propriété et droits nouveaux.

énergies carbonées et s'engager vers un mix nucléaire/énergie renouvelable pour répondre au droit à l'énergie et à la crise climatique. Soutien au projet de voiture et camion électrique, train, tramway, en lien avec la relance de la sidérurgie. Repenser une agriculture écologiquement intensive. Conséquences de la révolution informationnelle, les nanotechnologies et les biotechnologies auront un grand rôle à jouer notamment dans le secteur clé de la chimie. Résultat du climat de défiance envers le monde scientifique et technique, aujourd'hui nous ne disposons plus des qualifications nécessaires pour lancer tous ces projets et relever les défis de l'environnement : l'urgence de revaloriser ces filières et engager un vaste plan de formation.

FENÊTRE 2

LA FRAGMENTATION DE LA SOCIÉTÉ EN QUESTION

Vivre ensemble, lutter ensemble. Nous voulons lutter contre toutes les dominations tandis que le capitalisme les utilise pour diviser les peuples.

Comment faire face à la fragmentation de la société, lutter contre les divisions, combattre les visions ethniciées du monde, affronter l'individualisation des rapports sociaux... ?

Comment construire une conscience de classe de notre temps ?

Comment lutter contre la montée de l'extrême droite et de ses idées ?

Qui et comment rassembler pour un changement politique ?

Dhier à aujourd'hui...

E sclave est le prolétaire, esclave entre tous est la femme du prolétaire. Et le salaire des femmes ? Parlons-en un peu : c'est tout simplement un leurre, puisque, étant illusoire, c'est pire que de ne pas exister.

Pourquoi tant de femmes ne travaillent-elles pas ? Il y a deux raisons : les unes ne trouvent pas de travail ; les autres aiment mieux crever de faim, dans un trou si elles peuvent, au coin d'une borne ou d'une route si elles n'ont plus d'abri, que de faire un travail qui leur rapporte tout juste le fil qu'elles y mettent, mais rapporte beaucoup à l'entrepreneur. Il y en a qui tiennent à la vie. Alors, poussées par la faim, le froid, la misère, attirées par les drôles ou drôlesses qui vivent de ça, - il y a des vers dans toutes les pourritures, - les malheureuses se laissent enrégimenter dans l'armée lugubre qui traîne de Saint-Lazare à la Morgue.(....) Partout, l'homme souffre dans la société maudite ; mais nulle douleur n'est comparable à celle de la femme.

Dans la rue, elle est une marchandise.

Dans les couvents où elle se cache comme dans une tombe, l'ignorance l'étreint, les règlements la

Louise Michel (1830-1905), *Mémoires*, 1886.

prennent dans leur engrenage, broyant son cœur et son cerveau.

Dans le monde, elle ploie sous le dégoût ; dans son ménage le fardeau l'écrase ; l'homme tient à ce qu'elle reste ainsi, pour être sûr qu'elle n'empêtera ni sur ses fonctions, ni sur ses titres.

Rassurez-vous encore, messieurs ; nous n'avons pas besoin du titre pour prendre vos fonctions quand il nous plaît !

Vos titres ? Ah bah ! Nous n'aimons pas les guenilles ; faites-en ce que vous voudrez ; c'est trop rapiécé, trop étrié pour nous.

Ce que nous voulons, c'est la science et la liberté. Vos titres ? Le temps n'est pas loin où vous viendrez nous les offrir, pour essayer par ce partage de les retaper un peu.

Garder ces détroques, nous n'en voulons pas.

Nos droits, nous les avons. Ne sommes-nous pas près de vous pour combattre le grand combat, la lutte suprême ? Est-ce que vous osez faire une part pour les droits des femmes, quand hommes et femmes auront conquis les droits de l'humanité ?

Ce chapitre n'est point une digression. Femme, j'ai le droit de parler des femmes.

BOZENA WOJCCIECHOWSKI / Val-de-Marne /

Je suis très inquiète. La droite a perdu les élections de 2012. Mais sur le terrain des idées... N'est-on pas confronté quotidiennement à des remarques plus ou moins acerbes, plus ou moins violentes sur les assistés, le mérite, le coût du travail, l'impossible alternative, les étrangers, les Roms...

Et le moins que l'on puisse dire c'est que les expulsions de Roms par Valls, le recul sur le droit de vote des étrangers, ou encore la transformation des centres de rétention en centres familiaux, genre Disneyland en prison... Bref, les choix du gouvernement socialo-verts ne vont pas dans le bon sens.

Alors, sommes-nous à la hauteur de cette droitisation ?

Comme ceux qui sont submergés, nous préférons répondre sur les « fainéants de chômeurs », les assistés de première... Questions que nous maîtrisons mieux, grâce à notre histoire, notre héritage, et les intelligences ac-

CAROLINE BARDOT / HAUTS-DE-SEINE /

Les rapports de domination n'ont jamais été aussi prégnants. Pour autant, si le système capitaliste se fissure, il ne se brise pas. C'est notre rôle de communiste de donner à voir que la sortie du capitalisme et des rapports de domination est possible et nécessaire.

Depuis le début des années 1970, le monde

DROITISATION DE LA SOCIÉTÉ, DOMINATIONS : QUE VOULONS-NOUS GAGNER ?

tuelles qui nous nourrissent aujourd'hui.

Seulement voilà, est-on crédible, rend-on l'alternative crédible quand on ne s'attaque qu'à la moitié d'un projet de société ? Si la droite a raison sur les étrangers, pourquoi aurait-il tort sur le coût du travail ?

Réduire les dominations raciales et sexistes à la stratégie diviser pour mieux régner passe à côté de l'essentiel : il s'agit d'une véritable conception de la société fondée sur l'exploitation de l'homme par l'homme, qu'il s'agisse de domination sociale, de genre, ou d'ethnie. C'est un projet global – total diraient certains.

C'est sur chacun des aspects humains, sur tout ce qui fait nos vies humaines, que les pouvoirs dominants agissent, interviennent. Ils façonnent une société de l'injustice, de l'exploitation, de la domination. Ils façonnent une société où le chômeur est autant inutile que le musulman, où le fonctionnaire est aussi néfaste que la femme, où le précaire est

du travail évolue fortement sous l'effet de la montée de l'apologie de la concurrence et de la mondialisation de l'exploitation capitaliste : détricotage du code du travail, précarisation, individualisation de la relation de travail, émergence de nouveaux risques professionnels liés à l'organisation même du travail...

Des mesures immédiates sont nécessaires pour

aussi bon à rien que le Rom.

La fatalité a progressé. « Nous faisons ce que nous pouvons », « chacun doit s'armer pour s'en sortir seul face aux autres »... Bref, la seule issue à la crise c'est l'austérité, le choc de compétitivité. Et donc, la chance à ceux qui sont forts, armés, tant pis pour les autres, tant mieux s'ils tombent eux-mêmes sur la chance mais à la guerre comme à la guerre : il faut survivre.

Ils ont gagné, mais chaque victoire n'est qu'un épisode. N'a-t-on pas à gagner sur d'autres perspectives ? Ne peut-on pas convaincre, à l'image du pasteur : ils sont venus chercher les autres, je n'en étais pas, j'ai laissé faire. Maintenant qu'ils viennent me chercher moi : il n'y a plus personne.

Les communistes sont du côté de l'humain, de la majorité. Pas de la masse, de chaque être humain. Du côté de l'émancipation. De chacun et de tous.

répondre à l'urgence sociale et industrielle. En parallèle, il nous faudra mener une bataille idéologique pour sortir de l'amalgame entre travail et emploi qui pose l'emploi comme la seule institution légitime du travail. Le système salarial actuel, fondé sur le lien de subordination, réduit le travail à une force de travail qui cherche un emploi sur un marché du travail.

Ce qu'on attend du politique c'est qu'il construise un projet de société portant une vision novatrice sur le travail, une civilisation du travail et non de l'exploitation des travailleurs. Sortir de cette exploitation et de la soumission à la logique de valorisation du capital devient incontournable et va de pair avec une vision du travail en tant qu'activité humaine d'affirmation, de création et de coopération.

Dépasser la forme emploi dans les activités laborieuses devient incontournable. Cela nous permettrait de considérer que toutes les formes de travail, y compris le travail non marchand

GUILLAUME QASHIE-VAUCLIN / HAUTS-DE-SEINE /

En cette période de crise où le gouvernement de gauche au pouvoir n'emprunte pas pour l'instant le chemin de la satisfaction des besoins populaires, le danger est très fort du côté des droites radicales : déjà 6,4 millions de voix pour Le Pen au printemps et près de la moitié des Français déclarant qu'il y a trop d'immigrés dans notre pays... Voici qu'à présent, Le Pen devient une des personnalités politiques préférées des Français, voici que Copé emporte la présidence de l'UMP... On ne joue donc pas à se faire peur.

Or extrême droite, migration et pensée raciste forment un nœud car c'est bien une manière de voir le monde où la frontière du « eux » et du « nous » passe entre les cartes d'identité – et, pensée raciale, entre les couleurs de peau qu'on leur associe – plutôt qu'entre les classes sociales qui entraînent vers ces rives-là. Les sociologues Guy Michelat et Michel Simon l'ont montré : « Tout se passe comme si les difficultés vécues et le sentiment de révolte qu'elles

ALAIN HAYOT / BOUCHES-DU-RHÔNE /

L'installation dans notre pays depuis 25 ans d'une extrême droite influente est devenue une des questions centrales du débat politique. Nous assistons à une véritable recomposition politique sur fond de lepénisation des esprits et de radicalisation politique de la droite française.

Nous avons longtemps sous-estimé l'offensive culturelle menée comme la dynamique de mobilisation sociale permise par une telle convergence idéologique et morale : l'épisode pitoyable de l'abandon du droit de vote des étrangers comme l'opposition au mariage pour tous en sont les dernières illustrations.

Mais nous sommes aussi longtemps trompés de combat : la diabolisation isolant le FN et le figeant dans un moment historique, les années 30/40, a occulté la recomposition politique à l'œuvre au sein de l'ensemble de la droite, ainsi que les formes nouvelles du discours lepéniste et sa capacité d'essaimage : c'est au nom de la laïcité qu'on développe l'islamophobie ; c'est au nom de la République qu'on défend l'identité nationale ; c'est au nom de la civilisation que l'on dénonce « le racisme

comme l'engagement militant, sont sources de création de richesse. On rend ainsi possible la valorisation de toutes les formes de travail en dehors du filtre du marché du travail et de l'employabilité. Ce serait reconnaître les compétences ainsi acquises et valoriser la richesse produite et directement utile à la société.

Sa réalisation concrète ne peut se penser que par le développement, la convergence des luttes et leur traduction politique, notamment en gagnant de nouveaux droits : l'intervention des « citoyens-travailleurs », la maîtrise sociale des systèmes financiers et productifs et l'instau-

suscitent n'entraînent un fort niveau de sympathie pour le FN qu'à la condition d'être impu- tées à l'omniprésence d'immigrés qui « nous » coûtent, prennent « nos emplois » [...], à qui « nos » politiques donnent tout et permettent tout alors « qu'on » ne fait rien pour « nous ». »

Si c'est cette fixation sur la question immigrée qui emmène vers la droite extrême, c'est donc là qu'il faut résolument porter le fer. D'autant que pareille grille de lecture interdit une mobilisation ambitieuse et majoritaire, fruit de la claire identification de l'ennemi véritable – l'ennemi de classe.

Dans le même temps, « l'ethnisation de la société » (Jean-Loup Amselle) avance dangereusement : voyez ces questions récurrentes dès qu'on a un peu plus de mélanine que Brice Hortefeux « Vous venez d'où ? » ou, mieux encore, l'impayable « Vous avez des origines ? » ; voyez les cours d'école où le « Cé-Fran » est l'écolier au teint clair. Le grand historien Ernest Labrousse disait que les mentalités retardent

POUR UNE NOUVELLE CONSCIENCE DE CLASSE ET LA RECONQUÊTE D'UNE « HÉGÉMONIE CULTURELLE »

antiblanc » et que l'on veut perpétuer la domination blanche et occidentale sur le monde ; c'est au nom du peuple français que l'on affirme la légitimité de la préférence nationale en termes d'emplois, de logements ou de protection sociale.

La grande nouveauté c'est que ce discours n'est plus le monopole de l'extrême droite. Il devient le discours de la majorité de ceux qui luttent pour la préservation du système dominant. Le capitalisme en crise redéfinit les bases de sa domination en la fondant sur la division ethnique, culturelle, civilisationnelle des populations, pour opposer les histoires, les croyances, les appartenances et pousser au « choc des civilisations », à l'affrontement identitaire au détriment des solidarités de classes contre toutes les formes de dominations et de discriminations. C'est le sens même du discours dominant sur la « racialisation » des rapports sociaux et sur le communautarisme, discours qu'il faut combattre sans concession. Il est urgent et décisif de centrer le combat de classe sur ce terrain-là tout en veillant à la manière d'affronter le cœur du discours identi-

taire : reconnaître que la diversité culturelle est une richesse qu'il nous faut défendre tout en favorisant les relations interculturelles fondées sur l'égalité en droit des civilisations. Réaffirmer que la laïcité est indissociablement la séparation de l'Etat et des églises et le respect des croyances et des pratiques religieuses. Agir pour que la République que nous voulons soit garante de l'égalité des droits de chacune et chacun et du refus de toutes discriminations, sociales, ethno-religieuses, sexuelles ou territoriales.

Ce combat contre toutes les divisions est une des conditions de la renaissance des solidarités et d'une nouvelle conscience de classe intégrant les différences culturelles non comme un obstacle à dépasser mais une richesse à promouvoir. De même « celui qui croyait au ciel et celui qui n'y croyait pas » ont les mêmes raisons, humaines et sociales d'agir ensemble. Notre combat contre toutes les fragmentations et les divisions exige de repartir à la reconquête d'une « hégémonie culturelle », au sens gramscien du terme, dans la société française et en Europe.

toujours sur le réel. Quel retard ! Notre image mentale du Français semble bloquée à l'Anjou médiéval... Non, un Français, à présent et pour toujours, peut être de n'importe quelle couleur : il va bien falloir l'intégrer !

Dès lors, que faire ? Il est sans doute temps de forger et d'affirmer une conception révolutionnaire de nouvelle génération en matière de citoyenneté. La Grande Révolution comme la Commune nous ont légué un puissant héritage avec le droit du sol, l'éligibilité et le droit de vote pour tous les habitants de ce pays et à toutes les élections (du Prussien Cloots au Hongrois Frankel...). Notre propre parti n'a pas démerité en présentant en 1924 l'Algérien Abd el Kader Hadj Ali manquant à vingt voix de le faire entrer à l'Assemblée ? La citoyenneté de résidence (« on vit ici, on bosse ici, on vote ici ») ne doit-elle pas être une des revendications fortes de notre temps ? Le nouveau pari communiste est toujours celui de l'audace. Notre pays en a grand besoin.

FENÊTRE 3

LA GAUCHE ET LE CHANGEMENT EN QUESTION

Des forces de gauche, le Parti socialiste avec Europe Ecologie - Les Verts, sont au pouvoir en France, et le changement n'est pas à l'ordre du jour. On nous pose la question : opposition ou majorité ?

Alors que le clivage droite-gauche continue de structurer l'électorat, comment nous y situons-nous ?

Quel sens recouvre aujourd'hui l'idée de gauche ?

Comment se positionner face à l'impasse social-libérale en France et en Europe ? Comment redonner force à la gauche ?

Comment faire grandir la révolution citoyenne ?

Nous devons mieux caractériser notre démarche offensive.

D'hier à aujourd'hui...

L'idée de la lutte de classes, le principe de la lutte de classe, est formé de trois éléments, de trois idées. D'abord, et à la racine même, il y a une constatation de fait, c'est que le système de la propriété privée des moyens de production, divise les hommes en deux catégories, divise les intérêts en deux vastes groupes nécessairement et violemment opposés. (...) Entre les deux classes, entre les deux groupes d'intérêts, c'est une lutte incessante (...). Voilà donc le premier élément de la lutte de classes.

(...) Pour qu'il y ait vraiment lutte des classes, pour que tout le prolétariat organisé entre en bataille contre le capitalisme, il ne suffit pas qu'il y ait antagonisme des intérêts entre les capitalistes et les salariés, il faut que les salariés espèrent, en vertu des lois mêmes de l'évolution historique,

Discours de Jean Jaurès à Lille, 1900.

l'avènement d'un ordre nouveau dans lequel (...) tous les producteurs associés participent à la fois à la direction du travail et au fruit du travail. (...)

Et enfin, il faut une troisième condition pour qu'il y ait lutte de classes. Si le prolétariat pouvait attendre la transformation de l'ordre capitaliste en ordre collectiviste et communiste d'une autorité neutre, arbitrale, supérieure aux intérêts en conflit, il ne prendrait pas lui-même en main la défense de la cause. [...] La lutte de classes a commencé le jour où, à l'expérience des journées de juin [1848], le prolétariat a appris que c'était seulement dans sa force à lui, dans son organisation, qu'il portait l'espérance du salut.

[...]

Il n'est pas possible que vous prétendiez introduire le principe de la lutte des classes en disant, comme le font nos contradicteurs, que le Parti socialiste doit être toujours un parti d'opposition

ANDRÉ CHASSAIGNE / PUY-DE-DÔME /

La gauche a toujours porté l'idée de changement pour la société, oscillant entre réformisme et révolution pour y arriver. La transformation sociale et politique est notre visée, et c'est autour de cette visée que doit s'organiser notre rapport à la gauche. C'est sur le contenu politique du changement, sur les avancées concrètes en termes de droits nouveaux, d'amélioration de la vie de nos concitoyens que nous sommes attendus. Notre Parti doit tirer sa visibilité à la fois des progrès qu'il est capable de matérialiser aujourd'hui, et de ceux qu'il met en germe pour une transformation sociale à plus long terme. Les petits gains immédiats peuvent, doivent, servir à la construction du changement à plus longue échéance.

Aussi, alors que certains des choix du Président de la République, de son Gouvernement et de sa majorité socialiste brouillent les lignes

CAROLINE ANDRÉANI / SEINE-SAINT-DENIS /

Deux courants de pensée et d'action coexistent au sein de la gauche en France, l'un réformiste, l'autre révolutionnaire. C'est dans les périodes où le courant révolutionnaire a été dominant que des avancées sociales majeures ont été réalisées.

La gauche a imposé des changements durables à chaque fois qu'elle a été portée par un mouvement populaire offensif, avec à sa tête un Parti communiste capable de porter à leur terme des propositions concrètes en faveur des classes populaires.

En 1936, à la suite d'un vote majoritaire à l'Assemblée nationale, appuyée par des grèves populaires d'ampleur, elle a imposé des droits syndicaux, une protection sociale, les premiers congés payés. En 1945, les gouvernements

ALLER CHERCHER LE CHANGEMENT

du rapport gauche/droite, notre positionnement nous contraint donc à une double exigence : démontrer que ce n'est pas tout ou rien dans notre rapport avec les autres composantes de la gauche ; construire avec et dans la société des rassemblements d'idées capables de modifier les rapports de force sur les contenus du changement à imposer. Notre travail doit, sans la subir, partir de la réalité pour avancer, en faisant grandir la réflexion de chacune et de chacun, pour faire partager une démarche politique qui ne va pas de soi. Elle ne va pas de soi parce qu'elle cherche à faire évoluer le sentiment de frustration et de colère à l'égard des politiques libérales, pour construire une conscience politique qui exige de la patience. Sans ce travail des consciences que le PCF doit mener, la tendance déjà bien à l'œuvre vers des réactions catégoriques, aux accents révolutionnaires, sur l'appréciation de notre rapport à la gauche et la société seront de plus en plus sensibles. Per-

mettent-elles vraiment une démarche de rassemblement pour construire le changement ?

L'appel de notre Parti à mener de véritables campagnes publiques d'envergure sur des propositions clés de lutte contre l'austérité est donc essentiel. Ces initiatives doivent servir de points d'appui à la force que représente notre Parti et le Front de gauche : continuer à se construire non pas comme un cartel électoral replié sur des débats internes ou sur la politique du « verbe haut », mais d'abord comme force sociale agissante, comme force de progrès, et donc comme force utile.

Au début de la nouvelle législature, je qualifiais notre positionnement « d'autonomie constructive » au cœur de la gauche. Sans doute faut-il mieux l'expliquer pour faire comprendre qu'il est indispensable de faire bouger toute la gauche, et toute la société, pour ouvrir la voie à des mesures transformatrices.

dans le sillage américain ; de 1984 à 1986, avec le tournant de l'austérité ; de 1997 à 2002 notamment en privatisant plus que la droite ; aujourd'hui, en appliquant le traité Sarkozy-Merkel et l'austérité.

Tant que le mouvement populaire sera atone, dispersé et sur le repli, tant qu'aucune force révolutionnaire portant l'objectif d'une rupture avec le système capitaliste n'aura pas repris le dessus face au réformisme, la gauche ne sera pas la force du changement, mais celle de l'accompagnement du capitalisme.

Dans la période actuelle de crise aiguë du capitalisme, le PCF peut redevenir cette force révolutionnaire et porter le changement dont les peuples ont besoin.

CÉLINE BRULIN / SEINE-MARITIME /

MEDEF, « pigeons » et autre AFEP relayés par la droite mènent une véritable offensive et nous avons mille fois raison d'être sans concession à l'égard du gouvernement, dirigé par les socialistes, chaque fois qu'il y cède. Mais les points marqués par le programme commun du Front de gauche pourraient reculer d'autant si nous devenions ceux qui critiquent « bien », sans que cela contribue au moindre changement.

Le drapeau de la dette publique est agité pour repousser le changement attendu à plus tard, dans le meilleur des cas. Mais l'idée que celui-ci ne surviendra qu'une fois les rapports de forces à gauche inversés, avec un Front de gauche majoritaire, risque de constituer l'autre face d'une même pièce : l'impossibilité objective de répondre aux urgences sociales et son cortège de « décrochages » sociaux, écono-

DANIEL CIRERA / SEINE-SAINT-DENIS /

Réussir le changement pour lequel les Françaises et les Français ont voté c'est apporter des réponses concrètes à leurs attentes et aux besoins du pays (en Europe) : création d'emplois, salaires, industrialisation, maintien d'un haut niveau de protection sociale, justice sociale et fiscale, etc. Ce n'est plus affaire de programme, mais d'action et de rapports de forces. Dire que le changement ne peut pas attendre et qu'il doit réussir tient aux urgences sociales, à l'analyse de la crise. A la conviction qu'il n'y a pas d'avenir à la « stratégie du recours ». C'est volontariste mais c'est ce qui détermine le positionnement dans la gauche. La violence de classe de l'offensive de la droite, du Medef, les pressions européennes donnent

MÉLANIE TASAGOURIS / MEUSE /

En créant le Front de Gauche, nous nous sommes mis en position de redéfinir, avec tous ceux qui se reconnaissent dans le terme de « gauche », ce que recouvre aujourd'hui ce mot. Nous le faisons avec tout ce qui constitue notre identité singulière de communistes français. Mais nous le faisons en ouvrant le projet communiste à tous les citoyens, pour qu'il soit travaillé par les forces sociales, culturelles, politiques qui nourrissent la gauche de leur apport. Nous le faisons avec la conscience que nos analyses ont besoin de se mêler à la réalité contemporaine de nos concitoyens pour devenir des perspectives concrètes.

Nous sommes souvent identifiés par de nombreuses valeurs qui sont les nôtres et qui nous sont reconnues. Pour autant, cela ne peut suffire à tracer les étapes du changement populaire qui serait nécessaire.

Nous avons besoin de nous dégager des cloisonnements habituels qui structurent la vie po-

litiques, politiques.

Dans ce contexte, sur quoi le PCF peut-il s'appuyer pour contribuer à l'indispensable offensive populaire en faveur de véritables changements ? Quand de plus en plus de salariés perçoivent la recherche de « compétitivité » comme la volonté de faire reculer leurs droits sociaux au niveau des pays émergents, n'y a-t-il pas matière à une grande bataille en faveur de la réduction du coût du capital plutôt que du travail ? Quand des salariés en lutte, dans la pétrochimie ou la sidérurgie par exemple, mettent le doigt sur le caractère stratégique de leurs filières au point que l'idée de nationalisation reprend de la vigueur, ne faut-il pas pousser le débat avec les organisations syndicales, les formations politiques de gauche sur la nécessité pour la puissance publique de reprendre la main ?

MAINTENANT

la mesure de l'enjeu de l'expérience française, y compris pour l'Europe.

La crise bouleverse les réalités : dans les urgences, dans la contradiction austérité/relance pour la sortie de crise - dans des mouvements, inédits, de contestation des politiques libérales et de l'austérité - dans la force de l'exigence démocratique face à la finance - avec les dérives populistes.

La France n'est ni la Grèce ni l'Espagne. Les électeurs ont fait le choix de la gauche, dans le rapport de forces qu'on sait. Mais nous ne sommes ni en 1981, ni en 1997 ni en 2005. Il s'agit de travailler à une union entre partis de gauche, non plus réduite aux compromis fixés par les rapports de forces électoraux, mais au

LA GAUCHE ET LE COMMUNISME : MISE EN ACTES

liticienne de notre pays. Nous n'avons pas à répondre aux injonctions médiatiques qui nous sont faites de répondre à la question « majorité ou opposition ». Nous devons sortir du débat stérile qui consiste à tenter de définir ce qu'est aujourd'hui le Parti socialiste.

Nous devons le redire à chaque étape du mandat de ce gouvernement : nous sommes disponibles pour mener avec la majorité choisie par les français, une politique qui réponde aux urgences sociales et environnementales. Pour autant, nous ne sommes pas là, pour faire peser la balance un peu plus à gauche. Nous proposons une politique qui rompt avec les logiques libérales. Dans le rassemblement que nous avons l'ambition d'impulser se trouveront nécessairement des socialistes, des écologistes...

Le positionnement récent de nos parlementaires a nettement gagné en clarté dans ce début de mandat, mais cela ne suffit pas. Les assemblées citoyennes, peuvent être le lieu de

Dans ces batailles le PCF, ses militants, ses élus - qu'il faut plus nombreux - ont toutes les raisons de porter la voix originale qui fonde leur engagement. En démontrant que le choix de l'austérité diminue les moyens d'amortir la crise, la situation des collectivités en est cruellement emblématique. En démontrant que la voie de l'aménagement du capitalisme est de plus en plus inopérante dans l'affrontement actuel. Cette critique, au sens plein du terme, ne résonnerait-elle pas aux oreilles des nombreux citoyens qui accordent leurs suffrages, à défaut de leur confiance, au PS ?

Notre parti doit se donner l'ambition d'être la force combative pour le changement, d'autant plus porteuse du rassemblement que les doutes se développent sur les capacités de « la gauche » à améliorer la vie et à construire un monde meilleur.

plus près du peuple - tel qu'il est -, en appui sur les mobilisations et les aspirations pour la justice et la démocratie qui travaillent la société, et comme réponse à la crise politique.

Avec d'autres communistes j'ai été de ceux qui ont proposé que le PCF travaille cette conception nouvelle : construire le socle du rassemblement de toute la gauche à partir des propositions portées par le mouvement unitaire anti-crise et sur les retraites. Cette conception reste actuelle si l'on veut être utile : peser sur les choix, donner à voir les possibles, donner de l'espoir, ne pas reporter le changement à un « grand soir » fut-il électoral. Et inscrire l'action politique communiste au présent dans une stratégie de transformation.

convergence des citoyens dans la diversité de leurs engagements et de leur volonté d'agir, d'avancer ensemble. Pour cela, il nous faut renforcer beaucoup plus que cela n'est le cas aujourd'hui, l'implication des élus dans ces assemblées, en premier lieu la présence de nos élus communistes et Front de gauche, mais également en invitant les élus de toutes les autres forces de gauche, pour que soit portées, débattues, les propositions concrètes en rupture avec les politiques aujourd'hui à l'œuvre.

Nous devons nourrir cette dynamique de tous les combats qui se déroulent en Europe, contribuer à tisser des convergences pour rendre plus crédibles les alternatives à mettre en œuvre.

Nous devons montrer dans nos actes l'esprit de rassemblement à gauche qui nous anime et qui permettra à chacun, quel que soit à gauche le mouvement dont il se réclame, de trouver sa place dans la révolution citoyenne dont notre pays a besoin.

FENÊTRE 4

L'AVENIR DU FRONT DE GAUCHE EN QUESTION

Nous voulons renforcer le Front de gauche. Des débats le traversent sur sa façon de grandir. Nous n'avons pas toujours la même appréciation des résultats de la séquence électorale passée, de notre stratégie, de notre vie commune, des propositions à porter, des conditions de l'élargissement de cette dynamique. C'est naturel. C'est même une richesse pour donner de la force au mouvement. C'est pourquoi nous voulons engager un débat sans tabou, toutes et tous ensemble, sur l'ensemble des dimensions concernant l'avenir du Front de gauche.

D'hier à aujourd'hui...

La société bourgeoise, au moins dans les pays développés, a toujours accordé une grande attention aux structures et mécanismes politiques et ce, pour des raisons historiques dans le détail desquels il ne m'appartient pas de rentrer ici. [...]

Les sociétés socialistes, également pour des raisons historiques qu'on pourrait expliquer, se sont concentrées sur d'autres tâches, notamment celles relevant de la planification de l'économie. Dans l'ensemble, elles ont accordé une bien moindre attention à la question des institutions politiques et juridiques – à l'exception de la cruciale question du pouvoir et, peut-être, dans les pays multinationaux, des rapports entre les nations. On les a tout simplement laissées fonctionner, du mieux qu'elles pouvaient, quitte même à ce qu'elles entrent en contradiction avec les constitutions adoptées et les statuts du parti – ainsi de la convocation régulière des congrès par exemple – et, le plus souvent, tout cela était nimbé d'une certaine obscurité. Dans les cas

Eric Hobsbawm, historien britannique (1917-2012), *Gramsci*, in Anne Showstack Sassoon (dir.), *Approches to Gramsci*, 1982.

extrêmes, comme dans la Chine de ces dernières années, les décisions politiques majeures concernant l'avenir du pays semblent émerger soudainement de combats de sommet menés par un petit groupe de dirigeants ; leur nature même demeure assez mystérieuse dans la mesure où elles n'ont jamais été discutées publiquement. Sans même considérer tous les inconvénients liés à cette négligence touchant la politique, comment peut-on espérer transformer la vie humaine, créer une société communiste (ce qui ne se résume pas à une économie dirigée) quand les masses du peuple sont exclues du processus politique et peuvent même glisser dans la dépolitisation et l'apathie concernant les problèmes publics ? Il devient clair que pareille négligence à l'égard du fonctionnement politique dans la plupart des pays socialistes engendre de lourdes faiblesses auxquelles il faut remédier. L'avenir du communisme, aussi bien dans les pays qui ne sont pas encore socialistes comme dans ceux qui le sont, dépend sans doute de l'attention qui sera portée à cette question.

FRANCIS PARNY / VAL-D'OISE /

LE FRONT DE GAUCHE CA MARCHE !

Depuis qu'il a été créé il y a quatre ans, le Front de gauche ne cesse de progresser. Il a marqué la vie politique française de ces dernières années en s'efforçant de rassembler l'ensemble de celles et ceux qui luttent pour la transformation sociale.

Le Front de gauche n'est pas un parti, c'est un mouvement qui a besoin de toutes et de tous, sans ralliement, sans allégeance, pour un travail en commun qui respecte l'originalité de chaque organisation, de chacune et de chacun. Sa mission n'est pas de rassembler autour de lui mais d'être l'outil du rassemblement le plus large au service de toute la gauche et des objectifs qu'il se donne pour la France, l'Europe et le monde.

La dernière campagne présidentielle/législatives a permis un rassemblement plus large encore de dizaines de milliers de citoyennes ou citoyens, militants associatifs ou syndicaux désireux de participer activement à ce rassemblement. Comment garantir cette diversité utile à la construction d'un mouvement populaire

est sans doute un des défis majeur que nous devons relever. Nous devons faire preuve d'innovation et nous efforcer de trouver des formes nouvelles de rassemblement. Les assemblées citoyennes sont un champ d'expérimentation, sachons les faire vivre d'une manière souple, comme des coopératives qui respectent chacune et chacun sans organisation hiérarchique. Et le conseil national de campagne qui a rassemblé presque autant de personnes « non encartées » que de militants issus des partis politiques au service d'élaboration collectives de nos orientations doit être pérennisé et renforcé dans la diversité de sa composition.

Toutes ces constructions ne peuvent se faire que dans le cadre d'initiatives de débats de mobilisations et de luttes qui concourent au changement que nous souhaitons.

Certains s'interrogent pour savoir si l'existence du Front de gauche n'estompe pas l'identité communiste.

Il suffisait d'entendre les nouveaux adhérents réunis avec Pierre Laurent le 10 novembre

pour se rendre compte du contraire. L'un d'eux a même eu un raccourci saisissant en déclarant : « c'est après avoir écouté Jean-Luc Mélenchon que j'ai adhéré au Parti communiste Français ». Les communistes sont pour beaucoup dans la construction du Front de gauche. Ils sont identifiés comme la force majeure dynamique et populaire de ce rassemblement.

Bien sûr, des tensions occasionnelles peuvent exister localement ou nationalement pour des enjeux de pouvoir. Raison de plus pour maintenir un mode de fonctionnement du Front de gauche collégial avec des décisions prises par consensus et sans vote.

Face à un gouvernement qui assume sans état d'âme son orientation sociale libérale, le Front de gauche est plus que jamais un outil indispensable dont le périmètre n'est pas arrêté à l'avance. Il peut être le creuset de rassemblements futurs ouverts à toutes les sensibilités de gauche, socialistes, écologistes et aussi au mouvement social dans le respect du rôle de chacun.

CÉCILE DUMAS / ALPES-MARITIMES /

FRONT DE GAUCHE : LE RASSEMBLEMENT POUR LE CHANGEMENT !

..... Pour que mes propos soient clairs, je vais commencer par enfoncer une porte ouverte. Pour moi, il n'a jamais été question de choisir entre le Parti communiste et le Front de gauche. Je choisis les deux !

Pour continuer, pour renforcer, pour élargir, pour réussir le Front de gauche, nous avons besoin d'un parti communiste nouveau, fort de son collectif militant, de sa capacité à se renouveler, à réfléchir, à échanger et à lutter.

Alors que voulons-nous avec le Front de gauche ? Changer la société, changer ce système si injuste qui ne fait qu'aggraver les inégalités, asphyxier la planète, cultiver la cupidité et l'égoïsme ! Ce changement, nous ne voulons pas seulement le théoriser mais le vivre, le rendre réel et donc devenir majoritaire avec une politique de gauche en capacité de répondre aux besoins sociaux, écologiques, internationalistes, pacifistes...

ALINE GUITARD / RHÔNE /

..... Quel avenir pour le Front de gauche ? La question se pose sans cesse depuis le lancement de notre collectif en février 2009. D'élections (5 échéances en 3 ans et demi) en luttes nationales (la Poste) ou locales (la Régie Publique de l'eau), il n'a cessé de grossir : militants du PCF, du PG et de GU, puis de nouvelles forces, pour la plupart non-encartées politiquement mais venant du mouvement syndical et associatif, tous à la recherche d'une issue politique à la crise que nous traversons... Notre fonctionnement est collectif : blog, page Facebook et mailing liste sont co-gérés par des militants du collectif, représentant la diversité de notre groupe, les tracts et les actions sont organisés de même et cela fonctionne ! Le principe du respect de tous, la reconnaissance du rôle spécifique des différents partis, le dialogue

MARTINE GAYRAUD / GARD /

..... Nous voulons écrire la saison deux du Front de gauche, je crois qu'aujourd'hui c'est nécessaire et cela ne peut se dissocier de la réflexion que nous menons concernant notre parti. Cette construction politique nouvelle, ce rassemblement dans une démarche ouverte est aujourd'hui un peu en panne après le formidable moment de la campagne électorale présidentielle et législative où des milliers de gens nous ont rejoints pour participer. Quelque chose nous manque. Nous restons un peu coincés dans nos organisations politiques, comme un couple qui reste ensemble parce qu'il a partagé de bons moments sans trouver les conditions d'un nouvel élan, d'une réelle dynamique qui le propulse vers l'avenir.

Les diverses expériences d'assemblées citoyennes ou de coordination dans mon département, ne permettent pas de faire grandir notre rassemblement, de lui donner plus de

Alors pour cela que faire ? Comment bousculer la montagne institutionnelle de la 5^e République qui favorise l'alternance et pas le changement ? Comment franchir le mur de la crédibilité de notre projet ? Comment rassembler tous ces gens qui ne supportent plus ce monde, tous ces gens à la recherche d'une vie meilleure et d'un nouvel espoir pour de nouveaux progrès et de nouveaux droits ? N'est-ce pas en permettant l'apport de toutes celles et ceux qui ont cette volonté ? Si un parti seul était capable de le faire, cela se saurait...

D'ailleurs je suis persuadée qu'il vaut mieux plusieurs partis qui s'accrochent de temps en temps qu'un parti unique qui se déchire !

Non, le Front de gauche n'a pas besoin d'être une organisation qui réunit des organisations mais plutôt un mouvement perpétuel de rassemblement d'organisations, de militants divers et variés et surtout un mouvement qui permet à tout individu peu habitué aux luttes collectives,

aux constructions collectives à faire de la politique. Et ces gens-là ont besoin d'espace libre, d'engagement individuel. S'ils veulent aller plus loin, s'ils ont besoin d'une organisation, d'un parti politique, ils choisiront en apprenant à les connaître. Mettons-nous en capacité à participer à la création de « coopératives politiques » qui débattent, qui construisent, qui agissent dans un seul but : le changement et le vrai !

Ces « coopératives politiques » du Front de gauche peuvent s'organiser au plus près des gens : par ville, par réunion de villages... pour partager nos convictions, partager nos idéaux de gauche, pour réunir tout le peuple de gauche et permettre de faire partager nos convictions, nos projets.

Nous pourrons alors travailler ensemble aux étapes suivantes de notre rassemblement pour permettre un vrai changement de Gauche, sans adjectif, simplement réussir à installer LA GAUCHE dans notre pays et au-delà

pour aller au consensus sans omettre les questions qui fâchent ou font débat... C'est ce qui nous permet de créer une réelle dynamique ! Et dans ce cadre, le PCF ne se dilue pas, ne se perd pas mais au contraire se renforce en nombre d'adhérents et s'exprime clairement, dans le collectif comme de façon autonome dans l'espace public. Pourtant les enjeux de structuration, au-delà de ce type de collectifs locaux, se posent : comment financer le matériel, comment créer du lien entre les collectifs, comment gagner en cohérence, en visibilité ? Les citoyens non-encartés qui nous rejoignent depuis les élections de 2012 sont de plus en plus des nouveaux venus sur le terrain politique : ils viennent au Front de gauche parce qu'ils ont enfin le sentiment que c'est leur place, que ce Front politique leur appartient

et peut leur permettre de s'exprimer et de lutter. Ils ne nous demandent pas forcément une carte à prendre. Mais ils réclament un espace de débat où leur réflexion pèse et parvenir à le créer est un enjeu de taille. Cela prouvera notre capacité à inventer une réelle démocratie au sein de toutes les structures de ce pays. Nous devons échanger à l'échelle des villes, des départements et nationalement en donnant toute leur place aux citoyens sans carte. Il nous faut repenser le Conseil National du Front de gauche pour créer de meilleurs liens avec les collectifs locaux, en intégrant plus de représentants de la société civile. Ce qui peut exister dans notre collectif, fort de 160 hommes et femmes d'horizons différents, doit être possible plus largement, car c'est ce qui fonde notre conception du monde.

force. Les huit ateliers du Front de gauche, initiative prise début septembre pour travailler des thématiques et ouvrir des fronts, ne s'est poursuivie qu'au travers de deux Fronts thématiques, le Front de gauche départemental de la Santé, et le Front de gauche départemental pour l'École. Ils ont pris plusieurs initiatives mais n'arrivent pas à grandir, à intéresser et à suffisamment impliquer des syndicalistes, des citoyens, etc... C'est pourquoi, nous devons trouver les moyens de mettre en mouvement, de permettre la créativité, d'expérimenter des formes nouvelles de travail et de partage et c'est fortement lié à l'impulsion nouvelle que nous souhaitons donner à notre parti pour qu'il soit un parti d'émancipation, d'action, de rassemblement, parce que le Front de gauche est l'une des dimensions majeures de ce rassemblement.

Nous pencher sur notre parti pour l'aider à prendre un nouvel élan, trouver les meilleures

FENÊTRE 5

LES TRANSFORMATIONS
DU PCF EN QUESTION

Nous voulons construire un parti communiste toujours plus en phase avec la société comme avec son projet.

Quels changements sont nécessaires dans notre organisation ?

Comment approfondir notre relation aux jeunes, au monde du travail et de la création, aux hommes et aux femmes des quartiers populaires, dans leurs diversités ?

Comment renouveler nos pratiques et nos raisonnements dans notre activité avec le monde du travail ?

Quelles nouvelles conceptions pour libérer l'initiative ?

Comment susciter et mieux faire circuler les élaborations de tous les communistes pour nourrir et renforcer notre projet commun ?

D'hier à aujourd'hui...

Rien ne t'arrête plus quand s'en lève le jour
Le matin pour chacun peut être différent
Une grève un chômage ou le Rif ou la Ruhr
Mais si pour tout de bon tout d'un coup ça vous prend

Si se met à rougir cette aube d'évidence
Si l'on entend son cœur battre du même bruit
Dans le malheur commun d'une même cadence
Dont bat le cœur d'autrui

C'est à la mer enfin la mer qu'il faut qu'on aille
Éclaboussé d'écume et de sel et d'oiseaux
Ah c'est l'humanité dans son cri de bataille
Qui t'emporte au large des eaux

Louis Aragon, « Comment l'eau devint claire »
Les Yeux et la Mémoire, 1954.

ÉMILIE LECROQ / SEINE-SAINT-DENIS /

..... Du parti d'avant-garde au parti à vocation majoritaire que tend à être le PCF d'aujourd'hui, nous n'avons cessé de réfléchir sur nos pratiques, notre organisation. Les évolutions de la société nous interrogent sur ses modalités de transformation et sur l'outil de cette transformation, le PCF. 2005 est la première année de progrès de nos effectifs depuis 1981. C'est aussi l'année où se révèle une dégradation de notre organisation. De l'application d'un schéma d'organisation, en dehors des moyens d'animation actuels, a découlé la disparition de nombreuses sections rendant très difficile une connaissance efficace de nos adhérents. A ceci ajoutons l'émergence de nouveaux territoires (villages en villes et intercommunalités) que nous n'avions pas prévue. La réorganisation de nos structures en fonction de nos capacités d'animation et des territoires d'aujourd'hui devient une étape essentielle. Mais comment questionner la structure sans préalablement s'interroger sur la connaissance de nos adhérents ?

Un grand nombre de nos adhérents restent en marge de notre activité militante organisée. Comment faire en sorte que notre structuration réponde aux aspirations de changement de nos adhérents et fasse vivre la richesse de notre capacité militante ?

C'est le début du recensement de nos adhérents, en lien avec nos structures de proximité. Aujourd'hui, beaucoup de personnes découvrent notre Parti, sa politique, son humanité. Ils apprécient la démarche du Front de gauche. Avec 6500 adhésions depuis le début de l'année, l'attractivité du PCF dans cette démarche n'est plus à démontrer. Malgré cela, trop peu de camarades proposent d'adhérer au PCF. Ce constat doit nous interroger sur la nécessité d'un débat sur la question stratégique de notre nombre adhérents pour développer notre politique avec plus d'efficacité ? Outre le nombre, l'apport de chacun dans le collectif est essentiel. Nous ne pouvons pas nous contenter de demander aux nouveaux adhérents leurs disponibilités sans répondre à leur

envie. Nous ne pouvons nous passer d'accueil ou de rencontres avec les nouveaux adhérents, au risque qu'ils aillent exprimer ailleurs leur envie de collectif. Ces gestes mettent à mal les idées reçues et ouvrent de nouveaux possibles. Le problème n'est pas tant le vieillissement de notre parti, mais le trop faible renouvellement de notre corps militant. De nombreux jeunes adhèrent au PCF mais combien sont recontactés, accueillis pour prendre part à nos activités ? Quelle responsabilité leur donne-t-on et quels moyens pour les assumer ? Une partie des réponses aux problèmes que nous nous posons se trouve dans la richesse de nos adhérents. Ces accueils d'adhérents nous posent de nouveaux défis. Comment prendre en compte ces jeunes parents, parfois seuls, dans un militantisme qui nous demande de faire une double journée ? Comment répondre au défi de la participation à la vie politique quand la précarité croissante interroge la participation de tous à la vie publique ? Le PCF n'échappe pas à ces questions.

CHRISTINE TEXIER / GIRONDE /

TRANSFORMATION DU PCF

..... Nous vivons dans une société où tout pousse à l'individualisation, au chacun pour soi. Et parce que les communistes sont des citoyens comme les autres, ils sont aussi confrontés aux difficultés et traversés par ces formes de replis. Mais qu'est-ce qui fait qu'ils ne sont quand même pas comme les autres ? Dans ce que la réflexion et l'action collectives de notre parti permettent de faire grandir chez chacun de nous, je retiendrai la capacité d'indignation, de révolte et de construction commune. Face au déversement quotidien de la pensée unique par les innombrables tuyaux de « communication » de ce 21^e siècle, les communistes doivent rechercher tous les moyens de développer cette « pensée critique

et prospective », agissante. Avec les adhérents du PCF, évidemment, mais aussi avec tous ceux qui aujourd'hui aspirent à une autre vie, un autre monde, pour soi et les autres. Il s'agit que chacun-e compte et y trouve son compte, notre diversité sociale, culturelle, générationnelle..., étant un atout majeur. Les apports collectifs, issus de l'expérience, de l'information, de la connaissance historique, de l'investissement humain dans la société (de solidarité, de lutte), doivent trouver à s'échanger et se nourrir, dans la proximité des lieux de vie, d'étude, de travail. C'est le rôle des animateurs du PCF, du local au national, que de s'atteler à faire vivre cette richesse, en relevant ce défi avec les adhérents : les anciens, les nouveaux

et... à venir s'ils sentent qu'ils ont quelque chose à dire, à prendre et à faire... bref, à partager. Quatre axes interactifs à renforcer et ne pas lâcher : 1. la proximité (l'ancrage dans la réalité immédiate, l'accessibilité pour tous, la diversité qui ouvre à d'autres espaces de réflexion et d'action). 2. le militantisme (sortir du « soi » pour agir avec d'autres, chacun franchissant un pas pour soi). 3. la formation (connaître et comprendre la société, le monde, pourquoi et comment agir sur le cours des choses) - La « Revue du Projet » est un outil prometteur si elle ne tombe pas dans « l'expertise ». 4. la démocratie (le débat, la décision collective ET sa mise en œuvre COLLECTIVE)

DOMINIQUE SATGÉ-SANGÉLY / HAUTE-GARONNE /

DÉVELOPPER ET DYNAMISER LE PCF

..... La crise du capitalisme donne plus que jamais raison aux communistes d'avoir fait le choix largement majoritaire de conserver l'outil parti communiste français. Un parti qui doit être l'organisation révolutionnaire de masse, en confrontation permanente avec le réel, en phase avec le peuple, dont nous avons besoin pour un nouveau mode de développement humain. C'est au niveau des animateurs de sections, que doit porter l'effort principal de dynamisation du parti : aide à l'intégration des nouveaux adhérents, formation avec suivi et progression thématique, aide à l'organisation et l'animation. Des moyens financiers beaucoup plus importants doivent y être consacrés. Les motivations principales de nos nouveaux adhé-

rents sont la volonté d'agir et de participer à l'élaboration de nos choix politiques : ils sont parfois déçus par la réalité de nos sections. Former des « cadres » intermédiaires devrait être notre obsession. La démocratie comme but et comme moyen : nous avons toujours besoin d'interroger l'articulation entre totale liberté d'expression dans le débat et respect des décisions majoritaires. Nous devons créer une culture du respect dans le débat des communistes : respect ne veut pas dire simplement possibilité de s'exprimer mais surtout écoute de ce qui est réellement dit sans extrapolation sur de supposés sous-entendus. Il est encore trop habituel lorsqu'on se situe dans « la ligne majoritaire » de devoir taire ses interrogations.

Exemple : dire « nous avons des divergences importantes avec le PG sur la production des richesses, l'écologie, l'énergie, l'école, le positionnement stratégique..., il faut les affronter pour avancer » peut être entendu pour ce qui est dit ou être perçu (et dénoncé) comme une volonté de repli identitaire. Cette attitude nuit gravement à notre intelligence collective. Adressons-nous largement à notre peuple, au-delà des questions de stratégie ou des rapports gauche-droite, sur l'essentiel : l'affrontement idéologique capital-travail. Nous avons besoin d'un parti qui construise des rassemblements larges, dans des fronts de luttes ou électoraux mais qui exprime aussi de manière autonome ses analyses et son projet de société.

MAXIME PICARD / BOUCHES-DU-RHÔNE /

..... Depuis plusieurs dizaines d'années, le capital a profondément remodelé le paysage du monde du travail : sous-traitance, externalisation, précarité, chômage, chasse aux syndicalistes... Cette évolution couplée à la baisse d'influence du PCF dans la société s'est traduite par un net recul de l'organisation du Parti à l'entreprise. Grande ou petite, c'est pourtant le lieu - quoi qu'en dise une secrétaire d'État socialiste - où l'on touche du doigt l'exploitation de l'homme par l'homme, et où l'on est confronté le plus concrètement au fonctionnement du système capitaliste. Or livrés à eux-mêmes, les travailleurs dans leur masse ne lient pas suffisamment bas salaires, précarité, brimades du quotidien... avec un mode de production global qui asservi l'humanité. Dans le même temps, c'est sur leur lieu

de travail qu'ils passent une bonne part de leur vie et qu'ils échangent, discutent, débattent... Devant ce constat nous voyons bien la nécessité d'une activité communiste renouvelée en direction des salariés. Aujourd'hui elle se résume trop souvent à la distribution de tracts à la sortie de l'entreprise ou dans les zones industrielles par les militants de la section locale. C'est bien mais ce n'est pas à la hauteur des exigences de notre temps. D'ailleurs depuis la présidentielle et les législatives de nombreux syndicalistes qui nous ont rejoint se posent la question de l'activité du Parti à l'entreprise. Bien sûr ce n'est pas en claquant des doigts que nous allons tout régler. Le déploiement à l'entreprise n'est pas une mince affaire. Mais à l'occasion de notre congrès, nous pouvons décider d'avancer sur la question.

Il nous faut produire des actes forts. Cela commence par cibler les secteurs d'activités au niveau national/fédéral où des camarades ont la volonté de travailler sur l'organisation du Parti, recenser les lieux où travaillent les communistes, mettre en responsabilité des dirigeants syndicaux à tous les échelons de notre organisation...

Notre objectif est de mettre en mouvement les communistes à l'entreprise avant de se poser la question de la structure, souvent présentée comme un frein. C'est dans l'action que les camarades pourront décider de la forme d'organisation la mieux adaptée. Nos statuts offrent une grande diversité à cet égard (cellule, section, réseau...)

LAURENCE ZADERAZKY / PAS-DE-CALAIS /

OSONS SORTIR DU CADRE !

..... Le cadre c'est celui imposé par le capitalisme et nos actuelles institutions ; domination, peurs, exploitation sont le quotidien des citoyens/monde. Nos transformations, le pluriel est essentiel, doivent répondre au défi de la construction d'un monde pacifiste, universaliste et émancipateur.

Dans le Pas-de-Calais, nous avons décidé en conférence intermédiaire de mettre l'accent sur un travail par réseaux, par thème, par territoire au sujet des entreprises, de la santé, de l'école, des jeunes et des grandes villes. Des contacts ont été renoués, de nouveaux acteurs se sont manifestés, et nous avons réussi à rassembler au-delà de nos rangs. Les organisations de jeunesse se sont renforcées, bravo à elles. La dynamique du Front de gauche a permis de créer de nouveaux espaces de luttes et de réflexion, d'espoir, sans instrumentalisation, et c'est précieux. Des progrès restent à faire pour mieux coordonner les réflexions, les informations entre les acteurs de notre territoire, et les communistes/adhérents/élus.

Des difficultés quand nous ne savons pas créer un nouveau cadre, représentatif du mouvement révolutionnaire que nous voulons être.

Des difficultés aussi quand il y a incohérence entre la volonté affichée et les pratiques. Notre force est dans notre diversité, sachons la traduire à l'échelle de nos organisations locales et nationales. Nous sommes très à cheval sur la souveraineté des adhérents, mais trop souvent les décisions se prennent en comité restreint. Encore aujourd'hui, pour certains camarades (alors vous imaginez pour mon voisin !), les prises de responsabilité c'est pour les spécialistes qui, eux, savent. Nous avons amélioré notre travail en réseau, mais notre fonctionnement est souvent trop vertical, cette structure même ne favorise pas la réflexion et l'action collective ; pire, elle entretient l'idée de délégation de pouvoir. Elle met en péril un élément essentiel à l'engagement de nos camarades et de nos concitoyens, la confiance.

Donner envie, faire sens pour dynamiser l'en-

gagement de tous passent par la formation et l'éducation populaire ; nous avons renoué avec cet outil localement et nationalement, continuons. Donnons-nous du temps pour comprendre et échanger sur les alternatives à construire ensemble, loin de calendriers électoraux. Pour favoriser, les prises de décisions, le travail en réseau et en petits groupes sont de bons choix. Ensuite, pour la coordination de ces actions et de ces réflexions, nous n'avons pas forcément besoin d'assemblées pléthoriques, qui au demeurant rapidement se vident ou se perdent dans des débats de couloir. Un CN restreint serait une bonne chose, idem dans les fédérations, puisque le travail de coélaboration aurait été réalisé au préalable en réseaux.

Pour mettre en adéquation notre beau projet de monde émané et nos transformations, je nous souhaite un bon congrès et, comme Babeuf le disait, « Peuple réveille-toi à l'espérance ! »

Le Féminisme ne tue pas

CONTRIBUTION DE LAURENCE COHEN, ELISABETH ACKERMANN, HÉLÈNE BIDARD, MARIE-GEORGE BUFFET, BRIGITTE DIONNET, COLETTE MÔ, FRANCINE PERROT.

Pour plagier une grand écrivaine, Simone de Beauvoir : « On ne naît pas féministe, on le devient ». De cette constatation est née l'envie de rédiger une contribution féministe en amont de la rédaction de la base commune. En effet, il n'est plus supportable d'amender des textes à la marge en luttant pied à pied pour obtenir la féminisation des termes, l'ajout d'une ou deux phrases de ci de là, ou encore un catalogue de propositions. D'autant que la contestation n'est pas à la hauteur de la remise en cause, constante et universelle, des droits des femmes par les politiques néo-libérales.

Le système patriarcal, un rapport de domination

Les contradictions entre les sexes sont de fait beaucoup plus anciennes que les contradictions entre les classes et elles ne leur donnent pas naissance. Elles se développent ensemble sans pour cela se confondre mais en se favorisant mutuellement.

Ce schéma, qui a imprégné les siècles, a structuré profondément nos sociétés. La démocratie moderne ne dénonce pas la domination sexiste, elle continue de la maintenir et même de la fabriquer.

L'éducation, les images stéréotypées des femmes, les rôles assignés selon le sexe de la personne sont autant de verrous qui empêchent l'émancipation humaine.

Pour mener à bien notre combat révolutionnaire, notre pensée politique ne peut donc se passer d'une analyse réelle de ce que produit la domination patriarcale, dans notre société mais aussi dans notre organisation politique.

Vers la fin du xx^e siècle, dans les années 90, de nombreux travaux ont permis de mieux appréhender les questions du communisme et du féminisme. Cette prise de conscience des combats féministes comme vecteurs d'émancipation humaine nous a permis d'enrichir notre visée communiste pour transformer la société.

Si la domination capital/travail est et demeure la structure dominante des sociétés en France, en Europe et dans le monde, les autres formes de domination, notamment masculine, empêchent toute transformation sociale, car elles contribuent à opposer les individus entre eux, à fixer les préjugés et à fragmenter les résistances. Le patriarcat traverse les structures de classe.

Sans tomber dans la victimisation des femmes, les agressions envers elles ont lieu partout dans le monde et constituent une arme pour imposer la terreur, un système, un ordre moral : qui dit viol, dit femme ; qui dit fanatisme, intègrisme religieux, quelle que soit la religion, dit haine des femmes ; qui dit misère et soumission dit esclavage des femmes ; qui dit violences dit violences faites aux femmes, la violence se substituant ou se superposant aux mécanismes inégalitaires.

Patriarcat et capitalisme se nourrissent mutuellement. Le capitalisme engendre de terribles inégalités, en faisant voler en éclats toute entrave à la libre circulation des capitaux. Les réponses

qu'il prétend apporter aux maux de l'humanité apparaissent de plus en plus comme inefficaces, inadaptées, dangereuses et suscitent, fort heureusement, des résistances, des révoltes, des rassemblements.

Changer la société est un objectif qui s'impose avec de plus en plus d'acuité, mais comment prétendre changer la société si on ne fait pas disparaître les rapports de domination entre les individus ?

Dénoncer l'ordre patriarcal, montrer que cet ordre (universel) a existé et continue d'exister indépendamment des structures socio-économiques de classe, des structures ethniques, est de nature à faire évoluer les mentalités pour opérer et élargir les rassemblements indispensables à la transformation de la société.

Les femmes forment la grande majorité des pauvres dans le monde, des travailleurs précaires et des temps partiels imposés, des bas salaires. En France, elles continuent de gagner 20 % de moins que les hommes à poste équivalent, alors qu'en moyenne, elles réussissent mieux leurs parcours scolaires. Cet écart monte à 47 % concernant les retraites.

Elles représentent la majorité du corps électoral mais sont très minoritaires à l'Assemblée nationale, au Sénat et comme maires de grandes villes.

Pour les révolutionnaires que nous sommes, comment continuer à ignorer cette situation ? Ignorer, parfaitement, puisqu'elle n'est pas portée par l'ensemble de notre organisation mais par des militantes et militants convaincus.

Il est urgent de chausser « des lunettes féministes », comme le disent nos amies suédoises, dans toutes nos analyses politiques.

Il ne s'agit pas pour nous de faire un catalogue de revendications mais d'analyser 3 conditions, sinon suffisantes du moins essentielles, pour parvenir à une égalité réelle, source de progrès humains : autonomie financière → Liberté de pouvoir disposer de son corps → Partage des pouvoirs.

Femmes et travail

Le travail reproduit dans la sphère salariée le partage traditionnel des rôles. C'est une des causes majeures de la persistance des inégalités professionnelles entre les femmes et les hommes. C'est l'une des questions principales à faire bouger dans une perspective d'émancipation.

Et en s'attaquant à cette question, on pose la question de la nécessité de révolutionner le travail, ce qui concerne l'ensemble de la société et doit donc nourrir notre projet.

En analysant les conditions d'exploitation des femmes, on perçoit que le travail féminin a servi de laboratoire d'expérimentation pour le grand patronat. C'est ce qui lui a permis d'étendre ses pratiques à l'ensemble du monde du travail.

Les femmes sont à la fois des salariés comme les autres et des travailleuses à part. Ainsi qu'une enquête réalisée par Radio France l'a montré, à la question le travail est-il plutôt un droit ou une obligation ? La majorité des femmes ont répondu un droit, les hommes une obligation....

C'est très révélateur de la situation des femmes dans notre société. En effet, même si ce travail est pénible, le droit au travail des femmes reste une conquête chèrement acquise et ouvre vers une liberté : l'autonomie financière.

La tolérance sociale au sur-chômage féminin, aux emplois à temps partiel (féminins à 80 %), à la précarité des femmes témoigne bien que dans les mentalités, le travail salarié des femmes reste moins naturel que celui des hommes.

La problématique de l'émancipation englobe à la fois la question du travail salarié et celle du travail domestique : c'est en ce sens qu'on peut comprendre la formule « le privé est politique »

L'approche « genrée » du monde du travail permet de repérer les discriminations professionnelles entre les hommes et les femmes qui prolongent dans l'organisation du travail salarié la répartition des rôles selon les sexes : l'emploi des femmes est ainsi majoritairement cantonné dans dix filières professionnelles (services à la personne, santé, éducation, commerce...). Dans ces filières, les salaires sont plus bas, les possibilités de carrières et d'évolution professionnelles plus réduites que dans les filières à prédominance masculine. Même dans les filières relativement mixtes, la discrimination se manifeste quant aux emplois occupés : assistantes, adjointes, etc.

La précarité des femmes est le fil conducteur à partir duquel on peut appréhender ce qui se joue dans la société autour du travail des femmes : depuis plus de trente ans, l'emploi des femmes a continué de croître mais à l'ombre du sur-chômage féminin, d'un sous-emploi féminin massif, du temps partiel et des contrats atypiques.

Si la précarité s'accroît pour toutes et tous, elle n'obéit pas aux mêmes caractéristiques selon les sexes : la précarité est un mode permanent de gestion de l'emploi des femmes (notamment les moins qualifiées), alors qu'elle est pour les hommes un sas, une situation transitoire vers l'emploi en CDI à temps plein.

Pour les femmes les précarités s'ajoutent, s'entretiennent mutuellement (travail, logement, transports...) et constituent un enfermement.

Le temps partiel est au carrefour de toutes les

inégalités : entre femmes et hommes d'une part, entre les femmes d'autre part. Cette organisation du travail cible d'abord les femmes et s'est développée en France sous couvert « d'articulation des temps ».

Idéologiquement, le temps partiel est présenté comme une bonne solution pour les femmes. En réalité, il s'agit de permettre que l'emploi des femmes constitue la principale variable d'ajustement des politiques d'emploi : au nom du « salaire d'appoint », de l'équilibre entre travail et famille. La plus grande partie des emplois à temps partiel se situe dans le commerce et la grande distribution, dans l'hôtellerie, la restauration, dans le nettoyage, là où la flexibilité est la plus recherchée par le patronat.

L'emploi à temps partiel n'ouvre pas de choix, ni de pseudo retour au temps plein. D'ailleurs, l'intensité du travail est telle que le même emploi ne serait pas tenable à temps plein : ainsi, non seulement le temps partiel sert de variable d'ajustement au chômage, mais il permet aux employeurs des gains de productivité.

Parce qu'elles sont en première ligne face à la crise, qui renforce la précarité et le sentiment de vulnérabilité du monde du travail, les femmes, par leurs luttes, font avancer aussi les conditions de travail de toutes et de tous : historiquement, les acquis des femmes ont toujours profité aux hommes.

Féministes et communistes, nous voulons rendre au travail sa fonction émancipatrice et sa dimension d'expérience collective à rebours de l'épreuve individuelle et douloureuse que le patronat en a fait dans sa quête effrénée de profit.

Mais aujourd'hui, le Parti communiste n'apparaît pas comme porteur de cette visée émancipatrice.

Liberté de pouvoir disposer de son corps

Les luttes féministes des années 60 et 70 ont donné aux femmes la maîtrise de leur corps, une avancée de civilisation majeure à préserver. Pourquoi à préserver ? Parce qu'on le voit bien avec le non remboursement de la majorité des pilules contraceptives ou encore les attaques contre le fonctionnement et l'existence des centres d'IVG, rien n'est jamais acquis définitivement. Dans le même temps, il est important de voir que nos combats marquent des points. Ainsi le nouveau gouvernement vient d'acter le remboursement à 100 % des IVG (revendication exigée depuis vingt ans par les mouvements féministes).

Par ailleurs, notons que le libre choix de la maternité et de l'épanouissement sexuel ont permis l'arrivée massive des femmes dans le travail salarié, par le temps plein. Et l'offensive du temps partiel imposé est parallèle et liée à ces attaques contre le droit de disposer de leur corps.

La liberté de pouvoir disposer de son corps s'oppose à la marchandisation des corps.

Or, que veut dire vouloir un enfant à tout prix et se servir du ventre d'une autre femme pour y parvenir ? Comment faire abstraction de la rémunération, voire du dédommagement donné, à la mère porteuse, pour service rendu ? Le ventre d'une femme n'est pas à louer.

Parallèlement, il faut simplifier les adoptions et lever les interdictions, les blocages qui pèsent sur tous les couples adoptants quelle que soit leur orientation sexuelle.

Dans un monde où deux systèmes d'exploitation, de domination se conjuguent, il n'y a pas de li-

mite à la marchandisation et le corps devient une marchandise comme une autre.

La prostitution en est à la fois l'une des traductions et l'expression d'une des formes extrêmes de violences faites aux femmes. Or, se livre une bataille idéologique tendant à faire passer les personnes que l'on prostitue pour des « travailleuses du sexe ». La prostitution serait un métier comme un autre !

Ce n'est pas un métier mais une organisation criminelle avec des filières clandestines dont la loi est le règne de la violence, de l'intimidation, des contraintes physiques et morales : violence des mafieux, des proxénètes, des dealers. Qui dit prostitution dit rapports de domination extrême : Nord/Sud, hommes/femmes.

Lutter pour l'abolition de la prostitution est une question éminemment politique. C'est un combat mixte en faveur du respect et de l'universalité des droits humains.

La parité

Cet objectif est un outil pour permettre un partage des pouvoirs politiques à tous les niveaux, donc y compris dans notre organisation.

La parité se différencie d'une politique de quotas parce que ce qui se joue n'est pas une discrimination parmi d'autres. En effet, les femmes ne sont ni une « catégorie » sociale, ni un groupe spécifique à défendre, elles constituent tout simplement la moitié de l'humanité.

La question politique posée est donc celle de reconnaître l'égalité entre les femmes et les hommes dans la sphère publique alors que la domination patriarcale leur assignait un rôle confiné à la sphère privée.

Cette sphère publique est celle du lieu où sont effectuées les décisions politiques, en l'occurrence les choix effectués pour toute la société, pour toutes et tous. Il s'agit ainsi de rompre avec l'exclusion des femmes des décisions qui les concernent et de leur permettre de participer au choix comptant aussi pour la vie des hommes, n'est-ce pas ce que l'on appelle la démocratie ?

La parité favorise la possibilité pour les femmes d'exister vraiment dans le domaine de la politique, le nombre étant une condition pour y parvenir, pour pouvoir se sentir le droit d'être soi-même sans avoir à devenir « l'autre ».

Mais, on le constate chaque jour, il est difficile de s'attaquer aux pouvoirs. Et les institutions sont de véritables citadelles qui se sentent assiégées par l'arrivée des femmes à égalité avec les hommes.

Il n'est pas facile de renverser l'ordre établi dans un monde où les lois ont été faites par des hommes pour asseoir le pouvoir politique des hommes.

C'est un enjeu démocratique majeur : la conquête du pouvoir, de son partage effectif entre hommes et femmes dans toutes les sphères de la vie ; un pouvoir qui ne soit plus synonyme d'oppression, mais moyen de construire avec les autres.

L'humanité est mixte, le(s) pouvoir(s) doivent l'être aussi !

Comme la société, le mouvement ouvrier, les syndicats, les institutions, le Parti communiste est traversé du même phénomène : il s'est construit au masculin.

1. Chapitre réalisé à partir d'auditions de nombreuses personnalités parmi lesquelles Emmanuelle Boussard Verrechia, avocate ; Maryse Dumas, syndicaliste ; Bernard Friot, sociologue ; Yves Dimicoli, économiste et Hervé Tourniquet, avocat.

Il nous faut faire preuve d'audace pour faire avancer les mentalités y compris dans nos rangs. C'est ce que nous avions su faire en 1925, par exemple, quand le PCF avait présenté des femmes aux municipales alors qu'elles n'avaient pas le droit de vote et donc n'étaient pas éligibles.

L'occasion nous en est fournie avec l'ordre du jour de ce nouveau congrès, puisque figure la transformation de notre parti. Comment y parvenir, en effet, si on occulte la question de la place des femmes dans notre organisation ? L'impérieuse nécessité qu'elles prennent plus et mieux leur place dans le Parti en général et qu'elles y assument des responsabilités de dirigeantes à parité partout.

Ce n'est pas chose facile car on s'aventure aussi sur le terrain de l'intime.

Pourtant la parité est un des axes essentiels des transformations à opérer car il tient autant à la démocratie qu'à l'ouverture à la société dans laquelle ces exigences sont très présentes.

Faire vivre la parité - construire une vie et une activité de parti sur de nouveaux modèles et modes de fonctionnement - est un moyen d'enrichir le parti de l'altérité créatrice. Elle peut être vectrice de transformation nécessaire :

→ pour être plus en osmose avec la société comme lors des scrutins de liste

→ pour être plus proche de la réalité : le monde n'est pas exclusivement masculin, ni dans les quartiers, ni dans les entreprises

→ pour favoriser la souveraineté des adhérentes et adhérents et un nouveau rapport au pouvoir dans le fonctionnement de nos directions.

Favoriser l'égal accès des femmes aux responsabilités c'est à la fois agir pour qu'elles puissent accéder aux responsabilités et agir pour qu'elles y restent.

La parité dans nos statuts a été utile pour l'établir au CN, et dans les conseils départementaux. Nous avons ainsi pu faire la démonstration que la question de la compétence n'était pas liée au sexe de la personne.

Mais force est de constater qu'il y a un recul dans nos instances et ce à tous les niveaux.

Une des questions décisives pour faire vivre la parité est de rendre visible la réalité de la présence de femmes dans la société, dans notre organisation et nos directions.

C'est ce qui fonde la nécessité de faire exister le féminin dans nos écrits et les images que nous renvoyons.

Le lien avec la parité se trouve dans le fait que la visibilité du féminin dans l'écriture et le vocabulaire est justement un des moyens de rendre les femmes visibles et donc de leur permettre d'exister comme individu, à égalité.

Enfin, tous les secteurs de notre activité doivent intégrer cette dimension de genre. Il faut particulièrement veiller aux formations des militantes et militants qui doivent en être nourries.

Il s'agit ainsi pour nous en ne relâchant pas notre travail sur cette question de ne pas rester dans les normes de la société actuelle et donc de travailler à la subvertir dans nos rangs pour subvertir la société elle-même.

LA BASE COMMUNE PROPOSÉE PAR LE CONSEIL NATIONAL DU PCF

IL EST GRAND TEMPS DE RALLUMER LES ÉTOILES**HUMANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS À L'AUBE DU SIÈCLE QUI VIENT**

Nous voulons changer le monde et cela ne peut plus attendre. Face à la crise majeure du capitalisme, il est urgent de rompre et de bifurquer vers le chemin du partage, de la démocratie, de l'humain. En quelques décennies, nous avons changé d'époque. Mais il y a une contradiction de plus en plus insoutenable entre capitalisme et progrès social, démocratie, développement culturel, écologie. Le couple austérité/compétitivité ne nourrit que la finance. Tout cela plonge l'humanité dans une véritable crise de civilisation.

Pour asseoir leur domination, les forces du capital déploient toutes les formes d'oppression. Elles poussent les feux d'un affrontement identitaire, fragilisant les individus, pointant des boucs-émissaires, attisant le choc des civilisations et favorisant le racisme. C'est un piège ! Nous voulons à l'opposé faire grandir une nouvelle conscience de classe, pour une libération de toute l'humanité.

Nous, communistes, voulons pousser en avant toutes les avancées que portent les possibilités inédites de mise en commun, de partage, de coopération. Nous faisons le

choix d'une société de femmes et d'hommes libres, égaux et associés. Notre projet porte l'ambition de l'émancipation humaine. Nous voulons la démocratie comme mode de vie. Nous voulons produire, consommer et partager autrement les richesses. Nous voulons nous donner les moyens de la planification écologique. Nous faisons le choix résolu de la dignité humaine, du vivre ensemble, du respect de la laïcité et de la démocratie, de l'accès aux connaissances et de la promotion des droits sociaux pour toutes et tous.

Pour gagner ces changements, nous proposons la révolution citoyenne, c'est-à-dire un vaste mouvement d'appropriation populaire de tous les choix politiques. Nous voulons démocratiser tous les espaces de la société, de la cité à l'entreprise. Notre stratégie a une dimension internationaliste et nous voulons faire sauter le verrou de l'Europe austéraitaire.

Toute une partie du peuple de gauche s'est reconnue dans notre démarche et la dynamique du Front de gauche. Aujourd'hui, le gouvernement met en œuvre une politique sociale-libérale, renonçant aux ruptures attendues. La droite et l'extrême-droite sont en embuscade. Nous voulons être la force

agissante de la gauche, capable d'être utile pour imposer un profond changement de cap. Nous menons pour cela la bataille des idées et faisons grandir tous les fronts du changement.

Nous proposons d'engager une nouvelle étape du Front de gauche, jusqu'à bousculer le rapport des forces et obtenir cette politique alternative sans laquelle ce sera l'échec.

Les élections municipales, les élections européennes seront en 2014 deux enjeux majeurs, dans lesquels la force du PCF et de ses élus, celle du Front de gauche seront des atouts pour construire des rassemblements les plus larges possibles à gauche, pour gagner des positions contre les choix d'austérité.

Nous voulons un nouvel élan pour le Parti communiste français, un communisme de nouvelle génération. Nous voulons être toujours mieux un parti d'émancipation, d'action, de rassemblement, un parti pleinement déployé dans la société, avec un esprit de reconquête dans les entreprises, les quartiers populaires, les jeunes générations.

Pour faire grandir l'humain d'abord, prenez le pouvoir !

TEXTE ALTERNATIF 1

UNIR LES COMMUNISTES POUR UN PCF DE COMBAT, MARXISTE, POPULAIRE ET RASSEMBLEUR

PRÉSENTÉ PAR : C. ANDREANI (93), P. BARBAZANGE (34), F. BENOIT (38), MC. BURRICAND (69), A. DE POILLY (94), J.J. KARMAN (93), J.P. MEYER (83), P. NOIZET (75), P. CANDELA (13), J.C. DANGLLOT (62), G. JACQUIN (01), D. NOËL (62), M. PICARD (69), J.L. ROLLAND (17), F. SELINGANT (45), B et D. TRANNOY (33).

Nous proposons aux communistes de se rassembler pour construire une alternative aux choix portés par la direction du PCF depuis le congrès de Martignes de 2000.

Le Parti communiste Français a de l'avenir ! Il faut décider son orientation politique et stratégique, du contenu que nous donnons à notre combat pour les années à venir.

Dans une démarche idéaliste, le projet de base commune fait l'impasse sur l'analyse critique de notre situation, sur les contradictions du capitalisme et ses tentatives pour les surmonter. Il pousse à réduire l'action du PCF à la défense de combats sociétaux et à l'enfermer dans une prétendue nouvelle forme politique.

Nous proposons une stratégie qui affirme la vocation révolutionnaire du PCF, son ambi-

tion d'être le parti de la rupture avec le capitalisme, son idéal d'une société communiste libérée de l'exploitation de l'homme par l'homme. Nous refusons de nous enfermer dans la gauche de la gauche et visons un rassemblement populaire majoritaire dans lequel le PCF joue un rôle majeur.

Nous ré-affirmons l'efficacité de la pensée marxiste pour analyser la crise exacerbée du capitalisme.

Au capitalisme prédateur qui garde ses deux fers au feu -fascisme et guerre d'un côté, contre-réformes libérales de l'autre- nous opposons le projet du socialisme du 21^e siècle.

La tête dans les étoiles et les pieds dans la braise sociale, nous voulons relever le défi des chantiers du changement de société : la reconstruction des services publics, la reconquête de la sécurité sociale et de la retraite, la défense du salaire contre la baisse

du coût du travail, le refus de payer la dette des usuriers de la finance, la nationalisation/ socialisation de secteurs clefs de l'économie, la ré-industrialisation, la souveraineté nationale et populaire contre l'Union européenne prison des peuples, le rassemblement populaire contre la division des exploités, le défi de la solidarité internationale, une gestion de l'environnement pour les générations futures, la paix dans le monde contre l'offensive de l'impérialisme et du colonialisme.

De tels combats exigent des efforts idéologiques et d'organisation importants, en direction de nos organisations de base, des quartiers populaires et des entreprises.

Nous voulons créer au 36^e congrès les conditions d'un débat fraternel et constructif entre les communistes. L'enjeu de ce congrès est d'affirmer le choix de la révolution, de la lutte des classes et du marxisme.

TEXTE ALTERNATIF 2

COMBATTRE L'AUSTÉRITÉ, EN FINIR AVEC LE CAPITALISME

PRÉSENTÉ PAR : Jérôme Métellus (75), Greg Oxley (75) Pierre Villeret (93), Hubert Prévaut (31), Jean-François Garcia (02), Sylvain Roch (19), Michèle Chéret (30), Suzanne Lorient (31), Dominique Escouboué (31), Marie-Hélène Lewkowicz (75), Jacques Lesne (93), Jules Legendre (69), Martin Crouzet (69), Joseph Coutant (79)

La crise du capitalisme est d'une gravité inédite depuis les années 30. Plusieurs pays d'Europe sont en récession. En France comme ailleurs, la classe capitaliste est devenue complètement parasitaire. Elle refoule la société en arrière.

Sarkozy a été chassé. Mais il n'était que le représentant d'une classe et d'un système. Changer de gouvernement sans toucher au système ne permettra pas d'en finir avec la régression sociale. Hollande est un prisonnier volontaire du système capitaliste.

Selon la propagande officielle, les traités européens et l'euro devaient garantir la croissance et le progrès social. Il ne reste plus rien de ces perspectives mirobolantes. Pour éviter de taxer les profits capitalistes, les Etats se sont massivement endettés. Et l'austérité ne fait qu'aggraver la crise. Le projet d'une « Europe sociale » sur la base du capitalisme est une chimère.

Le capitalisme signifie désormais la régression sociale permanente. Dans les années à venir, si les travailleurs ne parviennent pas à renverser l'emprise des capitalistes sur l'économie et l'Etat, ils subiront un effondrement de leurs conditions de vie.

Cette réalité a des implications majeures pour le PCF. Se borner à contester les seules conséquences du capitalisme, sans remettre en cause ses fondements, ce serait se condamner à l'impuissance. Les idées du communisme n'ont jamais été aussi pertinentes. Il faut mettre fin à l'emprise des capitalistes sur la société par la suppression de la propriété privée des banques et de tous les grands piliers de l'économie. Nos revendications immédiates devraient être liées à cet objectif révolutionnaire – et ce dernier former l'axe central de notre programme.

Nous sommes favorables au Front de gauche. L'union fait la force. Mais le Parti doit conserver son identité : non seulement par sa

simple existence et son nom, mais avant tout par son programme communiste. Ce devrait être l'apport spécifique du PCF dans le cadre du Front de gauche. Etre communiste, c'est comprendre que les capitalistes n'ont pas de solution à la crise, car ils en sont la cause. Nous voulons construire une société libérée de la loi du profit – en France et à l'échelle mondiale.

Notre lutte doit aussi être menée sur le plan théorique. Il faut former nos militants aux idées fondamentales du marxisme. De même, notre combat passe par le renforcement et la démocratisation de nos structures internes. Les sections et cellules doivent avoir une emprise plus directe sur l'action de nos instances dirigeantes et de nos élus. Par un effort commun, faisons en sorte que notre parti soit à la hauteur de la lutte pour en finir avec l'exploitation capitaliste.

TEXTE ALTERNATIF 3

UN PARTI RÉSOLUMENT COMMUNISTE DANS L'AFFRONTEMENT DE CLASSE. NI ABANDON, NI EFFACEMENT

1^{ERS} SIGNATAIRES : Jean Baus (54), Frédéric Bernabé (70), Jean Clavel (92), José Copin (62), Emmanuel Dang Tran (75), Fabienne Debeauvais (80), Claude Fainzang (75), Eric Jalade (81), Jean-François Larosière (59), Dominique Negri (38), Michel Perrin (87), Christian Tabaglio (54), Noël Zicchina (2A)

Il est gravement illusoire de laisser croire que l'on pourrait humaniser la société sans rompre avec le capitalisme et l'exploitation de l'homme par l'homme. Le verbiage sociétal du texte « Rallumons les étoiles » esquive les vraies questions, le bilan depuis le congrès de 2008. Il se situe hors des conditions réelles de la lutte de classe en France dans la nouvelle phase de la crise globale du capitalisme (non du libéralisme ou de sa financiarisation).

Malgré un haut niveau de contestation populaire et de luttes (retraites, poste, industrie...), patronat et capital sont en état de programmer la super-austérité avec le nouveau gouvernement. L'idéologie dominante parvient à dévoyer la colère vers l'extrême-droite.

Le bilan du Front de gauche, stratégie imposée par la direction, est négatif, les espoirs

placés par certains, par défaut, sont retombés. Le FdG a entravé les positions communistes de rupture qui auraient pu féconder les luttes. Il a rabattu sur les élections de 2012, cultivé des illusions sur l'alternance comme celle d'une renégociation possible du TSCG.

Alliance sans intérêt, il a mis le PCF sous la tutelle de sociaux-démocrates qui cachent mal sous les vociférations gauchistes leurs positions réformistes. Le vote communiste est dévalué. La moitié des élus régionaux et des députés PCF sont perdus. Une nouvelle organisation, occulte, supprime le Parti, composant une social-démocratie de secours, suivant le modèle du PGE. C'est bien un « mini congrès de Tours à l'envers » dans la suite du processus entamé avec la Mutation, Martignes, les collectifs antilibéraux.

Rompre avec cet effacement est une nécessité. Le PCF doit redevenir un parti commu-

niste, un parti de classe. Internationaliste, il doit sortir du PGE, renouer avec des partis comme les PC grec et cubain.

Lançons de grandes campagnes nationales. Pour le financement solidaire de la Sécu, pour la sortie de l'OTAN, le retour des soldats expédiés hors de France. Loin des illusions réformistes sur « l'Europe sociale », reprenons nos positions historiques contre l'UE du capital et son arme : l'euro. Mesurant les attentes des luttes, nous proposons un appel au peuple de France pour un vaste programme de nationalisations démocratiques des secteurs clés de l'économie et de reconquête des grands services publics.

N'ayons pas peur de redonner son nom et son contenu à notre projet de société, à la rupture révolutionnaire qui est la raison d'être de notre parti, sur la base de sa théorie marxiste et léniniste, instruits des expériences du 20^e : Le socialisme au 21^e siècle !

« IL EST GRAND TEMPS DE RALLUMER LES ÉTOILES... »

Guillaume Apollinaire

Humanifeste du Parti communiste français à l'aube du siècle qui vient

Nous voulons changer le monde ! Et la chose ne peut plus attendre. Les apprentis sorciers du capitalisme ne parviennent plus à faire face à leur propre crise et les prétendues solutions qu'ils mettent en œuvre revêtent un caractère de plus en plus brutal et autoritaire. Nous voulons vivre à pleins poumons, quand la violence de la société nous poursuit un peu partout jusqu'à l'asphyxie.

Un choix radical est devenu inévitable : suivre la pente de la compétition sauvage et de la barbarie ; ou bifurquer sur le chemin du partage, de la démocratie et de l'humain. Quelle humanité voulons-nous être ?

Notre parti pris est celui de l'émancipation humaine, celui de l'épanouissement de chacune et de chacun, celui du droit au bonheur. Cela nous conduit à promouvoir l'égalité de chaque être humain, quelle que soit l'étoile sous laquelle il est né, quel que soit son genre, quelle que soit la couleur de sa peau, quelle que soit sa religion s'il en a une, quelle que soit son orientation sexuelle...

C'est ce qui donne sens à notre projet de société et à la manière dont nous voulons le faire avancer : avec toutes et tous. Cela n'est pas compatible avec l'austérité dévastatrice qui est la cause et la conséquence de la crise profonde du système lui-même. Cela n'est pas compatible avec les plans du capitalisme, qui bâtit une société de la concurrence de tous contre tous, où se déchaînent les pulsions de domination et de haine.

Le capitalisme a atteint un stade sans précédent historique de sa crise. Le XXI^e siècle peut être celui de son dépassement. C'est un immense défi. Nous pensons possible de le relever.

Nous, communistes de France, lançons un appel au peuple de notre pays, aux peuples d'Europe et du monde. Allons-nous laisser écrire la suite de l'histoire par la main de celles et ceux qui nous ont menés au désastre ? Aucun des obstacles qu'ils dressent n'est insurmontable. Face aux urgences comme face aux grands enjeux, ne laissons pas notre destin se décider sans nous, au gré des humeurs du marché. Ensemble, soyons actrices et acteurs, décideurs et décideuses de l'avenir de l'humanité.

1

FACE À LA CRISE, LE CHOIX RADICAL DE L'HUMAIN

1 = Nous voulons un nouveau monde

Il y a un nouveau monde à gagner. Un nouveau monde pour l'humanité. C'est cette conviction renouvelée qui nous rassemble. En quelques décennies, nous avons changé d'époque. Certains s'entêteraient à vouloir classer notre rêve au chapitre des illusions. Ils ne veulent pas voir qu'une puissante aspiration au changement travaille l'humanité en son cœur.

Prendre confiance

En proie à la crise majeure qu'il a provoquée, le capitalisme n'en finit pas de convulser, épuisant la

planète et étouffant l'humanité. C'est pourquoi ses promoteurs sont à son chevet pour essayer de le sauver, en même temps que leurs immenses privilèges acquis contre l'intérêt de l'immense majorité.

D'un côté, beaucoup a déjà changé, par la mise en cause de la domination occidentale et l'émergence d'un monde beaucoup plus contradictoire, par les bouleversements des modes de vie et de production liés à la révolution numérique et informationnelle, ou par l'essor de la prise de conscience écologique... D'un autre côté, rien ne change vraiment ; tout est capté, puis digéré, pour alimen-

ter la même fuite éperdue vers nulle part.

Dans leurs vies quotidiennes, des millions de femmes et d'hommes n'en peuvent plus. Dans notre pays, le chômage de masse continue de gagner du terrain, la précarité devient la norme particulièrement pour les femmes et les jeunes salarié-e-s, de plus en plus de retraité-e-s sont en butte à la pauvreté, trop d'étudiant-e-s s'endettent et cherchent des petits boulots pour financer leur formation, la santé devient un produit de luxe, les quartiers populaires concentrent tous les effets de la crise, le travail est de plus en plus vécu comme un traumatisme, la vie est de plus en plus chère, les minima sociaux ne suffisent pas à boucler les fins de mois, la violence monte dans toute la société... Tout cela alimente le sentiment d'impuissance savamment distillé dans les consciences.

Mais rien n'est écrit d'avance : le destin de l'humanité est entre ses propres mains. Il est temps, de par le monde, que les citoyennes et les citoyens reprennent confiance en leur pouvoir.

L'issue : rompre avec le capitalisme

Rompre avec le capitalisme en le dépassant est une urgente nécessité. La brutalité avec laquelle la crise est en train de précipiter l'humanité vers des abîmes exige la mise en œuvre de solutions nouvelles qui s'attaquent aux causes réelles. La domination insensée des forces de l'argent doit être renversée pour laisser place à un mode de développement humain durable.

A celles et ceux qui parlent de moraliser le capitalisme pour mieux le conserver, nous disons que l'entreprise est vaine et que la manœuvre ne prend pas. L'argent n'a pas de conscience. Le capitalisme est incapable d'offrir une autre perspective que l'asservissement de l'immense majorité des êtres humains.

A celles et ceux qui en appellent à la mesure et proposent de réguler le capitalisme, nous disons que c'est un objectif illusoire. Sans la volonté de prendre le pouvoir aux marchés financiers et aux grands possédants, l'expérience a montré qu'il n'y a aucun résultat significatif. Il y a une contradiction de plus en plus insoutenable entre le capitalisme et le progrès social, entre le capitalisme et la démocratie, entre le capitalisme et le développement culturel, entre le capitalisme et l'écologie.

C'est pourquoi nous parlons de révolution. Une révolution citoyenne, pacifique, démocratique, et non pas la prise de pouvoir d'une minorité. Un processus de changement crédible et ambitieux, visant à transformer les logiques du système.

2 = De la crise du capitalisme à la crise de civilisation

La crise, avec ses accalmies et ses soubresauts, les peuples du monde la subissent depuis plus de trente ans. Chaque jour s'approfondissent ses dégâts, jusqu'à remettre en cause les fondements de la civilisation.

La crise financière provoque l'explosion sociale et économique

En 2007, s'est déclenchée la plus grave crise financière depuis l'entre-deux-guerres, suivie deux ans plus tard, de la première récession mondiale depuis 1945.

Les véritables causes de cette crise majeure se trouvent dans la domination des forces de la finance. Les exigences de rentabilité des capitaux écrasent l'économie réelle et imposent au monde du travail de multiples et insupportables saignées.

Au cœur des emballements actuels, se trouve un antagonisme fondamental : le capital utilise les immenses possibilités de la révolution numérique et informationnelle pour nourrir son obsession de faire de l'argent pour l'argent. Cela entraîne un chômage de plus en plus massif, ainsi que l'accroissement des revenus du capital au détriment des revenus du travail. Résultat : la productivité augmente mais pas les débouchés. Cette situation conduit inexorablement au développement d'une concurrence de plus en plus déchaînée, d'une exploitation des salarié-e-s de plus en plus forcenée.

Ce développement spasmodique s'est construit pendant plusieurs décennies sur le surendettement généralisé... qui a fini par exploser avec la crise des subprimes aux Etats-Unis. Les forces de la finance se sont alors plus que jamais comportées comme une nuée de criquets. Pour éviter l'embrasement, de gigantesques liquidités ont été déversées par les pouvoirs publics et englouties dans la même logique. Ce sont les peuples qui en ont payé le prix par le recul continu des droits sociaux, des services publics et du pouvoir d'achat : de quoi accentuer encore l'endettement, la faiblesse de la croissance et la relance de la spéculation ravageuse. Une spirale infernale.

Ces enchaînements font particulièrement sentir leurs conséquences en Europe, au point de menacer la reprise mondiale. En Grèce, il a été imposé au peuple une injustifiable cure d'austérité, plongeant dans la misère et l'incertitude une large part de la population. Partout, la réduction drastique des dépenses publiques a été mise à l'ordre du jour pour nourrir plus encore le monstre insatiable de la finance.

La fameuse « crise de la dette » provient surtout de l'insuffisance des recettes publiques et sociales, du coût des intérêts versés aux banques sur les marchés financiers, de leur sauvetage et plus encore de l'appauvrissement généralisé de nos sociétés, vampirisées par les forces de la finance. Et le comble, c'est que cette spirale du déclin est utilisée par celles et ceux qui la causent pour culpabiliser les salarié-e-s et les populations, justifier les privatisations.

Avec l'appui d'une pensée technocratique autoritaire, les peuples européens ont été sommés de se soumettre et d'abandonner toujours plus de leur souveraineté. Les forces financières et leurs relais ont défendu bec et ongles l'interdiction faite à la Banque centrale européenne de créer de la monnaie, afin de se servir de l'euro pour sécuriser leurs créances. Ainsi, au lieu d'alléger le poids des dettes des Etats et d'engager des réponses publiques face à la situation, ce sont donc les banques, sans cesse renflouées, qui sont encouragées à poursuivre leur œuvre sans rien changer. Et la crise

se poursuit...

Ailleurs, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale se font les instruments de la domination absolue des marchés financiers et s'attachent à leur faire place nette en conditionnant chacune de leurs interventions à des régressions sociales.

Dans les pays émergents, où l'industrialisation demeure toujours dominée par les multinationales, la croissance s'est réalisée à marche forcée. Provoquant un exode rural massif, elle s'est souvent construite sur la base de conditions de travail dignes de celles qu'avaient pu connaître les ouvriers européens du XIX^e siècle. Dans de nombreuses régions du globe, la misère a continué d'être le lot commun tandis que s'implantaient des paradis touristiques réservés à une minorité. D'immenses vagues d'expropriation des peuples de leurs terres et de leurs droits se sont produites.

L'ensemble de ces profonds bouleversements s'est opéré sur la base d'une mise en concurrence exacerbée, d'un gaspillage d'outils et de savoir-faire incroyable, et d'inégalités insupportables.

Une crise écologique croissante

La crise économique et sociale se mêle à une crise écologique croissante. Car la course effrénée au profit se nourrit également sans vergogne de la spoliation permanente des ressources naturelles. La pollution des océans, des rivières et fleuves provoque une disparition de la flore et de la faune aquatique ; l'exploitation sans retenue des forêts conduit à leur disparition ; l'agriculture intensive entraîne l'appauvrissement des terres et des sous-sols tandis que la biodiversité s'effondre et que des espèces comme les insectes pollinisateurs disparaissent... Même habillé de vert le capitalisme se moque de la planète : les lobbies de la climato-économie libérale se repaissent allègrement des catastrophes écologiques, en faisant du profit sur les exigences de développement durable.

Le réchauffement climatique tient une place de premier rang dans l'ordre des défis à surmonter : les tempêtes et les inondations sont le pendant de la sécheresse et de la désertification. Quant à la fonte de la banquise et des glaciers, elle engendre l'élévation du niveau des mers créant par millions une nouvelle catégorie d'êtres humains : les réfugiés climatiques... La réduction des énergies carbonées à l'origine des gaz à effets de serre est donc une absolue nécessité planétaire. Comment accepter, de Copenhague au sommet de la terre de Rio, que des décisions de cette importance aient pu être remises en cause pour satisfaire des intérêts financiers ?

Enfin, le respect des ressources en eau et leur partage nécessitent une prise de conscience plus vigoureuse encore, tant les besoins sont criants. Et l'heure est à un autre modèle d'agriculture, protégé de la spéculation, soucieux de la santé publique et de la lutte contre la faim. Or, malgré les alertes de la FAO, on a continué à développer des cultures qui privent une partie de la population mondiale de denrées

FENÊTRE 1

LA CRISE ET SON ISSUE EN QUESTION

La crise, dans toutes ses dimensions, est dans toutes les têtes. Comment l'analyser et cerner ses contours ?

Quelles contradictions provoque-t-elle au sein du système ?

Quelles luttes se développent et quelles luttes développer ?

Quelles sont les issues ?

Quelles brèches ouvrir dans l'austérité ?

Plus elle est comprise et interprétée, plus les solutions se dessinent et plus l'espoir pourra gagner du terrain.

de première nécessité. Les images insupportables d'enfants se nourrissant de galettes de boue, tandis que les spéculateurs continuaient impunément leurs basses œuvres sont restées gravées dans nos mémoires. Pouvons-nous accepter d'être réduits à l'impuissance ?

La démocratie réduite à un théâtre d'ombres

Devant la pression du pouvoir considérable acquis par les marchés financiers, nous sommes entrés dans un cycle de régression démocratique. La capacité d'intervention des peuples a été rognée en permanence jusqu'à être cantonnée à la marge des grandes orientations qui régissent les sociétés, tandis que la puissance publique a été de plus en plus accaparée au service des marchés financiers. A tous les niveaux a été organisé le dessaisissement progressif des citoyennes et des citoyens de leur pouvoir. On est passé de l'Etat-providence à l'Etat de marché. Pour donner le change, on a ainsi inventé le concept particulièrement pervers de gouvernance, véhiculant l'idée que la conduite politique pouvait se contenter de compétences. Par une série de coups d'Etat déguisés, une petite oligarchie, relayée par ses innombrables lobbies, a pris le pouvoir de façon insidieuse, maintenant les apparences de la démocratie. Ainsi, plus les changements nécessaires paraissent immenses, moins l'action politique paraît être porteuse de solutions.

Des crises internationales à répétition

Depuis le bouleversement géopolitique lié à la chute du mur et à la mondialisation capitaliste, des crises internationales majeures s'enchaînent dans un monde présenté comme irrémédiablement instable et dangereux. Les réponses militaires et les stratégies de puissance seraient, nous dit-on, les seules possibles. Les dépenses liées à la guerre pèsent lourd dans les budgets publics.

En Irak, en Afghanistan, en Libye, en Afrique... des logiques de guerre, au nom de prétendues valeurs occidentales, n'ont cessé d'exacerber les tensions, d'étendre les instabilités, d'aggraver les crises. Cette escalade sans issue, dans le mépris des droits des peuples et l'instrumentalisation de l'ONU, est le fruit d'un néo-impérialisme dont la volonté de prédation est à l'œuvre partout où des intérêts stratégiques sont en jeu.

Les tensions et les violences qui caractérisent le monde d'aujourd'hui, dans sa complexité, s'enracinent en particulier là où le sentiment existe que la politique des Etats-Unis, des pays de l'Union européenne, de l'OTAN... bafoue la dignité, la souveraineté des peuples.

Le non-respect des droits de la Palestine, la succession de guerres, le soutien à des dictatures, les politiques néolibérales imposées par le FMI et l'Union européenne... Tout cela n'a cessé d'alimenter un rejet profond de la domination occidentale et de fournir des motifs de révolte et de mobilisation populaires puissantes.

L'humanité en panne de sens

La conjugaison de ces crises finit par plonger l'humanité dans une véritable crise de civilisation. Une crise du sens et de l'imaginaire. Une crise existentielle qui interroge les rapports entre les êtres humains et leurs rapports à la nature.

Le capitalisme est venu exacerber toutes les domi-

nations existantes, à commencer par le patriarcat. Prospérant sur la concurrence et la peur de l'autre, il a sapé les fondements du vivre ensemble. Les savoirs et leur diffusion ont été placés au service de la rentabilité financière, et les êtres humains empêchés d'acquérir une maîtrise critique des connaissances et une culture commune. La marchandisation de tout jusqu'au corps humain, la guerre de tous contre tous et l'explosion des inégalités, la domestication de la culture et de l'éducation se sont abattues sur les peuples. Les grandes puissances se sont attelées à fournir des motifs de justification à leurs guerres néo-coloniales.

Dans une humanité déboussolée, les résistances à cet ordre mondial insupportable se sont exprimées de façon contradictoire. La théorie du choc des civilisations, mise en pratique par des responsables politiques peu scrupuleux, pour servir les intérêts de leur cause, a fait grandir des affrontements dangereux et sans issue à l'échelle planétaire. Le terrorisme, qui pousse sur le terreau de la domination des peuples, est devenu le nouvel ennemi public.

Dans ce contexte, le peu de prix accordé aux vies humaines constitue un traumatisme sérieux. L'humanité se cherche. Elle ne trouvera réponse à ses questions que dans la quête commune de sens, que dans la mise en œuvre d'un projet commun, que dans la fin des logiques de puissance et de prédation.

3 - Un nouvel âge de la lutte des classes dans une humanité fragmentée

Au cœur de ces difficultés les résistances et la créativité des hommes et des femmes peuvent ouvrir de nouveaux horizons. C'est ainsi que pourra se reconstruire une civilisation nouvelle de femmes et d'hommes, riches d'influences culturelles différentes, mais fondamentalement libres, égaux et associés.

Pour une nouvelle conscience de classe

La lutte des classes avait disparu. C'était une vue de l'esprit, un fantôme du passé que quelques individus inadaptés aux exigences de la modernité cherchaient à réveiller. Chacun était seul responsable de la situation dans laquelle il se trouvait. Voilà le discours hypnotisant qui nous a été servi des années durant. Et pourtant, jamais il n'y a eu de pause dans cet affrontement.

La crise a commencé à faire tomber le masque, de par la violence de la tentative d'écrasement que mène la classe dominante. Nous avons vu défiler les marchés financiers et leur course à la compétitivité, les actionnaires et leurs dividendes, les banquiers et leurs escroqueries, les grands patrons et leur héroïsme... Nous avons entendu que « la guerre des classes existe » et que c'est leur classe, « celle des riches » qui est en train de la gagner.

Pour que l'immense majorité, les « 99 % », puisse faire valoir ses droits au changement, nous voulons qu'émerge une nouvelle conscience de classe, qui rassemblerait le monde du travail et de la création. Il est grand temps que se retrouvent tous ceux et celles, épris de justice, de paix et d'humanité, dont l'intérêt est d'unir leurs énergies pour ne plus laisser quelques profiteurs décider à leur place. Il faut pour cela faire grandir une alternative commune. Nous bataillons pour faire échec à la division du salariat, et à la division sexuée du travail qui se fait au détriment des femmes. Ainsi, nous combattons le fameux concept de « classe moyenne », modelé pour faire croire à

toute une partie de la population qu'elle pourra s'en sortir mieux que les autres parce qu'elle le vaut bien. De même nous ne laisserons pas s'installer plus avant le terme pernicieux d'assistantat pour décrire le devoir qu'a la société de relever celles et ceux qui sont dans la difficulté et de les accompagner.

Des femmes et des hommes décidés à gagner

Profiteurs contre producteurs. Finance contre travail. Comment peut-on dans ce contexte, appeler à partager les efforts et proposer le match nul ? Les appels du gouvernement français à rechercher un « compromis historique » entre le patronat et les syndicats pour un « choc de compétitivité » sont inacceptables. Il s'agit d'une nouvelle tentative de « baisser le coût du travail », d'accentuer l'individualisation de la relation de travail, et d'imposer la flexibilité. Cette offensive n'a d'autre but que d'asservir plus encore les salarié-e-s, comme si les régressions de ces dernières années n'avaient pas suffi. Le patronat a fait le choix de la désindustrialisation, de la spéculation, de l'abandon de la recherche-développement et de la formation, de la mise en concurrence des salarié-e-s entre eux par le chômage et la précarité... Il voudrait encore doubler la facture. S'il faut un choc, c'est pour baisser le coût du capital et non la rémunération du travail ; c'est pour baisser les charges financières et non pas les cotisations sociales ; c'est pour en finir avec la précarisation et non pas pour l'augmenter ! Voilà les issues à la crise !

Face aux offensives brutales d'actionnaires insatiables, les salarié-e-s, avec leurs organisations, ont cherché à établir des résistances solides. Dénonçant le mépris et l'incohérence, ils ont mis sur la table des projets alternatifs crédibles. Malgré les atteintes au droit de grève, malgré la criminalisation de l'action syndicale, malgré les chantages, malgré l'abandon des pouvoirs publics, des luttes ont grandi, dont certaines ont pu ouvrir des brèches. Ces hommes et ces femmes, atteints dans leur dignité, défenseurs d'eux-mêmes autant que de l'intérêt général bafoué, tiennent tête aux puissants. Parmi eux, il y a ces ouvrières et ces ouvriers que les médias ont longtemps ignoré, caricaturé et dont ils ont même décrété la disparition. C'est de leur côté que se trouvent les solutions.

Dans ces batailles, les femmes prennent très largement leur place, affrontant au passage un double mépris, tandis que chaque mesure de régression adoptée les frappe plus durement en raison de leur genre. Mais si le capitalisme se nourrit de cette oppression, nous savons qu'elle n'a pas besoin de lui pour exister. Pourquoi faut-il encore aujourd'hui mener la bataille pour le droit à disposer de son corps et contre les violences faites aux femmes ? Combien, de par le monde, sont traitées comme des mineures, contraintes d'obéir, de se cacher, de se soumettre ? De la même manière, pourtant, aux femmes, on avait expliqué que le féminisme était un combat dépassé, balayant d'un revers de main les inégalités persistantes, le patriarcat encore vivace. Ce combat contre la domination et pour l'égalité doit se faire plus encore le combat de toute l'humanité.

Le grand piège de « l'affrontement identitaire »

Racisme, xénophobie, antisémitisme, islamophobie, sexisme, homophobie, lesbophobie, transphobie et autres avatars du rejet de l'autre n'ont pas attendu la naissance des marchés financiers pour sévir. Nous les combattons tous avec vigueur, en tant que tels. Nous savons aussi que les forces dominantes ont

bien compris le parti qu'elles pouvaient en tirer : afin de détourner la colère sur d'autres têtes, elles s'attachent à diviser leurs victimes dans des affrontements qui laissent à l'abri leurs intérêts.

Pour déclarer l'ouverture de la chasse aux boucs émissaires, tous les prétextes sont bons. La stigmatisation tous azimuts des jeunes des quartiers populaires, des agents de la fonction publique, des grévistes, ou encore des chômeurs et des pauvres établit une liste de prétendus profiteurs du système, en même temps que le portrait robot du prétendu méritant vertueux qui serait lésé par leur seule existence. Dès lors, lutter contre toutes les dominations, travailler à gagner l'unité et la solidarité contre les divisions, c'est façonner cette nouvelle conscience de classe que nous recherchons. C'est plus que jamais une urgence.

En effet, à partir de l'insécurité sociale latente, tout est fait pour que l'être humain se sente plongé dans un climat d'insécurité existentielle, au point de se vivre comme un individu assiégé de toutes parts. Assiégé dans son être même, dans son identité... Le pas suivant est vite franchi. Ainsi donc, le tranquille autochtone, serait seul face aux barbares menaçants. Il s'agirait donc pour lui de s'unir avec ses semblables face à l'ennemi désigné, accusé de « racisme anti-blancs ». Les mêmes qui critiquent le communautarisme l'installent de fait, dans une dimension profondément conflictuelle, allant jusqu'à usurper et dévoyer le principe républicain de laïcité.

Le déplacement du conflit social sur le terrain identitaire et communautariste est lié à l'héritage complexe et encore pesant d'une histoire nationale marquée par le fait colonial et relève d'une stratégie visant à fractionner les couches populaires et à masquer l'aggravation des inégalités sociales. C'est ce que l'on appelle l'ethnisation des rapports sociaux, et c'est, dans le monde d'aujourd'hui, une arme de division massive.

S'appuyant sur la théorie du choc des civilisations, la diabolisation insupportable de l'islam et des musulmans, amalgamés en permanence à des étrangers intégristes et à des terroristes en puissance, a une fonction particulière dans ce dispositif. Voilà ainsi campé le personnage de l'étranger par excellence, celui qu'on incrimine et contre qui l'on veut fédérer. A partir de là peuvent se déployer toutes les peurs, toutes les haines et toutes les jalousies, comme on le voit aussi particulièrement à l'endroit des Roms ou des sans-papiers. Comme on le voit également à travers l'islamophobie et la résurgence de l'antisémitisme. Le développement d'un nouveau type de racisme, de plus en plus décomplexé, ne saurait être compris sans mesurer la portée de cette offensive menée par la droite et l'extrême droite. Elle est susceptible d'alimenter bien des tensions au sein des peuples comme au plan international. En mettant cet affrontement identitaire à l'ordre du jour, elle porte un grand danger de notre temps.

Communistes, nous affirmons l'inexistence des races, prônons l'universalisme et l'égalité de tous les êtres humains. Nous concevons la diversité des cultures, des héritages comme un patrimoine de toute l'humanité. Combattons contre toutes les aliénations, nous refusons les assignations identitaires imposées aux individus. Comme beaucoup d'hommes et de femmes, nous ne reconnaissons pas la richesse de l'humanité dans ces identités étriquées, fantasmées, artificielles. La question est bonne : homme, femme, qui es-tu ? Mais la réponse ne peut consister à s'enfermer dans

FENÊTRE 2

LA FRAGMENTATION DE LA SOCIÉTÉ EN QUESTION

Vivre ensemble, lutter ensemble. Nous voulons lutter contre toutes les dominations tandis que le capitalisme les utilise pour diviser les peuples.

Comment faire face à la fragmentation de la société, lutter contre les divisions, combattre les visions ethnicisées du monde, affronter l'individualisation des rapports sociaux... ?

Comment construire une conscience de classe de notre temps ?

Comment lutter contre la montée de l'extrême droite et de ses idées ?

Qui et comment rassembler pour un changement politique ?

des cases pour se rassurer et se protéger. L'être humain est un être social, un être de relations, un être de culture. L'être humain est un producteur. Un être en chemin et en devenir. Chacune, chacun, nous sommes des humains uniques et complexes, d'influences et d'appartenances multiples. Ensemble, nous sommes l'humanité.

Que dire, alors, de la nation ? Nous en portons une conception qui se situe aux antipodes de la vision identitaire et ethno-culturelle qui teinte les discours de la droite, sous l'influence de son extrême. La nation est pour nous un lieu essentiel du faire peuple et de l'exercice de la démocratie. Un lieu essentiel de l'internationalisme. La nation française elle-même s'est forgée dans la Révolution. Elle peut être fière de sa diversité régionale, en particulier linguistique. Elle est habitée d'une culture ouverte et en mouvement dont le monde a besoin. Au même titre qu'il a besoin de l'apport des autres nations de l'Europe et du monde. Depuis l'aube de notre histoire, les échanges entre les peuples nourrissent les représentations qu'ils se font d'eux-mêmes, leurs cultures communes et leurs façons de vivre. Partout, au cœur de la vie quotidienne dans les villes du monde, c'est cela qui se poursuit.

C'est pourquoi l'idéologie xénophobe du nationalisme est une dangereuse fumisterie. Convaincus qu'il est vain d'enfermer toute tentative de changement dans la seule nation, nous proposons d'en refonder le principe pour reconstruire de l'unité sur les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité. Dans le même mouvement, il sera possible d'inscrire cette refondation dans une quête de mondialité. C'est-à-dire un processus permanent d'humanisation de l'humanité capable de bousculer la mondialisation capitaliste et d'opposer aux affrontements identitaires la force d'un monde interculturel. De tous les pays, unissons-nous.

4 • L'ouverture de nouveaux champs du possible

Quand les peuples se mettent en mouvement

Partout dans le monde, des mouvements populaires se développent qui en attestent : l'humanité cherche des issues. En effet, comment ne pas trouver dans le mouvement d'occupation de Wall Street, le temple du capitalisme mondialisé, le signe éloquent d'un système en perte de légitimité ?

Dans les pays d'Europe, les peuples résistent et manifestent leur profond rejet de l'austérité. Des forces politiques comme Syriza, en Grèce, opposées aux orientations européennes, commencent à gagner une place politique nouvelle. Sans oublier les « Indignés », qui portent une forte contestation du système, et bien souvent de la politique en tant que telle.

En Amérique latine, dans la diversité des histoires nationales, des forces politiques ont été portées au pouvoir pour s'opposer au pillage impérialiste de leurs richesses et de leur travail, pour fonder de nouvelles coopérations et solidarités, y compris avec Cuba, victime d'un

blocus inacceptable. Il s'y mène des politiques nouvelles où l'on cherche des façons de rendre au peuple les droits qui sont les siens. Ces expériences nous intéressent, elles nourrissent nos espoirs, elles participent à rendre partout le changement possible. Nous en sommes pleinement solidaires.

Le Printemps arabe, s'il a débouché sur des situations contrastées, ne saurait être interprété autrement que comme une éruption trop longtemps contenue d'aspirations profondes à des bouleversements dans la vie quotidienne et dans la vie démocratique des peuples. Le monde arabe n'en pouvait plus de cette domination néo-coloniale dont la misère, la famine et la privation de libertés étaient le prix. Au cœur de ces mouvements, les aspirations démocratiques et progressistes doivent prendre le dessus.

Dans notre pays, enfin, se lèvent dans de nombreux champs de la société des mouvements de lutte qui portent des revendications et des propositions concrètes. C'est de là que naîtra le changement.

Nous souhaitons que se libèrent toutes ces forces qui veulent transformer nos sociétés, et celles qui ne trouvent pas encore à se manifester. Si elles sont encore éparses, s'il leur manque un projet commun, elles sont porteuses d'un souffle nouveau dont le monde a besoin.

Quand le progrès sert l'humanité

La révolution numérique et informationnelle bouleverse déjà les modes de production et d'échanges, comme les modes de vie. Elle prolonge l'intelligence humaine et change son rapport au monde, alors que jusqu'ici les outils, puis les machines de la révolution industrielle, avaient permis simplement de « prolonger la main », en instituant une séparation multi-séculaire entre celles et ceux qui décident et celles et ceux qui exécutent. Les systèmes automatiques de traitement, de stockage et de transmission de l'information sont autant d'avancées ouvrant des possibilités inédites que le capital s'efforce de confisquer, avec les gains de productivité qu'elles génèrent. Pourtant, elles portent en elles la possibilité d'une autre civilisation, fondée sur la mise en commun et la coopération plutôt que sur la marchandisation du monde.

En tous domaines, les progrès considérables de la connaissance et des savoirs, accompagnés de progrès techniques et technologiques incessants, couplés à cette révolution sont une chance pour l'humanité. L'organisation du travail, sa conception et sa place dans la vie des êtres humains pourraient en être complètement changées.

Contrairement au projet d'une « économie de la connaissance » qui capte la recherche au service de la rentabilité et vise la refondation de la formation au service de la division du salariat, nous voulons nous appuyer sur la place croissante des savoirs dans la société pour construire une culture commune émancipatrice. Déjà, la place croissante des savoirs dans le travail, dans le débat démocratique et dans

la vie quotidienne est à l'origine d'aspirations nouvelles.

Sous la crise du capitalisme émergent déjà les prémices d'une troisième révolution industrielle avec l'impression 3D, les machines auto-réplicatives libres, l'open source hardware, les mouvements hackers et maker. Ainsi se créent et se développent des lieux de conception et de proximité en réseau, ouverts et gratuits, où l'on partage savoir et savoir-faire, où l'on crée plutôt qu'on ne consomme, où l'on expérimente et apprend collectivement, où le producteur n'est plus dépossédé de sa création, tels les Fab Lab, qui sont les moteurs de ce mouvement.

Toutes ces avancées portent en elles des possibilités de mise en commun, de partage et de coopération inédites.

5 • Un projet de société fondé sur l'humain

Alors, quel projet ? Cette question, nous ne souhaitons pas y répondre seuls. Nous voulons la poser en grand à la société. Nous voulons interroger les hommes et les femmes, pour donner de l'espace et de l'écho à leurs aspirations. Ouvrons grand les vannes : « Et vous, quels changements de société voulez-vous ? » Voilà la grande campagne d'échanges citoyens que nous souhaitons lancer dans tout le pays et au-delà.

Nous ne saurions nous engager dans une telle initiative sans décrire nous-mêmes le projet de société que nous portons. Nous ne le concevons pas comme un modèle prêt-à-porter, mais une contribution forte dans la quête de l'humanité.

Rien de tout cela ne tombe du ciel. A la suite des Lumières et de la Révolution française, il y a les anticipations fondamentales issues de Marx, et des penseurs du socialisme, avec une mention particulière dans notre pays pour la contribution de Jean Jaurès, qui fonda ce journal au nom si emblématique : l'Humanité. Il y a ensuite les enseignements que nous avons tirés des échecs et de l'effondrement des premières tentatives de rupture avec le capitalisme du ^{xx}e siècle : sans démocratie, respect des libertés et des droits de l'homme particulièrement, il ne saurait y avoir d'émancipation humaine. Il y a encore les avancées produites par les communistes depuis un certain nombre d'années pour définir d'autres logiques à mettre en œuvre. Il y a enfin tout ce qui se cherche et s'invente dans les luttes et le mouvement des idées pour faire grandir l'alternative.

Notre projet se nourrit de tout cela. Il est en construction permanente. Un projet alternatif au capitalisme et à toutes les formes de domination doit permettre la convergence des pensées qui leur résistent : celles qui prennent le contre-pied des politiques libérales sur le plan social et économique, celles qui renouvellent l'exigence écologique, celles qui vont puiser dans les aspirations libertaires et l'humanisme, celles du féminisme, celles de la République face à sa décrépitude avancée, celle de l'altermondialisme... Il doit également se forger dans la vie, comme une réponse aux contradictions

dans lesquelles les femmes et les hommes se débattent. C'est ce que nous nommons communisme : l'incessant mouvement démocratique d'appropriation citoyenne du monde et de partage des avoirs, des savoirs et des pouvoirs qui enverra peu à peu aux oubliettes l'ancien régime du capitalisme et fera grandir l'humain dans l'humanité.

La démocratie comme mode de vie

La démocratie doit être au cœur du vivre ensemble, par la reconnaissance d'une souveraineté populaire pleine et entière comme étant seule légitime. Aucun pouvoir, fut-il éclairé ou savant, ne saurait s'affranchir du peuple et gouverner sans lui. Nous proposons de démocratiser tous les espaces de la société, en recherchant partout à pousser les feux de l'intervention citoyenne et de la co-élaboration.

★ Nous voulons une nouvelle République, où l'exercice de la démocratie ne consistera pas à abdiquer son pouvoir de citoyenne ou de citoyen. Dans toutes les institutions, nous voulons rompre avec le présidentielisme, en finir avec le cumul des mandats en nombre et en durée, favoriser la délibération et l'exercice collectif des responsabilités, promouvoir la proportionnelle comme mode de scrutin à toutes les élections locales et nationales, trouver les voies d'une parité effective, ouvrir un droit d'initiative législative populaire et un droit de saisine des institutions. Nous proposons également, pour faire vivre la démocratie et lutter contre la professionnalisation de la politique, la création d'un statut de l'élu-e.

Au sein de cette République, nous voulons une vraie démocratie locale, dont les communes doivent être le cœur battant. Elles devront y développer l'esprit coopératif à chaque fois que nécessaire en faisant respecter l'esprit décentralisateur et la souveraineté populaire. Nous sommes pour une citoyenneté de résidence et nous défendons le droit de vote des étrangers vivant dans notre pays.

Pour prendre le pouvoir, il faut comprendre le monde. Notre exigence de démocratie rend nécessaire l'accès de toutes et tous aux savoirs.

Nous proposons une véritable démocratie économique et sociale, qui instaurera l'exercice de nouveaux pouvoirs pour les salarié-e-s dans les entreprises et transformera les structures juridiques qui fondent aujourd'hui la propriété du capital et son pouvoir absolu, en s'appuyant sur des formes diverses de propriété publique et sociale. La citoyenneté ne doit pas s'arrêter à la porte des lieux de travail. Sans attendre, nous voulons que les salarié-e-s et leurs représentant-e-s disposent de droits et pouvoirs d'intervention sur les choix qui président à l'organisation du travail, aux investissements, aux stratégies des entreprises et à leur financement. Nous voulons permettre aux organisations syndicales de tenir la place essentielle qui leur revient dans la démocratie sociale. Il en est de même pour les élus locaux et les élus locales, de par leur rôle décisif dans l'aménagement du territoire.

Nous proposons une administration démocratisée des services publics et leur expansion coo-

pérative jusqu'à la gestion des biens communs de l'humanité. Nous voulons libérer des griffes du marché l'eau, l'énergie, et plus largement des secteurs essentiels à la vie de l'humanité, y compris la monnaie... Nous voulons ouvrir des droits garantis par des services publics dans les domaines du logement, de l'information, de la communication, des transports, de la santé, ou du crédit. Nous voulons développer la gratuité de ceux qui sont essentiels à la vie de chacune et chacun.

★ La fuite en avant libérale opérée par l'Union européenne n'a cessé de s'exacerber, au point de la plonger dans une crise existentielle qui appelle des transformations fondamentales. Ainsi, la finalité même de la construction européenne doit être redéfinie. L'Europe doit devenir un grand projet humain, capable de peser pour un monde de coopération. A l'opposé des forces nationalistes qui opposent entre eux des peuples qui souffrent du même mal, nous voulons refonder la construction européenne pour bâtir une Europe des peuples, dont le but sera le progrès humain, social et écologique, et non plus la concurrence acharnée et la grande compétition des humains. Aussi, sa première ambition devra être de s'émanciper des marchés financiers. Par la coopération, elle devra permettre de mobiliser démocratiquement tous les atouts disponibles au service de la promotion des capacités humaines et d'assurer la gestion solidaire des biens communs.

Parmi les changements majeurs, il est urgent de mettre fin à l'indépendance de la Banque centrale européenne, qui doit être placée sous contrôle démocratique et citoyen. Elle devra être enfin autorisée à battre monnaie pour financer les dépenses publiques et les investissements s'inscrivant dans les nouvelles priorités, aux conditions les plus favorables et dans une logique de long terme et contribuer à un essor concerté des services publics. Elle devra également favoriser la réduction des inégalités de développement entre pays membres. Parallèlement, un audit citoyen de la dette devra permettre aux Etats de se libérer des charges illégitimes que les financiers veulent leur extorquer.

Nous voulons repenser la démocratie européenne. La gestion commune des biens, intérêts et projets communs doit résulter de choix souverains, faits en pleine connaissance de cause après information et consultation des citoyennes et des citoyens. Il faut donc créer les conditions - politiques, institutionnelles, culturelles - favorisant leur implication dans l'élaboration des politiques européennes, le contrôle de leur mise en œuvre et l'évaluation de leurs effets. L'Europe refondée ne saurait altérer la souveraineté populaire ou nier les nations qui la composent, mais doit s'imposer le devoir de pousser les feux de la démocratie représentative, participative et citoyenne.

Enfin, ses principes doivent respecter ceux de la Charte des Nations unies. Elle devra se montrer exemplaire dans l'engagement solidaire et responsable face aux enjeux vitaux de notre temps : environnement, paix, développement... Il lui faudra ainsi rechercher tous azimuts des partenaires pour coopérer à la transformation du monde.

★ Nous voulons un monde de paix, de partage et de solidarités. La paix ne saurait être garantie que par la justice, le respect du droit et de la souveraineté des peuples. C'est ce qui fonde notre soutien à la lutte légitime des peuples de Palestine, du Kurdistan, du Sahara occidental en particulier. Nous nous opposons à l'impérialisme et à ses guerres. Partout, les relations entre les peuples doivent se bâtir sur les coopérations et la sécurité, dans la quête d'un nouvel ordre mondial. Face aux nouveaux enjeux de la sécurité internationale, comme face à la gravité de la situation, en particulier au Moyen-Orient, il est urgent de mettre à l'ordre du jour, avec l'exigence du règlement politique des conflits, le désarmement multilatéral, en matière nucléaire et bien au-delà.

C'est sur cette base, de solidarité et de responsabilité collective, que nous proposons de refonder les institutions internationales, d'agir pour sortir de l'OTAN et la dissoudre. Nous sommes également convaincus qu'il faut en finir avec les orientations des institutions financières internationales telles le FMI et la Banque mondiale, qui conditionnent toute forme d'aide à nombre de pays du Sud, et même aujourd'hui d'Europe, aux politiques néolibérales d'austérité et de régression sociale. Une véritable révolution monétaire doit voir le jour pour mettre fin à la domination du dollar, pour mettre en œuvre progressivement une monnaie commune mondiale visant à répondre aux besoins de coopération et de codéveloppement en mobilisant les moyens existants et nécessaires et en favorisant le développement des services publics. C'est l'ensemble des organisations internationales, y compris l'ONU, qui doivent être transformées et démocratisées afin de pouvoir répondre aux exigences du multilatéralisme, de la coopération et du développement humain durable. Il y a urgence à mettre en discussion un manifeste pour un développement humain durable à l'échelle mondiale, afin d'engager une discussion sur la satisfaction des besoins essentiels de tous les êtres humains et sur la gestion des ressources communes de l'humanité.

Produire, consommer et partager autrement les richesses

Le capitalisme abime les liens des êtres humains avec la nature et des êtres humains entre eux. Avec lui, tout est devenu marchandise, tout est devenu source potentielle de profit pour quelques-uns. Nous voulons faire grandir la conscience que l'humanité a d'elle-même et lui permettre d'organiser la façon dont elle subvient à ses besoins et crée les moyens de son épanouissement.

★ La question du travail et des rapports d'exploitation est centrale. Les vagues de suicides qui ont frappé de grandes entreprises ont dramatiquement mis le projecteur sur l'augmentation de la souffrance au travail, due à la pression permanente et à la perte de sens. La course insensée à la compétitivité ne saurait qu'aggraver cette situation. Le travail doit être

garanti comme le droit de chacune et chacun à se réaliser, à participer à l'effort commun au service de la collectivité en fonction de ses moyens, en contrepartie d'un revenu lui permettant de se nourrir, se vêtir, se loger, se cultiver, se détendre, voyager...

Pris dans toute sa dimension, le travail doit être un lieu de créativité, d'épanouissement et de vie sociale. Il faut donc le réorganiser et le repenser en mettant au placard les techniques de management inhumaines et le recours à la précarité. La place des femmes à tous les niveaux de responsabilité dans l'entreprise, le refus du temps partiel imposé et la rémunération de leur travail à égalité avec les hommes doivent être des normes respectées.

Les potentialités actuelles doivent permettre de réduire le temps de travail dans une vie, mais aussi de construire un système de sécurisation de l'emploi et de la formation pour éradiquer le chômage, démarchandiser le travail, et répondre aux besoins de formation, pour la société dans son ensemble et pour chacun de ses membres.

Les attaques violentes contre le droit à la retraite, à la santé, à l'assurance chômage, aux prestations sociales ont rencontré de grandes résistances. Nous réaffirons notre choix fondamental en faveur d'une protection sociale solidaire de haut niveau.

Pour répondre aux aspirations de la société, nous voulons sortir de la défensive en portant, à partir des luttes sur l'hôpital, l'école ou encore la recherche, une expansion des services publics à l'échelle européenne. Leur développement est à la fois une nécessité économique de relance et une question de justice.

★ Nous ne céderons pas au MEDEF qui entend passer commande de la main-d'œuvre dont il a besoin en enfermant les étudiant-e-s dans l'acquisition de compétences restreintes et en en dédouanant les entreprises de leur propre rôle de formation. L'éducation et la formation doivent permettre l'élévation générale du niveau des connaissances et des capacités dont la société a besoin, et fournir aux êtres humains de quoi se construire comme individus libres et responsables. Ces périodes doivent être reconstruites comme partie intégrante du travail que chacune et chacun fournit dans une vie au service de la collectivité. Il convient également de libérer le développement de la recherche, avec une forte impulsion publique et dans un esprit de mise en commun des découvertes pour faire avancer l'humanité et lui permettre de résoudre sans attendre les grands problèmes qui lui sont posés. Une nouvelle culture de partage et d'intercréativité de tous les êtres humains, en germe dans la révolution numérique et informationnelle devra être promue.

★ La crise a accéléré la destruction de sites de production entiers et l'abandon de savoir-faire industriels laissant des centaines de milliers d'ouvrières et d'ouvriers sur le carreau. C'est insupportable ! Nous voulons continuer à produire, dans le respect de l'environnement. Nous n'acceptons pas ce gâchis humain, social, écologique et économique que veulent imposer les grandes multinationales dans leur course à la concurrence. Vivre et travailler au

pays, le slogan n'est pas d'aujourd'hui. Nous voulons mettre en œuvre d'autres modèles de gestion que ceux du capitalisme financiarisé. Nous voulons gagner une politique industrielle et de services, reposant sur des pouvoirs d'intervention des salarié-e-s, un nouveau crédit sélectif et des filières stratégiques cohérentes. Nous voulons organiser la coopération entre les sites de production comme le proposent souvent les organisations syndicales, et favoriser les circuits courts qui économisent la planète. Nous voulons instaurer un droit de préemption pour les salarié-e-s sur leur outil de travail, développer l'économie sociale et solidaire. Des nationalisations doivent être opérées dans plusieurs secteurs stratégiques et pour reconquérir la gestion de biens communs. Nous voulons, sous de multiples formes, engager un grand mouvement d'appropriation sociale.

★ La planification écologique doit devenir l'outil du débat démocratique, afin de maîtriser les enjeux de production, d'éviter les gaspillages de ressources, les atteintes à la biodiversité et d'organiser la véritable réponse aux besoins. Ainsi, dans un contexte d'expansion des besoins énergétiques mondiaux, il faudra juguler le réchauffement climatique à l'échelle de la planète par une réduction progressivement massive du recours aux énergies carbonées qui sont responsables des émissions de gaz à effet de serre. De ce fait, la transition énergétique française, pour rendre effectif le droit à une énergie pour tous, devra passer par un important effort de sobriété et d'économie d'énergie dans l'habitat et les transports, ainsi que par un mix énergétique entièrement public, portant des exigences accrues de sûreté sur le nucléaire et de plus en plus marqué par les énergies renouvelables. La recherche devra être déployée dans tous ces domaines.

Il est grand temps de sortir du cycle infernal productivisme-consumérisme, qui n'a d'autre finalité que les profits de quelques-uns. Il faut donner un tout autre contenu à la croissance, imposer des exigences qui ne peuvent être que celles d'un développement humain durable. Il faudra traquer, par exemple, l'un des choix stratégiques les plus symboliques de l'absurdité du système : l'obsolescence programmée, qui voit des entreprises produire des biens à durée de vie volontairement déterminée pour fidéliser, en quelque sorte, leur clientèle...

L'eau devra être reconnue comme un bien commun de l'humanité, garantie comme un droit pour les populations et partagée jusque dans la gestion publique et coopérative des ressources. Il faut également anticiper les moyens de relever le défi alimentaire, en quantité comme en qualité, en refusant la mainmise des multinationales sur la production agricole avec ses organismes génétiquement modifiés et son modèle autant intensif qu'extensif qui constitue la négation de la souveraineté alimentaire et de l'agriculture paysanne comme de la pêche artisanale. En refusant également de laisser la grande distribution venir spéculer, ponctionner et orienter à sa guise, privant les producteurs d'une juste rémunération. Il faut changer de logique en imposant les exigences d'un développement humain durable. Notre croissance est celle du développement social

et écologique, pas celle de l'accumulation du capital.

★ Le but du travail ne saurait être de produire toujours plus d'objets de consommation rentables et jetables, mais de permettre à l'humanité de vivre bien. Les inégalités de revenus exorbitantes sont une insulte à la dignité humaine, elles méritent qu'on s'y attaque en définissant des revenus minimum et maximum. Nous voulons repenser l'impôt, taxer l'argent du capital, augmenter sa puissance redistributive et sa capacité à orienter les grands choix des entreprises. Les richesses produites, aujourd'hui usurpées et gaspillées, devront échapper à la mainmise de la finance et des spéculateurs. Nous voulons réorienter fondamentalement l'argent des profits, l'argent des banques et l'argent public vers les salaires, la garantie de droits sociaux, l'investissement productif écologique, la recherche, l'expansion des services publics. Les nouveaux pouvoirs des salarié-e-s devront les placer au service des objectifs sociaux qui expriment notre ambition : l'humain d'abord ! Dans cet esprit, la réorientation du crédit bancaire est une priorité stratégique pour mettre en cause le pouvoir des marchés financiers. Déjà, des luttes sociales et politiques se mènent pour traduire cette exigence dans des dispositifs institutionnels concrets comme la constitution d'un pôle financier public et le déploiement de fonds régionaux pour l'emploi et la formation.

Le choix résolu de la dignité humaine

Chaque vie humaine est essentielle à l'humanité. Pour nous, le libre développement de chacune et chacun est la condition du libre développement de toutes et tous. Naître, c'est accéder à la liberté, à l'égalité et à la fraternité. Ces valeurs toujours révolutionnaires ne peuvent vivre que si elles avancent du même pas. Il faut, pour les garantir, que la souveraineté populaire s'exerce pleinement, dans un esprit de laïcité. Nul ne peut imposer aux autres ses convictions, qu'elles soient religieuses, politiques ou philosophiques. De même, nul ne peut être discriminé en raison de ses origines, de son sexe, de son handicap, de tout prétexte que l'on pourrait utiliser pour abaisser celui qui est différent de soi, ou celle que l'on ne comprend pas. L'égalité entre femmes et hommes doit maintenant devenir une réalité et les violences faites aux femmes être éradiquées. Réformer le mariage, comme l'adoption, en faisant un droit pour toutes et pour tous, serait au passage une belle manière de reléguer dans le passé l'esprit de domination dans lequel il a été bien souvent utilisé dans l'histoire de nos sociétés.

★ L'exercice concret de la démocratie, dans un quartier populaire, dans une commune, est un geste essentiel au service de la rencontre. La République doit mettre en dialogue toutes les représentations du monde, dans la mesure où elles ne contestent pas son principe. Ainsi, nous refusons la conception qui ferait de la laïcité un principe de stigmatisation et d'exclusion. Nous refusons aussi cette conception qui ferait de l'espace public un lieu aseptisé, où l'on s'efforceraient de n'être que semblable aux autres, les convictions des individus étant refoulées dans une « sphère privée ». C'est là qu'elle doit

tisser la toile des valeurs communes qu'il faut sans cesse continuer. Nous voulons porter une vision restaurée de la laïcité, qui garantisse la liberté de conscience et l'égalité de droits et l'indépendance de l'État à l'égard de toute religion et de toute autorité, hormis la souveraineté populaire. Aussi, nous nous opposons à tous les intégrismes qui instrumentalisent les religions à des fins politiques, en portant atteinte aux libertés et à la dignité des femmes.

★ Nous voulons développer l'accès à la culture, à l'information et aux connaissances, mais aussi leur appropriation sociale, en élargissant ce que les êtres humains ont en commun ou peuvent partager et qui construit leur humanité. Il s'agit de dépasser les querelles identitaires dépourvues de sens et de permettre à chacune et chacun d'être maître de son destin individuel en participant au destin collectif. Nous imaginons une information subtilisée aux mains des financiers et démocratisée. Nous voulons en finir avec une éducation mise au service de la rentabilité et des intérêts du capitalisme. Construire une culture commune exige un grand service public de l'éducation pour toutes et pour tous. Nous voulons sortir de la marchandisation des œuvres de l'esprit, de l'aviilissement de la culture, réduite au rang de passe-temps chargé de produire du temps de cerveau disponible. La culture peut donner dans la gravité ou dans la légèreté, mobiliser l'intelligence ou les émotions, prétendre à de grands bouleversements ou n'avoir aucune prétention, mais elle ne saurait être le résultat d'une production industrielle passée au tamis du marketing pour abaisser le peuple et

le rendre docile. L'art, la culture, l'imaginaire sont des vecteurs essentiels des créations humaines, des moteurs de transformation sociale, des révélateurs de citoyenneté et d'humanité. Vecteur d'accomplissement de soi et de relations humaines, le sport doit être libéré de la domination de l'argent : la libre association et le bénévolat sont des facteurs essentiels pour y porter l'exigence de partage et de démocratie.

★ La République ne se fige pas dans une image d'Épinal surannée en brandissant le drapeau français. Ce que porte le drapeau français, ce sont les valeurs généreuses de la Révolution, celle de Ma France de Jean Ferrat et nulle haine recuite. Nous ne nous sentons pas menacés par l'immigration. Elle est un drame pour celles et ceux qui en viennent à quitter leur pays pour fuir la misère, dont bien souvent le pillage colonial est l'origine. Nous voulons résorber les inégalités planétaires. Mais il faut également lutter contre les marchands d'illusions, les passeurs et trafiquants qui rançonnent les migrants. Pour celles et ceux qui n'ont d'autre choix que de partir, le départ est une déchirure. L'arrivée ne doit pas en être une seconde. Nous voulons accueillir celles et ceux qui sont là, qui travaillent, leur donner des papiers et les mêmes droits. Notre patrie, c'est celle des droits de l'homme et de la femme.

★ Nous combattons la misère qui détruit les vies humaines, et nous entendons faire admettre le droit essentiel de tout être humain à vivre pleinement et le droit d'être secouru par la solidarité nationale en cas de difficulté. Contre les politiques de seuil qui concentrent de faibles deniers publics sur la population la plus

paupérisée, nous voulons retrouver le chemin d'une vraie protection sociale. Nous voulons permettre au travail social de renouer profondément avec sa raison d'être. Nous défendons un véritable droit au logement, soutenu par des politiques publiques volontaires.

★ La dignité humaine est un droit qui doit être garanti jusqu'au bout de la vie. C'est pourquoi nous voulons refonder la protection sociale mise à mal par les directives européennes, les réformes régressives et les attaques des assurances privées. La protection sociale doit prendre en charge toutes les situations de handicap. Elle doit également prendre en charge la perte d'autonomie. Nous défendons l'obligation de combattre la douleur, cela demande de véritables moyens. Le développement des soins palliatifs est une exigence d'humanité, qui n'est pas compatible avec l'acharnement thérapeutique en fin de vie. Nous combattons enfin la marchandisation des corps sous toutes ses formes.

★ Le respect de la dignité humaine s'impose même pour ceux qui enfreignent les lois. Opposants résolu à la peine de mort et à toute logique de vengeance, nous voulons sortir du tout carcéral, nous voulons des peines qui protègent mais aussi des peines qui permettent la réinsertion. Nous refusons de voir des hommes et des femmes enfermés dans leurs crimes ou leurs délits sans jamais pouvoir retrouver leur place dans la société. Nous savons que cela demande de la part de la société un accompagnement exigeant, mais nous savons aussi que cette attitude peut transformer des individus.

2

LA RÉVOLUTION CITOYENNE POUR GAGNER LE CHANGEMENT

1 - Prenez le pouvoir

La politique est notre chemin. Nous la savons décrite et discréditée, parce que l'on s'est tellement appliqué à la rendre impuissante. Pour nous, elle est un outil d'émancipation ; pour les puissants, elle est l'art de domestiquer le peuple. La démocratie est notre but ; elle est aussi notre chemin.

En convainquant les hommes et les femmes que leur voix et leurs actes comptent, nous voulons donner à chacune et chacun un vrai pouvoir sur sa vie, leur donner confiance en nos ressources communes pour faire face aux grands enjeux. Nous voulons redonner sens à la souveraineté populaire bafouée à grande échelle comme ce fut le cas à la suite du référendum de 2005 sur le traité constitutionnel européen. Nous voulons permettre aux femmes et aux hommes d'investir à tout moment tous les lieux possibles et imaginables, dans un vaste mouvement d'appropriation citoyenne capable de formuler et de rendre incontournables les aspirations populaires.

Chaque attaque menée contre l'intérêt général doit nous amener à faire avancer la bataille des

idées, à mettre en mouvement le plus grand nombre, à faire grandir la force de l'intervention citoyenne.

Si le pouvoir a en partie été transféré en dehors de la sphère républicaine par les démissions et les abandons successifs, les institutions continuent d'être mises sous pression pour répondre aux exigences de compétition des marchés financiers et de leurs fameuses agences de notation. Pour qu'elles regagnent une véritable capacité d'intervention au service de l'intérêt général, cela passera par une légitimité populaire retrouvée dans la pratique comme dans les objectifs. C'est pourquoi la participation et la mise en mouvement citoyennes sont au cœur de l'action farouche des élu-e-s communistes dans toutes les institutions où ils sont présents. Cet état d'esprit est le nôtre du local au mondial.

Au-delà, nous voulons démocratiser tous les espaces de la société. Dans les entreprises, privées et publiques, qui fonctionnent sur un modèle monarchique, l'action des organisations syndicales participe de cette dynamique que nous souhaitons. Les salarié-e-s doivent gagner du pouvoir sur l'organisation du travail comme sur les grandes orientations de l'entreprise et

son financement. Tout comme dans les lieux d'éducation et de formation, où il y a également un pouvoir d'intervention à gagner sur l'organisation de la vie sociale, sur les apprentissages et leur but.

2 - Une stratégie à dimension internationaliste

Nous voulons agir dans le même temps aux plans local, national, européen et international pour gagner des changements à tous les niveaux qui se nourriront mutuellement.

Pour cela, nous devons travailler à faire converger les mobilisations et à leur permettre d'apparaître dans toute leur dimension. C'est d'autant plus nécessaire que lorsque les femmes et les hommes se rendent compte que les combats d'ici rejoignent ceux qui se mènent ailleurs, l'espoir grandit.

Cette conscience est en train de s'affirmer parmi les communistes et progressistes du monde entier. La situation actuelle appelle donc la constitution d'un réseau international progressiste très ouvert pour agir sur des objectifs immédiats, mais aussi pour faire grandir

la contestation de l'impérialisme et l'alternative au capitalisme. C'est l'esprit dans lequel nous sommes également partie prenante des Forums sociaux mondiaux et de tous les espaces de coopération politique comme celui noué entre le Parti de la gauche européenne et le forum de Sao Paulo. Nous contribuons aussi à initier et à développer de tels espaces avec les forces africaines, avec celles de la Méditerranée ou d'Asie.

Faire sauter le verrou de l'Europe austéritaire

Il est désormais de plus en plus acquis dans notre quotidien que les questions européennes sont des questions de politique intérieure. Loin des peuples qu'ils gouvernent, les chefs d'Etats du continent peaufinent ensemble patiemment à Bruxelles des politiques standardisées. Pour beaucoup, le fonctionnement même de l'Union européenne semble rendre impossibles les changements progressistes et constitue un élément important de leur sentiment d'impuissance. Nous voulons faire sauter le verrou de l'Europe libérale.

Pour cela, nous décidons de donner une place majeure dans nos analyses et dans notre action à cette dimension européenne par laquelle passent aujourd'hui de nombreux choix dont les citoyennes et citoyens sont dessaisis.

Là où des forces actent l'impuissance à changer l'Europe, prônant une dissolution de la zone euro qui renverrait d'une autre manière chaque peuple à la même guerre économique, nous pensons indispensable de lutter contre les divisions et les nationalistes, et de construire des rapports de force solidaires entre peuples à l'échelle de l'Europe pour émanciper le continent de l'emprise des marchés. Il est nécessaire d'approfondir une stratégie politique européenne.

Nous voulons augmenter encore la dynamique du Parti de la gauche européenne et favoriser avec lui tous les espaces de coopération où pourront se rassembler les forces politiques, sociales et citoyennes qui remettent en cause les orientations européennes actuelles, et sont disponibles pour travailler à des alternatives à l'échelle européenne.

En juin 2014, les élections du prochain Parlement européen seront un moment clef pour faire le bilan de la politique austéritaire européenne et faire grandir le rapport de force en faveur d'un changement profond. Nous devons y porter l'ambition de refonder l'Union européenne. Nous devons mener une campagne de dimension européenne cherchant à faire converger le maximum de forces de gauche des différents pays, avec l'objectif de renforcer dans le Parlement européen le groupe GUE-NGL le plus fort possible. En France, pour atteindre cet objectif, nous devons constituer les listes d'un Front de gauche européen élargi pour rassembler toutes les forces transformatrices. Dans cette optique, nous proposons au PGE d'organiser des forums progressistes pour la refondation de l'Europe.

3 ■ La gauche au pouvoir en France, pour quoi faire ?

La victoire contre Nicolas Sarkozy

Pendant une décennie, après cinq années d'un gouvernement de gauche plurielle auquel nous avons choisi de participer, la droite a exercé le pouvoir en France sous la domination de plus en plus marquée de Nicolas Sarkozy.

Si nous avons su être utiles, notre présence et notre action n'avaient pourtant pas permis de répondre suffisamment aux besoins et aux attentes. La droite et l'extrême droite en embuscade en avaient profité pour administrer à la gauche sa plus douloureuse défaite.

La droite y a puisé la force d'engager une politique de régression radicale, cherchant à en finir avec les acquis des grands mouvements populaires, à commencer par ceux de la Libération. Pour garder le pouvoir, sous l'impulsion d'un Nicolas Sarkozy avide de provoquer de graves mutations idéologiques, elle s'est engagée dans une course-poursuite nauséabonde et dangereuse avec les forces d'extrême droite.

Sa politique du traumatisme permanent a pu provoquer en même temps que de vives résistances, un profond découragement dans la société.

Mais cela n'a pas suffi à éradiquer l'espoir en un monde meilleur. Ainsi, les échéances de 2012 ont vu notre peuple chasser, in extremis, le « Président des riches ». Dans cette victoire, avec le Front de gauche, nous avons joué un rôle majeur en dévoilant les enjeux, en faisant grandir l'espoir et en donnant du contenu au changement.

L'irruption du Front de gauche

Dans la dynamique du Front de gauche, notre parti a opéré un retour remarqué sur la scène politique, et une transformation de sa propre représentation dans l'opinion publique. Toute une partie du peuple de gauche s'est peu à peu reconnue dans notre démarche commune et l'a investie de son espoir. Ainsi, progressivement, au fil des élections, nous avons réussi ensemble à faire grandir cette dynamique, jusqu'à bousculer les plans préétablis de l'élection présidentielle, avec notre candidat, Jean-Luc Mélenchon, en réalisant une large unité de forces antilibérales et anticapitalistes jusqu'ici très divisées. Cependant, le présidentielisme et la bipolarisation des institutions ont continué de s'approfondir. Si nous avons pu affronter cette réalité avec un réel succès lors de l'élection présidentielle, nous ne sommes pas parvenus à confirmer cet élan aux élections législatives, dont notre parti avait pourtant fait un enjeu majeur. A la suite de l'élection de François Hollande, nous n'avons manifestement pas su convaincre de notre utilité au sein d'une majorité qui ne serait pas dirigée par nous. Malgré les progressions de nos candidat-e-s, nous n'avons pas réussi à capter l'envie de changement qui s'est cristallisée plus fort encore dans un soutien massif aux candidat-e-s du Président de la République élu, nous faisant perdre des député-e-s. Aussi, le Parti socialiste et les Verts croient pouvoir se passer du Front

de gauche pour gouverner comme ils l'entendent. Nous ne pouvons d'autant moins nous en satisfaire que nous avons su donner force ensemble à l'alternative. Cette réalité montre le chemin qui reste à parcourir pour démonter le sentiment d'impuissance et convaincre qu'il existe une voie pour rendre possible ce qui, à beaucoup, semble souhaitable.

Et maintenant, le changement ?

Plus que « le changement c'est maintenant », François Hollande a promis un changement de Président. Cependant, les deux musiques, celle du changement, un peu floue, et celle de la rigueur se sont superposées. D'une certaine façon, par cette volonté d'assurer « un mieux », même petit, ce résultat porte la marque du sentiment d'impuissance qui a élu domicile dans les esprits. Mais derrière cette victoire se cache également un espoir réel pour toute une partie de la population. Nous ne voulons pas qu'il soit déçu, mais qu'il continue de s'exprimer aujourd'hui et demain.

Or depuis sa prise de fonctions, le gouvernement roule à contresens. Tout se passe comme si l'actuelle majorité s'appliquait à gérer les suites du quinquennat précédent.

Il est d'abord demeuré sans réponses satisfaisantes aux urgences, sans gestes forts annonçant une réparation des blessures de la droite et sans ambition de transformation. S'il y eut quelques mesures positives, comme la suppression du bouclier fiscal et l'annonce d'une loi autorisant le mariage et l'adoption par les couples de même sexe, les actrices et les acteurs du grand mouvement pour le droit à la retraite qui a préparé la défaite de la droite en sont pour leurs frais. En réalité, obnubilé par les exigences des marchés financiers, parmi lesquelles la réduction de la dette - et en fait celle des dépenses publiques -, le gouvernement est bien en peine d'apporter de véritables réponses aux besoins. Si les engagements pris étaient frappés au sceau de véritables contradictions, ceux qui commencent à être reniés sont justement ceux qui nous paraissaient aller dans le bon sens. Ainsi, la décision de ratifier en l'état le traité européen écrit à quatre mains par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel, alors qu'il n'a pas été renégocié, manifeste le choix de promouvoir les orientations austéritaires de l'Union européenne. C'est un acte grave, qui sera définitivement entaché d'irrégularité démocratique. Avec son refus de contester le pouvoir de la finance, le gouvernement n'est pas en capacité de combattre la crise. Il l'aggrave même avec son plan d'économies budgétaires sans précédent. Au fond, la question est posée : où est passé le changement ? Cette situation est symptomatique : il n'y a plus de marges hors l'impulsion de vraies ruptures avec les logiques du système. C'est pourquoi rien n'est immuable. De plus en plus, le gouvernement devra faire face à d'importantes contradictions auxquelles il doit trouver des solutions. Le débat est en train de prendre de l'ampleur, y compris au sein de la majorité gouvernementale. Nous ne restons pas en dehors et nous faisons tout pour que notre peuple s'y invite, dans un large front contre l'austérité.

4 ■ Sans attendre, gagner le changement

Faire reculer la droite et l'extrême droite

Déjà, l'extrême droite est aux aguets pour exploiter chaque déception populaire et pour prospérer sur la peur du déclassement. Partout en Europe, on mesure avec effroi les percées qu'opèrent les mouvements qui s'en revendiquent. Dans des sociétés dévastées par la crise, l'extrême droite s'applique à pratiquer exacerbation identitaire dont la droite a aidé à créer les conditions. Se présentant abusivement comme des forces anti-système, elles développent un discours d'incitation à la haine, jouant sur la peur des individus pour les fragiliser et les conduire à abdiquer de leur humanité et leur liberté.

La droite, sonnée par la défaite, est elle aussi déjà sur le chemin du retour. En son sein, ils sont nombreux à imaginer que sur la base des thèses nauséabondes de l'extrême droite pourra se dessiner une nouvelle alliance à même de changer radicalement les rapports de force politiques.

C'est pourquoi nous devons continuer de mener un combat offensif face à ces idées, qui ne peut se contenter d'une diabolisation. Son projet représente pour nous le plus grand des dangers, et nous ne devons avoir de cesse que de nous expliquer sur les raisons qui fondent notre rejet catégorique de l'extrême droite.

Pour nous, il s'agit bien d'un combat de classe, qui a pour ambition de faire reculer la division et de renouer les liens de la solidarité. Pour cela, nous devons trouver les moyens de toujours mieux donner à comprendre le monde et la politique ; nous devons rendre crédible la perspective de changements concrets.

Nous refusons de nous laisser enfermer dans un jeu en miroir avec le Front national, dont certains se servent pour nous marginaliser. Nous combattons les forces de la finance, qui ont diverses manières de se faire représenter en politique, dont celle-là, qui est la plus terrible.

Mener la bataille des idées et de la culture

Nous voulons renverser la domination idéologique et culturelle que l'on nous impose. Une domination marquée par un grand mépris du peuple dont il s'agit de faire un troupeau d'animaux dociles, uniformes et rongés par le désir d'acheter.

Dans cet esprit, nous voulons nous attaquer à l'emprise des forces d'argent sur les médias et l'information. Le formatage et la marchandisation de celle-ci, la fabrication et le matraquage d'un imaginaire conforme aux besoins du capital constituent des moyens essentiels de sa domination, et de véritables obstacles à l'expression des aspirations qui travaillent la société. Libérer les médias est une exigence majeure. Dans chacun des espaces possibles, notamment dans l'audiovisuel public, nous voulons livrer notre regard sur l'actualité et la manière dont elle est présentée. L'humanité comme l'ensemble des organes de presse dont nous animons le développement sont des outils essentiels dans cette bataille. Nous devons également produire un nouvel effort pour investir les nouveaux moyens de communication et d'information, jusque dans leur dimension participative, avec le souci d'approfondir la réflexion et d'affronter les contradictions. Le moindre sujet est désormais prétexte à dévelop-

per des visions du monde simplistes et bâties sur la réaction de l'instant. Nous devons nous en saisir pour pousser la réflexion et ouvrir d'autres perspectives. Nous devons également combattre la dictature des experts du système, dont les savants développements estampillés du sceau de l'objectivité sont destinés à clore les débats et les cheminements de pensée.

Enfin, nous voulons donner toute sa place au développement de la création et permettre une réelle appropriation des œuvres de l'esprit en donnant un nouvel élan à l'éducation populaire. Notre expression doit y puiser les moyens de parler au cœur des femmes et des hommes, de les toucher dans ce qui fait leur vie et leur être.

Ce n'est pas en professant quelque morale que l'on luttera contre celles et ceux qui veulent étiqueter les êtres humains mais en ouvrant les pistes dont on voudrait leur interdire l'accès.

Faire grandir les fronts du changement

A chaque fois que nous le pouvons, nous voulons œuvrer à rassembler toutes les forces disponibles afin d'ouvrir des brèches au changement. Sur chaque sujet, il s'agit de constituer le front le plus large pour gagner, comme nous avons voulu le faire face au traité européen.

Le développement en cette rentrée d'un mouvement syndical et social à haut niveau revendicatif, avec l'existence de convergences nouvelles pour faire reculer les politiques d'austérité, le travail poursuivi par le mouvement associatif et culturel, doivent nous amener à approfondir encore cette rencontre avec eux et ce lien, dans le respect et l'indépendance de chacun.

Nous voulons être utiles, tout de suite, à gagner des avancées immédiates. C'est à partir des luttes qui se développent, des propositions qui grandissent et des aspirations populaires que nous pourrions dépasser les mécontentements et les déceptions pour faire mouvement.

C'est une dimension essentielle de notre combat, à travers laquelle des hommes et des femmes pourront faire l'expérience du poids de leur engagement et de leur capacité à transformer les choses. Depuis le quartier jusqu'aux questions internationales, nous voulons continuer à nous rassembler avec d'autres pour faire de l'espace aux aspirations et à créer les rapports de force qui peuvent les imposer.

Engager une nouvelle étape du Front de gauche

Le Front de gauche porte un immense espoir. Son irruption est un phénomène politique majeur. Il est la manifestation politique et électorale à laquelle nous sommes parvenus, avec nos partenaires, en appliquant de cette stratégie de fronts de rassemblement. Pour nous, il s'agit d'une dynamique durable qui n'est pas achevée. Depuis que nous l'avons initié, le Front de gauche a grandi, il s'est installé comme une forme politique nouvelle dans laquelle chaque organisation, chacune et chacun a sa place et se trouve respecté. C'est là que réside sa force.

Avec toutes les forces disponibles, nous voulons écrire la saison 2. Nous voulons donner un nouveau souffle à la dynamique citoyenne qu'il suscite, en permettant à un très grand nombre de femmes et d'hommes de toujours mieux s'y retrouver, notamment par le développement des assemblées citoyennes, qui prennent

FENÊTRE 3

LA GAUCHE ET LE CHANGEMENT EN QUESTION

Des forces de gauche, le Parti socialiste avec Europe Ecologie - Les Verts, sont au pouvoir en France, et le changement n'est pas à l'ordre du jour. On nous pose la question : opposition ou majorité ?

Alors que le clivage droite-gauche continue de structurer l'électorat, comment nous y situons-nous ?

Quel sens recouvre aujourd'hui l'idée de gauche ?

Comment se positionner face à l'impasse social-libérale en France et en Europe ?

Comment redonner force à la gauche ?

Comment faire grandir la révolution citoyenne ?

Nous devons mieux caractériser notre démarche offensive.

FENÊTRE 4

L'AVENIR DU FRONT DE GAUCHE EN QUESTION

Nous voulons renforcer le Front de gauche. Des débats le traversent sur sa façon de grandir. Nous n'avons pas toujours la même appréciation des résultats de la séquence électorale passée, de notre stratégie, de notre vie commune, des propositions à porter, des conditions de l'élargissement de cette dynamique. C'est naturel. C'est même une richesse pour donner de la force au mouvement. C'est pourquoi nous voulons engager un débat sans tabou, toutes et tous ensemble, sur l'ensemble des dimensions concernant l'avenir du Front de gauche.

parfois la forme d'ateliers législatifs. Notre conviction est que ces espaces doivent fortement se développer au plus près des territoires dans les formes adaptées que décident celles et ceux qui y participent. Les fronts de lutte et les fronts thématiques sont des réseaux d'action dont nous pensons qu'il faut pousser plus loin encore l'expérimentation.

Nous voulons élargir fortement le spectre des femmes et des hommes qui se reconnaissent dans le Front de gauche, notamment parmi celles et ceux qui ont contribué à l'avènement de la nouvelle majorité gouvernementale et veulent agir pour le changement. Au-delà des campagnes électorales, nous voulons continuer à cheminer avec un nombre toujours plus important de femmes et d'hommes, inventant les conditions d'un travail en commun. C'est pourquoi nous proposons qu'une « coopérative » initiée par le Front de gauche puisse être le lieu où les apports et les expériences d'actrices et d'acteurs du mouvement social, associatif, intellectuel et culturel pourraient se croiser, chercher ensemble à produire du sens, et alimenter la recherche d'une nouvelle perspective politique.

Ensemble, nous sommes porteurs d'une grande ambition. En poursuivant sur le chemin où nous sommes engagés, nous voulons en faire le lieu où la politique devient, de façon de plus en plus irrésistible, l'affaire de toutes et de tous, l'affaire du peuple, contribuant à l'émergence d'un nouveau Front populaire.

Du Front de gauche, nous portons l'ambition d'en faire un grand mouvement capable de bousculer le rapport de force à gauche jusqu'à rendre majoritaires les options de transformation sociale en son sein. Une réorientation politique est la seule hypothèse pour laquelle notre parti serait prêt à participer à l'exercice du pouvoir afin d'apporter son concours à la construction du changement. Nous refusons les orientations sociales-libérales actuelles du gouvernement, qui conduiraient inévitablement à l'échec si elles étaient poursuivies. Ce serait une catastrophe pour notre peuple, qui remettrait en selle la droite et ferait encore grandir l'extrême droite. Nous voulons donc tout faire pour rassembler la gauche, et gagner un changement de cap pour réussir. Rien ne nous empêchera d'être ensemble la force agissante de la gauche. Il va falloir faire avec nous, il va falloir faire avec le peuple !

Afin de donner force aux exigences populaires, nous proposons au Front de gauche d'initier ensemble la grande campagne « Et vous, quels changements de société voulez-vous ? » Elle pourrait par exemple

connaître un moment fort à l'automne prochain avec des Assises du changement.

Préparer les prochaines échéances électorales

Nous allons affronter en 2014 deux échéances électorales majeures : avant les européennes viendront les municipales. Et plus tard, en 2015, les élections cantonales et régionales.

Face aux ambitions affichées de la droite et de l'extrême droite, pour chacune de ces échéances, nous voulons rassembler le plus largement possible sur des projets ambitieux qui placent chaque institution en position de répondre aux besoins.

Les communes sont un pilier essentiel de notre République. Une bataille est engagée pour refuser la casse de la démocratie locale : tout en poussant les feux de coopérations choisies, les communes doivent gagner en liberté d'action et en responsabilité. Elles sont de formidables espaces de citoyenneté, de services publics, de culture, de vivre ensemble.

Les communistes sont engagés dans l'action municipale, souvent au sein de majorités de gauche constituées sur des projets. Parties prenantes d'aventures humaines et de l'histoire locale, ils veulent continuer à être utiles au plus près des femmes et des hommes et continuer à leur rendre le pouvoir. C'est pourquoi nous décidons de lancer partout des appels à de larges rassemblements en commençant dès aujourd'hui à construire les contenus qui guideront notre action avec les habitantes et les habitants. C'est avec elles et avec eux que nous voulons créer les conditions de nouvelles conquêtes politiques. Partout, nous entendons ainsi renforcer et augmenter notre influence, en faisant la démonstration sur le terrain qu'une autre pratique et une autre ambition politique sont possibles. La présence d'élu-e-s communistes au sein des assemblées municipales est un point d'appui essentiel dans les batailles politiques de notre parti. Nous abordons ces élections dans un esprit de conquête, pour mettre en responsabilité plus d'élu-e-s communistes encore.

La force du Front de gauche sera un atout important, pour aller vers les rassemblements les plus larges possibles à gauche, avec la volonté de faire échec aux appétits de la droite et de l'extrême droite. Ces échéances pourront être l'occasion d'ouvrir des perspectives de sortie de l'austérité et de changement. En ce sens, nous envisageons de tenir un forum national de la démocratie locale, des services publics et des territoires.

A l'aube du xxi^e siècle naissant, nous nous sentons aujourd'hui plus libres et plus forts pour nous tourner vers l'avenir. Nous savons qu'il ne peut y avoir de communisme sans démocratie, sans que le cœur en soit la démocratie. Pour être émancipateur, un projet politique ne peut être qu'une œuvre collective à laquelle chacune et chacun peut participer.

Le Parti communiste change, sans se renier. Il change parce qu'il cherche encore et toujours les meilleures voies pour cette révolution citoyenne. Il change parce qu'il est le bien commun des hommes, des femmes et des jeunes qui le rejoignent de plus en plus nombreux avec leurs révoltes, leurs colères, leurs espoirs, leurs idées, leurs désirs... Il change parce qu'il n'a de cesse que d'être en dialogue avec celles et ceux qu'il rencontre. Il change parce que l'état du monde fait grandir l'urgence et le besoin de changement. Il change et il doit encore changer. Nous portons en nous l'exigence d'une démocratisation toujours plus poussée de notre pratique et de notre organisation. Elle doit continuer de s'expérimenter dans la vie et de se partager au sein de notre parti. Mais nous savons aussi que l'essentiel de nos transformations est lié à la construction de notre projet, à la façon dont nous saurons en faire un moteur qui nous entraînera où nous n'aurions peut-être pas imaginé aller.

2 - Un parti d'émancipation, d'action et de rassemblement

Militer est une dimension de nos vies. Militer, c'est chercher la rencontre, c'est refuser l'injustice et l'arbitraire, c'est faire grandir la solidarité au travail, c'est nouer des liens de fraternité dans une cité. Militer, c'est avoir toujours le cœur à portée de main, à portée d'humain.

Nous voulons être un parti différent, qui porte une autre conception de la politique que celle qui consiste à vouloir se réaliser personnellement dans la quête d'un destin politique personnel : celle de faire participer réellement le plus grand nombre au combat commun.

Nous voulons être toujours mieux un parti d'émancipation, où l'on trouve à grandir et à s'épanouir, où le sens de l'engagement de chacune et chacun se partage et s'enrichit de celui des autres. Par l'accès aux savoirs, à la culture, au débat démocratique, nous voulons en faire un outil pour que chacune et chacun puisse se construire comme femme ou comme homme, comme militante ou militant, comme citoyenne ou citoyen. Ainsi, le Parti communiste pourra devenir un intellectuel collectif, un collectif d'intelligences et d'expériences capable de mobiliser le monde du travail, du savoir, de la création, pour nourrir la reconquête idéologique et culturelle. La nécessité de la conceptualisation et théorisation ne s'est jamais faite autant sentir que dans un monde où chacun, chacune, est confronté en permanence au bruit et à la fureur, ainsi qu'à de profondes mutations. C'est dans cette envie de savoir, de recherche, d'éducation populaire, seule capable d'élever notre niveau de compréhension de ce qui est à l'œuvre dans la société, que nous devons mieux ressourcer notre parti.

Le champ de notre intervention ne se limite pas aux échéances électorales. Nous sommes un parti d'action, qui cherche en permanence à faire vivre le débat et à gagner de vraies réponses aux besoins. Les pratiques clientélistes qui se développent, dont l'objet est d'asservir des hommes et des femmes par un jeu de pouvoir et de promesses sont un poison pour la

politique. À chaque fois qu'un être humain est dans le besoin, quelle que soit son option politique, notre devoir est d'agir avec lui sans attendre de retour pour répondre à l'urgence comme au problème de fond que sa situation soulève. Notre projet est à usage immédiat : nous voulons être le parti d'un peuple qui se bat.

Notre parti a vocation à s'exprimer dans la société à gorge déployée, à mettre en scène son projet, à faire grandir ses valeurs. Pour cela, il doit être un espace culturel où se croisent la politique, le débat d'idées et les pratiques artistiques.

Son existence et son apport original sont des atouts pour tous ceux et celles qui cherchent à se rassembler pour changer les choses. Car à chaque fois que nécessaire, nous voulons participer aux rassemblements les plus efficaces pour gagner des avancées. Le Front de gauche en est l'une des dimensions majeures. C'est ce qu'ont compris celles et ceux qui nous rejoignent chaque jour.

3 - Une ambition démocratique de tous les instants

Notre organisation est au service de ces choix. Ainsi, au cœur de notre fonctionnement, nous plaçons la délibération collective. C'est dans ce cadre, en rupture avec toute idée de hiérarchie, que s'exercent les responsabilités.

Au sein de nos instances, nous voulons progresser encore pour faire vivre la parité, la mixité, le renouvellement et la diversité qui sont essentiels pour la démocratie.

Ensuite, nous voulons créer les meilleures conditions d'une mise en mouvement des militantes et des militants dans leurs lieux de vie et d'engagement. Dans une société où l'on nous présente tous les choix comme des évidences techniques, nous voulons qu'ils puissent partout être porteurs de réflexion politique et de dynamiques citoyennes. Nous voulons qu'ils puissent partout faire naître cette solidarité et cette confiance qui permettent de pousser les portes que l'on croyait fermées. Nous voulons qu'ils puissent partout agir au nom du Parti communiste, en libérant l'initiative, la spontanéité et l'intervention militante.

Enfin, cela suppose de vivre un parti non étanche, tourné vers le monde en permanence et recherchant à se mettre en dialogue avec la société. Nous devons ainsi poursuivre les efforts entrepris pour mieux communiquer notre projet, nos propositions, nos initiatives, nos espoirs. Mais nous devons également développer et ouvrir nos réseaux et nos échanges à tous ceux et celles qui veulent travailler avec nous, à tous ceux et celles dont la réflexion nous intéresse.

4 - Un parti populaire, pleinement déployé dans la société

Pour s'adresser au peuple de notre pays, les partis dominants ont découpé la population en couches, catégories et communautés. En s'adressant à elles, il s'agit pour eux de les faire exister dans les représentations mentales, de les opposer entre elles plus ou moins artificiellement, puis d'opérer des choix et des alliances. Ce n'est pas notre conception des choses.

Nous voulons parler à toutes et tous, en faisant émerger l'intérêt général, le bien commun, et la promotion des valeurs essentielles pour la dignité humaine. Mais

FENÊTRE 5

LES TRANSFORMATIONS DU PCF EN QUESTION

Nous voulons construire un parti communiste toujours plus en phase avec la société comme avec son projet.

Quels changements sont nécessaires dans notre organisation ?

Comment approfondir notre relation aux jeunes, au monde du travail et de la création, aux hommes et aux femmes des quartiers populaires, dans leurs diversités ?

Comment renouveler nos pratiques et nos raisonnements dans notre activité avec le monde du travail ?

Quelles nouvelles conceptions pour libérer l'initiative ?

Comment susciter et mieux faire circuler les élaborations de tous les communistes pour nourrir et renforcer notre projet commun ?

Pour mener à bien ces combats, il y a besoin d'un parti communiste déchaîné. Fiers des grandes aventures auxquelles nous avons contribué ces dernières années avec le Front de gauche, nous abordons la période qui s'ouvre avec un appétit d'ogre. Avec les nouvelles énergies qui se rassemblent dans notre maison, nous n'avons pas peur de déclarer notre gourmandise. Non pas celle qui rend malade et qui exige l'excès, mais celle des corps et des esprits qui veulent manger à leur faim, celle du plaisir que l'on partage. C'est sous ce jour nouveau, loin des caricatures, puisant force

dans les épreuves qui ont affecté notre combat, que nous nous dévoilons désormais aux yeux de notre peuple. Offensifs, rassembleurs, inventifs, populaires... voilà qui nous sommes. Le parti de l'humain d'abord.

1 - Le nouveau parti pris communiste

Nous avons affronté le xx^e siècle. Au nom du communisme se sont développés des grands espoirs et des combats essentiels mais se sont aussi en certains endroits construites des so-

ciétés d'oppression qui ont échoué à produire l'émancipation humaine que nous portons. Menant ici notre combat et provoquant des avancées sociales et démocratiques majeures, nous avons cependant peiné à nous dégager de l'affrontement qui se jouait dans la guerre froide. Nous avons souffert de voir ainsi notre idéal s'abîmer, de voir les forces capitalistes avoir beau jeu de jeter sur lui le discrédit et de voir l'espoir en un monde meilleur tellement se rétrécir. Mais nous avons choisi de ne pas fermer les yeux et d'en tirer, parfois péniblement, toutes les leçons.

pour cela, nous sommes conscients qu'il faut pouvoir s'adresser à chacune et chacun dans sa vie, sans réduire personne au statut social dans lequel la société le maintient enfermé.

Le rejet de la politique s'exprime massivement parmi celles et ceux qui subissent le plus les effets du système capitaliste et de sa crise. Et les pièges politiques se referment sur les hommes et les femmes qui sont hantés par la peur de perdre ce qu'ils ont durement gagné.

Nous devons donc reconquérir la mobilisation des habitantes et des habitants des quartiers populaires, où les conditions de vie sont particulièrement dures, pour changer avec eux leur quotidien. Pour beaucoup, ils se sentent discriminés, abandonnés, relégués en dehors. Souvent, les lieux d'échanges, de rencontre, d'action sont justement ce qui fait défaut au vivre ensemble. C'est avec elles et avec eux que nous devons construire la politique dont ils ont besoin, en commençant notre chemin au plus près des besoins immédiats. C'est d'elles, c'est d'eux, que viendra le changement. C'est par elles, c'est par eux, que nous serons nous-mêmes révolutionnés.

Nous devons également fournir un effort singulier en direction des jeunes générations, fortement marquées par les prémices d'un nouveau monde à naître, mais que l'on a essayé d'élever plus que jamais dans l'esprit de compétition et le culte du mérite. Elles peuvent bousculer l'ordre établi si leurs aspirations à vivre ne sont pas étouffées. Le Parti communiste est pour elles et pour eux un formidable espace de vie et d'émancipation. Avec le MJCF et l'UEC, nous voulons mieux encore nous adresser à la jeunesse pour lui permettre de construire l'avenir.

Nous devons nous adresser plus et mieux à celles et ceux qui produisent au quotidien les richesses. S'organiser pour l'action politique dans les entreprises, les grands groupes, les branches, les services publics, là où l'affrontement avec les forces du capital est le plus direct, est indispensable. Le travail, qui tend à occuper une place de plus en plus grande et de plus en plus pesante dans les vies, pour celles et ceux qui n'en sont pas privés, semble pourtant de plus en plus déconnecté du reste des existences et des enjeux politiques. C'est l'une des prouesses de la pensée dominante. Nous voulons en faire un sujet politique majeur.

Nous voulons produire un effort en direction de tous ceux et toutes celles dont les peurs et les souffrances sont instrumentalisées contre leurs propres intérêts. Partout, nous voulons approfondir notre lien avec les femmes et les hommes, et faire de notre parti un parti qui rassemble largement les hommes et les femmes épris de justice, de paix et de liberté.

Conclusion

Qu'elles furent longues, ces années, à tâtonner, reprendre notre souffle, à résister au déferlement sauvage du capitalisme. Nous avons traversé ces épreuves sans chercher à les fuir. Mais nous sommes là, en ce moment où le monde peut basculer vers l'humanité plutôt que vers la barbarie. Nous sommes là, debout, humbles et fiers. Disponibles pour rallumer les étoiles. Il est grand temps, ne croyez-vous pas, de préférer poursuivre nos rêves plutôt que fuir un cauchemar. Pour faire grandir l'humain d'abord, prenez la main, prenez les rênes, prenez le pouvoir !

FAIRE VIVRE ET RENFORCER LE PCF UNIR LES COMMUNISTES POUR UN PCF DE COMBAT, MARXISTE, POPULAIRE ET RASSEMBLEUR

«L'histoire de toute société n'a été jusqu'à ce jour que l'histoire de la lutte des classes »

Karl Marx et Friedrich Engels, *Le Manifeste du Parti communiste*, 1848

SOMMAIRE :

- 1 › Préambule
- 2 › La crise du système capitaliste, une machine de guerre contre les peuples
- 3 › Impérialisme, guerres et résistances des peuples
- 4 › L'Union Européenne, prison des peuples
- 5 › Le socialisme est à l'ordre du jour
- 6 › Quelle stratégie pour le PCF ?
- 7 › Faire vivre et renforcer le Parti communiste Français
- 8 › Un parti de résistance au capitalisme et de construction du socialisme

1 PRÉAMBULE

Avec ce texte, nous proposons aux communistes de se rassembler pour construire une alternative aux choix portés par la direction du PCF depuis le congrès de Martigues de 2000.

L'expérience de l'Assemblée nationale extraordinaire de 2007 où les communistes ont décidé de continuer le PCF, les textes alternatifs aux 32^e, 33^e et 34^e congrès pour un parti communiste, marxiste et révolutionnaire, le vote en 2011 pour un candidat communiste à l'élection présidentielle... tous ces moments forts de débats ont permis aux communistes de garder le PCF, malgré les divisions et les tensions, contrairement à ce qui s'est passé en Italie.

C'est un acquis considérable. Le Parti communiste Français a de l'avenir ! Aujourd'hui, il faut décider de l'orientation politique et stratégique du PCF, du contenu que nous donnons à notre combat pour les années qui viennent. Dans une démarche idéaliste, le texte présenté par la majorité du Conseil National fait l'impasse sur l'analyse critique de notre situation, sur les contradictions du capitalisme et ses tentatives pour les surmonter. Il propose comme à Martigues un nouveau vocabulaire politique qui semble innovant mais qui est coupé des luttes de classe réelles.

Ce texte pousse à réduire l'action du PCF à la défense des différents combats sociétaux additionnés et à l'enfermer dans une prétendue nouvelle forme politique. Il s'agit avec ce projet et cette construction politique d'occuper l'espace représenté par une minorité de l'aile gauche du Parti socialiste et par l'extrême gauche, et d'installer donc durablement le PCF dans le réformisme, au mieux cheville ouvrière d'un regroupement

à la gauche du Parti socialiste. Nous proposons une stratégie différente pour un PCF qui affirme sa vocation révolutionnaire dans la période de lutte des classes intenses actuelle, son ambition d'être le parti de la rupture avec le capitalisme en France, son idéal d'une société communiste libérée de l'exploitation de l'homme par l'homme. Nous refusons de nous enfermer dans la gauche de la gauche et visons un rassemblement populaire largement majoritaire dans lequel le PCF joue un rôle majeur.

C'est pourquoi, nous assumons dans les conditions présentes, le choix du Congrès de Tours de 1920 issu de la boucherie de 14/18 et de la révolution d'Octobre 1917, affirmant la différence entre réformisme et révolution et la nécessité pour les révolutionnaires de s'organiser dans leur propre parti, le PCF.

C'est aussi pourquoi nous affirmons l'efficacité de la pensée marxiste et de ses développements actuels pour analyser la crise exacerbée du capitalisme et comprendre la réalité sociale même quand elle est masquée par les apparences qui se construisent dans la bataille idéologique.

Au capitalisme prédateur qui garde ses deux fers au feu -fascisme et guerre d'un côté, contre-réformes libérales de l'autre- nous opposons le projet du socialisme du 21^{ème} siècle.

La tête dans les étoiles mais les pieds dans la braise sociale, avec le cœur et la raison, nous relevons le défi des chantiers du changement de société : la reconstruction de services publics qui garantissent l'égalité des citoyens, la reconquête de la sécurité sociale et de la retraite, la défense du salaire contre la baisse

du coût du travail, le refus de payer la dette des usuriers de la finance, la nationalisation/socialisation de secteurs clefs de l'économie condition du changement de rapport de force entre capital et travail, la reconquête de l'industrie, les nouveaux droits des salariés, la souveraineté nationale et populaire contre l'Union européenne prison des peuples, le rassemblement populaire contre la division des exploités, le défi de la solidarité internationale et du droit au développement des peuples, une gestion de l'environnement et du cadre de vie au service des êtres humains et des générations futures,

la paix dans le monde contre l'offensive de l'impérialisme et du colonialisme sous des prétextes humanitaires.

De tels combats exigent des efforts idéologiques et d'organisation importants au sein du PCF, en priorité en direction de nos organisations de base des quartiers populaires et des entreprises.

Alors que la crise sociale et politique ne cesse de grandir et que la situation internationale est lourde de danger, ce congrès doit permettre de

tirer les leçons de notre activité depuis 2008. Il doit porter une analyse et des propositions utiles pour agir dans la situation sociale et économique terrible de notre pays.

Nous avons l'ambition de créer au 36^e congrès les conditions d'un débat fraternel et constructif entre les communistes qui devront se prononcer sur l'avenir du PCF. L'enjeu pour ce congrès est de tourner ensemble, sur la base de notre expérience, la page de Martigues et d'affirmer au sein du PCF le choix de la révolution, de la lutte des classes et du marxisme.

2 LA CRISE DU SYSTÈME CAPITALISTE, UNE MACHINE DE GUERRE CONTRE LES PEUPLES

Ce 36^e congrès s'ouvre dans une situation de crise exacerbée du capitalisme, payée à 100 % par les peuples auxquels il est demandé de plus en plus de sacrifices au nom d'une dette qui n'est pas la leur.

Pour chaque milliard de dette des États, il y a des millions de bénéficiaires d'intérêts pour les prêteurs ! Et pire, l'argent qu'ils prêtent aux États, ce n'est pas le leur, c'est de la création monétaire ! Cette étroite et ancienne imbrication du capital et des banques a été officialisée par le traité de Maastricht qui a donné le droit exclusif aux banques privées de prêter aux États en créant de la monnaie. Les États, à travers la pression fiscale sur les contribuables et les coupes réalisées sur leurs dépenses, remboursent donc aux banques de l'argent qu'elles n'avaient en réalité pas ; c'est le même mécanisme que celui de la dette des pays du Tiers-Monde dans les années 90 qui a réduit ces peuples à la misère.

La crise en France et dans l'Union Européenne

La crise qui frappe la France et l'Europe est une crise généralisée du système capitaliste, conséquence de la sur-accumulation des capitaux dans un contexte de financiarisation de la domination capitaliste ; cette financiarisation renforce de manière spectaculaire les caractéristiques de l'impérialisme analysées par Lénine, tout comme celles du rôle de l'État capitaliste au service des monopoles, étudiées dans les années 60 :

- ★ Suppression des frontières douanières et interdiction de toute mesure protectionniste. Liberté totale de circulation des capitaux et de leurs revenus.
- ★ Déréglementation des outils de domination financière ; fonds spéculatifs, produits dérivés...
- ★ Mise en place de l'Euro, interdisant toute politique monétaire nationale.
- ★ Privatisations massives, régression des ser-

vices publics et marchandisation de tous les aspects de la vie (éducation, santé, culture...).

La mondialisation capitaliste est organisée pour faire baisser les coûts du travail afin de dégager une plus-value toujours plus importante. La crise met les peuples en concurrence et les écrase tous ! Les conséquences sont connues : suppressions d'emploi, délocalisations, disparition des services publics dont les activités sont livrées au privé, baisses du salaire direct mais aussi des retraites et des minima sociaux... Les peuples grecs, espagnols, portugais, irlandais, italiens, en payent le prix fort. Ils résistent, comme le montrent les manifestations, les grèves, les protestations sous toutes leurs formes. Mais cette résistance n'est pas encore suffisante pour faire reculer les dirigeants européens. Quant aux pays les plus riches de la zone euro comme l'Allemagne et la France, ils imposent à leurs peuples des politiques d'austérité qui se traduisent par des reculs dans tous les domaines : acquis sociaux, protection sociale, éducation, santé, etc... malgré des luttes sociales qui se développent, comme pour les retraites en France, sans être au niveau nécessaire.

Et l'austérité ne fait qu'aggraver la crise. La baisse du pouvoir d'achat réduit la demande, l'offre, la production et l'emploi. Elle tue la croissance et installe la récession, alors que le pays a besoin d'une dynamique de développement et de création de richesses.

Notre congrès doit être un moment fort pour refuser l'austérité, affirmer que c'est à la bourgeoisie de payer pour les injustices, pour les destructions imposées aux peuples, pour les usines détruites, les écoles et hôpitaux fermés, les millions de pauvres et de précaires, les reculs sociaux et les sacrifices qu'ils ont imposés à la France, pendant que leurs fortunes battaient des records !

La crise outil contre les peuples

Si la crise, loin d'être un accident, est le fonc-

tionnement normal et cyclique de ce système, les capitalistes s'en servent pour accroître leur domination sur les peuples, après la restauration capitaliste à l'Est de l'Europe qui les a mis en position hégémonique.

De nombreux pays qui étaient en développement au lendemain de la décolonisation sont devenus des pays en récession parfois de manière brutale, minés par le pillage de leurs ressources, par l'abandon de leurs cultures vivrières sacrifiées aux productions intéressantes les grands groupes des pays développés. Endettés, soumis à des plans d'ajustement structurels, ils sont enfermés durablement dans la dépendance et la récession.

Des pays émergents tirent pour l'instant la croissance mondiale, même si la crise des pays capitalistes réduit leurs débouchés. Toutefois la constitution d'oligarchies financières dans plusieurs de ces pays exacerbe les contradictions et les tensions.

Dans l'Union européenne, c'est la guerre des capitaux. Les bourgeoisies nationales grecques, espagnoles, portugaises... les placent dans les pays les plus puissants et les paradis fiscaux pour les protéger de toute mesure de fiscalité nationale ou de risque de décote.

Ainsi, les mécanismes mis en place conduisent aux crises qui sont une opportunité pour les pays capitalistes les plus puissants.

La dimension environnementale de la crise est elle aussi utilisée pour déréguler, mettre en cause les services publics, développer de nouvelles marchandisations pour la qualité de vie, recréer des emplois déqualifiés à bas coûts de services à la personne. Non seulement, le capitalisme vert n'apporte pas de réponses aux enjeux environnementaux, mais il renforce l'exploitation du travail et de la nature.

La concurrence du tous contre tous se révèle à l'opposé d'un monde où la coopération permet le développement de chacun.

3 IMPÉRIALISME, GUERRES ET RÉSISTANCES DES PEUPLES

Dans le monde, le capitalisme à l'offensive
Jamais les questions nationales n'ont été aussi directement liées aux questions internationales. Jean Jaurès disait : « un peu d'internationalisme

éloigne de la patrie, beaucoup d'internationalisme y ramène. Un peu de patriotisme éloigne de l'internationale, beaucoup de patriotisme y ramène ». La mondialisation capitaliste conduit à

une nouvelle phase de paupérisation du monde du travail et des peuples au Nord comme au Sud, à la multiplication des conflits et des guerres.

Les dernières années ont confirmé la pertinence des analyses de Marx et Lénine :

- ★ incapacité du capitalisme à produire la stabilité et la paix,
- ★ stade impérialiste marqué par l'exacerbation de la concurrence,
- ★ concentration à grande échelle de la domination de la grande bourgeoisie monopolistique par la maîtrise des banques et circuits financiers,
- ★ surarmement et guerre permanente pour le (re)partage du monde, conduisant à de nouvelles colonisations (Irak, Afghanistan, Libye), la déstabilisation d'États (Syrie, Mali, Iran...). La bataille idéologique mobilise dans une véritable guerre de l'information tous les moyens modernes de communication pour masquer la réalité des guerres qui seraient faites pour la démocratie, les droits de l'homme, la civilisation.

Mais la réalité finit par apparaître. Les alliances nouées par les puissances occidentales jusqu'aux fondamentalistes religieux ont pour objectif de diviser et d'opposer les pays. Les véritables motivations sont économiques et géostratégiques... En Irak ou en Libye, le vrai résultat des interventions militaires occidentales, c'est la destruction d'États indépendants, des régions du monde livrées aux chefs de guerre locaux sous contrôle colonial de grandes puissances.

La guerre menace désormais toute la planète. Elle s'étend du Moyen-Orient jusqu'en Afrique et les menaces contre l'Iran peuvent conduire à

3 L'UNION EUROPÉENNE, PRISON DES PEUPLES

Brisons le tabou : les communistes doivent discuter des objectifs fondateurs de l'U.E. et de l'Euro et de ce qui en découle pour la stratégie du PCF.

Pourquoi notre parti, qui a combattu énergiquement cette construction patronale dès le début, y compris dans la bataille acharnée qu'il a failli gagner contre le traité de Maastricht, considère-t-il aujourd'hui, la remise en question de l'euro et de l'U.E. comme un tabou ?

Comment répondre à la patronne du Medef, Laurence Parisot, qui affirme : « La solution existe. Elle est audacieuse. Elle s'appelle États unis d'Europe, fédéralisme européen, délégitimation de souveraineté. Elle offrirait enfin aux Européens un projet, une ambition, une fierté » (Le Monde, 1er décembre 2011).

Nous proposons d'ouvrir un débat approfondi sur cette question.

L'Union Européenne, créature du capital
Robert Schuman, « Père de l'Europe », était un homme du Comité des Forges (aujourd'hui le Medef), homme d'extrême-droite, collaborateur avec les nazis. C'est lui qui va avec Jean Monnet, l'homme des américains, imposer en catimini aux français la CECA en 1951. Déjà, la concurrence libre et non faussée est affichée comme un principe intangible.

En mars 1957, le Traité de Rome reprend ce principe et établit le fonctionnement de l'Union Européenne dans les grandes lignes antidémocrati-

que une nouvelle étape révélant l'enjeu de l'affrontement entre l'occident et la Chine.

La bataille pour la paix doit être un moment essentiel de notre congrès et redevenir un axe fort de notre activité. Elle doit prendre tout son sens dans le rassemblement le plus large contre le colonialisme, contre l'impérialisme, pour le respect de l'indépendance nationale, condition du désarmement.

Des peuples en résistance

Cette contre-offensive des forces du capital rencontre des résistances importantes dans un monde qui reste marqué par les acquis historiques issus de la lutte des peuples et du socialisme.

La dernière période confirme la force de ces nouvelles résistances ancrées dans un mouvement pour l'indépendance nationale, au plan politique comme économique.

Cela apparaît dans le succès des ruptures politiques en Amérique Latine, que confirment la nouvelle victoire d'Hugo Chavez, la place réaffirmée de Cuba dans les nations américaines, et même les dernières élections au Mexique.

Les pays de l'ALBA en Amérique du Sud coopèrent pour faire progresser le niveau de vie de leur population, maîtriser leurs ressources, se donner des outils de coopérations qui échappent au contrôle du FMI et de la banque mondiale.

Le socialisme est redevenu une perspective politique au Venezuela, en Bolivie, en Équateur, au

Nicaragua, mais aussi au Népal. Il redevient un enjeu de choix politique dans l'ancienne Europe de l'Est, en Afrique, notamment en Afrique du Sud marquée par un renforcement des luttes des travailleurs. Partout, les peuples qui relèvent la tête avec des organisations politiques ancrées dans la lutte des classes, sont confrontés, pour la rupture avec le capitalisme, à la perspective du socialisme. Cuba n'est plus isolé.

Des puissances indépendantes, marquées par leur relation historique avec le socialisme et le mouvement des non alignés font progresser le niveau de vie moyen de la planète. Le Brésil, l'Inde, la Russie, l'Afrique du Sud... développent des politiques indépendantes marquées par les contradictions entre acceptation de la domination occidentale et la recherche d'alliances alternatives. En Chine, le niveau de vie progresse, avec des contradictions fortes. Il est important pour les communistes de comprendre la nature des transformations de ces pays.

Des luttes sociales importantes se développent, en Europe comme aux USA, dans des situations politiques diverses. Après des années d'acceptation de l'idéologie capitaliste et d'affaiblissement des organisations politiques révolutionnaires, avec des niveaux de conscience disparates, elles cherchent confusément encore les voies d'une rupture politique qui pose de fait la question de la révolution et du socialisme.

La question du socialisme est ainsi posée aux peuples.

de la dette artificielle et de l'euro, la baisse automatique et autoritaire du prix de la force de travail, c'est-à-dire des salaires, des pensions et des prestations sociales.

De par les traités signés, le fonctionnement de l'Union Européenne est profondément antidémocratique et tout changement des « règles du jeu » ne pourrait se faire qu'avec l'unanimité des États membres, en conséquence appeler à un autre fonctionnement relève de l'idéalisme.

Le dernier traité en date, le Traité sur la Stabilité, la Coopération et la Gouvernance (TSCG), après le Mécanisme Européen de Stabilité (MES) est une nouvelle étape de la soumission des peuples à la domination du capital.

TSCG : la France sous tutelle
François Hollande et son gouvernement ont fait adopter au pas de charge le TSCG par le parlement et placé ainsi la France sous tutelle.

En même temps le gouvernement affirme sa volonté de réduire le déficit en réduisant encore le coût du travail (hausse des cotisations, diminution des prestations sociales) comme l'a annoncé explicitement Moscovici, ministre de l'économie.

Désormais, les projets de budgets nationaux seront validés au niveau européen au printemps de chaque année avant qu'ils ne soient présentés devant les Parlements nationaux. Le principe de l'équilibre budgétaire -ou de l'excédent- est renforcé, ainsi que les sanctions en

direction des États récalcitrants.

Des inspecteurs de la Commission européenne pourront être dépêchés dans les pays récalcitrants, comme c'est déjà le cas en Grèce, au Portugal et en Irlande et un contrôle juridictionnel supranational est prévu pour vérifier le respect des engagements des États. C'est le retour des tous puissants gouverneurs dans les provinces de l'antique Empire romain.

L'austérité est devenue la loi et les peuples vont payer le prix fort.

La casse de la Nation

L'Union Européenne franchit une nouvelle étape dans la destruction des États-nations dont il faudra caractériser la nature. Le développement du régionalisme et du nationalisme en Belgique, en Espagne, en Hongrie, dans la Baltique, en Pologne, alimente le racisme et multiplie les foyers de tensions. Après l'éclatement de la Yougoslavie, cela nous montre jusqu'où peut aller l'exploitation des contradictions régionales, sur fond de misère sociale.

En France, ce sont les acquis de la révolution française qui sont visés, aussi bien sur le plan institutionnel (commune - département - nation) que sur le plan culturel. Il leur faut briser toute possibilité de résistance.

Certains s'inscrivent dans l'Europe des régions contre la nation. Comme l'écrit Huchon, président de la région Ile-de-France, «le seul territoire capable de rompre l'unicité de la loi (c'est-à-dire son caractère national et égal pour tous), c'est la région»¹.

1. Extraits de son livre *De battre ma gauche s'est arrêtée*, Seuil, mars 2008.

5 LE SOCIALISME EST À L'ORDRE DU JOUR

Il n'y a plus de marge de manœuvre dans le capitalisme, plus de compromis possible avec la grande bourgeoisie, tant son intérêt vital pour maintenir ses revenus et son mode de vie, est d'obtenir une réduction massive des salaires et des droits. La conséquence est qu'une solidarité réelle assurant des droits à tous nécessite une véritable révolution, oblige à s'inscrire dans la construction d'une autre société, dans le renversement du rapport de forces entre capital et travail.

Assumer notre histoire !

La conscience des méfaits du capitalisme n'a jamais été aussi grande. Pourtant la conscience qu'une autre société est possible, la capacité à décrire et nommer cette société n'a peut-être jamais été aussi difficile. A force d'emprunter à l'idéologie dominante son vocabulaire, nous ne savons plus très bien nous-mêmes de quoi nous parlons.

Fondamentalement, les communistes pensent qu'une société sans classe, sans exploitation de l'homme par l'homme est possible et qu'elle ne peut se construire qu'en enlevant le pouvoir d'État à la bourgeoisie pour lui substituer un

La réforme des collectivités territoriales décidée par le gouvernement Sarkozy visait à soumettre l'organisation de la France aux objectifs de l'Union européenne en éloignant du peuple les lieux de décisions, en privant de moyens et d'autonomie les collectivités locales qu'ils veulent transformer en machines technocratiques.

Le candidat Hollande avait promis l'abolition de cette loi.

Aujourd'hui, rien n'est fait sinon une vague annonce de report des élections cantonales et régionales.

Au nom d'une prétendue «efficacité économique», c'est dans le cadre de cette loi que les collectivités locales sont contraintes de se réorganiser.

Notre parti doit faire de l'abrogation complète de la réforme des collectivités locales, une grande bataille, et faire grandir ses propositions pour des collectivités locales autonomes et des droits nouveaux pour les citoyens.

Ouvrons le débat : comment se libérer de l'Union Européenne et de l'euro ?

L'acharnement du capital au travers de l'Union Européenne contre la souveraineté nationale montre bien que le cadre national reste le plus favorable à l'expression des peuples et au rassemblement.

Le refus de mettre en débat notre position concernant l'Union Européenne et l'euro nous coupe un peu plus des catégories populaires qui identifient l'institution et la monnaie comme directement responsable de la situation de notre pays.

La formule magique de la soi-disant «Europe

sociale» a fait son temps, d'autant qu'elle est indifféremment utilisée par la droite et la gauche.

Même Laurence Parisot déclare dans un point de presse de juin 2012 : « Nous disons aussi qu'il nous faut une Europe sociale, qu'il ne peut pas y avoir de grande avancée économique, qu'il ne peut pas y avoir de discipline budgétaire s'il n'y a pas en même temps une pensée audacieuse sur la question sociale. Et nous, Medef, nous sommes prêts à aller sur cette voie ».

L'U.E. montre de plus en plus son vrai visage, celui d'un système dictatorial.

Nous pensons qu'il faut faire grandir le rassemblement du refus des traités et directives européennes jusqu'à l'exigence de faire éclater ce cadre institutionnel et monétaire. Il a fallu aux peuples d'Amérique du Sud mettre à bas l'accord de libre échange (ALCA) que voulaient imposer les USA pour pouvoir inventer un accord de coopération non marchand (ALBA) basé non sur une monnaie mais sur un outil de compensation entre monnaies nationales.

Une telle bataille du PCF constituerait un événement qui le rendrait identifiable par les catégories populaires, qui, à chaque étape, à chaque consultation, ont exprimé majoritairement leur rejet de cette construction européenne.

Une situation nouvelle serait ainsi créée en France et en Europe, une situation porteuse de ruptures et de bouleversements au profit des peuples, permettant de construire des nouvelles coopérations mutuellement avantageuses entre nations souveraines.

rière «totalitaire» du communisme, l'auto-culpabilisation de certains dirigeants communistes, nous ont empêchés de mener le combat idéologique pour le socialisme.

Nous voulons sortir de cette confusion des mots qui nourrit la confusion des idées. C'est nécessaire pour reconstruire la conscience de classe et pour que le mouvement populaire identifie les obstacles auxquels il est confronté et les combats nécessaires pour les dépasser.

Nous devons tirer un réel bilan du socialisme, les yeux grands ouverts sur les crimes comme sur les acquis, sur les échecs comme sur les réussites et nous devons mesurer à quel point le socialisme issu de 1917 continue à marquer le monde du ^{xxi} siècle, ses rapports de forces, ses espérances.

Le socialisme du ^{xxi} siècle

Ce qui au fond travaille la société française c'est la nécessité historique que le monde du travail prenne toute sa place dans la direction des affaires du pays pour la maîtrise de ses moyens de production et d'échanges, de ses conditions de travail et de vie.

La bourgeoisie, ses rentiers, spéculateurs, affairistes, spécialistes de la subvention publique et de l'optimisation des marchés, est inapte pour diriger la société dans le sens de l'intérêt général. Ce sont les travailleurs qui doivent se considérer comme les véritables dirigeants, ceux qui peuvent décider quel travail est utile, sous quelle condition, pour quelle production, pour quel besoin social.

Nous notons avec intérêt que le mouvement de la jeunesse communiste, a choisi dans son dernier congrès de mettre à l'ordre du jour la construction du socialisme.

Nous considérons la nature comme le cadre de vie de l'humanité, et nous portons comme Marx la critique du capitalisme qui « épuise la Terre et le Travail ». Le socialisme que nous voulons assurera la gestion des ressources naturelles

6 QUELLE STRATÉGIE POUR LE PCF ?

Contre la fracture politique, construire l'unité du peuple

Nous avons pris toute notre place dans la défaite de Nicolas Sarkozy car il fallait condamner sans appel sa politique. Mais François Hollande et sa majorité socialistes/verts s'inscrivent dans la logique de l'Union Européenne : réduction des déficits publics, concurrence libre et non faussée, disparition des services publics, effondrement des acquis sociaux. Son empressement à faire ratifier sans référendum le TSCG comme les premières décisions budgétaires ne laissent aucun doute !

Cette situation, en l'absence de perspective de changement de société, ne peut qu'aggraver la fracture politique, le fossé qui se creuse toujours plus entre les catégories populaires et les institutions politiques et qui se traduit par une abstention croissante, les divisions au sein du peuple, la montée du Front National.

Cette situation profite d'abord au Front national qui a fait près de 18% à la présidentielle. Avec son discours démagogique et raciste qui apparaît social et anti-européen, il attire une part importante des classes populaires durement touchées par la crise.

Le capitalisme travaille dans la bataille d'idées comme dans l'organisation de la société à diviser le peuple pour empêcher qu'il identifie les responsables de la situation et qu'il se rassemble.

La solidarité est mise à l'épreuve entre les salariés des secteurs où l'emploi a été pour l'essentiel préservé et ceux qui subissent de plein fouet la précarité, entre les salariés du public et du privé, entre les couches moyennes qui espèrent ne pas être confrontées au chômage et les quartiers populaires qui (se) vivent massivement comme exclus. Ce «chacun pour soi», loin d'être une nouveauté sociétale, s'ancre dans la réalité de la dégradation des rapports sociaux et facilite la domination de classe sur le monde du travail.

Le FN, la droite, l'intégrisme religieux utilisent ces divisions, les aggravent en désignant des

pour les besoins de l'humanité d'aujourd'hui et de demain, fera de la biodiversité, de la qualité de l'air et de l'eau, de l'efficacité énergétique, de la préservation des sols, de la réduction des pollutions, des critères essentiels de la planification et des choix économiques.

Ces derniers mois, de Florange à Fralib, de PSA à Sanofi, la question du rôle de l'État dans les décisions industrielles est de nouveau portée par des travailleurs. Privilégions dans les luttes les revendications politiques qui portent cette exigence de s'approprier les techniques, les filières de production, les marchés, les besoins de financement pour être capable de diriger l'économie.

Nous nommons donc sans complexe notre projet de société comme une société socialiste, réduisant par de larges nationalisations des

boucs émissaires, en exacerbant la peur de l'autre, du plus pauvre que soi, la peur de la société, le rejet des institutions et favorisent ainsi les replis identitaires et communautaires.

Le PCF doit privilégier l'activité de terrain, l'éducation populaire et la défense des intérêts populaires, travailler à faire reculer la division des exploités, à faire grandir la conscience de classe, favoriser le rassemblement de tous ceux qui ont intérêt au changement de société, construire l'unité du peuple.

Front de gauche : Quel bilan ?

Après l'échec de Marie-Georges Buffet candidate des collectifs antilibéraux qui faisaient suite à la faillite de la gauche plurielle et au score calamiteux aux élections présidentielles de Robert Hue, le 34ème congrès a lancé «la dynamique des fronts».

Ces fronts se sont finalement réduits en un Front de gauche, au départ une alliance avec une partie de la gauche du PS et de la Gauche unitaire venue de la LCR.

Nous avons alerté sur les risques liés à cette nouvelle construction politique.

A plusieurs reprises, le Front de gauche est apparu comme une force politique à part entière effaçant le PCF, que ce soit dans les dénominations de nos groupes politiques, les logos de nos candidats ou le cadre et les contenus des initiatives en direction des citoyens.

En terme d'alliance, ce rassemblement à la gauche de la gauche ne nous semble pas en mesure de mobiliser largement les catégories populaires qui ont intérêt au changement.

Aux élections européennes de 2009, le Front de gauche a recueilli nationalement 6 % des votes et 5 sièges avec l'outre-mer.

Aux élections régionales de 2010, cette stratégie électorale a eu pour résultat de diviser le nombre de conseillers régionaux communistes par deux. En effet, les alliances avec les «partenaires» PG et GU se sont faites au détriment du Parti communiste. Les résultats ne permet-

grands moyens de production et d'échange le pouvoir de la bourgeoisie, recherchant des coopérations internationales libérées de la domination des règles des marchés.

Nous défendons clairement et simplement l'idée d'un plan conduit par un État démocratisé de haut en bas, possédant les moyens de le mettre en œuvre, avec des services publics élargis facteur d'égalité, des cadres réglementaires et fiscaux plus contraignants pour tourner l'effort des entreprises vers les objectifs de la société, s'appuyant sur la mobilisation du mouvement populaire pour une nouvelle démocratie, de la cité à l'entreprise.

Le 36^e congrès doit ouvrir le chantier du socialisme !

taient généralement pas d'être présents au second tour. Donc, après avoir négocié avec les partenaires du Front de gauche, il a fallu négocier avec le Parti socialiste par Front de gauche interposé alors que ce dernier avait été présenté comme une alternative à la tutelle du Parti socialiste.

A l'élection présidentielle de 2012, nos résultats de 2002 et 2007 ont amené de nombreux camarades à accepter la stratégie du Front de gauche avec un certain optimisme.

En même temps, la volonté que le PCF tienne sa place dans cette bataille était forte puisqu'elle a conduit plus de 40% des communistes à soutenir une candidature communiste, le plus grand nombre se rassemblant sur le nom d'André Chassaigne.

Le choix de Jean-Luc Mélenchon comme candidat s'est fait à la majorité des communistes et il est indéniable qu'une dynamique s'est enclenchée aux présidentielles autour de sa candidature.

Le résultat obtenu, plus de 11% des votes soit 8,65% des inscrits, paraît être un succès même s'il est en deçà des espérances annoncées. Mais si ce résultat traduit un redressement après l'effondrement de 2007, il ne fait pas progresser le cumul Parti communiste + extrême gauche, qui continue à s'affaiblir, 14,2% en 1995, 13,8% en 2002, 13,1% en 2012.

Le niveau de l'abstention populaire est resté élevé, tandis que le vote FN a poursuivi sa progression, Marine Le Pen arrivant en troisième position.

Une analyse détaillée des résultats du Front de gauche montre un recul par rapport à la présidentielle de 1995 dans quasiment toutes les zones de force du PC et en revanche une progression dans des terres où l'influence communiste était très faible. Ces constats interrogent pour le moins notre ancrage historique et populaire.

Les législatives qui ont suivi ont vu le PCF diviser par deux le nombre de ses élus à l'Assemblée nationale, avec 6,91% des exprimés soit

3,91% des inscrits et 20 millions de Français, un sur deux, se sont abstenus.

La poussée à gauche n'a pas profité à nos candidats mais quasi exclusivement au Parti socialiste qui se retrouve majoritaire à lui seul à l'Assemblée nationale.

On est très loin de la promesse de la direction au moment du débat sur la candidature aux présidentielles : « A Mélenchon la présidentielle, au PCF les législatives et les députés ».

Au final, cette séquence électorale se traduit par un nouvel affaiblissement du PCF qui plus est dans sa représentation politique nationale.

Nous entendons des camarades dire que le Front de gauche a dynamisé le PCF. Tout bien analysé, y compris les risques d'effacement rapide, cette affirmation est-elle juste ?

Et dans cette situation de crise supposée renforcer l'anti-capitalisme, rien ne prouve qu'un candidat communiste aurait fait moins bien ! Et quelle différence pour nos candidats aux législatives ensuite !

Si l'objectif de fusion ou absorption du PCF dans le FG ne semble plus ouvertement d'actualité, la proposition de «coopérative politique» ou de «holding» reproduirait le processus qui a conduit à l'échec des collectifs antilibéraux, parlant et décidant au nom de ses composantes, se noyant dans des problèmes de représentativité, de pouvoir, de personnes. Cela conduirait à la perte d'autonomie politique du parti.

Nous constatons que de plus en plus souvent, la parole, les actions du PCF et même la vie interne s'effacent au profit de celles du Front de gauche alors même que nous ne sommes plus en campagne électorale.

L'ambiguïté demeure donc sur la nature de cette nouvelle forme politique. Le PCF est-il capable d'avoir une activité autonome du Front de gauche dans les mois qui viennent ? Si oui alors montrons-le ! Levons les ambiguïtés en affirmant clairement dans un texte de congrès notre refus de l'adhésion directe au Front de gauche et d'une quelconque subordination du PCF à un cadre politique extérieur permanent.

Pour porter le choix stratégique d'un nouveau rassemblement populaire, voire d'un front qui unisse toutes les forces politiques, syndicales, associatives, populaires et progressistes, il faut non pas une nouvelle forme politique, mais au

contraire, un parti renforcé en conscience et en organisation.

Notre priorité c'est le renforcement idéologique, politique et populaire du PCF ! Ni repli, ni effacement : nous voulons rompre clairement avec toute pratique ou démarche qui s'inscrit dans l'effacement ou la marginalisation du PCF comme grande force politique nationale.

Notre conception du rassemblement populaire !

Dans son histoire, le PCF a à plusieurs reprises noué des alliances qui ont abouti à des avancées sociales considérables, comme le Front populaire et le programme du Conseil National de la Résistance, mais qui ont aussi amené à la pédagogie du renoncement des années Mitterrand et un premier effacement du PCF au profit du PS.

Les alliances ne peuvent se résumer à un affichage électoral visant à assurer notre place dans les institutions, auquel cas elles ne feront au mieux qu'ajouter les forces des uns et des autres sans en gagner de nouvelles.

Notre ambition n'est pas de nous disputer avec nos partenaires du Front de gauche les 4 millions d'électeurs de Mélenchon à la présidentielle. Adressons-nous à tous ceux qui s'abstiennent aujourd'hui parce qu'ils pensent que la politique ne sert plus à rien, à ceux qui votent PS faute de mieux, aux électeurs populaires qui votent Front National contre leur intérêt parce qu'ils croient que c'est la meilleure manière de donner un coup de pied dans la fourmière.

Les communistes ont vocation à s'adresser au peuple tout entier et les alliances sont un outil pour construire des majorités sur des projets de rupture, en laissant toujours la primauté au mouvement populaire.

Nous devons combattre l'idée que notre effacement pourrait favoriser le rassemblement, comme cela a trop souvent été dit quand il a fallu choisir le candidat à la présidentielle.

C'est pourquoi nous devons toujours présenter nos propres candidats autour d'un programme populaire de rupture.

Nous devons faire de la reconquête des milieux populaires notre priorité.

Un programme de rupture avec le capital

Le Parti socialiste, accompagné de quelques verts et radicaux, dirige le pays. Il est largement majoritaire à l'Assemblée nationale, dans

les conseils généraux et régionaux.

Dès avant son élection, François Hollande se situait dans l'alternance.

Il ne s'agit ni de nourrir des illusions sur ses intentions réelles, ni d'attendre l'arme au pied les prochaines élections en pariant sur une déception qui profiterait dans ces conditions d'abord au Front National. Nous devons porter immédiatement un programme de rupture et construire avec et autour de nos propositions, de larges rassemblements.

C'est ainsi que nous pouvons contribuer à ce que le mouvement populaire se développe jusqu'à contraindre ce gouvernement à changer de politique et dans tous les cas construire une issue à la situation.

Dans la période présente, nous voulons insister sur les propositions qui nous semblent essentielles immédiatement pour faire reculer la souffrance populaire et aller vers plus de justice :

- ★ Nationalisation/socialisation des secteurs bancaires et financiers, et des secteurs de la production vitaux pour le pays.

- ★ Re-nationalisation immédiate d'EDF-GDF et de la Poste.

- ★ Plan de développement des services publics, en priorité école, santé, transports et postes avec les embauches statutaires nécessaires.

- ★ Remise en cause fondamentale de la dette publique.

- ★ Interdiction des licenciements et des délocalisations et appropriation par les salariés avec le concours de la force publique des entreprises désertées ou bradées par leurs actionnaires.

- ★ Augmentation significatives des salaires, des pensions et minima sociaux.

- ★ Rétablissement de la retraite à 60 ans à taux plein et départ dès 55 ans pour les carrières longues.

- ★ Blocage des prix des produits de première nécessité.

- ★ Construction de logements sociaux à hauteur des besoins, blocage des loyers et interdiction des saisies et expulsions pour les familles en difficultés.

- ★ Non application des directives et traités européens.

- ★ Sortie de l'OTAN et de l'alliance atlantique, refus de toute intervention militaire de la France dans un pays souverain.

trop souvent défaite et fermer la porte à toute métamorphose ou dilution. Le renforcement du mouvement de la jeunesse communiste, sa renaissance dans de nombreux départements nous montre ce qui est possible.

Alors que la politique spectacle domine, nous voulons faire vivre ce parti afin de permettre que la classe ouvrière toujours présente mais rendue invisible, joue tout son rôle.

Plus que jamais, dans cette période d'affrontement de classe aigu, lourde de dangers mais aussi de possibles, nous avons besoin du PCF pour permettre au peuple de relever la tête, de mener le combat et de créer de larges rassemblements autour de propositions de rupture avec le capital jusqu'à les porter à la direction du pays.

Un bilan transparent

Depuis le 34^e congrès, les efforts de la direction ont plus porté sur la construction du Front de gauche que sur la vie du PCF.

Nous entendons que tout irait mieux.

Le congrès doit procéder sans complaisance à un bilan précis de l'état de l'organisation du PCF, depuis le nombre d'adhérents, l'état des cotisations et versements d'élus, jusqu'au fonctionnement de la direction en passant par les cellules, les sections et le nombre de nos élus.

Il ne s'agit pas d'en rester à un bilan complotable mais bien de dégager ce qui est essentiel : la force ou la faiblesse de nos liens avec les plus exploités, la classe ouvrière, les salariés dans leur diversité. Ce lien se mesure au travers du nombre et de la vie de nos cellules dans les quartiers populaires et entreprises, et de la place de ces femmes et hommes dans nos organismes de direction. Ayons aussi un regard précis sur nos liens avec les ingénieurs, cadres, chercheurs et intellectuels. Combien de cellules, de sections dans les centres universitaires ?

De la crise naît la révolte et la volonté de s'organiser collectivement pour agir... de nombreuses femmes et hommes, des jeunes nous ont rejoints ces derniers mois. Ils sont porteurs comme tous les salariés de capacités de révolte, d'engagement, de connaissances, mais sont aussi porteurs des idées dominantes, celles que l'expérience immédiate impose si elle ne rencontre par l'effort d'analyse critique collective. Ils sont souvent sans lien avec l'expérience accumulée dans l'histoire du mouvement populaire.

Quelles décisions prenons-nous pour les

rendre pleinement acteurs et décideurs dans le combat politique, pour qu'ils puissent jouer leur rôle de révolutionnaire du 21^{ème} siècle ?

Un parti populaire et de combat

Il suffit de regarder la composition sociologique du Conseil National pour mesurer à quels points nous avons reculé dans les milieux populaires.

La liquidation des cellules, notamment d'entreprises, dans un contexte de confusion idéologique et politique a été meurtrière.

Il nous faut évidemment prendre en compte l'évolution des modes de vie dans notre militantisme, notamment en ce qui concerne les outils de communication, mais ne ce ne sont pas les blogs, ni les pages sur les réseaux sociaux qui manquent.

Donnons toute sa place au mouvement de la jeunesse communiste pour que les colères, les engagements, les utopies de milliers de jeunes rencontrent notre histoire, notamment internationaliste.

Reconstruisons au plus près des habitants et des salariés ces organisations de base que sont les cellules, lieu d'élaboration politique collective, de construction d'action, de mélange des expériences sociales et de liens permanents avec tous les adhérents.

Renouons dans les conditions présentes avec l'éducation populaire à partir de la théorie marxiste pour permettre à chacun de se libérer du carcan des idées dominantes et d'être un repère politique pour ceux qui l'entourent. Réorganisons les écoles de formation qui ont fait notre force.

C'est dans ce travail de terrain, dans les grandes et petites luttes, que nous ferons grandir à égalité les dirigeantes et dirigeants issus du monde populaire dont nous avons besoin pour mener le combat communiste aujourd'hui. Nous devons travailler à construire des directions qui jouent pleinement leur rôle d'impulsion et d'appui à l'activité des communistes dans un esprit de rassemblement et de fraternité.

Un parti libre de ses choix

En 2004, le PCF a adhéré au PGE après une consultation banalisée qui a laissé indifférent un grand nombre de communistes. Au final, compte-tenu du faible nombre de votants, c'est une minorité des communistes qui a validé cette adhésion au Parti de la gauche européenne.

L'adhésion au PGE marque une rupture avec l'internationalisme communiste, nous coupant de plusieurs partis communistes d'Europe qui ont fait des choix différents. Le PGE fait de l'Union européenne un horizon indépassable et ne s'inscrit pas dans le combat anticapitaliste.

Ainsi, le PGE annonce explicitement (en anglais sur son site internet) «La vieille contradiction facilement comprise entre le Capital et le Travail est balayée par de nouvelles aspirations et contradictions entre les sexes, les générations, les cultures, les groupes ethniques et surtout par une conscience nouvelle de l'interrelation entre l'humanité et l'environnement».

Ce positionnement pèse de toute évidence sur les décisions du PCF. Nous souhaitons qu'un débat s'ouvre au congrès sur ces questions : le rôle du PGE, ses orientations, notre adhésion.

Démocratie et fraternité

Ce congrès devra revoir les statuts du PCF adoptés en 2006.

Nous donnons la priorité aux organisations locales comme lieu d'élaboration et de mise en œuvre de la politique du PCF. Cela restera lettre morte si ces organisations ne retrouvent pas la maîtrise de la remise de la carte et du versement des cotisations.

Nous mettons en garde contre toute tentation de régler des débats politiques par des mesures administratives.

Nous avons plus que jamais besoin de nous confronter sur les questions posées aujourd'hui aux révolutionnaires pour construire des positionnements communs et partagés.

C'est dans les combats partagés que se renforcera la fraternité des communistes.

5 FAIRE VIVRE ET RENFORCER LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Le pari de l'existence du PCF

Depuis maintenant plus de 10 ans, le PCF a fait l'objet de diverses recettes présentées comme autant de remèdes à notre affaiblissement : changement de nom, mutation, transformation, métamorphose, disparition des cellules, carte pluriannuelle...

Tout cela a surtout conduit à l'affaiblissement de sa vie démocratique, à la disparition de bons

nombres de cellules notamment dans les entreprises et les quartiers populaires et au départ ou à la mise à l'écart de nombreux camarades. En 2007, la liquidation du PCF a même été envisagée par sa direction et c'est la volonté majoritaire des adhérents qui a permis de le conserver.

Ce congrès doit clairement s'engager dans la reconstruction de l'organisation communiste

5 UN PARTI DE RÉSISTANCE AU CAPITALISME ET DE CONSTRUCTION DU SOCIALISME

Ce document n'aborde pas tous les sujets. Il se concentre sur les questions politiques auxquelles notre peuple est confronté, celles qui conditionnent ses capacités de résistances, de rassemblement, de conscience des enjeux de la crise du capitalisme et du niveau des réponses qui peuvent réellement ouvrir une rupture avec sa gestion de gauche ou de droite.

En 2008, nous avons décidé de garder le PCF. Nous voulons que le 36^e congrès permette un débat fraternel entre communistes pour affirmer la nécessité de faire vivre un PCF autonome.

Nous faisons le choix prioritaire de nous adresser à la classe ouvrière élargie, aux couches populaires rejetées par le système dans l'absten-

tion, le vote protestataire ou le vote utile. Elles sont la clé de notre renforcement.

Nous faisons le choix du socialisme comme cœur du changement de société nécessaire, s'appuyant sur l'expérience du xx^e siècle. Il est la réponse moderne à la violence du capitalisme, au retour du colonialisme.

Nous travaillons pour une analyse communiste des succès et des échecs des partis communistes dans le monde, contre la criminalisation du communisme que l'idéologie dominante veut imposer.

Nous décidons de renouer avec les partis communistes du monde entier, dans le respect des différences de position, en cherchant à favoriser l'internationalisme des travailleurs face aux

multinationales et aux guerres.

Nous assumons d'être en dehors des discours consensuels et bien-pensants, fussent-ils de gauche et même de la gauche de la gauche. Nous partons des faits, de leur analyse, du bilan de notre expérience, pour atteindre nos propres objectifs.

Nous faisons le choix d'un parti renforcé, autonome dans ses alliances et ses efforts de rassemblement, construisant son organisation dans l'action de ses militants organisés dans le quartier et l'entreprise, utile aux alliances sociales ou électorales qui élargissent le niveau de conscience et d'organisation du mouvement populaire.

Vive le Parti communiste Français !

COMBATTRE L'AUSTÉRITÉ, EN FINIR AVEC LE CAPITALISME

Le 36^e congrès du PCF se réunit dans le contexte d'une crise du capitalisme d'une gravité inédite depuis les années 30, si ce n'est depuis la naissance du capitalisme lui-même. Partout dans le monde, ce système impose la régression sociale. La crise économique touche tous les continents, sans exception. Partout la production ralentit. En Europe, plusieurs pays sont déjà en récession. Les finances publiques sont massivement déficitaires. Les gouvernements, sous prétexte de réduire les déficits, imposent l'austérité aux peuples, tout en versant des sommes colossales aux banques. En France comme ailleurs, la classe capitaliste est devenue complètement parasitaire. Qu'offre-t-elle à la société ? C'est une classe qui détruit et qui, en détruisant, s'enrichit. Elle ne dirige pas la société ; elle lui livre bataille.

Sarkozy a été chassé de l'Élysée. Mais nous savions qu'il n'était que le représentant le plus en vue d'une classe et d'un système. Changer de gouvernement sans toucher aux fondements de ce système ne permettra pas d'en finir avec la régression sociale. Toutes les conquêtes sociales du passé sont menacées. Mais avant d'évoquer plus en détail la situation économique, sociale et politique française, nous devons examiner le contexte international – et notamment européen. La position de la France et les perspectives qui en découlent n'apparaissent dans toute leur gravité qu'à partir d'un examen de la situation internationale.

La crise mondiale

La division internationale du travail a relié tous les continents et toutes les économies « nationales » en une seule économie mondiale, au point qu'aucun pays, aussi puissant soit-il, ne peut se soustraire aux pressions du marché mondial. La crise économique affecte tous les pays du monde, sans exception. Les pays européens connaissent des taux de croissance très faibles, nuls ou négatifs. Aux États-Unis, malgré une légère reprise, la Réserve Fédérale n'exclut pas une nouvelle récession à court terme. Le taux d'utilisation de la capacité productive industrielle des États-Unis est tombé à 77,4 %, ce qui souligne la saturation des marchés. Le taux de chômage officiel y est de 9 %, le plus élevé depuis 1982.

La crise de l'économie mondiale a des répercussions majeures sur les économies de la Chine et des pays dits « émergents » tels que l'Inde et le Brésil. La contraction des économies américaine et européenne réduit leur capacité d'absorption des marchandises produites par les grandes économies asiatiques et latino-américaines. Loin d'être en mesure de « tirer la croissance mondiale », comme l'espéraient tant d'analystes, celles-ci sont entraînées dans le sillage de la crise en Europe et aux États-Unis.

Quel contraste entre cette réalité et les perspectives glorieuses formulées par les propagandistes du capitalisme des années 90 ! À l'époque, l'effondrement de l'URSS leur fournissait l'occasion d'une

puissante offensive idéologique contre le socialisme et le marxisme. Dans les médias, comme dans les milieux politiques et académiques, les apologistes du capitalisme triomphaient. Le « communisme » avait échoué, alors qu'en réalité ce qui avait fait faillite en URSS n'était qu'une monstrueuse caricature de communisme. La restauration du capitalisme sur l'ensemble du territoire de l'ex-URSS, en Europe centrale et – avec un train de retard – en Chine, constituait selon eux la preuve concrète et irréfutable de la supériorité du système capitaliste, qui devait être considéré comme la forme d'organisation sociale définitive de l'espèce humaine. Avec la fin de la guerre froide, nous disait-on, les sommes colossales dépensées jusqu'alors dans l'armement pourraient être consacrées à la création d'emplois, à la santé publique, à l'éducation, au logement et aux services publics. Grâce à ces « dividendes de la paix », la pauvreté et les inégalités sociales allaient s'estomper. En même temps, sous l'aile protectrice des puissances impérialistes, et notamment de la superpuissance américaine, la « démocratie » allait enfin s'étendre dans le monde entier.

Aveuglés par la « mondialisation », les économistes bourgeois croyaient que le capitalisme avait trouvé le moyen de surmonter ses contradictions fondamentales. Les crises de surproduction – dont Marx avait démontré qu'elles étaient inhérentes au capitalisme – appartenaient au passé. Cette pression idéologique a eu des conséquences importantes au sein du mou-

vement ouvrier international. En Europe, les dirigeants des partis sociaux-démocrates emboîtèrent le pas des représentants directs de la classe capitaliste. Ils proclamaient haut et fort leur ralliement à « l'économie de marché » – et donc aux impératifs de celle-ci –, au point que leurs politiques ne se distinguaient plus guère de celles des partis de droite. Les gouvernements de Papandreou, en Grèce, et de Zapatero, en Espagne, en étaient des exemples. Les partis communistes furent également affectés. Le Parti de la Refondation Communiste, en Italie, a participé au gouvernement de Romano Prodi, qui a mené une politique d'austérité sévère. Le Parti communiste britannique a annoncé sa propre dissolution. En France, les dirigeants du PCF soutenaient la politique de privatisations menées sous le gouvernement Jospin de 1997-2002.

Aujourd'hui, le triomphalisme des capitalistes a cédé la place à un pessimisme noir. Partout, leur système refoule la société en arrière, détruit les conquêtes sociales du passé, condamne une masse sans cesse grandissante d'êtres humains au chômage et à la pauvreté. Nous assistons à une résurgence de la lutte des classes dans de nombreux pays européens, aux États-Unis, au Canada, en Amérique latine, dans le monde arabe et ailleurs. Les magnifiques soulèvements révolutionnaires qui ont renversé Ben Ali et Moubarak, début 2011, ont rencontré un écho jusqu'aux États-Unis, où des jeunes et des travailleurs se sont mobilisés à une échelle massive contre les coupes budgétaires.

Le courant de l'histoire se retourne enfin en faveur de ceux qui luttent contre le système capitaliste. Les défenseurs de l'ordre établi sentent le sol se dérober sous leurs pieds. De grandes perspectives, de grands défis et de grandes responsabilités s'ouvrent aux communistes de France et du monde entier. À nous de mettre nos idées, notre programme et notre action en phase avec les enjeux révolutionnaires de notre époque.

L'actuelle crise économique mondiale a mûri pendant au moins une vingtaine d'années. Il s'agit d'une crise de surproduction – une saturation des marchés par rapport aux capacités productives existantes – aggravée par une crise financière majeure. Ses causes résident dans les contradictions fondamentales du système capitaliste, identifiées par Karl Marx dans son Capital. Ces contradictions étaient déjà à l'origine des grandes crises du passé, comme celle des années 1930 ou celle qui, dans les années 1970, a marqué la fin des « trente glorieuses » en Europe et aux États-Unis. Mais de par son ampleur et du fait de ses caractéristiques particulières, la crise actuelle est qualitativement différente de toutes celles que nous avons connues par le passé.

La période de croissance relativement soutenue qui, avec des hauts et des bas, s'est étalée du milieu des années 1990 jusqu'en 2008, était le résultat d'un ensemble de facteurs, dont l'un des plus importants était la restauration du capitalisme en URSS, en Europe Centrale et en Chine. L'intégration de ces vastes territoires dans le marché mondial ouvrait à la classe capitaliste d'immenses champs d'in-

vestissements et d'exploitation. À l'époque, les commentateurs des grands médias voyaient dans le « miracle chinois » et l'expansion du marché mondial un gage de croissance économique durable, pour ne pas dire illimitée. Mais les effets de ces facteurs ne pouvaient pas durer indéfiniment. La Chine n'était pas seulement un marché absorbant la production occidentale, mais aussi et surtout un producteur extrêmement compétitif. Chaque marché capté par la Chine devait nécessairement l'être au détriment d'autres pays, dont les grandes puissances européennes et les États-Unis.

Un autre facteur important était le développement exponentiel du crédit. Les masses immenses de crédits injectées dans les circuits économiques augmentaient la demande et, de ce fait, stimulaient la production. Mais contrairement à ce que pensaient la plupart des économistes, ce « cercle vertueux » n'éliminait pas les contradictions du système capitaliste. Il ne pouvait que les masquer pendant un certain temps.

Marx expliquait que le crédit – c'est-à-dire l'endettement – n'a pas d'autre fonction, en définitive, que d'augmenter artificiellement et temporairement la demande. Il sert à injecter dans le présent des ressources qui seront théoriquement créées dans le futur. Tôt ou tard, les crédits contractés doivent être remboursés, majorés des intérêts. Par conséquent, de facteur d'accroissement de la demande, l'endettement se transforme en un facteur de contraction de celle-ci. Et lorsque la saturation des marchés engendre une baisse de la production, les richesses futures escomptées et permettant de rembourser les dettes ne sont pas au rendez-vous. Dans ces conditions, la crise de surproduction est aggravée à l'extrême par une crise financière.

Le recours au crédit ne peut donc éviter la saturation des marchés que provisoirement et au prix de donner à la crise – une fois qu'elle éclate – un caractère particulièrement aigu et convulsif. C'est exactement la situation dans laquelle se trouvent actuellement les États-Unis et l'ensemble des puissances européennes.

L'Europe

L'Union Européenne a fait l'objet d'une campagne intensive de lavage de cerveau. Le PCF a été en première ligne de la bataille pour répondre à cette propagande mensongère. Il a notamment lutté contre le Traité de Maastricht (1993) et le projet de Constitution Européenne (2005). Les traités européens successifs et l'introduction de la monnaie unique devaient selon nos « élites » garantir la croissance économique et le progrès social à l'ensemble de l'Union Européenne. Aujourd'hui, il ne reste plus rien de ces perspectives mirabolantes. L'Europe est devenue l'un des principaux foyers d'instabilité économique et sociale dans le monde.

Pendant des décennies, pour éviter de taxer les profits des banques et des grandes entreprises, les États se sont endettés massivement pour financer les dépenses publiques, dont une partie importante a servi à subventionner les capitalistes, d'une façon ou d'une autre. La dette

publique européenne s'élève désormais à plus de 10 000 milliards d'euros, soit un quart de la dette publique mondiale. L'alourdissement progressif de la dette ne pouvait pas continuer longtemps sans aboutir à un problème de solvabilité des États. Le brusque ralentissement de l'activité économique, à partir de 2008, a rapidement poussé plusieurs États – l'Irlande, le Portugal et surtout la Grèce – au bord de la faillite et a fragilisé à l'extrême la situation financière de l'ensemble des pays européens.

Comme avec la crise des subprimes aux États-Unis, la crise européenne a ouvert les yeux des peuples sur le rôle complètement destructeur et parasitaire des banques et des spéculateurs capitalistes. Ils entendent qu'il n'y aurait plus d'argent pour financer les retraites, les écoles, les hôpitaux et autres services publics. Mais ils constatent qu'il est possible de trouver des centaines de milliards d'euros pour renflouer les banques. Il ne faut surtout pas que des opérations spéculatives malencontreuses fassent perdre de l'argent aux banques ! Les riches ne connaissent pas la crise. Ils s'enrichissent davantage.

C'est en Grèce que le problème est le plus aigu. Ce pays ne représente que 2 % de l'économie européenne, mais l'effondrement de son économie a eu des répercussions à travers tout le continent. Le fait est que la Grèce ne peut pas payer ce que les banquiers lui réclament. Bien d'autres États de la zone euro sont eux-mêmes dans une situation financière trop précaire pour supporter une partie du fardeau grec. L'Espagne et l'Italie, par exemple, s'enfoncent dans la récession. Les sommets européens successifs – chacun plus « décisif » que le précédent – n'ont abouti à rien. La Grèce est plus proche de la faillite aujourd'hui qu'avant les interventions de la BCE et du FMI. La France et l'Allemagne ne peuvent intervenir davantage sans compromettre irrémédiablement leur propre position.

L'Allemagne est la puissance dominante en Europe, mais cette puissance a, elle aussi, ses limites. Le gouvernement allemand exige que ses « partenaires » appliquent des politiques d'austérité toujours plus sévères pour redresser leurs finances publiques. Mais l'austérité signifie une réduction de la demande, ce qui nuira aux exportations, dont dépend l'économie allemande. La politique d'austérité implacable qu'exige Merkel ne fait que miner davantage l'économie allemande et aggraver la crise sur l'ensemble du continent.

Nous voilà entre deux enfers. L'argument des capitalistes, c'est que pour inverser la courbe de l'endettement, il faut une réduction drastique des dépenses publiques et donc du niveau de vie des populations. Mais cette réduction contribue à une contraction de la demande et de l'activité économique en général. Cette contraction, à son tour, réduit les revenus des États. Mais d'un autre côté, si la courbe de l'endettement n'est pas inversée, d'autres pays – dont, à terme, la France – se retrouveront inéluctablement dans la même situation que la Grèce.

Ainsi, toutes les « solutions », sur la base du capitalisme, deviennent des problèmes. Le sys-

tème est dans une impasse. Si les différents « plans de sauvetage » n'ont rien réglé pour un petit pays comme la Grèce, qui « sauvera » donc l'Espagne ou l'Italie ? Les économies de la France et de l'Allemagne sont déjà en difficulté, mais la détérioration de l'économie européenne risque de les plonger dans une récession. Certes, il n'est pas exclu que le PIB de tel ou tel pays se redresse pendant un certain temps, mais la perspective générale qui se dessine pour l'Europe se caractérise par une instabilité économique et sociale croissante et une dégradation constante des conditions d'existence de la masse de la population. C'est le capitalisme qui est responsable de cette situation. Les gouvernements, les parlements et les partis qui acceptent le capitalisme – qu'ils soient de droite ou de gauche – ne pourront pas empêcher la régression sociale.

« L'Europe sociale »

Il ne peut y avoir d'« Europe sociale » sur la base du capitalisme. Prétendre le contraire, c'est semer des illusions sur la capacité de ce système à satisfaire les besoins du plus grand nombre, en France comme à l'échelle européenne. Les traités européens successifs sanctionnent la domination de l'économie européenne par les banques et les multinationales – en particulier allemandes et françaises. Les différentes institutions de l'UE perpétuent cette domination. Tant que nous n'aurons pas renversé la dictature du capital sur les peuples d'Europe, aucun « nouveau traité » ne permettra d'en finir avec la régression sociale. D'ailleurs, comment croire que les capitalistes européens, qui ont créé et contrôlent fermement les institutions de l'UE, pourraient adopter un traité contraire à leurs intérêts ?

« Sortir de l'Union Européenne » ?

Pour les mêmes raisons, les mots d'ordre tel que « sortir de l'Union Européenne » ou « revenir au franc » (sur la base du capitalisme) passent à côté du véritable problème. À connotation nationaliste, ils détournent l'attention des travailleurs de la cause fondamentale de la crise : la propriété capitaliste. Il n'est pas vrai qu'une France capitaliste ayant rompu avec l'UE et son système monétaire serait un pas dans la bonne direction, pour notre classe. Par exemple, si la Grèce sort de la zone euro, comme cela semble désormais inévitable, le retour à la drachme risque de se traduire par un effondrement économique encore plus sévère qu'aujourd'hui, et notamment par une nouvelle chute brutale du pouvoir d'achat des travailleurs grecs, car la monnaie nationale sera massivement dévaluée.

Notre objectif ne peut s'exprimer de façon satisfaisante ni par une « sortie de la zone euro », ni par une politique visant à défendre cette monnaie. Notre programme devrait plutôt indiquer les moyens pour sortir du système capitaliste, en France et à l'échelle européenne. Cette dernière approche rejoint celle de l'Internationale Communiste du début des années 20, qui définissait son objectif comme une « Fédération des États socialistes d'Europe ». Si les travailleurs parviennent à renverser le capitalisme dans un pays d'Europe – que ce soit

en Grèce, en Espagne, en France ou ailleurs –, cela donnerait une formidable impulsion au mouvement révolutionnaire sur l'ensemble du continent.

L'économie française et la dette publique

Les perspectives pour l'économie française sont indissociables du contexte européen et mondial que nous avons décrit. Au cours des 20 années qui ont précédé la crise de 2008, la position mondiale de la France – et en particulier sa position relative à l'Allemagne – s'est constamment dégradée. Sa part des marchés internationaux s'est contractée à un rythme annuel moyen de 0,5 %. La dégradation de ses performances économiques se traduit par un déficit commercial de 75 milliards d'euros en 2011 (contre un excédent de 158 milliards en Allemagne) et par un rétrécissement de sa base industrielle, qui ne représente plus que 12 % de son PIB (contre 21 % en Allemagne). L'industrie française perd du terrain non seulement sur les marchés internationaux, mais aussi sur le marché intérieur.

Le nombre de chômeurs a franchi la barre des 3 millions. Si l'on inclut les personnes qui cherchent un emploi tout en exerçant une activité réduite, le chiffre monte jusqu'à 4,5 millions. Et compte tenu des personnes sans travail, mais largement non recensées, le déficit réel en emplois se situe entre 5 et 6 millions. La situation s'aggrave encore dans les mois qui viennent. La désindustrialisation du pays s'accélère. Les pertes d'emplois affectent pratiquement tous les secteurs de l'économie. Le cas de PSA (8 000 suppressions de poste) est bien connu. Il y a aussi Air France (plus de 5 000), Arcelor-Mittal, Alcatel-Lucent, Sanofi, SFR, Bouygues Telecom, Hewlett-Packard, Conforama, Doux, Groupama, Puma, Castorama, Novandie, Nouvelles Frontières... La liste des entreprises annonçant fermetures et suppressions d'emplois ne cesse de s'allonger.

Parallèlement à ce vandalisme économique, le capitalisme a ruiné les finances publiques. L'État emprunte ce qu'il refuse de prendre aux plus riches. À la fin du deuxième trimestre de 2012, la dette publique a atteint 1 833 milliards d'euros, soit 91 % du PIB. Sous prétexte de redresser l'équilibre financier de l'État, Sarkozy avait mené une politique d'austérité. Mais en réduisant les dépenses annuelles de 20 à 40 milliards, sa politique a contribué à la contraction de la demande et donc au ralentissement de l'économie. Ceci à son tour affectait les recettes fiscales. Du coup, le bilan financier de l'austérité sarkozienne est que la dette publique s'est aggravée de 100 à 150 milliards d'euros par an !

L'austérité ne règle pas le problème. L'aggravation de la dette continue. Elle a augmenté de 43 milliards d'euros au cours du seul deuxième trimestre de 2012. Ceci montre que la dette publique de la France est hors de contrôle et mettra tôt ou tard le pays dans la même situation que l'Espagne. Pour interrompre le cycle infernal de l'endettement, sur la base du capitalisme, il faudrait théoriquement réduire les déficits annuels d'au moins 100 milliards.

Mais ceci plongerait l'économie française dans une récession profonde et détruirait d'un coup la base financière de l'État. Le successeur de Sarkozy se trouve confronté au même dilemme : augmenter l'endettement mènerait, à terme, à une contraction de l'économie, à l'instar de la Grèce ou de l'Espagne ; mais tenter de la réduire par l'austérité y mènerait plus rapidement encore.

Socialisme ou barbarie

Le système capitaliste est-il voué à s'effondrer, à disparaître de lui-même ? Non. Tant qu'ils conservent la propriété des moyens de production et de la finance, les capitalistes s'en sortent toujours – mais au détriment du reste de la société. Il y a bien une « solution », de leur point de vue, qui n'en est pas une de notre point de vue. Elle passe par la destruction massive ou la délocalisation de l'appareil productif, par la casse des services publics, de l'éducation et de la santé, par une lutte à outrance pour briser la capacité de résistance des travailleurs et réduire en poussière toutes les concessions arrachées par les luttes passées. La question n'est pas tant de savoir si la crise peut être résolue, mais de savoir quelle classe sortira victorieuse de cette lutte.

Dans le contexte actuel, la formule « socialisme ou barbarie » n'a rien de rhétorique. En définitive, les choses se présentent de la façon suivante : dans la période à venir, soit les travailleurs, se plaçant à la tête de toutes les forces vives du pays, parviennent à renverser l'emprise capitaliste sur l'économie, l'État et la société, soit ils subissent un effondrement catastrophique de leurs conditions de vie. La crise n'est pas qu'économique. C'est une crise sociale, une crise de toute la culture humaine, de tout ce qui concourt à une existence « civilisée ». Ceux qui pensent que cette perspective est trop alarmiste n'ont qu'à regarder ce qui est en train de se passer sous leurs yeux en Grèce, au Portugal et en Espagne.

Le capitalisme signifie désormais la régression sociale permanente. Ceci ne veut pas dire qu'il ne sera jamais possible, dans certaines circonstances, d'arracher telle ou telle concession aux capitalistes, ou de repousser certains projets néfastes des gouvernements. Mais cela signifie que dans un contexte de régression générale dans tous les domaines, ce qu'il est parfois possible de gagner sera constamment miné par la suite. Cela signifie que des mesures d'austérité abandonnées sous la pression de la rue seront remises à l'ordre du jour dès que l'occasion s'en présentera.

Cette crise est qualitativement différente de celles que nous avons connues par le passé. Elle est bien trop profonde pour être surmontée par des mesures superficielles telles que des aménagements fiscaux ou des réformes du système bancaire. L'expérience de ces dernières années nous montre aussi que des grèves et des manifestations – même de très grandes ampleurs – peinent à aboutir à des résultats tangibles. Pas moins de vingt grèves générales ont eu lieu en Grèce. Mais la politique d'austérité se poursuit.

Cette expérience souligne la nécessité d'une

solution politique, d'une solution générale pour mettre fin à la domination capitaliste. Cette réalité a des implications politiques majeures pour le PCF, comme pour toutes les organisations politiques et syndicales qui veulent défendre les intérêts des travailleurs. Elle signifie que les organisations qui se bornent à contester les seules conséquences du capitalisme, mais ne veulent pas remettre en cause l'existence de ce système, se condamnent à l'impuissance.

Les idées du communisme, que certains voudraient reléguer au musée des antiquités, n'ont jamais été aussi pertinentes qu'aujourd'hui. Ces idées exprimaient et expriment encore la nécessité d'en finir avec la dictature du capital, ce qui veut dire, concrètement, la suppression de la propriété capitaliste des banques, des organismes de crédit et des assurances, ainsi que des grandes entreprises de la production et de la distribution, et la réorganisation de la société sur des bases socialistes, où la maîtrise de l'économie et de l'administration publique sera entre les mains des travailleurs. Le socialisme devrait être clairement identifié comme notre projet de société. Cependant, la consolidation d'une société socialiste ne serait pas possible dans les limites d'un seul pays. Il faudrait étendre le changement à l'ensemble du continent européen – et au-delà. Nous pensons que cet objectif révolutionnaire et internationaliste devrait figurer dans le programme du Parti communiste Français.

Le gouvernement socialiste

Grâce à une campagne combative autour de Jean-Luc Mélenchon, l'apport du PCF et de ses alliés dans le Front de gauche a été le facteur décisif dans la défaite de Sarkozy. Les scènes de liesse populaire, à la Bastille et à travers le pays, étaient compréhensibles. Mais le programme de François Hollande ne contenait aucune réforme sociale significative. Le changement de gouvernement ne change pas la réalité sociale et économique.

Pendant sa campagne, le candidat socialiste affirmait qu'il serait le président de l'égalité et de la justice, qu'il « mettrait fin aux privilèges ». Mais en même temps, il a déclaré sans ambages que les marchés – c'est-à-dire les capitalistes – n'ont rien à craindre de sa présidence. Ces engagements sont inconciliables. On ne peut servir deux maîtres. Hollande compare sa victoire à celle de François Mitterrand en 1981. Mais cette expérience nous a surtout appris – et pas pour la première fois – qu'un gouvernement de gauche qui cherche à gérer le capitalisme finira, au contraire, par être géré par lui.

La classe capitaliste n'est qu'une toute petite minorité de la population. Elle domine en vertu de sa propriété des banques et des moyens de production. Tant que cette minorité parasitaire n'est pas expropriée, le gouvernement ne peut apporter que quelques corrections marginales aux conditions sociales et économiques qu'elle nous inflige. Autrement dit, lorsque le système capitaliste dépend, plus que jamais, de la réduction permanente du niveau de vie des travailleurs, une politique de réforme sociale ne peut aboutir que si elle est liée à une politique d'expropriation des capitalistes. Il faut résister,

combattre le capitalisme – ou bien capituler.

Hollande et ses ministres sont les prisonniers volontaires du système capitaliste. Leur attitude à l'égard du cas PSA en est une preuve, parmi bien d'autres. Le président a qualifié la fermeture d'Aulnay d'« inacceptable ». Mais il l'a tout de même acceptée. Le 16 juillet dernier, juste après l'annonce de la fermeture, Le Figaro a publié un article intitulé : *Hollande reconnaît son incapacité à empêcher la fermeture d'Aulnay*. Mais ce qui sous-tend cette incapacité, c'est le refus de défier le pouvoir des capitalistes. Pour Hollande, manifestement, les capitalistes doivent pouvoir fermer une entreprise dont ils ne veulent plus, et le gouvernement n'a pas à s'en mêler.

Aux capitalistes du MEDEF, Hollande promet de réduire le « coût du travail » et de prendre des mesures pour augmenter leurs marges de profit et la compétitivité de leurs entreprises. Ceci passe nécessairement par une augmentation du taux d'exploitation des travailleurs, d'une façon ou d'une autre. En définitive, la compétitivité capitaliste, c'est une productivité maximale pour une rémunération minimale du travail. En même temps, il promet de protéger les travailleurs contre la régression sociale. Il emploie le même double langage en ce qui concerne les déficits publics. Il dit qu'il n'applique pas une politique d'austérité, mais souscrit au traité européen qui exige précisément cela.

Il est vrai que Hollande s'est engagé à améliorer sensiblement la situation dans l'Éducation Nationale. Nous ne savons pas encore si ces engagements seront tenus. Mais en tout cas, si le gouvernement maintient sa politique de réduction globale des dépenses publiques, une augmentation du budget de l'Éducation Nationale impliquera mécaniquement des attaques encore plus sévères dans d'autres branches de la Fonction Publique, telles que la santé, la culture, etc.

Quelles que soient les différences entre Sarkozy et Hollande sur des questions secondaires, le souci de ménager les capitalistes amènera inévitablement ce dernier à abandonner les travailleurs et la jeunesse à leur sort. Les pressions capitalistes – contre lesquelles lui et son gouvernement se sont volontairement désarmés – parviendront à façonner la politique du gouvernement. Un gouvernement qui limite son action à ce qui est conforme aux intérêts capitalistes se voit contraint, par la force des choses, à adopter une politique de régression sociale. C'est ce que commande la loi du profit. Accepter le capitalisme, c'est accepter les lois qui régissent son fonctionnement. Ainsi, Hollande applique une politique d'austérité semblable à celle de Sarkozy. Celui qui nous parlait d'égalité nous parle désormais de rigueur et de contraintes. Celui qui hier nous parlait de rêves nous parle aujourd'hui des réalités – celles du capitalisme en déclin. Tout en sabordant l'économie, les capitalistes mettent la responsabilité des conséquences sociales sur le dos des « socialistes » au pouvoir. La position du gouvernement est en train d'être minée et son électoralat déçu. La faillite politique du gouvernement socialiste prépare la voie à un possible retour de l'UMP au pouvoir et favorisera le Front National.

D'où la nécessité impérieuse de construire une alternative révolutionnaire à la politique de Hollande et à celle de la droite. Dans cette tâche primordiale, le PCF et le Front de gauche, dont il est la composante majoritaire, peuvent et doivent jouer un rôle décisif. Si nous tenons à notre identité communiste, c'est parce que nous comprenons que le système capitaliste est la cause de la crise sociale et économique actuelle. Notre programme doit tenir compte de cette réalité. Dans l'action politique du parti, dans les luttes dans lesquelles les communistes s'engagent, le PCF doit s'efforcer de fixer l'attention des travailleurs sur la nécessité de briser le pouvoir des banques, de mettre fin à l'emprise des capitalistes sur l'économie et la société.

La question de l'attitude à adopter vis-à-vis du gouvernement socialiste est également très importante. Elle doit consister en un « soutien critique ». Le PCF doit soutenir tout ce qui, dans la politique du gouvernement, va dans le sens d'une amélioration des conditions de vie de la masse de la population. Mais dans le même temps, il doit s'opposer résolument, sans la moindre ambiguïté, à toutes les mesures du gouvernement qui vont à l'encontre des intérêts des travailleurs, des jeunes, des retraités et des chômeurs. Et le parti doit non seulement s'opposer en paroles aux mesures antisociales du gouvernement, mais il doit aussi prendre toute sa place dans les luttes qui visent à y résister. Une telle approche jouera un rôle décisif pour gagner à nos idées la masse des électeurs qui ont voté pour François Hollande en avril et mai derniers.

Le Front de gauche

Le succès de la campagne du Front de gauche à l'élection présidentielle indique le potentiel qui existe pour l'émergence d'une force d'opposition de masse dans la période à venir. Le score réalisé par Jean-Luc Mélenchon (11,1 %) est près de six fois plus élevé que notre résultat de 2007. Mais la portée historique de ce résultat va bien au-delà du nombre de voix recueillies. Les rassemblements massifs et enthousiastes que nous avons organisés au cours de la campagne étaient d'une ampleur inédite en France depuis au moins 1981. En plus des militants du Front de gauche, ces rassemblements ont mobilisé des centaines de milliers de militants syndicaux, de travailleurs et de jeunes. L'engagement des militants du PCF et du PG a été exemplaire. Leurs idées, leur énergie et leur action sur le terrain – tracts, affiches, porte-à-porte, manifestations, assemblées citoyennes, etc. – ont été un facteur déterminant dans le succès de la campagne. Mais l'arrière-plan social et économique y est aussi pour beaucoup. Le résultat électoral traduit le besoin, fortement ressenti par une fraction grandissante de la population, d'une alternative politique au capitalisme. Les mobilisations syndicales – notamment le mouvement contre la réforme des retraites en 2010 – n'ayant pas permis de faire reculer le gouvernement, les travailleurs les plus fortement impliqués dans ces luttes se sont tournés vers la politique pour chercher une solution.

Cependant, malgré le désastre social provoqué

par le capitalisme, la campagne n'aurait jamais eu autant d'impact avec un candidat et un programme moins combatifs. C'est la première grande leçon de la campagne. Et c'est une réponse sans appel à ceux qui prétendent que des idées radicales et tranchantes font peur aux électeurs. Jean-Luc Mélenchon a mené une campagne vigoureuse et militante. Il a activement soutenu et mis en valeur les travailleurs en lutte. L'adversaire – le système capitaliste – était clairement désigné. Il a répondu point par point aux idées réactionnaires de Sarkozy et de Le Pen. Le programme qu'il a défendu était le seul qui visait à défendre et améliorer les conditions de vie de la masse de la population. Dans ses discours, il s'est efforcé de convaincre les travailleurs de leur propre force, de leur donner confiance en eux-mêmes, de les inciter à l'action, à la résistance. Le mot d'ordre « Prenez le pouvoir ! » communiquait, lui aussi, une confiance dans la classe ouvrière et dans sa capacité à imposer un changement fondamental de régime.

En affirmant qu'il ne participerait pas à un gouvernement socialiste sur les bases du programme officiel du PS, le candidat du Front de gauche a envoyé à l'électorat un message très important. Son impact a été particulièrement fort sur le mouvement syndical. À l'époque du gouvernement Jospin, le PCF a perdu des dizaines de milliers d'adhérents, dont un nombre très important de militants CGT écœurés de voir des dirigeants communistes approuver des privatisations et bien d'autres mesures rétrogrades en contradiction flagrante avec le programme du parti. Ces camarades s'étaient largement réfugiés dans le syndicalisme. En écartant toute possibilité d'une répétition de cette erreur, la campagne présidentielle nous a permis de renouer avec une large couche de militants syndicaux – notamment, mais pas uniquement, de la CGT – qui s'était détourné du PCF dans le passé. En ne participant pas au gouvernement, le PCF et le Front de gauche deviennent un pôle d'attraction, un point de ralliement et d'action politique pour résister à la politique du patronat. Nous conservons notre indépendance vis-à-vis d'un gouvernement « socialiste » qui, sur toutes les questions importantes, aligne sa politique sur les intérêts des capitalistes.

La grande majorité des militants communistes voient dans le Front de gauche une initiative positive. En effet, ce serait une erreur de refuser de s'allier avec des organisations politiques qui, comme nous, veulent se battre contre la régression sociale. L'union fait la force. Mais le Front de gauche, en soi, ne permet pas de régler les problèmes qui, pendant de longues années, ont progressivement affaibli la position du PCF. Ces problèmes viennent de l'intérieur du parti – et leur solution viendra, elle aussi, de l'intérieur, avec ou sans le Front de gauche.

À partir des années 90, surtout, le PCF a connu une réorientation politique qui a mené à un affaiblissement considérable du parti en termes d'effectifs, d'implantation sociale, de représentation parlementaire, de ressources financières et de moyens d'action en général. Depuis la grève générale des transports et des services publics de 1995, des millions de

jeunes et de travailleurs se sont mobilisés à de nombreuses reprises : contre le Front National au deuxième tour de l'élection présidentielle de 2002, contre la guerre en Irak et la « réforme » des retraites (2003), contre la Constitution Européenne (2005) et contre le CPE (2006). Avec cette courbe ascendante de luttes et de mobilisations, le Parti communiste aurait dû être dans son élément naturel et pouvoir renforcer sa position. Et pourtant, la courbe de son développement allait dans le sens inverse. La cause fondamentale de ce déclin résidait dans la politique de plus en plus « modérée » de sa direction, une politique qui tendait à se rapprocher de celle du Parti Socialiste. La direction du parti avait annoncé son ralliement à « l'économie de marché ». Sous le gouvernement Jospin, en particulier, elle est allée jusqu'à justifier des privatisations. Consciemment ou inconsciemment, les pressions idéologiques liées au triomphalisme capitaliste de l'époque avaient trouvé des relais dans le parti – et surtout dans ses instances dirigeantes. Son programme a été progressivement vidé de son contenu communiste, et il était même question, pour de nombreux dirigeants, d'abandonner le nom du parti pour marquer la rupture avec nos traditions révolutionnaires et communistes. Ainsi, le parti a été « dirigé » de recul en recul.

L'identité du PCF

Heureusement, sous la pression des militants et de la situation objective, cette évolution désastreuse semble avoir été interrompue. Une nette majorité des communistes veut conserver l'identité du Parti communiste Français. Les différentes tentatives, au fil des années, de préparer le terrain à une « métamorphose » du parti – c'est-à-dire, en substance, à sa liquidation – se sont brisées contre cette volonté majoritaire. Le programme *L'humain d'abord* est plus radical que le programme que nous avons présenté en 2007. Par exemple, il propose la nationalisation ou la « maîtrise publique » de certaines banques et grandes entreprises.

Mais en quoi consiste, au juste, l'identité du parti ? On aurait tort de la réduire à sa simple existence ou à son nom. Nous sommes, pour notre part, résolument opposés à la liquidation du parti comme à l'abandon de son nom. Mais l'identité communiste réside avant tout dans son programme et ses objectifs politiques. Ceci pose la question du rôle et de l'apport spécifique du PCF dans le cadre du Front de gauche, en termes de programme et de stratégie. Nous ne sommes pas un parti communiste pour rien. Être communiste, c'est comprendre que les capitalistes n'ont pas de solution à la crise, puisqu'ils en sont la cause. Tous nos efforts pour résister à l'exploitation, toutes les conditions d'une vie digne – l'éducation, la santé, le logement, des revenus suffisants – se heurtent à chaque instant aux intérêts égoïstes de ceux qui font fortune sur notre dos. La classe capitaliste est devenue un immense fardeau qui empêche la société de se relever. Être communiste, c'est comprendre qu'il n'est pas possible d'en finir avec la pauvreté, le chômage, la précarité, le mal-logement et les innombrables difficultés qui pèsent sur nos vies, dans tous les domaines, sans s'attaquer

à l'édifice tout entier du système capitaliste. Nous voulons en finir avec le capitalisme et construire une société sur de nouvelles bases, une société libérée de la loi du profit et de l'exploitation de l'homme par l'homme. C'est cette grande idée révolutionnaire qui a inspiré les générations passées de communistes, et qui nous inspire encore aujourd'hui, d'autant plus que nous avons, tous les jours devant nos yeux, la preuve du caractère rétrograde et inhumain du système capitaliste.

Il faut affirmer l'identité politique spécifique du PCF en termes d'idées et de programme. Tout en s'efforçant de renforcer l'union dans l'action militante avec les autres partis et formations du Front de gauche, tout en cherchant à parvenir à un accord politique le plus large possible avec eux – comme ce fut le cas avec *L'humain d'abord* –, le PCF devrait se positionner comme la composante communiste de l'alliance et exprimer clairement ses objectifs spécifiques dans son propre programme. En définitive, ce n'est que de cette façon que les centaines de milliers de personnes qui se sont mobilisées autour du Front de gauche comprendront la justification de l'existence et de l'indépendance organisationnelle de notre parti et l'intérêt de son renforcement.

Le programme

Parmi les conséquences positives de la publication de *L'humain d'abord*, il y a le fait qu'elle a mis la question de notre programme au cœur de discussions, à un point que nous n'avions pas connu depuis longtemps. Certes, chez les communistes, comme sans doute chez les militants du Parti de Gauche, le contenu du programme ne fait pas l'unanimité sur tous les points. Le contraire serait étonnant. Il n'a d'ailleurs pas été présenté comme un programme achevé et immuable, mais comme une première ébauche susceptible d'être améliorée et modifiée à la faveur d'une discussion démocratique.

Cette discussion doit maintenant se poursuivre. Ce n'est pas ici le lieu pour procéder à une analyse détaillée des nombreuses propositions que contient *L'humain d'abord*. Sur toutes les questions sociales telles que les salaires, l'emploi, la santé, l'éducation, les retraites, etc. *L'Humain d'abord* constitue un programme de revendications militantes et audacieuses pour la défense des intérêts des victimes du capitalisme. Néanmoins, du point de vue de nos objectifs communistes, le programme du Front de gauche comporte une faille majeure : il ne défend pas clairement l'abolition du capitalisme et n'explique pas la nécessité du socialisme. Si ce défaut n'est pas corrigé, le programme, considéré dans son ensemble, représenterait une tentative de résoudre les problèmes créés par le capitalisme dans les limites de ce même système.

Il est vrai que *L'humain d'abord* insiste sur la nécessité d'affronter les marchés financiers. Ceci est absolument correct. Sans cela, la lutte pour changer la société est impensable. Mais nous ne devons pas perdre de vue le fait que les sommes colossales qui s'échangent sur les marchés financiers ont été accumulées grâce à

la propriété privée de l'industrie, des banques, des assurances, des organismes de crédit, des terres et des ressources économiques en général. Il serait tout à fait illusoire d'imaginer qu'il est possible de remporter la lutte contre la puissance financière de la classe capitaliste sans s'attaquer à sa racine. Concernant un autre volet important de *L'humain d'abord*, le contenu de la « Sixième République » mériterait d'être davantage discuté et clarifié. Ces questions, et d'autres encore, devraient figurer dans les discussions au sein du parti à tous les niveaux, de sorte que tous les points de vue puissent être entendus. Les questions de programme sont l'affaire de tous les communistes.

Au fond, en matière de programme, la question qui nous est posée est celle du titre d'un livre bien connu de Rosa Luxemburg : Réforme sociale ou révolution ? Mais souvent, on oppose ces deux notions de façon un peu abstraite. Le parti est fortement engagé – à juste titre – dans des luttes pour défendre et améliorer les conditions de vie des travailleurs. Ces luttes défensives, ainsi que les luttes pour obtenir des concessions ou des « réformes » sont évidemment indispensables. Si le PCF se tenait à l'écart de ces luttes, s'il n'avait pas un programme de revendications « immédiates » de ce type, il ne servirait à rien. Il n'y a rien de révolutionnaire dans le fait de rester les bras croisés en attendant une révolution. Celle-ci ne deviendra une possibilité que lorsque les travailleurs en auront compris la nécessité. En se heurtant à l'attitude implacable des capitalistes, et en se heurtant aussi aux limites de leurs propres idées et méthodes, les travailleurs en lutte tirent des conclusions. Notre rôle, en tant que communistes, est de les aider à passer de la lutte contre les conséquences du système à la lutte contre le système lui-même, de les convaincre que le socialisme est une nécessité incontournable pour en finir avec la régression sociale. Notre programme général a une fonction éducative, pédagogique. Il doit viser à inculquer aux travailleurs l'idée qu'ils peuvent et doivent devenir les maîtres de la société, de l'économie et de l'État.

Le réformisme, par contre, est fondé sur l'idée qu'il n'est pas possible ou souhaitable d'en finir avec le capitalisme, et prétend qu'il est possible de résoudre les problèmes créés par le capitalisme dans le cadre de ce même système. Et puisque ce n'est pas possible, les réformistes se trouvent dans une impasse. Hollande et les dirigeants du Parti Socialiste proclament haut et fort leur attachement à « l'économie de marché ». Mais quand on accepte le capitalisme, il faut accepter ses conséquences. Ainsi, nous nous retrouvons avec le phénomène insolite de « réformistes »... sans réformes !

Réformes et propriété publique

Dans le Manifeste du Parti communiste, Marx et Engels soulignaient la nécessité de toujours « mettre en avant la question de la propriété, à quelque degré d'évolution qu'elle ait pu arriver, comme la question fondamentale du mouvement ». Autrement dit, les communistes doivent en toute occasion montrer aux travailleurs que tous leurs problèmes se ramènent en dernière analyse à la question : qui possède

l'appareil productif ? Il faut lier les luttes pour des revendications immédiates à la nécessité d'en finir avec la propriété privée des grands moyens de production.

Prenons trois exemples, trois questions brûlantes pour les conditions de vie de la masse de la population : l'emploi, le logement et la santé.

Il faut des mesures d'urgence contre le cancer du chômage. La réduction du temps de travail, sans perte de salaire, doit permettre un partage du travail disponible entre tous les salariés. Par ailleurs, des centaines de milliers de postes doivent être créés dans la Fonction publique, qui en a grand besoin. Comment les financer ? En nationalisant toutes les banques – sans indemnisation pour les grands actionnaires – et en les fusionnant en un seul organisme public.

On a besoin d'hôpitaux, de logements et d'écoles ? Des centaines de milliers de travailleurs privés d'emploi pourraient être mobilisés pour les construire et les administrer. Mais de grands travaux publics ne devraient pas être une source d'enrichissement pour les capitalistes du BTP. Les grands patrons du bâtiment – qui ont annoncé la suppression de 35 000 postes en 2012 – doivent être expropriés et cette industrie intégrée au secteur public. De même, tous les grands groupes qui annoncent des fermetures ou des « plans sociaux » – Sanofi, PSA, Unilever... – doivent être nationalisés, sous le contrôle démocratique des salariés.

Dans le domaine du logement, en plus des mesures ci-dessus qui permettraient de lancer un vaste programme de construction de logements sociaux, il faut s'en prendre aux géants de l'immobilier qui se livrent à une spéculation éhontée. Ils doivent être nationalisés et les logements vides mis à la disposition de ceux qui en ont besoin. Les marchands de sommeil doivent être expropriés, eux aussi, sans indemnisation.

Enfin, il est scandaleux que la santé publique soit une source de profits, pendant qu'un nombre croissant de familles renoncent à des soins faute d'argent. Les cliniques privées doivent être intégrées au secteur public, tout comme les grandes entreprises du secteur pharmaceutique qui s'enrichissent sur le dos de leurs salariés et de la Sécurité Sociale – à commencer par Sanofi. De telles mesures – entre autres – permettront d'aller vers une santé gratuite et de qualité pour tous.

La planification écologique

L'idée d'une « planification écologique » a été largement popularisée par le PCF et le Front de gauche, à juste titre. Le saccage de l'environnement – avec ses répercussions sur la santé publique, entre autres – est l'une des manifestations les plus effroyables de l'impasse dans laquelle le système capitaliste pousse l'humanité. Les mécanismes de la concurrence et de la course aux profits sont en contradiction complète avec la nécessité d'une gestion rationnelle des richesses naturelles et technologiques.

Sans une planification de ces ressources, il ne sera pas possible d'en finir avec la pollution des mers, des sols et de l'air – comme avec l'ensemble des menaces écologiques. Mais on ne peut planifier ce qu'on ne contrôle pas, et

on ne contrôle pas ce qu'on ne possède pas. Aussi la planification écologique devra-t-elle se fonder, pour être effective, sur une planification démocratique des grands leviers de l'économie : banques, industries, transports, etc. Sans cela, l'idée de planification écologique serait suspendue dans les airs, impossible à mettre en œuvre.

Internationalisme

L'internationalisme des communistes ne se base pas sur des considérations sentimentales ou abstraites. Il découle de la position qu'occupe le salariat dans le système capitaliste. C'est une classe à la fois sans propriété et internationale. « Les travailleurs n'ont pas de patrie », expliquaient Marx et Engels dans le Manifeste du Parti communiste. Le socialisme offrira la possibilité de remplacer la rivalité actuelle entre blocs capitalistes nationaux par une coordination rationnelle des différentes branches de la production et de la distribution, en Europe comme dans le reste du monde. À la place du « marché », il établira la planification consciente et démocratique du processus productif, dans l'intérêt de la société dans son ensemble.

Tous les militants du parti profiteraient énormément de l'étude du programme et des idées révolutionnaires adoptés par l'Internationale Communiste pendant ses premières années d'existence. L'étude de ces textes pourrait figurer dans les programmes de nos formations internes. L'Internationale expliquait les choses sans la moindre ambiguïté aux travailleurs de tous les pays. Les communistes de l'époque voulaient faire comprendre aux travailleurs de tous les pays la nécessité de prendre le pouvoir – d'abord dans un, puis dans plusieurs pays – et de reconstruire la société sur de nouvelles bases, avec une authentique démocratisation de la culture, de la science et des arts.

La politique internationale du parti devrait reprendre ces grandes idées internationalistes. Trop souvent, les déclarations faites sur des questions internationales se limitent à des protestations ou à l'expression d'inquiétudes, ou encore à des appels à l'ONU – une instance sous le contrôle des puissances les plus rapaces de la planète – et se gardent de prendre position. Pour prendre un exemple concret, de nombreux militants sont choqués par l'attitude distante des dirigeants du parti à l'égard de Cuba. Or, la menace qui pèse sur Cuba exige un engagement ferme et catégorique de la part de notre parti. L'abolition du capitalisme à Cuba fut l'un des plus grands événements du XXe siècle. Elle a ouvert la voie à une transformation radicale des conditions d'existence des travailleurs et des paysans cubains. La révolution a permis de réaliser d'immenses progrès dans les domaines de la santé, de l'éducation et des conditions de vie des masses. Tel est le « crime » que les impérialistes ne pourront jamais pardonner à Cuba. Ils veulent écraser Cuba, car ce pays incarne l'idée qu'il existe une alternative à l'économie capitaliste, que le marché n'est pas le seul système économique possible.

Si la révolution cubaine était liquidée, cela au-

rait d'abord un effet démoralisateur sur les travailleurs, la jeunesse et les paysans de toute l'Amérique du Sud – et même à l'échelle mondiale. Dans le combat pour défendre les acquis de la révolution, le PCF ne peut pas rester neutre, ou laisser planer une ambiguïté sur sa position. Il ne s'agit pas de nier les problèmes qui existent au sein de la société et de l'appareil d'État cubain. Ceux-ci s'expliquent avant tout par l'isolement de la révolution cubaine et par l'absence d'un véritable contrôle démocratique des travailleurs sur l'économie et l'État. Mais dans le conflit qui oppose l'impérialisme américain à Cuba, nous sommes aux côtés de Cuba.

L'importance de la théorie

Notre lutte contre le capitalisme doit être menée sur plusieurs plans. Nous devons défendre les intérêts économiques et sociaux des travailleurs, combattre les discriminations et les inégalités sexistes et racistes, défendre et étendre les droits démocratiques (par exemple la lutte pour les droits des « sans-papiers » et le droit de vote des étrangers). Il y a également les combats sur le plan électoral. Tous ces aspects de notre activité sont très importants. Mais il y a aussi la lutte idéologique, la lutte pour les idées, pour la théorie. Négliger cette lutte serait une grosse erreur. Elle est d'une importance absolument cruciale. Les idées du communisme et le PCF sont constamment attaqués par nos adversaires politiques et dans les médias. Nos réponses à cette offensive idéologique manquent de clarté, et le parti en a beaucoup souffert.

À titre d'exemple, prenons la question de l'URSS. Parmi tous les arguments qu'utilisent les défenseurs du capitalisme, lorsqu'ils cherchent à discréditer le communisme, l'expérience de l'URSS est certainement le plus puissant. La dictature et la bureaucratie sont présentées comme un phénomène inhérent au socialisme et une conséquence inéluctable de l'abolition de la propriété capitaliste. Il y va, nous dit-on, de la « nature humaine » ! Cette propagande vise à discréditer la révolution de 1917 et les idées révolutionnaires en général. Elle a marqué les esprits à une échelle massive. Nous l'entendons tout le temps. Certes, après avoir détruit l'ancien régime, après avoir lutté pour défendre la révolution contre ses ennemis, les révolutionnaires russes n'ont pas pu empêcher la dégénérescence bureaucratique de l'État soviétique. Mais cela signifie-t-il que cette révolution n'a rien à nous apprendre ? Est-ce qu'elle ne recèle pas, comme toutes les révolutions du passé – victorieuses ou vaincues –, de précieux enseignements pour tous ceux qui, à notre époque, aspirent à changer la société ? Et si oui, lesquels ? Quelles sont les causes profondes de la dégénérescence de l'URSS ? La direction nationale du parti n'apporte aucune réponse solide à ces questions - ni à des dizaines d'autres du même ordre. Et on peut difficilement éviter l'impression qu'elle ne se les pose même pas. Tant que cette situation perdure, le PCF ne convaincra jamais la jeunesse que le communisme ne porte pas en lui le germe du totalitarisme.

Nous avons pris la question de l'URSS comme un exemple parmi d'autres de l'importance de la théorie. Mais les jeunes et les travailleurs

qui s'opposent au capitalisme s'intéressent à de très nombreuses questions politiques, historiques et philosophiques. Le PCF doit s'efforcer de répondre à leurs interrogations et attentes. Quelles sont nos idées sur l'évolution de la Chine ? Que pensons-nous de la théorie marxiste de l'État, du matérialisme dialectique, de la théorie économique de Marx ? Quelles sont, selon nous, les perspectives pour Cuba ou pour la révolution vénézuélienne ? Sans une attitude sérieuse envers les questions de théorie et de perspectives, il ne sera pas possible d'assurer le développement du parti authentiquement révolutionnaire dont nous avons besoin.

La formation des adhérents

Au cours de la dernière période, le parti a réalisé des progrès importants en ce qui concerne l'organisation de stages de formation. Mais il faut aller plus loin. Les stages de formation sont un lieu de partage d'expérience et de savoir. Comme dans les réunions de cellule ou de section, des points de vue différents peuvent se manifester sur les différents sujets abordés, mais ceci ne fait qu'enrichir le contenu des formations, dès lors qu'ils sont débattus de façon fraternelle et constructive.

L'essentiel, c'est que les questions de théorie économique, de philosophie, d'histoire ou d'actualité nationale et internationale soient davantage étudiées et discutées entre membres du parti. Des stages de formation réguliers peuvent y contribuer grandement. En particulier, il importe que les adhérents du parti connaissent les « classiques » fondateurs de la pensée marxiste, notamment de Marx et Engels. Les idées marxistes sont constamment attaquées et tournées en dérision par nos adversaires politiques. Une connaissance solide de ces idées nous permettrait d'y répondre concrètement. Pour nous, l'étude de la théorie n'est pas un exercice académique. Il n'y a pas d'action révolutionnaire sans théorie révolutionnaire.

On entend parfois des dirigeants du parti affirmer qu'il faut « réinventer » le communisme, sous prétexte que le monde a changé depuis l'époque de Marx. Il est évident que le monde a changé – et le marxisme n'est pas un dogme figé, une série de thèses valables en toutes circonstances et pour toute l'éternité. Il faut toujours partir de la réalité vivante, concrète, à laquelle nous sommes confrontés. Mais en comparant le monde actuel à celui de l'époque de Marx, nous ne voyons pas quels sont les changements concrets de l'ordre économique et social qui devraient nous pousser à renoncer à ce qui constituait alors l'axe central d'un programme communiste : l'expropriation des capitalistes et la planification démocratique de la production. Il suffit d'ouvrir le Manifeste du Parti communiste de Marx et Engels pour constater qu'ils y décrivent et anticipent admirablement les mécanismes fondamentaux du capitalisme actuel : concentration du capital, crises de surproduction cycliques, expansion du marché mondial (« mondialisation »), inégalités croissantes, poids social grandissant du salariat, permanence d'une large couche de chômeurs, etc. Par ailleurs, on constate que les tentatives de « réinvention » du communisme

ont systématiquement débouché sur des idées réformistes et pré-marxistes.

Renforcement organisationnel et démocratique

Si nous mettons l'accent sur les considérations d'ordre politique, stratégique et idéologique auxquelles le parti se trouve confronté, ceci n'enlève rien à l'importance cruciale de l'amélioration de nos structures et de notre fonctionnement interne. Chaque fois que les effectifs du parti le permettent, nous devons saisir l'occasion de rétablir les cellules du parti dans les localités. L'effondrement du nombre de cellules, pendant une certaine période, avait grandement contribué à l'affaiblissement de nos moyens d'action et de la participation active de nos camarades dans la vie du parti. Les cellules facilitent énormément l'enracinement du parti dans les milieux populaires.

Un autre chantier prioritaire est celui des sections (ou cellules) d'entreprise. Là aussi, dès que nous avons un groupe de camarades suffisamment nombreux sur un lieu de travail, il faut encourager la création d'une section d'entreprise. Le développement de ces sections permettrait de relier le parti plus directement avec les travailleurs sur leurs lieux de travail, de renforcer nos liens avec les organisations syndicales et, quand les circonstances le permettent, de mener des activités et campagnes politiques sur place. L'évolution du nombre de sections d'entreprise et des effectifs de ces dernières est un indicateur très important de l'enracinement social du parti dans le monde du travail. Le développement de cet aspect de notre travail militant doit figurer parmi les grandes priorités du parti.

Le renforcement organisationnel et militant du PCF est inconcevable sans une amélioration de sa démocratie interne. De manière générale, il est nécessaire de donner à nos structures « de base » – sections, sections d'entreprise, cellules – une emprise plus directe sur la composition et l'action des instances départementales et nationales, et d'améliorer en même temps les rapports avec les élus. Personne ne peut ignorer que, de manière générale, les rapports entre les structures de base et les différentes instances dirigeantes sont souvent une source de frustration et de malaise au sein du parti.

Le système en vigueur fait que les adhérents dans les sections ne peuvent influencer que de façon très aléatoire sur la composition, la politique et l'activité des conseils départementaux. La situation n'est pas la même selon les départements, mais parfois les communistes ressentent une « déconnexion » entre les sections et les instances fédérales. En outre, la coordination entre le travail des Exécutifs départementaux et celui des Conseils départementaux est parfois défailante, ce qui pourrait expliquer en partie des taux d'absentéisme trop élevés dans les Conseils départementaux, donnant une impression de désinvolture. Or, les directions départementales devraient être en première ligne de la mobilisation politique et de la construction du parti, en concertation avec les sections et cellules.

Des remarques du même ordre peuvent être

formulées à l'égard du Conseil National. Le mode d'élection de cette instance manque de transparence. En effet, le CN est élu par les délégués au congrès national, mais les délégations au congrès sont de facto décidées par les directions départementales sortantes, de sorte que la composition du congrès ne reflète pas la diversité politique qui existe à la base du parti. En conséquence, les élections du CN ont tendance à reconduire très largement les camarades qui soutiennent les orientations de la direction sortante, et ce, malgré le système des « listes alternatives ». Pour que le congrès national et le CN reflètent mieux la diversité politique du parti – inévitable dans un grand parti et enrichissante, si elle donne lieu à des débats démocratiques et fraternels –, il faut que la désignation des délégations au congrès repose sur une procédure plus démocratique.

Au CN, le taux d'absentéisme est alarmant. De toute évidence, une proportion trop élevée de ses membres attachent plus d'importance au titre de « membre du CN » qu'aux responsabilités politiques que ce titre implique.

Le PCF compte des milliers d'élus dont beaucoup se battent pour notre cause de façon courageuse et désintéressée. Mais il arrive que des élus se laissent impressionner par le prestige et les avantages divers qui peuvent être attachés à leur fonction, au risque de perdre contact avec la base du parti. Le

PCF doit examiner les moyens de contrecarrer ce phénomène, de façon à ce que les adhérents du parti exercent dans tous les cas un contrôle effectif sur ses élus.

Toutes les carences du parti évoquées ci-dessus peuvent trouver une solution, à condition que les adhérents en comprennent les enjeux et s'efforcent de les résoudre. L'amélioration de la vie interne et démocratique du parti sera un facteur important pour accélérer sa croissance et le développement de son influence dans les années à venir.

Conclusion

Les médias capitalistes présentent le PCF comme un anachronisme, une survivance désuète du passé. Ils ne font que remplir leur mission : défendre les intérêts du système capitaliste, démoraliser ceux qui s'élèvent contre lui et qui osent lutter pour une société libérée de la loi du profit. Quant à nous, nous n'avons jamais accepté la thèse du « déclin historique » du PCF. C'est le système que nous combattons qui est en déclin. Le capitalisme n'offre plus à la société qu'une perspective de régression et de crise permanente. De grandes perspectives s'ouvrent devant le PCF dans les années à venir. Mais ce sont ces mêmes perspectives qui nous obligent à une évaluation critique et constructive de notre programme, de nos

idées, de notre stratégie et de notre fonctionnement interne. C'est ce que nous voulons faire en présentant ce texte.

Le désastre social et économique auquel le capitalisme aboutit nous place devant un énorme défi. Le PCF incarne une longue tradition de luttes et de résistances à l'oppression. Dans la conscience collective de plusieurs millions de travailleurs, il demeure une force et un allié dans la lutte contre les innombrables injustices et oppressions que leur inflige le capitalisme.

Le capitalisme refoule la société en arrière. Aucun ordre social ne peut continuer indéfiniment sur cette pente. De terribles colères s'accumulent. Il faut les mettre au service de projets grandioses. C'est la mission historique du Parti communiste Français. La tâche primordiale des communistes est de mettre le programme, la théorie et la pratique du parti en conformité avec les tâches révolutionnaires qui sont devant lui. Le Parti communiste peut et doit redevenir une puissante force sociale et politique, un parti révolutionnaire, dans son programme et dans son action. Mais pour cela, il est indispensable de renouer avec les idées du marxisme. Le socialisme n'est pas une utopie, mais une nécessité. Par un effort commun, faisons en sorte que notre parti soit à la hauteur des enjeux de notre époque et de la lutte pour libérer l'humanité de l'exploitation capitaliste.

UN PARTI RÉSOLUMENT COMMUNISTE DANS L’AFFRONTLEMENT DE CLASSE

SANS ABANDON, NI EFFACEMENT !

POURQUOI NOUS PRÉSENTONS UN TEXTE ALTERNATIF ? Prétendre humaniser la société sans rompre avec le capitalisme et l’exploitation de l’homme par l’homme est gravement illusoire.

**« L’ÉMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L’ŒUVRE
DES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES »** Karl Marx

UN PARTI RÉSOLUMENT COMMUNISTE DANS L’AFFRONTLEMENT DE CLASSE

Le Conseil national du PCF a adopté sa proposition de « base commune de discussion » pour le 36^e Congrès de notre parti. Ce texte est intitulé « Il est grand temps de rallumer les étoiles ».

Nous considérons qu’il n’est pas de nature à nourrir les débats cruciaux et nécessaires des communistes pour préparer la riposte à la politique programmée de super-austérité et, indissociablement, pour renforcer le Parti. A l’inverse, ce texte multiplie les diversions. Il esquive les problèmes internes principaux posés par les expériences de ces dernières années. Il se situe hors des conditions réelles de la lutte de classe dans la nouvelle étape de crise globale du capitalisme.

Nous rappelons que la direction, au mépris des statuts du Parti, n’a pas convoqué de congrès statutaire depuis 2008, c’est-à-dire dans la période où elle constituait le Front de gauche avec Jean-Luc Mélenchon, où se préparaient les échéances de 2012.

Les communistes doivent enfin pouvoir analyser le bilan de cette période et de ces choix dans toutes leurs contradictions. Nous estimons que le Parti, englobé dans le Front de gauche, s’est trouvé enfermé dans une perspective étroitement électorale et institutionnelle, qu’il est passé à côté des perspectives de rassemblement et de rupture qu’a porté la montée de grandes luttes comme celles pour les retraites, pour l’hôpital, La Poste, l’industrie...

Les communistes doivent pouvoir caractériser l’orientation globale de la politique de la « gauche » arrivée au pouvoir. La question ne peut pas être éludée. Elle traduit pour nous une simple alternance, comme on en a connu ces 30 dernières années dans tous les

pays de l’UE pour mieux poursuivre et compléter la politique au service du patronat et des possédants.

Il fallait évidemment battre Sarkozy pour ne laisser aucune légitimité à la poursuite de sa politique. Mais les illusions semées par le Front de gauche d’un changement possible avec le PS, par exemple d’une renégociation inimaginable des traités européens antipopulaires, sont aujourd’hui lourdes de conséquences. Vis-à-vis du gouvernement, faut-il adopter une posture de « soutien sans participation », d’« abstentions constructives » ? Nous ne le pensons pas dans l’état du rapport de forces et justement pour le faire progresser. Le vote des députés Front de gauche en faveur des « emplois d’avenir », nouvelle forme de précarisation des jeunes travailleurs, notamment des futurs enseignants, illustre cette mauvaise voie.

La nécessité de reconquérir les espaces de résistance et de souveraineté populaires acquis dans le cadre national s’exprime à nouveau dans la campagne contre le « TSCG ». Elle implique de reprendre les analyses et les combats internationalistes de toujours du PCF contre l’Europe supranationale du capital, contre sa force de frappe économique, l’euro. Comment le texte de la direction peut-il continuer à créer comme vérité l’illusion que les institutions de l’UE seraient réorientables, qu’il faudrait défendre l’euro ? Quel contresens alors que 64 % des Français se prononcent maintenant contre Maastricht, après les 55 % de 2005 contre le TCE !

Plus que jamais, l’affiliation du PCF au Parti de la gauche européenne, parrainé par la Commission eu-

ropéenne, doit pouvoir être remis en cause.

Sur un autre plan, la sortie de la France de la politique extérieure intégrée de l’UE – honteusement décorée du prix Nobel de la paix – la sortie de la France de l’OTAN, le retour de toutes les troupes mobilisées dans les guerres impérialistes, le désarmement nucléaire unilatéral sont des campagnes majeures à engager, dans la fidélité à l’histoire de notre parti.

Pour nous, la raison d’être du PCF est plus actuelle que jamais. Elle ne consiste pas à cultiver une fonction « tribunicienne », à suivre les déclamations populistes de tel ou tel leader, à canaliser la contestation populaire, à se fondre dans les institutions de la démocratie bourgeoise. Tout au contraire !

Devant les attentes des travailleurs, de couches de plus en plus larges de la population (qui se sont exprimées en partie, par défaut, dans le vote FdG), devant les grandes luttes qui se développent dans des catégories de plus en plus diverses, dans la jeunesse, communistes, nous avons la responsabilité historique de faire bien autre chose que le Front de gauche, parce que nous avons une perspective révolutionnaire, le socialisme.

Nous devons mesurer pleinement, au-delà des questions « sociétales », les dangers et les ressorts du recours par le capital à l’extrême-droite pour dévoyer la colère des exploités, notamment leur rejet de classe de l’UE. Nous devons mesurer toutes les conséquences, la gravité de l’effacement des positions et de l’organisation communistes.

Le concret, la recherche des positions et moyens de rassemblement pour commencer tout de suite à rompre avec la politique du capital est notre préoccupation première. Nous sommes convaincus que c’est celle des communistes. Le texte « Rallumer les étoiles » n’y répond pas, loin s’en faut.

Face à la casse programmée de l’industrie et de l’agriculture comment mobilisons-nous pour défendre les activités répondant aux besoins et les savoir faire, comment avançons-nous des perspectives de nationalisations sous contrôle populaire dans l’esprit de celles de 1945 ?

Face au projet de démantèlement du financement de la Sécurité sociale, contre les actifs et les retraités, comment défendons-nous de façon intransigeante la cotisation sociale, le salaire socialisé contre la propagande autour de

la baisse du coût du travail ?

Pour les salaires, avec l’augmentation du SMIC, pourquoi ne pas lancer une grande campagne pour le rétablissement de l’échelle mobile cassée par la gauche mitterrandienne en 1983 ?

Pour les services publics, refusons l’application des directives européennes de concurrence, obtenons par exemple, le retour de La Poste en établissement public. En 2009, Hollande l’avait même fait voter par le Conseil général de Corrèze !

Voilà autant de grandes initiatives nationales que l’on attend de notre parti !

Notre époque est marquée par les souffrances terribles qu’engendrent dans le travail, la vie, la société l’offensive globale du patronat et du capital contre les acquis sociaux et démocratiques. Elle est marquée aussi par un discrédit croissant du capitalisme et par la recherche renouvelée, pressante dans le monde du travail, dans le mouvement syndical, dans la jeunesse, d’une organisation politique pour résister, pour avancer un autre modèle de société, d’une organisation révolutionnaire.

Nous estimons qu’il est grand temps que les communistes réaffirment que cette organisation, c’est leur parti, le Parti communiste français. Le PCF l’est par ses fondamentaux théoriques, marxistes et léninistes, toujours aussi valides, par le point de repère fort, unique et décisif qu’il représente dans l’histoire de notre pays pour ceux qui ont intérêt à combattre le capitalisme, aussi par ce que ce qu’ont représenté le mouvement communiste international (pensons aux victoires anticolonialistes) et les expériences socialistes du xx^e siècle, dans leurs contradictions, que nous devons analyser de façon critique mais en communistes.

D’autres ont le droit de penser que la « matrice communiste » est périmée, que l’avenir est à une autre forme d’organisation politique. Dans une tribune à Libération, le 15 août, Pierre Laurent juge que les clivages de la première moitié du xx^e siècle entre socialistes et communistes n’ont plus lieu d’être et invite donc à un congrès de Tours à l’envers. Pour nous, c’est un contresens.

Mais tout doit se faire dans la clarté. Le Front de gauche succède aux précédentes tentatives de transformations réformistes du PCF et de recomposition politique depuis la « mutation » des années 90, en passant par les « collec-

tifs antilibéraux », jusqu’à la remise en cause même de l’existence du Parti par la direction, ce qu’ont massivement repoussé les communistes en 2007.

Ceux qui veulent créer un nouveau parti, qu’il s’appelle « Front de gauche » ou autrement, ont le droit de le faire, comme cela se produit dans d’autres pays sous la houlette du PGE. Mais les statuts du PCF doivent interdire toute double-appartenance.

Nous faisons partie des communistes qui n’accepteront pas la mise sous tutelle du PCF, supplanté à tous les niveaux par une organisation informelle de « gauche », essentiellement différente du parti de classe et de masse que le PCF doit redevenir.

Même en termes d’alliance électorale, le FdG n’a abouti qu’à la perte de la moitié des élus PCF régionaux et à la réduction à 7 des députés communistes. Sur ce plan également, le FdG e correspond pas aux objectifs d’unité et de rassemblement recherchés par les communistes.

Pour toutes ces raisons, avec nos convictions de communistes, nous prenons la responsabilité, à la suite de centaines d’échanges avec des camarades de toutes les fédérations du PCF de France, notamment à la Fête de l’Humanité, de produire un texte alternatif pour le 36^e congrès, avec pour but d’abord de poser les questions essentielles manquantes, ensuite d’affirmer d’autres perspectives que celles de la poursuite de l’effacement du PCF, de ses positions et de son organisation.

Ce texte se situera dans la continuité des textes « Remettons le PCF sur les rails de la lutte de classe », « Faire vivre et renforcer le PCF », « plus que jamais, face au capital, notre peuple a besoin du PCF » déposés aux 33^e, 34^e et 35^e congrès.

Nous appelons les communistes, toutes celles et tous ceux qui partagent notre volonté de renforcer notre parti à prendre contact avec nous.

Un parti résolument communiste dans l’affrontement de classe

Sans abandon, ni effacement !

Oui, il y a et il y aura des révolutionnaires conséquents dans notre pays et ils sont et seront communistes !

1 « CRISE » DU CAPITALISME : LA DESTRUCTION DU DROIT DES PEUPLES ET DES ACQUIS DES TRAVAILLEURS EST LARGEMENT ENGAGÉE

De « crise » en « crise » : le capitalisme s’accapare les richesses produites et appauvrit les peuples.

Au niveau mondial. A l’automne 2008 éclatait la « crise financière ». Elle suivait la « crise des « subprimes » et la faillite de la banque Leh-

man Brothers aux Etats-Unis. Les économies des principales puissances capitalistes (Etats-Unis, Europe, Japon...) ont connu en 2009 une récession d’une gravité souvent inédite depuis 1945. Ce mouvement de repli continue depuis. Cette crise ne résulte pas des excès du capitalisme, du « néolibéralisme », c’est la crise du

capitalisme lui-même. L’affaiblissement, puis la disparition du contrepoids que représentait, dans le rapport de classe mondial, l’existence de l’URSS et des pays socialistes d’Europe de l’est laissent apparaître la logique de ce système dans toute sa brutalité. Notamment en Europe de l’ouest, la période du « compromis

social » héritée de la fin de la deuxième guerre mondiale est révolue. On nous explique sur tous les tons et dans tous les pays qu'à l'heure de la mondialisation, il faut faire des sacrifices.

L'idéal du capitalisme, c'est le retour au XIX^e siècle d'avant les conquêtes ouvrières. Un siècle de misère et de domination, de révoltes populaires réprimées, face à des profits immenses et le développement des fortunes de la bourgeoisie.

La réalité du capitalisme, aujourd'hui comme hier, c'est la recherche du profit maximal confrontée à la baisse tendancielle du taux de profit. Ce qui est décrit comme la financiarisation de l'économie, l'explosion de la dette privée, notamment dans les pays anglo-saxons, puis de la dette publique est un instrument pour renforcer l'exploitation du travail.

Dans la période, la nouvelle étape de la mondialisation du capitalisme continue de se caractériser par une extension géographique du système, par une mise en concurrence accrue des travailleurs des différents pays, toujours par une âpre lutte, entre puissances capitalistes et multinationales, pour le contrôle des richesses naturelles et des marchés.

La crise est inhérente au système. Le capitalisme sait utiliser sa propre crise pour renforcer sa domination en l'absence d'un mouvement révolutionnaire suffisamment fort.

On assiste ainsi à un affrontement terrible entre le capital et le travail, à l'échelle planétaire, les uns pour maintenir et accroître leur taux de profit, les autres pour s'assurer des conditions d'existence décentes. Les gouvernements au service du capital entreprennent d'accélérer et d'aggraver brutalement, à la faveur de la crise, toutes leurs politiques antisociales qui sont pourtant à l'origine de la crise. Les mêmes recettes s'appliquent dans tous les pays, notamment en Europe, où tous les acquis sociaux et démocratiques des peuples sont attaqués.

La Grèce a servi de véritable cobaye, puis l'Italie, le Portugal, l'Espagne et maintenant la France depuis l'adoption du TSCG sont en passe d'être sous la tutelle de l'Europe et des marchés.

De concert, la finance internationale, les gouvernements, l'UE, le FMI, les « agences de notation » auxquelles le système donne une importance factice, veulent faire un exemple de recul social rapide, d'écrasement d'un peuple et de sa résistance. Les sacrifices exigés aux travailleurs, aux retraités, aux jeunes grecs rejoignent toutes les mesures annoncées par les gouvernements de tous les pays d'Europe (de droite comme de « gauche ») et les dirigeants de l'UE : recul de l'âge de légal de départ à la retraite, attaques contre les droits sociaux, les salaires, contre les services publics, la santé, l'éducation...

Ils sont dans le droit fil de la stratégie du traité européen de Lisbonne. Au nom de la « concurrence libre et non faussée », de la recherche de « compétitivité », l'UE sert de prétexte et d'instrument aux gouvernements nationaux en vue d'augmenter le profit capitaliste, par le ren-

forcement de l'exploitation des travailleurs et par l'extension du marché capitaliste à tous les domaines qui lui échappent, services publics, protection sociale.

Ils sont dans le droit fil de la stratégie du Traité européen de Lisbonne. Au nom de la « concurrence libre et non faussée », de la recherche de « compétitivité », l'UE sert de prétexte et d'instrument aux gouvernements nationaux en vue d'augmenter le profit capitaliste, par le renforcement de l'exploitation des travailleurs et par l'extension du marché capitaliste à tous les domaines qui lui échappent, services publics, protection sociale.

La menace sur la paix mondiale que fait peser le capitalisme ne doit pas être éludée de nos préoccupations premières.

La Palestine, Israël et l'ensemble du Proche-Orient continuent en particulier d'être un lieu de polarisation des tensions. Malgré la politique agressive d'Israël, notamment en termes de colonisation, et d'actes de guerre contre la Palestine (Gaza) mais également l'Iran, le soutien des Etats-Unis d'Obama ne se dément pas. Notre solidarité avec le peuple palestinien et les Israéliens qui sont en faveur d'une paix juste et durable est plus que jamais d'actualité.

Partout dans le monde, et singulièrement au Proche-Orient, les enjeux pétroliers et gaziers sont évidents et à l'origine des conflits, des agressions et des manœuvres impérialistes. Les opérations militaires menées par la France de Sarkozy et la Grande-Bretagne en Libye ont abouti à établir dans ce pays un régime islamiste, désormais inféodé aux puissances capitalistes et au pillage de ses ressources en devises et en pétrole. En Syrie, les aspirations populaires légitimes – revendications sociales, démocratiques – ont été utilisées et détournées par les puissances impérialistes (en particulier l'OTAN via les Etats-Unis, la Turquie et les pétro-monarchies du Golfe, Arabie Saoudite et Qatar en tête) pour fomenter une guerre civile, en finançant et en armant des groupes islamistes, notamment étrangers, sur le modèle qui avait été expérimenté alors en Afghanistan dans les années 80. Les menaces d'agression militaire sur l'Iran se font aussi pressantes ces derniers mois.

Le risque est très grand d'un conflit qui se propagerait à tout le Proche-Orient, voire d'un embrasement généralisé. Dans ce contexte, la France, au lieu de poursuivre la politique étrangère de Juppé et de Sarkozy devrait prendre des initiatives fortes en faveur de la paix, du dialogue entre les peuples, du désarmement, notamment nucléaire.

Plus que jamais, notre parti exige la fermeture des bases militaires à l'étranger, la sortie de la France de l'OTAN, de toute forme de défense « européenne » et manifeste son soutien au peuple palestinien et à tous les peuples victimes des agressions impérialistes.

Les communistes dans le monde coopèrent et s'organisent

Nous devons organiser et renforcer les coopérations avec les partis communistes et mouve-

ments ouvriers en lutte dans différents pays.

Des économies dites « émergentes » semblent échapper à la crise, en premier lieu la Chine, devenue en 2009 la deuxième économie capitaliste du monde.

Le développement économique de la Chine, gouvernée par un parti qui porte le nom de communiste, sur les bases d'acquis du socialisme mais clairement suivant un mode de production capitaliste, doit être un sujet d'étude prioritaire pour notre parti.

La persistance et la montée de résistances, au nom du socialisme, notamment en Amérique latine, à la domination du capitalisme mondialisé doit continuer de susciter notre intérêt et notre soutien. Notre solidarité avec le peuple cubain doit en particulier se renforcer, alors que la présidence Obama n'a pas modifié l'hostilité des Etats-Unis à son égard.

La progression significative des communistes au Venezuela, alliés de la révolution bolivarienne, est un signe d'espoir : le PCV devient la deuxième force de gauche tout en restant résolument révolutionnaire. Au Chili, après avoir conduit la révolte étudiante en 2011, les communistes voient une des leurs, Barbara Figuero, prendre la direction du syndicat unitaire et réaffirmer une ligne de classe.

La liste serait encore longue pour montrer que le capitalisme mondial, même si le rapport des forces est largement en sa faveur, se trouve confronté, de plus en plus à des résistances conscientes et organisées : Outre l'Amérique latine, on peut noter des mouvements marxistes très importants en Inde, le Parti communiste russe se renforce comme deuxième force politique du pays, de nombreuses villes sont gagnées par le Parti communiste brésilien, le Parti communiste japonais est lui aussi en progression constante, etc.

En Europe, enfin, nous saluons le courage de la lutte engagée par le KKE, Parti communiste grec, seul véritable rempart à la mise sous tutelle par les capitalistes de la Grèce. Par ailleurs, l'influence de nos camarades au Portugal, en Tchèque, en Ukraine et dans plusieurs autres pays est en progrès, ce qui est un formidable encouragement pour les peuples et pour tous les communistes dans l'Europe capitaliste.

En France. Le capitalisme français se sert de la crise pour accélérer sa restructuration dans le cadre de la mondialisation capitaliste.

Le contraste est saisissant entre le quasi maintien des profits des entreprises du CAC 40 en 2012 (après 74 milliards d'€ en 2011), l'augmentation des dividendes servis à leurs actionnaires (plus de 38 milliards d'euros prévus pour 2012) et la liquidation continue de centaines de milliers d'emplois, tant dans le secteur industriel que celui des services.

★ 160 000 postes de fonctionnaires de l'Etat non remplacés depuis 2007 (hors suppression d'emploi à La Poste de l'ordre de 60 000 depuis 2002), 185 000 postes disparus depuis 2003.

★ 100 000 emplois industriels ont disparu entre 2009 et 2011.

Depuis plusieurs mois, la hausse du chômage est continue, et les créations d'emplois sont de plus en plus des « sous-emploi », des contrats précaires avec des salaires qui ne permettent pas de s'en sortir. Le nombre de travailleurs pauvres explose. En outre, le patronat met une pression considérable, à l'occasion notamment du « débat » sur la « compétitivité » pour en finir avec le CDI et le Code du travail.

La stratégie du capitalisme pour la France, c'est le déclin des activités productives répondant aux besoins, en premier lieu industrielles.

En 15 ans, la part des produits manufacturés importés est passée de 29 à 46 %. Le commerce extérieur voit son déficit se creuser chaque année un peu plus, à près de 70 milliards d'euros en 2011.

Les choix des patrons de l'industrie automobile illustrent dramatiquement l'emballage de ce processus. La balance commerciale de la France en biens automobiles est passée d'un excédent de 12,3 milliards d'euros en 2004 à un déficit de 4,7 milliards d'euros en 2009. Malgré, ou avec, la coûteuse prime à la casse et le plan de renflouement de la trésorerie de Renault et PSA, 54.000 emplois ont été détruits en 2009 chez les constructeurs et les équipementiers français qui sont les premiers à délocaliser leurs productions. 8 000 postes sont supprimés à partir de cette année à PSA et l'usine d'Aulnay-sous-Bois va fermer.

Les grandes entreprises accentuent leur choix de l'internationalisation, le capitalisme français choisit globalement celui de la financiarisation, mouvement qui reflète la course au taux de profit maximal à court terme par une délocalisation de la création de plus-value.

L'illusion entretenue par le pouvoir que des activités de pointe, de haute technologie, pourraient échapper à la concurrence mondialisée est contredite par les faits.

Les banques sont les premiers acteurs de ce mouvement. La crise, le débâlage de milliards d'euros de pertes, a fait apparaître au plus grand nombre comment elles ont pu développer ce rôle grâce aux privatisations et aux déréglementations. Le pouvoir a alors consacré des dizaines de milliards d'euros pour leur permettre de continuer.

Dans le même temps, des groupes financiers, des fonds de pension étrangers continuent de s'emparer du capital d'entreprises françaises dans le même objectif dévastateur (fusion, reprise...). L'éloignement des centres de décision stratégiques affaiblit la position des salariés et permet au gouvernement de se défaire plus facilement de ses responsabilités.

La pression sur les conditions de travail et de rémunération des travailleurs en France s'accroît durement.

Le mouvement de filialisation et d'externalisation se poursuit. Une grande partie des PME ne sont en fait que des sous-traitants dépendant d'un seul ou de quelques donneurs d'ordre. Les

bas salaires, la précarité, les difficultés d'organisation des salariés dans ces petites structures permettent une exploitation plus forte, le partage à la délocalisation. Elles permettent aussi de capter plus facilement des aides publiques alimentant en définitive les profits des grandes entreprises et les dividendes des actionnaires.

Aujourd'hui, le capital et le MEDEF voient leur principal espace de développement sur le territoire national dans la prédation des activités qui échappent encore, totalement ou partiellement, à la loi du marché (services publics) et dans la captation des grands monopoles publics, financés par la Nation, ou de leurs activités (transports, énergie, communication...) pour en faire des multinationales capitalistes.

Toutes ces évolutions du capitalisme sont directement soutenues par l'Etat malgré son léger vernis « social-libéral ». A bien des titres, nous sommes amenés à revisiter nos théories élaborées sur le Capitalisme monopoliste d'Etat.

L'avenir de l'économie nationale est dangereusement compromis. L'accélération de la désindustrialisation, sous les coups du libre-échangeisme et des délocalisations, menace des filières entières. La PAC, demain sa réforme, n'en finit plus d'étrangler les petites et moyennes exploitations agricoles, pendant que Bruxelles condamne à disparaître la plus grande partie de la pêche.

Les bases du développement du pays sont attaquées avec la marchandisation et la privatisation des grands services publics, y compris la santé, l'éducation, l'enseignement supérieur et la recherche.

Le sous emploi, la baisse du pouvoir d'achat des salaires et des retraites, sapent également les conditions d'une croissance saine, basée sur la réponse aux besoins.

Une vie plus dure pour le plus grand nombre

Pour Marx, la paupérisation revêt deux formes différentes : la paupérisation relative et la paupérisation absolue. La première est le résultat de l'accroissement de productivité dans les industries produisant les biens de consommation ouvrière : la valeur de la force de travail s'en trouve diminuée et donc le taux de salaire (sans que la condition du salarié s'en ressente) pendant que le taux de profit est accru. Le « salaire relatif », la « position sociale relative » du salarié s'abaisse donc comparée à celle du capitaliste (Salaires, prix et profits). Quant à la paupérisation absolue, c'est le résultat de la loi d'accumulation du capital. Celle-ci accroît la division du travail et étend la prolétarianisation (petits paysans, artisans, commerçants). L'accroissement des forces productives lié à la valorisation du capital ne cesse d'étendre l'emprise de celui-ci et de rendre de plus en plus pénibles ou misérables les conditions de travail (et même les conditions d'existence) du salarié (*Le Capital*, I, VII, xxv).

Nous y sommes toujours aujourd'hui !

La dégradation du niveau de vie, la paupérisa-

tion de franges très larges du monde du travail, des retraités, des jeunes s'accroissent très rapidement.

15 millions de foyers terminent le mois avec moins de 100 €. De plus en plus de ménages, y compris de salariés, sont confrontés à des difficultés pour faire face aux dépenses les plus quotidiennes, aux coupures d'électricité ou de gaz, aux impayés de loyer. Plus de la moitié ne part pas en vacances.

Les statistiques, même officielles, l'observent. Entre 1975 et 2008, la part des revenus du travail dans la richesse nationale est passée de 70 à 58%. Une étude de l'INSEE démontre que les revenus salariaux des ménages sont retombés au niveau de la fin des années 70. Les retraites ont perdu 20 % de pouvoir d'achat depuis la « réforme » Balladur de 1993.

Des territoires entiers tendent à devenir des zones de relégation et de sous-développement relatif.

Cette situation est directement liée à l'accentuation de l'exploitation capitaliste et aux choix politiques du pouvoir.

La crise a amené encore une augmentation du chômage. Plus de 8 millions de salariés sont touchés, bien au-delà des chiffres officiels, par une forme de chômage. Plus de 600 000 chômeurs ne touchent ni allocations, ni minima sociaux. Près d'un million et demi de se retrouvent sans aucune indemnité.

La pression sur les salaires directs, au nom de la compétitivité ou de la dette publique, est maximale. Salaires, traitements et pensions progressent officiellement moins vite que l'inflation. Le SMIC stagne.

L'augmentation rapide des prix des biens et services de première nécessité, l'envolée des tarifs suite aux privatisations atteignent le pouvoir d'achat. Les attaques contre la Sécurité sociale et son financement par les cotisations sociales entraînent des remboursements de soins, des hausses des mutuelles...

Les attaques sur les droits du travail affaiblissent la position des salariés dans l'entreprise. L'aggravation de l'exploitation se manifeste aussi par la dégradation des conditions de travail, les atteintes à la santé au travail.

Notre action politique doit absolument prendre mieux en compte cette évolution, chercher davantage à donner à la souffrance et à la colère croissantes une expression, des possibilités d'action et un débouché politique, bien au-delà d'un discours compassionnel et de la « fonction tribunicienne » à laquelle on voudrait cantonner notre parti dans la « gauche ».

Nous devons agir et nous organiser pour que notre parti construise les perspectives politiques de rupture avec le capitalisme, en lien constant et dans le prolongement des luttes.

Il s'agit bien là de la responsabilité et du rôle historiques du PCF, qui est plus actuel que jamais.

2 FACE À LA POLITIQUE DU NOUVEAU GOUVERNEMENT : S'OPPOSER, RASSEMBLER SUR DES POSITIONS DE RUPTURE

Aujourd'hui, on se demande qui peut bien nourrir encore des illusions sur un changement de cap, même modeste, avec l'arrivée de la gauche au pouvoir.

Les 20 milliards d'euros d'aides publiques nouvelles au patronat, par an, annoncés à la suite de la publication du rapport Gallois, dépassent en montant toute mesure particulière de l'équipe Sarkozy-Fillon.

Pour les financer, Jean-Marc Ayrault annonce une augmentation de l'impôt le plus injuste, la TVA, exactement celui auquel Sarkozy voulait recourir. On avait bien noté aussi que le nouveau gouvernement s'est bien gardé de remettre en cause l'augmentation du taux intermédiaire de Fillon.

Seul l'emballage des mauvais coups au monde du travail a changé. A l'arrogance de son prédécesseur, François Hollande a substitué la présidence lénifiante.

Le nouveau gouvernement fait preuve d'un amateurisme que raille la droite. Celle-ci est largement remise en selle sans que soit pour autant contrée la poussée du Front national.

Déjà pendant la campagne électorale, Hollande et le PS avaient fait attention de ne mettre qu'une austérité « équitable », au nom de la gravité de la « crise » et des engagements européens. Aujourd'hui, tout est mis en scène pour montrer l'impuissance à « gauche ».

Le nouveau secrétaire du PS, Harlem Désir résume en conclusion de son discours d'avènement les priorités de l'engagement à gauche du gouvernement : le non-cumul des mandats électifs, le serpent de mer du droit de vote aux étrangers, le mariage pour tous.

L'économie, ils n'y peuvent rien. Ayrault fait une vraie-fausse sortie sur une remise en cause des 35 heures. C'est habile. Cela permet de multiplier les déclamations sur le cœur que l'on ne touchera pas, malgré la crise, malgré la droite, à ce « marqueur » de gauche (la retraite à 60 ans, elle, est bien enterrée).

Pour notre part, nous n'oublions pas que les soi-disant « 35 heures » de Mme Aubry, contre un avantage limité pour une partie des salariés, a offert au patronat un premier « choc de compétitivité » : flexibilité généralisée et 22 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales ! Aucun économiste bourgeois n'ose avancer un chiffre sur le nombre de créations d'emplois

qu'elles auraient permises. Là aussi, ça en dit long sur les annonces actuelles de Ayrault.

Le gouvernement est quand même allé chercher les conseils d'un « patron de gauche », M. Gallois, celui du plan antisocial « Power 8 » à EADS en 2009, faussement impartial, tel un Mario Monti à la française.

Il reste malgré tout une différence entre la gauche et la droite dans ce schéma de l'alternance que nous connaissons en France comme dans les autres pays. Les rôles sont répartis. Là où la droite détruit les prestations de la Sécurité sociale, la gauche sape son financement solidaire, « assouplit » les règles du marché du travail.

Là où la droite s'attaque frontalement à l'éducation nationale, la gauche marchandise discrètement les transports, etc. Le tout de concert avec l'UE du capital.

Face à cette politique, il y a trois attitudes possibles « à gauche ». Les deux premières sont celles du Front de gauche. La troisième doit être celle du PCF.

La première, c'est l'incantation, la prétendue « indignation » : c'est vociférer comme l'a fait et le refait Mélenchon, après s'être mis en sourdine le temps de l'élection de Hollande et des négociations électorales avec ses anciens camarades. On canalise, à « gauche », la colère, dans le vague et le flou de l'absence de programme concret de rupture.

La deuxième, parfaitement compatible avec la première, c'est de prétendre « tirer à gauche » le PS avec des propositions plus réformistes que lui.

Le programme du Front de gauche, « l'Humain d'abord » a cette philosophie.

Demander la création de « pôles publics », aux compétences extraordinaires, permet de s'exonérer de la défense des services publics nationalisés ou municipalisés, des monopoles publics.

Faire des équations incompréhensibles pour la modulation des aides publiques et des cotisations sociales patronales, selon les politiques d'emploi des entreprises, c'est rentrer, malgré soi, dans le dogme de la baisse du coût du travail.

Prétendre que le Pacte budgétaire européen aurait dû être renégocié, « comme l'avait promis Hollande », c'est reconnaître sa validité, celle des traités et directives, malgré leur totale

illégitimité depuis le référendum de 2005.

Le gouvernement et le rapport Gallois laissent une porte ouverte à ce réformisme en associant les syndicats à leur politique, en proposant l'entrée de représentants des salariés dans les conseils d'administration des grandes entreprises, suivant la cogestion à l'allemande.

Le troisième choix, ce doit être le choix des communistes. Il s'agit de mettre en avant, de mobiliser et rassembler, à partir du puissant mouvement de contestation et des luttes, sur des choix de rupture.

Les millions qui ont participé à la « votation pour la Poste » en 2009, plutôt qu'être renvoyés à une perspective électoraliste, auraient dû et peuvent constituer une force pour remettre en cause la privatisation, la mise en concurrence du courrier et l'application en France des directives européennes.

Les millions de salariés, de retraités, de jeunes qui ont manifesté pour défendre la retraite ne se sont pas heurtés à la « surdité de Sarkozy ». Ils constituaient une force, n'en déplaise aux dirigeants du Front de gauche, pour obtenir le retrait de la loi Woerth et le retour aux 37,5 annuités de cotisation. Ils constituent aujourd'hui une force, si les communistes le mettent en avant, pour refuser de façon intransigeante toute remise en cause du financement de toutes les branches de la Sécurité sociale par la cotisation sociale, pour en finir avec les allègements qui vont dans les poches des actionnaires.

Face à la casse de l'appareil industriel, un rapport de force existe pour s'emparer des pouvoirs, c'est-à-dire gagner une propriété publique, démocratique, nationaliser. Le scandale des milliards d'euros d'aide publique, l'importance de secteurs comme l'automobile, la sidérurgie, la pharmacie, l'énergie, l'alimentation, la production agricole appellent des mobilisations à cette hauteur.

Et sur l'Europe, si l'on considère que le TSCG, resucée des critères de Maastricht, remet en cause de façon inacceptable la souveraineté populaire, comment ne pas poser la question de la sortie de la France de l'euro, de la reconquête d'un pouvoir national sur une donnée économique essentielle, la monnaie, donc de l'abandon de l'euro ?

Voilà les choix de rupture dont les communistes doivent discuter et qu'ils doivent et peuvent largement partager !

toujours sous la tutelle militaire de l'OTAN et de l'impérialisme américain.

Pour les peuples, après vingt ans de politiques européennes avec plus d'intégration fédéraliste, la monnaie unique, l'accentuation des po-

litiques de libéralisation, de privatisation, d'ouverture à la concurrence, « l'Europe sociale » a fait long feu et le « mythe » est en train de s'effondrer.

Pour les peuples, le mythe européen, celui de l'Europe « qui protège, qui unit » se heurte à la réalité, celle des souffrances quotidiennes du monde du travail soumis à une mise en concurrence des travailleurs des différents pays entre eux. Malgré des campagnes idéologiques incessantes, à tous les niveaux, avec des fonds publics, notamment en direction de la jeunesse, et ce, sans se soucier de la laïcité, pour tenter de forger un nationalisme ou une « identité » européens, ces dirigeants échouent et sont confrontés à des résistances populaires.

Les politiques mises en œuvre depuis plus de 20 ans ont abouti à faire de l'Union Européenne une zone de chômage de masse (25% en Espagne et en Grèce), où la pauvreté et la misère s'accroissent chaque jour, où les salaires, les pensions et les droits des travailleurs sont attaqués constamment par le capital.

Quotidiennement, Les missi dominici de l'UE et du FMI se rendent partout pour dicter leurs instructions aux dirigeants politiques locaux, de droite ou sociaux-démocrates, pour définir les modalités des prétendues « aides » qu'ils recevront en retour. « L'aide » de l'UE, de la BCE et du FMI à un pays, semblable à ces plans d'ajustement structurels qui affament les pays du Sud depuis des décennies, c'est la corde vendue – à crédit, et avec des intérêts élevés – au pendu !

Ces institutions sont clairement au service des intérêts du capital, en liaison avec les grands groupes capitalistes, et des dirigeants interchangeables, tantôt politiciens dans les partis du consensus, tantôt banquiers d'affaires ou recasés dans des grands groupes : c'est cela l'oligarchie européenne qui nous dirige, nous ne pouvons rien en attendre de positif.

Vingt ans après Maastricht, le rejet populaire des politiques menées par l'UE est de plus en plus net, notamment dans notre pays. C'est ce qu'indiquent de nombreux sondages. Ce rejet, comme ces résistances unissent de plus en plus fortement les peuples, après les victoires du NON aux référendums de 2005 en France et aux Pays-Bas, comme aujourd'hui, avec les luttes qui se développent dans tous les pays.

Les peuples identifient de plus en plus l'UE comme une source de recul économique et social et de souffrances. Les tenants de l'UE du capital tentent quant à eux de canaliser et de détourner la colère populaire, en assurant la promotion des partis nationalistes ou xénophobes. Ils préfèrent que les peuples se divisent entre eux. Ce que redoutent par dessus tout les capitalistes, ce sont des luttes puissantes qui remettent en cause leur domination.

Communistes, il est de notre responsabilité, en France, de ne pas laisser faire, de résister et de travailler à la convergence des résistances populaires, de rassembler en identifiant les responsables : le Capital et les formations politiques qui sont à son service.

La situation présente nous amène, avec encore plus d'urgence, à redéfinir et à porter des orientations en rupture claire avec l'UE et ses politiques, sous peine d'être en porte-à-faux avec les aspirations de notre peuple.

L'UE souffre d'un déficit croissant de légitimité. C'est tant mieux ! Elle n'est pas réformable. Ce discrédit est un point d'appui pour mettre en échec les politiques menées en son nom dans l'intérêt du capital.

La coopération entre les peuples ne se fera pas dans le cadre de l'UE. L'UE, mais aussi la BCE et l'ensemble de ses institutions sont conçues pour imposer un niveau supranational où les trusts sont tout puissants mais sur lequel les peuples n'ont aucune prise. Affirmons clairement que « l'UE sociale » est un leurre !

L'euro avec la BCE, seule politique européenne réellement intégrée, fait la preuve de sa nocivité pour le développement économique des pays. Notre proposition d'établissement d'une monnaie commune, outil de coopération monétaire pour les échanges internationaux, contre la spéculation et pour une politique du crédit, reprend toute son actualité. Elle signifierait le rétablissement des monnaies nationales et la fin de l'euro.

Pour agir et rassembler : une analyse communiste claire sur l'Europe

Notre parti s'est opposé de longue date à l'Europe supranationale du capital, depuis le Traité de Rome, jusqu'à ceux de Maastricht en 1992, d'Amsterdam en 1998, en passant par l'Acte unique de 1986. Ces positions, fortement ancrées dans le Parti et le pays, ont alimenté l'action décisive des communistes dans le rejet par notre peuple en 2005 du projet de constitution européenne. Elles rentrent clairement en convergence avec l'expérience vécue des peuples, celle des différentes vagues de restructurations industrielles (sidérurgie, mines...), de la casse de l'agriculture via la PAC, du recul démocratique et de la remise en cause constante de la souveraineté populaire et du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

Après 1997, la direction de notre parti a opéré un virage appelé alors « euroconstructif ». Le gouvernement de la gauche plurielle venait d'approuver le Traité d'Amsterdam et allait signer les conclusions du sommet de Barcelone. Ce revirement a amené la direction du PCF à abandonner progressivement la défense de la souveraineté nationale et à envisager une réforme de l'UE, allant dans le sens de « l'Europe sociale ».

Nous pensons que ce fut une grave erreur, lourde de conséquences. Sur ce plan là aussi, il est plus que temps d'en finir avec les funestes erreurs de la « mutation », chère à Robert Hue.

Ce qui se passe aujourd'hui, en France comme en Europe nous donne raison : Dans le cadre de l'Union Européenne, « l'Europe sociale » s'avère être un mirage, une illusion, quand quotidiennement, ce sont à de terribles mesures d'austérité, violemment antisociales, que

les peuples sont confrontés – baisse de salaires et des pensions, augmentation de la durée du travail, recul de l'âge de la retraite, attaques contre le contrat de travail les CDI...

En France, la contestation de l'Union Européenne, et en particulier de l'euro, a été laissée au FN qui la dénature sous l'angle du nationalisme et du racisme anti-immigrés. Dans le dispositif idéologique du capital, le FN joue son rôle habituel de repoussoir pour discréditer toute idée de rupture avec l'UE. Avec un discours en façade très critique à l'égard de l'euro ou de l'UE, pour tenter de capter la colère populaire, Le Pen fille n'a pas abordé la question de l'euro dans sa profession de foi.

L'absence des positions historiques du PCF depuis plusieurs années - celles qui ont alimenté nos campagnes contre Maastricht notamment - a pesé lourd, avec le choix de la direction du Parti de l'effacement dans le Front de gauche, de l'alignement derrière le PGE, la CES et le Maastrichien, « fédéraliste », Mélenchon. De son côté le Front de gauche a finalement fait le jeu de Hollande et de l'intégration européenne, en ne menant pas frontalement la bataille contre l'intégration européenne, l'euro et le fédéralisme. Mélenchon, alors sénateur PS, a été un propagandiste acharné de Maastricht. La seule chose qu'il regrette aujourd'hui, c'est que Maastricht n'ait pas conduit au fédéralisme européen qu'il appelle de ses vœux. Dans son dernier livre, il regrette que n'ait pas été établi un budget commun franco-allemand en 2000 comme Fischer et Schröder le proposaient.

La position de la CES, organisation atlantiste et anticommuniste, relayée par un appel signé par Bernard Thibault et François Chérèque en décembre 2011, prétend défendre un soi-disant « modèle social européen », qui serait contenu dans le Traité de Lisbonne. On voit jusqu'où l'adhésion aux thèses de l'UE coïncide avec les pressions vers la collaboration de classe. Ne nous laissons pas influencer ! Souvenons-nous que la base, puis la majorité des organes de la CGT, en 2005, ont désavoué la direction confédérale quand cette dernière voulait appeler à ne pas voter contre le TCE.

Communistes, ayons le courage de nous opposer frontalement au capital, de rejeter les leures du capitalisme monopoliste à la sauce européenne, fait d'aides massives au grand capital au nom de la production ou de la croissance, de renforcement des instances supranationales antidémocratiques !

Internationalistes, nous avons dès maintenant des campagnes à mener, nationalement, celle du rejet des nouveaux dispositifs européens – semestre européen, nouvelles directives de libéralisation, en particulier dans le transport ferroviaire, TSCG ...- en lien indissociable avec le rejet de Maastricht pour pousser le discrédit populaire de l'UE, dans chaque pays, jusqu'au bout !

La question du PGE

Le PGE (Parti de la Gauche Européenne) est un « parti européen », parrainé et financé par la Commission européenne. Au Portugal, en Grèce et ailleurs, il soutient structurellement des organisations ouvertement anticommunistes.

3 ROMPRE AVEC L'UNION EUROPÉENNE DU CAPITAL

L'expérience des peuples : Vingt ans d'« Europe sociale », c'est vingt ans de reculs sociaux et démocratiques.

Pour les peuples, l'expérience concrète de « l'Europe » tend de plus en plus à être perçue

clairement pour ce qu'elle est : une entreprise de mise à bas des acquis populaires, démocratiques et sociaux au profit des intérêts du capital, pour préserver et accroître les profits des groupes capitalistes, dans le cadre d'une concurrence entre grandes puissances, mais

nistes. Son adhésion à la « construction » européenne est originelle, une des conditions de son financement par les institutions européennes. Est-ce là le meilleur cadre de coopération international pour le PCF, alors que d'autres formes de travail communiste international se font jour ?

Le bilan des actions positives impulsées par le PGE depuis 2004 est, du point de vue des luttes, insignifiant. Le fiasco de la dernière initiative, inscrite complètement dans le cadre institutionnel de l'UE – « l'initiative citoyenne européenne » proposée à l'été 2012 et retoquée par la Commission européenne début septembre - illustre bien l'impuissance d'un mode d'action institutionnel et des velléités de « réorientation » de la construction européenne.

En 2004, l'adhésion du PCF à ce parti s'est faite dans la précipitation et dans la confusion, avec l'avis seulement de moins d'un quart des communistes français. Nos camarades grecs du KKE, tout comme le Parti communiste portugais ont refusé d'y adhérer, le Parti tchèque ne souhaitant pas en devenir membre à part entière.

A l'inverse d'une promotion unilatérale du parti Syriza, filiale grecque du PGE, notre parti doit être solidaire des luttes et de la résistance courageuse menée par nos camarades du KKE et de l'organisation syndicale de classe, le PAME. En fait de « radicalité », Syriza est un assemblage hétéroclite, alliant gauchistes et sociaux-démocrates, a trouvé aussitôt comme sauveur après son succès électoral... François Hollande. Dans le même mouvement, son dirigeant, M. Tsipras, implore et voudrait faire attendre quelque chose à son peuple de ... Manuel Baroso et de la Commission Européenne.

Cet exemple rend plus aiguë la question du maintien de notre parti dans le Parti de la gauche européenne.

Depuis plusieurs années, les partis communistes de plusieurs pays d'Europe (dont le KKE et le PCP) et d'ailleurs développent des cadres d'échange et diffusent des déclarations communes sur les sujets les plus importants. La direction du PCF, sauf exception, choisit en général de boycotter ce cadre sans s'en expliquer. Il est temps de réviser cette position, eu égard au développement rapide de la « crise » et à l'urgence de promouvoir des batailles communes.

Rompre avec l'austérité, l'euro et l'Union européenne.

En France, le pouvoir fait face à un obstacle particulier. En 2005, s'est déroulé un vote et la sanction populaire est tombée. Par référendum, le peuple a rejeté à 55% la « constitution » européenne qui reprenait l'ensemble des traités européens, Maastricht, Amsterdam, Lisbonne. Une claue notamment pour Hollande et Sarkozy qui avaient posé ensemble dans Paris Match pour l'adoption du TCE. Le pari de « re-légitimation » de l'UE a échoué. Bien sûr, PS et droite se sont entendus pour adopter ensuite au Parlement en 2008 le traité de Lisbonne. Aujourd'hui le discrédit de l'UE est probablement plus fort encore. Un potentiel de résistance et de contestation notamment de l'euro existe et peut être développé. Une majorité encore plus large pense que l'euro a été une mauvaise chose.

Depuis des mois, avec d'autres membres du Conseil national du PCF, des centaines de responsables et militants, nous demandons qu'une véritable initiative nationale pour la rupture avec l'UE du capital et la remise en cause de l'euro soit engagée par notre parti. Pour l'heure, le débat entre communistes sur cette question nous a été refusé par la direction, au CN, alors même que ce débat existe partout dans le pays, que la classe ouvrière est majoritairement opposée à la monnaie unique, que des économistes, des intellectuels critiques,

des progressistes portent aussi fortement cette critique de l'Euro. l'Humanité nous a envoyé la même fin de non-recevoir alors qu'abondent les tribunes des dirigeants du PG dans notre journal.

Dans les faits, tous ce que, communistes, nous avons dénoncé depuis 20 ans en combattant Maastricht est en train de se produire : l'explosion du chômage, la mise en concurrence exacerbée des peuples, l'écrasement des activités et des industries des pays les plus faibles, la baisse accélérée des salaires et des droits sociaux etc. La « crise de l'euro » est maintenant à la fois le moyen d'aggraver encore ses effets mais aussi de préparer un renforcement de la tutelle de l'UE du capital sur les peuples avec une intégration bancaire, budgétaire et politique.

Pour résister, des campagnes d'action offensives !

Aujourd'hui, plus que jamais, nous proposons une série de campagnes et de propositions que notre parti devrait mettre en avant :

- ★ Refus de l'application des traités, directives et règlements européens illégitimes
- ★ Nationalisation du secteur financier national
- ★ Dénonciation de la dette publique induite
- ★ Abandon de l'euro, qui dans le cas de la France, veut dire fin de l'euro et recouvrement des souverainetés monétaires nationales
- ★ Coopération monétaire via une monnaie internationale commune entre pays de l'UE ou non.

Contre l'alliance européenne des capitalistes, la résistance au plan national est partout décisive dans l'intérêt mutuel des peuples d'Europe !

nération », Patrice Bessac avait été explicite et imagé dans son rapport au CN du PCF du 13 septembre 2012 : « Nous étions moutons, nous sommes devenus chats et qu'il est difficile de constituer un troupeau de chats ! ». Quel mépris pour des générations de militants communistes !

Pour ce 36^e congrès, nous refusons la résignation et nous portons les analyses des communistes qui démasquent l'opération « Front de gauche » qui vise de plus en plus nettement à une recomposition politique, sur le dos du PCF et de ses militants.

En outre, quel bilan peut-on dresser, en effet, de la stratégie électorale du Front de gauche ?

★ Le PCF perd la moitié de ses députés (après la perte de la moitié des élus communistes lors des élections régionales en 2010).

★ La perte de 5 sièges sur 8 en banlieue parisienne et du seul siège sortant en banlieue lyonnaise est particulièrement dure à encaisser, parce qu'elle symbolise l'effacement de la « banlieue rouge » en région parisienne au profit du PS.

★ Pour battre la droite, le votre Front de gauche n'est pas apparu utile, lors des élections législatives, encore davantage après le désistement « sans conditions » de Jean-Luc Mélenchon et les encouragements répétés depuis, des dirigeants du PCF à « faire réussir le changement » par le gouvernement Ayrault.

★ Le FdG a essayé de se poser comme meilleur rempart contre l'extrême-droite. Les résultats dans le Pas-de-Calais illustrent l'échec de cette posture : le FN sort archi-gagnant du duel « front contre front » et progresse d'environ 10% dans la circonscription d'Hénin-Beaumont pour atteindre 42%. Se servir de Le Pen comme faire-valoir est irresponsable.

★ S'il s'agit seulement d'empêcher le FN d'avoir des élus ou d'exprimer un rejet du racisme anti-immigrés du FN et d'une partie grandissante de la droite, le vote PS est apparu, dans ce contexte, plus efficace.

Pour démonter la démagogie « anti-système » de l'extrême droite, il y a besoin, non d'un ex-cacique du PS qui joue les sauveurs, masquant ses positions initiales favorables à l'Europe de Maastricht, mais bien d'une organisation militante ancrée dans le monde du travail, comme l'était et l'est encore le PCF. Il y a besoin d'exprimer les positions de rupture que portait le PCF, notamment contre l'Union Européenne.

« Peser à gauche du PS », « tirer le PS à gauche », « Faire réussir le changement » : cette perspective du front de gauche ne prend pas. L'expérience le démontre : ces formules se traduisent dans les faits par l'apport d'une caution de « gauche » à la politique de la social-démocratie.

On l'a vu, le FdG n'est pas une alliance avancée pour les communistes ou les travailleurs mais bien un instrument pour, après l'épisode avorté des collectifs antilibéraux en 2006-2007, continuer le processus d'effacement-transformation-liquidation du PCF et de ses positions révolutionnaires.

Le Front de gauche coule le parti communiste dans le système en personnifiant au maximum ses campagnes électorales derrière la figure social-opportuniste de Mélenchon.

5 REFAIRE DU PCF UN PARTI DE CLASSE ET DE MASSE !

Le Front de gauche est une construction de sommet qui paralyse le PCF, ses structures, sa capacité d'analyse, sa force de proposition et ses capacités d'initiatives autonomes.

La question de l'organisation est profondément politique. Quel est le bilan de « plus de quinze ans de remises en cause profondes » dans notre parti, dans le prolongement de la « mutation » ?

Le FdG a ouvert les portes à certains de ses ennemis historiques qui ont été et sont fondamentalement anticommunistes. Il offre également un abri stratégique à certains « ex-mutants » qui trouvent là une opportunité de poursuivre à moindre frais leur entreprise de liquidation ou de dilution de leur ancien parti.

Le FdG dévalorise ce qui reste ou pourrait être reconstitué du vote communiste. Après avoir fait perdre la moitié de ses conseillers régionaux et de ses députés au PCF, il est probable, si notre parti ne se ressaisit pas, que les incantations gauchisantes qui servent de mot d'ordre au FdG nous coûtent également la perte de certaines villes communistes.

Qu'importe pour ces organisations que le résultat le plus marquant des dernières élections ait été le taux historique d'abstention et le retrait des classes populaires de la mobilisation politique !

Nous faisons le constat d'un énorme gâchis. Les nombreuses et grandes luttes de ces dernières années ont montré les forces existantes pour commencer à rompre avec les politiques au service du capital. Renvoyées vers les élections, elles n'y ont pas trouvé de débouché politique. Par défaut, sur fond d'années d'abandon de position de lutte par la direction du PCF, particulièrement dans certaines catégories, le Front de gauche a pu représenter une option électorale, un espoir.

Mais les postures se sont dégonflées dès les législatives. Nous ne confondons évidemment pas l'aspiration légitime au changement d'électeurs du front de gauche avec l'opération politique qu'il représente.

Néanmoins, le constat d'échec est flagrant. Dorénavant, les communistes se retrouvent enfermés et piégés dans des combinaisons politiciennes et électoralistes, dépossédés des décisions dans cette organisation officieuse qui supplante à tous les niveaux les organisations de leur Parti.

Comme le PGE l'organise dans les autres pays d'Europe, le FdG s'applique à dissoudre le mouvement communiste dans un ensemble réformiste pro-européen, aligné sur la social-démocratie et tournant le dos au Parti de classe – si nécessaire - qu'appellent pourtant le discrédit du capitalisme et les luttes en France. Le risque de démobilité et de résignation politique est hélas bien réel.

Cela n'empêche en rien l'unité d'action sur

des luttes et des batailles concrètes, précises et la nécessité d'œuvrer à un rassemblement populaire que nous voulons majoritaire, c'est la vocation d'un parti de classe et de masse tel que doit redevenir le PCF. Nous ne faisons pas le choix de l'isolement, bien au contraire, mais celui de la clarté et de l'avenir. Pour rassembler, il faut exister, être identifiés, lisibles, cohérents.

En tant que communistes, nous portons une attention particulière aux militants et dirigeants syndicaux dont les combats rejoignent les nôtres. Mais en cohérence avec notre analyse, nous leur proposons, sur le plan politique, de travailler avec nous, de nous rejoindre, non de constituer une autre organisation ou un autre parti, le « Front de gauche » qui supplanterait le PCF.

Nous pensons, que sur la base de luttes et de campagnes de masse, d'une organisation communiste revivifiée, il y a un avenir pour un renouveau de l'influence du PCF.

Notre préoccupation majeure reste de contribuer à faire vivre les organisations du PCF indépendamment des compromis électoraux et des associations ou clubs du Front de gauche, avec comme priorités l'entreprise, les lieux de travail et la jeunesse, l'objectif de reconstituer des mobilisations de masse grâce notamment à la reconstitution de cellules du Parti. Les grandes luttes qui se préparent auront besoin des communistes.

Si certains dirigeants du PCF pensent que « la matrice historique des partis communistes » est dépassée, ce qui est leur droit, qu'ils en tirent les conséquences et laissent le PCF aux communistes et à notre peuple !

Un parti comme le nôtre, avec ses fondements de parti de classe, son histoire de parti de masse – et les expériences auxquelles nous avons contribué depuis les années 30 – peut et doit avoir l'ambition de construire les rassemblements populaires larges, majoritaires pour résister et pour gagner une politique en rupture avec l'aménagement du capitalisme.

Camarades, reprenons notre parti, le PCF, en main. L'avenir du PCF, du changement révolutionnaire dépend de ce que nous ferons de notre parti.

C'est un des enjeux majeurs de notre 36^e Congrès.

fatalité mais d'une orientation politique, celle qui a consisté à « banaliser » le parti, à effacer son identité, en privilégiant la présence dans les institutions et une approche électorale.

Le choix de cesser d'impulser la vie des cellules puis, aux 30^e et 31^e Congrès de leur ôter leur souveraineté a par exemple été très lourd de conséquences sur notre influence dans le monde du travail, lieu décisif de l'affrontement de classe.

4 LE TEMPS D'UN CONGRÈS, ENDORMIR LES ADHÉRENTS POUR MIEUX CONTINUER À DILUER LE PCF DANS LE FRONT DE GAUCHE ?

Voilà 4 ans et demi que les adhérents du PCF n'ont pas eu de congrès statutaire. Le 36^e Congrès est convoqué pour février 2013. Une phase importante va se dérouler entre le 21 novembre et les 14 et 15 décembre 2012 avec la discussion et le vote sur les propositions de base commune, d'où découlera grandement le résultat réel du congrès.

Visiblement la direction veut éviter toute remise en cause de son choix stratégique principal, décidé en marge du congrès de 2008, à savoir l'arrimage du PCF au Front de gauche. Elle considère le congrès comme « déjà joué » mais veille d'ores et déjà à préparer la liquidation de toute expression, analyse et perspectives d'action authentiquement communistes.

Elle a produit un texte hors du temps, à prétention poétique, multipliant les diversions sociétales et les faux problèmes. Elle expédie à tous les adhérents un quatre-pages léni-

fiant où Pierre Laurent évoque un congrès « Rock'n'roll », « d'offensive sur l'avenir », de « rassemblement », pour « un communisme décomplexé ». A destination des communistes, quelle langue de bois !

Il y a quelques semaines encore, les mêmes dirigeants étaient d'ailleurs plus clairs, mais devant des publics différents ou plus restreints.

Aux lecteurs de Libération le 15 août, Pierre Laurent affirmait que « le PCF d'aujourd'hui est l'héritier des traditions socialistes et communistes de la première moitié du xx^e siècle ». Voilà qui annonçait plus clairement un 36^e Congrès allant dans la voie d'un « congrès de Tours à l'envers » avec un Front de gauche élargi à de nouvelles personnalités issues du PS ou d'EELV pour renforcer un deuxième pôle social-démocrate.

A propos d'un « communisme de nouvelle gé-

Le développement des luttes, sur un autre plan, la montée de l'abstention électorale, parmi ceux qui ont le plus intérêt à combattre le capitalisme, appellent notre réorganisation en cellules, à nouveau pleinement souveraines.

Les statuts de 1994 définissaient très justement la cellule comme la structure que « le parti met à la disposition de tous ceux qui refusent d'être dépossédés de leur pouvoir d'intervention et de choix ». La cellule, c'est le moyen de redéployer l'activité communiste dans les quartiers populaires, les villages et dans les entreprises, au contact des réalités quotidiennes.

Les entreprises constituent le lieu principal de l'affrontement de classe et le point de départ de la plupart des luttes. L'abandon de la **cellule d'entreprise** a privé les salariés d'un outil décisif pour riposter aux offensives patronales et pour résister aux tentations réformistes et à la collaboration de classe.

Certes, notre société a subi des transformations profondes. La perte continue des emplois stables, notamment dans la production ou la fonction publique, l'explosion de la précarité, la dissémination du tissu industriel restant dans des PME sous-traitantes ont peu à peu réduit les grands collectifs de travail, plus propices à la solidarité syndicale et à l'organisation politique. Certaines professions (mineurs, sidérurgistes, dockers...) dont les traditions de lutte étaient solidement ancrées, ont été depuis une trentaine d'années, liquidées peu à peu, avec la stratégie capitaliste qui a conduit la désindustrialisation de notre pays et la casse sociale.

Ces difficultés accrues ne sauraient changer la place centrale que le PCF doit accorder au monde du travail et à l'organisation communiste à l'entreprise, d'autant que l'immense majorité de notre peuple est aujourd'hui composée de salariés, et ceux-ci sont, en très grande majorité, des ouvriers et des employés, auxquels il faut ajouter les privés d'emplois et les retraités.

Comment réimplanter des cellules dans des quartiers et dans un monde du travail où l'on trouve aujourd'hui nombre d'intérimaires, de chômeurs, de jeunes en déshérence ? C'est une des questions essentielles sur laquelle nous devons concentrer nos efforts. Nous devons utiliser tous les moyens possibles : internet, l'écrit, la parole au moment des luttes, dans des interventions publiques, des luttes, des actions quotidiennes de solidarité, rendues indispensables en raison de l'aggravation de la crise.

La cellule, c'est aussi le lieu d'échanges humains, de solidarité et de fraternité dans un esprit de lutte.

Redonner la souveraineté aux cellules, y compris financièrement, c'est aussi une question de démocratie, essentielle. C'est ce qui permet à chaque adhérent d'être impliqué dans l'action et l'élaboration de l'ensemble de la politique du Parti et à la direction du Parti de ne pas être coupée des réalités des luttes.

De même, tous les moyens doivent être mis en œuvre pour redonner aux sections la possibilité

de retrouver une vie politique pour impulser et parrainer la vie des cellules, en recréer de nouvelles, impliquer les camarades isolés, déployer une propagande ciblée.

L'expérience depuis les derniers congrès révèle un appauvrissement de la vie du Parti, en même temps qu'un déficit démocratique croissant. Ils vont de pair avec la primauté donnée aux institutions et aux questions d'alliances en termes électoraux. L'organisation en « assemblée générale » de section démobilise souvent les camarades. Une petite partie seulement des camarades y participe. Encore moins y interviennent. Les préoccupations électorales, les questions d'alliances, omniprésentes, tendent à scléroser les débats, d'autant plus que les décisions apparaissent le plus souvent imposées « d'en haut ».

Les stratégies électorales depuis plusieurs décennies ont souvent privilégié l'union de sommet. Les dernières expériences, cuisantes pour notre parti, ont été la période de la « gauche plurielle », celle ensuite des « collectifs antilibéraux » et maintenant le « Front de gauche ».

On semble ignorer l'enseignement de ses diverses expériences et des 4 ans qui viennent de s'écouler. Au cours desquelles les communistes ont été très souvent dépossédés de leur souveraineté.

Des assemblées de circonscription du Front de gauche supplantent parfois la vie et l'animation des organisations du parti. Dans ces cas-là, c'est notre organisation qui se délite, pour faire la place au front de gauche.

Nombre de décisions essentielles ont été prises « au sommet », à la suite d'obscures négociations, puis imposées aux communistes, sans débat. De la candidature imposée de Mélenchon annoncée aux communistes par la presse à des candidatures parachutées dans de nombreuses circonscriptions,

Il n'est pas question de négliger ou minorer l'importance des élections, mais l'activité du PCF et son intervention quotidienne ne doivent pas être tournées vers la seule perspective des échéances électorales à venir.

Si l'on en reste à ce type de démarche, crée-t-on les conditions d'une remontée d'influence pour le PCF ?

Assurément non. Au contraire, cela conduit irrémédiablement à un effacement et à une subordination du PCF. L'existence d'un électorat communiste, construit patiemment par nos luttes, a donné au vote communiste toute sa signification. Comme un ancien vice-président du CNPF le disait, le patronat ne fait pas la même chose avec un PCF à 20% ou à 10%.

Par les voies de l'électoratisme, des alliances pour des positions dans les institutions, on laisse de côté la question de l'influence réelle du PCF, alors que c'est un enjeu décisif pour parvenir un jour à changer la société.

Notre parti doit procéder à des ruptures, non pas avec son héritage et les traditions

révolutionnaires de notre peuple, mais bien pour les retrouver, renouer avec la lisibilité, la cohérence historiques du PCF, des ruptures pour un retour assumé aux sources, notamment aux acquis et à l'expérience du Congrès de Tours.

Concernant par exemple la place des élus par rapport au parti, le principe, hérité du congrès de Tours, doit être réaffirmé : l'action des élus doit être subordonnée aux décisions des communistes et non l'inverse.

Le Parti peut et doit refaire une priorité de son engagement originel pour la paix et pour la solidarité internationale, souvent à contre courant des idées dominantes, aux côtés des peuples opprimés, dans le combat contre le colonialisme et le racisme.

L'obsession qui consiste à vouloir changer à tout prix l'image du PCF se révèle totalement contre-productive.

Le PCF doit redevenir pleinement indépendant dans son intervention, retrouver le discours d'un parti révolutionnaire sur des positions de classe. Il doit faire bien plus appel à l'intelligence politique, à la créativité des communistes et faire vivre en toutes circonstances leur souveraineté.

La question de la défense (prioritaire pour tous les communistes) et du rôle de notre presse doit être posée dans cet objectif. Progressivement, depuis les années 90, l'Humanité a cessé d'être officiellement un journal communiste, pour se présenter de plus en plus comme « le journal de la gauche ». Nous pensons au contraire qu'il y a place pour un quotidien national, un hebdomadaire (et d'autres publications) qui se revendiquent clairement communistes, s'efforcent d'être des journaux utiles aux luttes, à l'action du PCF et pas seulement des journaux d'information de gauche.

L'amélioration de la formation théorique et idéologique des communistes est également nécessaire. Des initiatives ont été prises pour organiser davantage de stages et de conférences, souvent avec des spécialistes.

Les conditions doivent être rassemblées pour recréer des écoles du Parti, visant à diffuser les idées d'un marxisme créateur, éloigné de tout dogmatisme. Cet effort doit être relié directement à l'activité militante et à la reconstitution des cellules, partout sur notre territoire.

Le déficit démocratique pose directement la question des directions du Parti et de leur fonctionnement.

Nous devons, entre autres, faire les efforts nécessaires pour promouvoir des militants issus des milieux populaires, ce qu'a su faire notre parti pendant des décennies, en formant et en faisant émerger des cadres issus du monde ouvrier, du syndicalisme.

Tout est lié : les « transformations du Parti », l'organisation du Parti, la stratégie, le projet de société qu'il porte.

Au 34^e Congrès, les communistes avaient rejeté le terme « métamorphose » proposé par la direction. La « métamorphose », c'est bien

changer complètement de forme. La direction, au congrès national, a maintenu le terme « transformations » qui accompagnait la « métamorphose ».

Elle a réussi à faire ajouter la mise à l'ordre du jour de ces transformations et compte bien parachever cette mutation en faisant de ce congrès le congrès de Tours à l'envers et faire phagocyter le PCF par le front de gauche.

Dans quel sens voulons nous améliorer notre parti et son action ?

La direction sortante du Parti veut avec son texte de congrès affligeant de pauvreté idéologique et des modifications statutaires qui vont intégrer « du centralisme sans démocratie » et des sanctions pour les voix divergentes, parachever la stratégie d'effacement du PCF et liquider définitivement les fondamentaux marxistes et léniniste historiques de notre organisation.

6 L'ACTUALITÉ INSOLENTÉ DU SOCIALISME

Face à l'offensive massive du capitalisme, la notion de socialisme revient en force un peu partout. Le socialisme est de nouveau synonyme d'alternative au système.

Très longtemps, le PCF a porté cette alternative, seul d'une façon théorique cohérente, s'appuyant sur le marxisme-léninisme, sur les expériences nées de la Révolution d'octobre et sur l'histoire du mouvement ouvrier français. Après la victoire de la contre-révolution à l'est, sa direction a décidé d'effacer la perspective socialiste et, avec elle, la perspective même de rupture révolutionnaire, toute notion d'étape vers le changement de société.

Le socialisme a été abandonné en 1996, avec la « Mutation ». C'est l'époque où Robert Hue, de la même façon que ses successeurs, reprend à son compte toute la propagande antisoviétique de l'idéologie dominante.

Avec le Front de gauche, la direction a dépassé la « visée communiste » pour la remplacer par « l'humain d'abord », qui selon son programme « n'exprime pas seulement une préférence morale mais dit aussi sa stratégie contre la crise » et « vise l'intérêt général... face à la domination des marchés financiers ». Effectivement, cela n'a plus rien à voir, même de loin, avec le socialisme et le marxisme.

Pour notre parti, le PCF, le mot « socialisme » a une signification historique trop forte pour être déformée à l'envie, encore aujourd'hui.

En 1968, le Manifeste de Champigny reprenait ainsi notre conception du socialisme : « Le

c'est cet appauvrissement idéologique et cette négation du rôle historique du PCF qui a conduit à son affaiblissement.

Ce n'est pourtant pas le choix d'un très grand nombre de communistes. Ils ont adhéré et ils rejoignent un parti révolutionnaire qui osait et qui doit à nouveau affronter les puissants, qui parlait haut et clair, qui était capable de mobiliser notre peuple et de porter un idéal, celui d'une société socialiste et du communisme.

Ceux qui luttent, notamment les jeunes, les travailleurs, les précaires, attendent une perspective révolutionnaire, un parti pour la porter collectivement, sans concession et dans la durée, un parti lucide sur l'état du rapport de force loin de la phraséologie gauchiste.

La persistance du fait communiste dans notre pays, le glorieux passé de notre parti, le parti de la Résistance, des luttes anticoloniales, le parti du monde du travail, de la création, la validité

socialisme, c'est tout à la fois la propriété collective des grands moyens de production et d'échange, l'exercice du pouvoir politique par la classe ouvrière et ses alliés, la satisfaction progressive des besoins matériels et intellectuels sans cesse croissants des membres de la société, la création des conditions propres à l'épanouissement de chaque personnalité ».

Nous jugeons nécessaire d'examiner à nouveau la perspective révolutionnaire aujourd'hui, comme l'histoire des expériences socialistes du 20^{ème} siècle, suivant cette définition, sans éluder aucun des questionnements des dernières décennies sur le socialisme.

Certains révisionnistes ont porté l'idée qu'il y aurait eu un socialisme non-démocratique et qu'il faudrait imaginer un « socialisme démocratique ». Mais pouvons-nous concevoir un socialisme qui ne soit pas démocratique à moins d'être imparfait ou usurpé ? Pouvons-nous imaginer une démocratie réelle sans socialisme, c'est-à-dire sans contrôle collectif des moyens de production ?

D'autres tentent une expression astucieuse, « Le socialisme du 21^e siècle », pour s'épargner l'étude du 20^e. C'est impossible. Parlons plutôt de socialisme au 21^e siècle !

La jeunesse communiste est venue apporter une bouffée d'air frais à la réflexion des communistes en rétablissant l'objectif du socialisme dans sa résolution de congrès en 2010. Des jeunes viennent ainsi de plus en plus nombreux vers le PCF et la JC en recherche de perspective révolutionnaire.

de ses fondements théoriques et de sa forme d'organisation, font que, pour nous, le PCF doit redevenir pleinement lui-même pour évoluer selon les conditions de la lutte des classes.

L'aggravation brutale de la crise du capitalisme rend cette urgence plus pressante.

Notre congrès pourrait lancer une grande campagne d'adhésion dans tout le pays en appelant celles et ceux qui luttent dans l'entreprise, dans les quartiers, toutes les victimes de la crise, à adhérer au PCF, leur parti, pour être plus forts ensemble dans la lutte de classe contre les forces du capital.

L'aiguïsement de l'affrontement de classe dans la période présente nécessite plus que jamais un grand parti de classe et de masse, offensif, rassembleur, actif partout sur le terrain, ce grand parti, c'est le PCF !

La question du socialisme se pose concrètement dans nos luttes quotidiennes, dans notre conception de la propriété des moyens de production, des nationalisations en régime capitaliste, selon l'état des rapports de classe, dans notre recherche d'étapes et de ruptures immédiates avec la politique du capital.

En Amérique latine, avec le soutien et en coopération avec Cuba socialiste, des peuples ont pris le chemin de révolutions progressistes qui se réclament du socialisme, dans un continent longtemps dominé et pillé par l'impérialisme américain. Avec nos camarades vénézuéliens du PCV, nous nous réjouissons de la nouvelle victoire d'Hugo Chavez, qui est à la fois une grande victoire populaire et une « défaite stratégique de l'impérialisme ». Nous devons affirmer bien plus nettement notre soutien (ce qui n'exclut pas les critiques constructives) et notre solidarité sans faille avec ces processus révolutionnaires en Bolivie, en Equateur, au Venezuela... d'autant que ces peuples demeurent confrontés à des forces capitalistes puissantes, soutenues par Washington.

En Europe, face à l'offensive violente du capital contre les droits des travailleurs, le Parti communiste français doit faire face, assumer son héritage révolutionnaire, à l'image des partis communistes de Grèce ou du Portugal, et s'engager à nouveau résolument dans la construction du socialisme.

7 UN PROGRAMME DE LUTTE COMMUNISTE À ENGAGER IMMÉDIATEMENT

La contestation grandit - Les luttes se développent et cherchent les voies de leur convergence.

Selon plusieurs enquêtes, pour 71% de la population, le terme « capitalisme » évoque

quelque chose de négatif, un sentiment qui transcende les générations et les catégories sociales. Une majorité de Français jugent le capitalisme comme un système inégalitaire. Notre peuple identifie donc très clairement quels sont les bénéficiaires du système – de l'économie de

marché - les actionnaires, et les principales victimes - le monde du travail, les salariés.

Dans ses limites, cet état de l'opinion ouvre objectivement la voie à une plus grande adhésion aux fondements théoriques de notre parti, à nos

idées communistes, à la dénonciation du caractère de classe de l'ensemble de la politique du pouvoir.

Les luttes sociales portent la contestation politique.

La persistance et le renforcement du mouvement populaire sont un trait marquant de la situation du pays. Il se situe dans la continuité notamment des grandes grèves de 1995, de la bataille de 2003 pour les retraites, de 2004 contre la privatisation d'EDF et GDF, de 2007 contre le CPE.

Depuis 2008, les luttes se développent dans des secteurs d'activité de plus en plus diversifiés : industrie, commerce, transports, énergie, éducation, hôpital ou encore culture, justice, petite enfance, audiovisuel...

De très nombreuses luttes ont lieu dans les usines, souvent contre les délocalisations. Molex, Goodyear, Continental, Total-Dunkerque, Caterpillar... sont devenus des symboles de la résistance ouvrière. Les media se sont évertués à en réduire le résultat aux primes de licenciement arrachées aux patrons pour masquer la revendication fondamentale : celle du maintien de l'appareil productif.

Dans les services publics, des luttes dures, de haut niveau ont été menées par exemple à la SNCF contre la privatisation rampante, dans la distribution d'électricité et de gaz.

Les luttes pour la régularisation des sans papiers placent de plus en plus au centre la solidarité entre travailleurs.

L'autre trait marquant, c'est le caractère d'intérêt général de la plupart des luttes : pour les services publics, la protection sociale, pour le droit du travail, pour les salaires...

Elles revêtent objectivement un caractère politique de contestation de la domination capitaliste et de ses effets de plus fort. Les convergences d'intérêt sont de plus en plus flagrantes. L'aspiration à des convergences de lutte devient une exigence.

Au printemps 2009, l'opposition à la Loi Bachelot a commencé à rassembler largement tous les personnels hospitaliers, médecins compris, et des usagers pour la défense de l'hôpital public.

L'opposition à la transformation de la Poste en société anonyme a montré les possibilités de rassemblement des salariés et des usagers pour combattre la privatisation.

La bataille qui s'annonce pour défendre les retraites peut et doit rassembler très largement.

Pour autant, nous devons analyser l'échec des grands rassemblements de 2009. Le 29 janvier 2009, puis le 19 mars 2009, près de deux millions de salariés, retraités et jeunes ont fait grève et manifesté ensemble. Mais le mouvement s'est ensuite essoufflé jusqu'en juin sans obtenir de résultat. L'unité des organisations syndicales, c'est un constat, ne garantit pas le rassemblement dans la lutte et les convergences décisives pour gagner.

Surtout le mouvement social se heurte à l'ab-

sence de débouché politique. Face à la contestation populaire, le pouvoir ruse, esquivé, recule parfois d'un pas mais parvient à continuer à avancer sa politique. Dans les media, tout est renvoyé à un hypothétique changement en 2012.

Les luttent butent sur l'absence de perspective d'alternative politique et, en même temps portent l'alternative politique, elles-mêmes, et tout de suite. Cette contradiction est au centre des responsabilités considérables, historiques du PCF.

Des campagnes de lutte nationale rassembleuses.

Notre parti a vocation à intervenir sur tous les sujets politiques pour construire, par ses propositions, ses actions dans les luttes, les rassemblements qui mettent en échec le pouvoir au service du capital.

Pour les mois qui viennent, notre congrès extraordinaire pourrait annoncer des initiatives de masse sur plusieurs batailles prioritaires.

Sur la question des retraites : pour la défense de la retraite à 60 ans (55 ans pour les métiers pénibles), la diminution de la durée de cotisation (retour sur l'application de la loi Fillon de 2003 et abrogation de la loi Balladur-Veil de 1993), le maintien du code des pensions de la fonction publique, pour la suppression des exonérations de cotisations sociales patronales, pour la défense du financement solidaire des retraites par la cotisation sociale, la part socialisée du salaires, prélevée directement, sans accumulation financière, sur la création de richesse.

Pour la défense et la reconquête des services publics, des entreprises nationalisées avec la (re)nationalisation des secteurs clefs de l'économie, la reconquête et l'extension (ex : l'eau) des monopoles publics acquis à la Libération, contre l'application des directives européennes de mise en concurrence, illégitimes. Nous devons être plus clairs et plus offensifs qu'avec l'objectif vague de création de « pôles public ». Nous pourrions par exemple décider d'une action nationale contre l'augmentation des tarifs du gaz et de l'électricité en lien avec l'exigence de renationalisation d'EDF et de GDF et de fusion de ces entreprises.

Nous voulons engager une vaste campagne contre la RGPP, pour la défense du statut de la fonction publique, pour une réforme de la fiscalité.

Nous voulons être à l'offensive contre la réforme des collectivités territoriales, c'est un enjeu décisif pour la démocratie, notamment pour la défense des communes.

Nous voulons construire des mobilisations globales pour la défense des filières productrices, industrielles et agricoles, réunissant salariés, travailleurs des grandes entreprises et des sous-traitants, les populations.

Proposition de campagne nationale du PCF.

Pour la nationalisation des secteurs clefs de l'économie et la reconquête des grands services publics

Il ne se passe pas un jour sans que soient annoncés une fermeture d'usine et des centaines de suppressions d'emploi. Les patrons et les capitalistes français, aidés par les gouvernements successifs, l'UE et l'OMC, maximisent leurs profits en détruisant des pans entiers de l'appareil productif, des compétences, des capacités de notre économie à répondre aux besoins de notre peuple et aux besoins de coopération avec les autres peuples. L'industrie automobile et de la sidérurgie sont des exemples emblématiques de cette politique de casse comme de la montée des luttes pour s'y opposer.

Cette stratégie du capital n'est pas nouvelle mais il est en situation de l'aggraver. Il met en scène sa propre crise pour, au nom de la compétitivité, en connivence avec les gouvernements successifs, de droite ou de « gauche », écraser les acquis sociaux, les conditions de travail et les salaires.

Les producteurs, par exemple les agriculteurs, sont soumis à la pression de plus en plus insupportable des trusts de la grande distribution. Avec l'aide des gouvernants et au moyens des directives européennes, les capitalistes se jettent sur la privatisation, le démantèlement, le pillage des services publics pour développer leurs foyers de profit en France.

La crise de la dette et des déficits publics, creusés délibérément à leur profit, sert, avec l'euro, de prétexte à l'aggravation de cette politique. Les « marchés financiers » en seraient les commandeurs abstraits et omnipotents, alors qu'ils ne sont rien d'autres que les capitalistes eux-mêmes à travers les banques et institutions financières privatisées.

Les politiciens qui se succèdent au pouvoir rivalisent d'hypocrisie devant les préoccupations des travailleurs. Ils adoptent la posture du « patriotisme économique », n'hésitent pas à conspuer les excès de la finance.

Mais, dans les faits, leur politique va toujours dans le même sens. Ils multiplient les aides publiques au patronat, mettent la pression sur les salariés, les retraités, les jeunes, attaquent la sécurité sociale et les statuts du travail, et accélèrent la marchandisation des services publics.

En fait de « solutions », ils s'efforcent d'éloigner les centres de décision de la souveraineté populaire en poussant l'intégration dans l'Union européenne du capital, si besoin au nom de la fiction de « l'Europe sociale ». Ils renforcent la mainmise du capital sur la politique monétaire avec l'euro, instrument de la mise en concurrence des peuples. Ils dénationalisent les services bancaires en les plaçant au niveau européen. Avec le TSCG, ils passent à une nouvelle étape dans l'intégration budgétaire, dans mise sous tutelle des peuples.

Communistes, plus que jamais, nous pensons que l'heure est à proposer à tous ceux qui résistent, qui luttent, à tous ceux qui ont intérêt à combattre la politique du capital une perspective de rupture. Il n'y a plus de grain à moudre pour ceux qui voudraient aménager les ravages du capitalisme. Il faut des propositions de rupture à la hauteur de l'attaque antisociale, anti-économique et antipopulaire.

Aussi, nous vous proposons de nous engager ensemble, travailleurs, militants syndicalistes, jeunes, retraités, en lien direct avec nos revendications immédiates et nos demandes d'interventions publiques en faveur du monde du travail, pour un vaste programme de nationalisations démocratiques, dans l'esprit de celles gagnées en 1945.

Cela ne peut plus durer. Le peuple, les salariés, à travers des droits nouveaux, doivent prendre le contrôle des secteurs clefs de l'économie. Ils doivent être nationalisés ou renationalisés sans indemnités pour les gros actionnaires, gorgés d'aides publiques depuis tant d'années, voire par voie de réquisition.

Sidérurgie, industrie pharmaceutique, énergie, chimie, aéronautique, transports, industrie automobile, autoroutes font partie des secteurs prioritaires à remettre sous le contrôle de la Nation, débarrassés de l'intérêt des actionnaires, avec la grande distribution et le secteur financier.

Les grands services publics historiques, les monopoles de fait inscrits dans le préambule de la Constitution de 1946, doivent être renationalisés intégralement, leurs filiales réintégrées dans le secteur public, les statuts des personnels rétablis dans l'intérêt du développement de tout le pays, du développement des droits sociaux de tous.

Partout dans le monde, notamment en Amérique latine, les peuples qui s'émancipent nationalisent les grands moyens de production et d'échange. Instruit de leurs propres expériences, les travailleurs et le peuple français ne peuvent plus laisser détruire leur outil de travail, leur capacité à répondre à leurs besoins.

Ensemble, faisons grandir l'exigence d'un vaste programme de nationalisations démocratiques !

Ensemble, faisons grandir l'exigence d'un vaste programme de nationalisations démocratiques !

« De temps à autre, les travailleurs sont victorieux, mais leur triomphe est éphémère. Le vrai résultat de leurs luttes, ce n'est pas le résultat immédiat, mais l'union de plus en plus étendue des travailleurs... »

Cette organisation des prolétaires en une classe, et donc en un parti politique, est à tout moment détruite par la concurrence des ouvriers entre eux. Mais elle renaît sans cesse, toujours plus forte, plus solide, plus puissante.»

Karl Marx, *Le Manifeste*

PREAMBULE**CHAPITRE I. L'ACTIVITE DES COMMUNISTES**

1. Agir avec toutes et tous
 - 1.1 Une responsabilité collective
 - 1.2 Une pleine capacité d'initiative
 - 1.3 Une entière liberté de choix
 - 1.4 Une implantation de proximité dans la diversité des objets et des formes
 - 1.5 Le Parti et le Mouvement jeunes communistes de France
 - 1.6 Les partenariats
 - 1.6a Convergences d'activités aux niveaux européen et international
 - 1.6b Le Parti de la Gauche européenne
2. Impulsion, coordination, soutien
 - 2.1 La responsabilité des instances du Parti
 - 2.2 Le niveau régional

CHAPITRE II – LES DROITS DES ADHERENTS ET DES ADHERENTES

3. L'adhérent – l'adhérente
 4. La souveraineté
 - 4.1 Consultations et votes
 - 4.2 Les décisions
5. Les structures locales et départementales
 - 5.1 La section
 - 5.2 La fédération
6. L'amicale des vétérans
7. Les instances du Parti
 - 7.1 Les instances du Parti
 - 7.2 La conférence nationale
 - 7.3 Fonctionnement des instances
 - 7.4 Le-La président-e du Conseil national
 - 7.5 Élections des exécutifs
 - 7.6 Les comités exécutifs
 - 7.7 Rôle et responsabilités du-de la secrétaire local-e, départemental-e et national-e

CHAPITRE III – LE CONGRES

8. La réunion de congrès
9. Les bureaux
10. L'élection des délégués
11. Choix d'orientation
 - 11.1 Adoption de la base commune de discussion

- 11.2 Le vote des orientations
12. Candidatures et élections aux instances du Parti
 - 12.1 Acte de candidature
 - 12.2 Commission des candidatures
 - 12.3 Le vote à bulletin secret
 - 12.4 Élections des instances

CHAPITRE IV – LES RESSOURCES FINANCIERES ET LEUR GESTION

13. Le financement de l'activité des communistes
14. Le rôle du-de la trésorier-e
15. La cotisation
 - 15.1 Cotisation de l'adhérent-e
 - 15.2 Cotisations des élu-e-s
16. Souscription
17. Comité d'animation de la bataille financière
18. Contrôle des comptes du PCF

CHAPITRE V – LES ELU-E-S COMMUNISTES

19. Les candidatures
 - 19.1 Les propositions de candidature
 - 19.2 Élaboration et validation des candidatures
 - 19.3 Le bulletin de vote
 - 19.4 Le vote des adhérente-s
20. Les élu-e-s

CHAPITRE VI – RESPONSABLES ET COLLABORATRICES-EURS

21. Rémunérations
 - 21.1. Des responsables communistes
 - 21.2. Des collaboratrices, collaborateurs salarié-e-s
22. Promotion des responsables et des collaboratrices, collaborateurs communistes

CHAPITRE VII – LES DIFFERENDS ET LES CONFLITS

23. Leur règlement
24. La commission nationale de médiation et de règlement des conflits
25. L'exclusion et la suspension de droits

CHAPITRE VIII – L'HUMANITE**CHAPITRE IX – MODIFICATION DES STATUTS****PREAMBULE**

Les femmes et les hommes qui s'associent pour constituer ensemble le Parti communiste français ont en projet commun de vouloir répondre aux immenses défis de notre époque par l'émancipation de chacun-e, la maîtrise sociale, la mise en commun et le partage des connaissances, des pouvoirs, des richesses. Elles et ils refusent un monde où les possibilités considérables qui surgissent de l'activité et du génie humain sont dévoyées en pillage des ressources, en concurrence aveugle, en affrontements et en guerres ; une société d'injustices et d'inégalités où les forts écrasent toujours les faibles. Elles et ils considèrent que la toute-puissance de l'argent peut être combattue, que le capitalisme n'est pas la fin de l'histoire.

Leur engagement politique a pour raison d'être de promouvoir la pleine autonomie et le plein épanouissement de chaque femme et de chaque homme en faisant reculer, jusqu'à leur dépassement, toutes les formes sociales d'exploitation, de domination et d'aliénation.

Des êtres humains libres, égaux et associés, c'est la conception révolutionnaire qu'elles et ils se donnent d'un communisme libérateur d'humanité.

Les communistes font du développement de l'intervention du peuple, donc du progrès historique de la démocratie, l'axe majeur de leurs efforts. L'élargissement des droits, des pouvoirs, de l'accès au savoir et à la culture dont dispose effectivement et également dans la société chaque être humain leur paraît être la condition déterminante pour que les choix collectifs, l'utilisation de l'argent et de toutes les ressources soient efficaces et attentifs aux intérêts de tous. Ils entendent explorer toutes les voies de la démocratie participative pour impulser l'intervention citoyenne.

L'action pour une société, un monde plus justes et plus humains ne doit plus jamais se retourner contre l'espoir qu'elle porte. La visée émancipatrice du communisme se concrétise dans son action au quotidien pour y faire progresser et prévaloir, sous toutes les formes possibles, au rythme des luttes et des rassemblements qu'appellent les défis de notre époque, la liberté, l'égalité, la fraternité, la paix. Les communistes sont ouvert-e-s à toutes les forces du mouvement social comme à toutes les énergies citoyennes. Les enjeux de la lutte de classes s'intensifient et s'étendent à de nouveaux acteurs et terrains. Les communistes sont partie prenante de toutes les mobilisations et de toutes les luttes émancipatrices. Elles et ils agissent dans la société, les entreprises et les institutions pour mettre en cause l'hégémonie de la rentabilité financière et toutes les dominations, ainsi que les pouvoirs des forces sociales, économiques et politiques qui les incarnent. Les

communistes travaillent à conquérir avec et pour toutes et tous, de nouveaux droits et pouvoirs. L'objectif essentiel de leur organisation est de favoriser le rassemblement, l'intervention et la participation à la décision politique, à égalité de droits, de toutes les femmes et de tous les hommes qui entendent travailler dans cette perspective. Dans les formes correspondant à chaque époque historique, les communistes travaillent au rassemblement des forces sociales, politiques et citoyennes, avec toutes celles et tous ceux qui veulent avancer et changer le monde. Il s'agit d'initier et de développer des formes radicalement neuves de pratiques politiques et de parti politique.

En Europe et dans le monde, les luttes revêtent une dimension nouvelle. Nous avons changé de monde. Une nouvelle configuration sociale et politique est à l'œuvre, un affrontement de classe mondial, où le pire côtoie des alternatives porteuses d'espoir. Aujourd'hui, le combat politique quotidien en France est imprégné du combat politique européen et mondial.

Les motivations de l'adhésion au Parti communiste français sont diverses. Elles sont enracinées dans les valeurs, les apports et la créativité des combats révolutionnaires - nourris par les découvertes théoriques, les anticipations de Marx - pour se libérer du capitalisme, le dépasser, dans l'histoire de toutes les luttes émancipatrices, féministes, humanistes, antiracistes, écologistes, pacifistes, anticolonialistes et anti-impérialistes, pour la laïcité, contre toutes les discriminations et exclusions, contre le sort fait à la jeunesse, etc. Elles traduisent une volonté d'engagement pour trouver avec le Parti les voies de l'efficacité pour ses propres combats.

L'adhésion est un engagement et un acte de femme et d'homme libres. Une volonté de comprendre le monde et d'agir sur lui, pour le transformer. C'est à cette fin que les communistes ont choisi la structuration en parti. Ce choix d'organisation vise à l'efficacité collective sur la durée.

La diversité de motivations, d'expériences, de compétences est aussi gage d'efficacité. Investie dans la construction collective des orientations et des décisions, elle permet aux communistes de travailler en permanence, dans un rapport ouvert et vivant avec la société, à un projet politique émancipateur. Elle implique des formes et des pratiques d'organisation qui font de la reconnaissance et du respect des opinions différentes sur les objectifs et les stratégies à mettre en œuvre une dimension essentielle de la souveraineté des communistes. C'est à partir de cette diversité que s'organise le débat dans le Parti communiste français, et que s'élaborent démocratiquement les choix et les décisions prises à la majorité qui constituent le bien commun et fondent l'unité du Parti.

CHAPITRE I – L'ACTIVITE DES COMMUNISTES

1. Agir avec toutes et tous

Dans les villes, les quartiers et les villages, les entreprises et tous les lieux de travail, sur tous les enjeux politiques intéressant la vie sociale, les communistes s'organisent pour agir avec toutes celles et tous ceux qui le souhaitent afin de promouvoir des transformations de l'ordre existant concrétisant la visée communiste. Ils prennent pour cela toutes les initiatives utiles, et créent toutes les formes de structure qui peuvent contribuer à leur réussite en favorisant la réflexion et l'action collectives.

1.1. Une responsabilité collective

Sur tout le territoire national, il est de la responsabilité collective des communistes d'ouvrir à chaque adhérent-e comme à toutes celles et tous ceux qui veulent agir avec elles et eux la possibilité de s'investir dans l'activité politique de leur choix.

1.2. Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes.

L'adhérent-e ou le collectif, l'instance qui prend une initiative doit en informer les instances du Parti concernées afin qu'il puisse en être débattu dans l'activité d'ensemble, que soient proposées les aides, coordinations, mises en relation, en synergie ou en réseau opportunes.

1.3. Une entière liberté de choix

Toute initiative du Parti est ouverte à toutes celles et tous ceux qui veulent y participer, qu'elles ou ils soient ou non adhérent-e-s du Parti. Chaque adhérent-e est informé-e des initiatives nationales, départementales et locales du Parti, et invité-e à y militer. Il-elle choisit librement de participer ou non à un ou plusieurs des lieux et formes d'activités.

1.4. Une implantation de proximité dans la diversité des objets et des formes

Le développement d'une activité tous terrains suppose une implantation de proximité au plus près des milieux de vie et de travail où se tissent les solidarités concrètes : avec notamment des cellules dans les quartiers, les villages, les lieux de travail, et des sections ouvertes sur la société et faisant preuve d'initiatives. C'est un besoin pour organiser l'activité communiste sur tout le territoire national.

Cette proximité permet, à partir de centres d'intérêt et d'objectifs communs, une participation active à la réflexion, à l'action et à la prise de responsabilités partagée entre membres du PCF et non membres.

Les communistes considèrent les lieux de

travail comme des lieux où l'action politique est nécessaire à la démocratie et encouragent les salariés à s'y organiser.

Toute activité de proximité prend la forme que décident librement celles et ceux qui en prennent l'initiative. Elle peut être accompagnée de la création de cellules, d'un comité, collectif, groupe de travail, réseau, collectif de coordination... destiné à favoriser sa réussite et à en assurer la maîtrise démocratique par ses participant-e-s. A côté de nécessaires formes d'activité permanente, d'autres peuvent s'instaurer pour la durée d'une initiative.

Le développement de cette activité de proximité, notamment dans les cellules et sur les lieux de travail est de la responsabilité de toutes les instances.

En coordination avec les instances du Parti, ces cellules, ces comité, collectif, groupe de travail, réseau, collectif de coordination... décident de leur mode de fonctionnement, de leur financement et de leurs initiatives. Ils nourrissent le travail d'élaboration et d'initiative des instances du Parti.

1.5. Le Parti et le Mouvement jeunes communistes de France

La participation pleine et autonome de la jeunesse aux processus transformateurs, la rencontre entre les jeunes et le Parti communiste français sont un enjeu fondamental. Le Mouvement jeunes communistes de France est un atout irremplaçable.

Le Parti communiste français, ses instances, notamment le Conseil national et les conseils départementaux aident à promouvoir son développement et son activité dans le respect de ses décisions nationales et de sa prise d'initiatives. Le Mouvement jeunes communistes de France dispose d'une indépendance d'organisation. Il participe pleinement, en partenariat avec le Parti, de l'activité communiste.

Cet espace politique, pensé, animé, construit par et pour les jeunes eux-mêmes est un outil contribuant à la mise en mouvement des jeunes pour transformer le monde.

Des liens de complicité, d'écoute, d'échange à égalité, de construction politique commune fondent les rapports entre le MJCF, sa branche étudiante UEC et le Parti communiste français.

1.6. Les partenariats

La crise profonde du système de représentation politique nécessite la construction de pratiques politiques nouvelles faisant appel à l'intervention directe des citoyens, à la co-élaboration, aux partenariats. Dans cette perspective, les communistes créent ou participent à la création, sous toutes les formes appropriées, de relations de partenariat avec toutes les organisations politiques, syndicales, associatives et les citoyens intéressés, dans le respect de

l'identité, des objectifs spécifiques et de l'indépendance de chacun.

Ces espaces participatifs contribuent à impulser une dynamique politique de transformation sociale.

1.6a. Convergences d'activités aux niveaux européen et international

Solidaires de toutes les forces qui se mobilisent sur la planète pour émanciper la mondialisation de l'hégémonie financière, pour un monde de justice, de co-développement et de paix, les communistes travaillent à la construction de convergences, d'espaces d'activités et de formes politiques inédites, à l'échelle de l'Europe comme au plan international.

1.6b. Le Parti de la gauche européenne s'est créé en mai 2004 pour «... développer une alternative au capitalisme et aux groupes financiers hégémoniques qui tentent d'imposer à l'échelle planétaire leurs politiques néolibérales dans la vie quotidienne des peuples par de soi-disant élites politiques et économiques...» Le Parti communiste français y a adhéré en 2004. Comme l'indique l'article 1 de ses statuts, le PGE est une association flexible et décentralisée de partis et organisations politiques de gauche européens, indépendants et souverains qui travaillent sur la base du consensus.

Sur proposition du conseil national, les adhérent-e-s ont décidé d'y adhérer par un vote à bulletin secret. Le cas échéant, la décision de s'en retirer serait prise de la même façon.

2. Impulsion, coordination, soutien

2.1. La responsabilité des instances du Parti

Les instances du Parti ont, à tous les niveaux, la responsabilité de promouvoir la capacité d'intervention politique de chaque communiste, notamment par la circulation de l'information. Il leur revient de communiquer l'ensemble des éléments préparatoires à la discussion et à la réflexion des adhérent-es de permettre leur consultation sur des questions politiques essentielles. A cette fin, elles impulsent, coordonnent, soutiennent, sur l'ensemble de leur territoire, l'activité des communistes et contribuent au développement et au renforcement de l'organisation du Parti. Elles prennent pour cela toutes les initiatives nécessaires, organisent les rencontres et les mises en relation susceptibles de dynamiser le développement de chaque type d'activité et y consacrent une part importante de leurs moyens financiers.

Elles attachent une importance particulière à l'offre diversifiée de formation en direction de chacun-e, notamment des nouveaux adhérents, favorisant ainsi la participation et l'apport de toutes et tous au débat et à l'activité.

Au niveau national, des collectifs de travail ont, chacun dans leur domaine, sous la responsabilité du Conseil national, la tâche de favoriser le développement national, européen et mondial de l'activité et de l'intervention communistes, de susciter la mise en réseaux des individus et des structures, d'en faciliter le fonctionnement et de les associer à leur travail.

Chaque année, les instances du Parti débattent, dans le cadre de l'établissement de leur budget, des moyens matériels et financiers à mettre à la disposition des différentes formes d'activité de leur ressort. A cette occasion, les responsables des différentes activités concernées sont invités à participer au débat et à exprimer leurs objectifs et leurs besoins.

Elles rendent compte régulièrement de leur activité.

2.2. Le niveau régional

L'activité communiste prend en compte la dimension croissante des enjeux régionaux. Un comité régional est élu, après chaque élection générale des conseils départementaux, par une conférence régionale constituée de délégué-e-s élu-e-s par ces conseils sur la base, décidée en commun, d'une représentation forfaitaire par fédération, complétée d'un nombre de délégué-e-s proportionnel au nombre d'adhérent-e-s de chaque fédération. Elle élit au sein du comité régional son ou sa secrétaire et un exécutif qui ont la responsabilité d'assurer l'impulsion et la coordination de l'activité communiste sur les questions régionales. Le comité régional assure dans chaque région, en liaison avec les conseils départementaux, les élus régionaux communistes l'organisation de toutes les coopérations nécessaires entre les fédérations concernées. Il a notamment pour responsabilité de travailler aux réponses communistes aux enjeux régionaux, à l'élaboration du programme électoral régional et de proposer aux fédérations les initiatives politiques concernant la région, ou des coopérations avec d'autres régions. Il peut consulter les personnalités ou les acteurs et actrices compétent-e-s sur les questions en débat.

Les fédérations décident entre elles des modalités de financement de l'activité régionale.

CHAPITRE II – LES DROITS DES ADHERENTS ET DES ADHERENTES

3. L'adhérent - l'adhérente

Toute personne qui en exprime la volonté peut être adhérent-e du Parti communiste français. L'édition d'une carte d'adhérent à son nom lui en donne la qualité et lui ouvre les droits des présents statuts, qui lui sont adressés avec la carte d'adhérent-e dans les 3 mois suivant l'édition de celle-ci. Chaque adhérent-e paye sa cotisation

et agit dans le respect des autres et des statuts.

Les droits attachés à la qualité d'adhérent-e sont :

- Etre membre de droit de l'assemblée générale de sa section ;
- Choisir les réseaux, collectifs auxquels il ou elle souhaite participer, avec lesquels réfléchir et agir ;
- Participer, dans leur diversité, aux débats d'orientation de leur parti. Pour cela, il-elle doit être tenu-e au courant des dates, lieux et ordre du jour des assemblées générales et recevoir une véritable information des instances du Parti et l'accès à l'ensemble des documents disponibles. Il-elle peut faire connaître aux instances du Parti, ses analyses, opinions et propositions, individuelles et collectives. Il-Elle doit être informé-e des suites qui leur seront données.

- Un droit à la formation correspondant à ses attentes et/ou à ses objectifs d'engagement militant.

Les instances du Parti doivent créer les conditions du respect de ces droits et permettre leur exercice.

Les adhérents-es du PCF vivant à l'étranger exercent leur souveraineté dans la section de leur choix, ou dans une section administré par le Conseil national.

Sous la responsabilité du Conseil national, un réseau est mis en place pour animer leur activité.

4. La souveraineté

La souveraineté appartient aux adhérent-e-s. Ils et elles l'exercent et l'organisent, tant personnellement que collectivement, dans toutes leurs activités de communiste, dans leur section, ou éventuellement leur cellule, de leur lieu de résidence ou de travail, par leurs élus aux conseils départementaux et au Conseil national, ainsi que sous toutes les formes et dans tous les lieux décidés en commun. L'exercice du droit de vote est ouvert par le paiement de la cotisation. C'est l'ADF qui fait foi du paiement des cotisations.

4.1. Consultations et votes

Tous, toutes les adhérent-e-s sont invité-e-s à participer aux débats préparatoires à la décision et reçoivent les informations et les éléments matériels pour chaque consultation : dont les lieux, dates et horaires du scrutin et le bulletin de vote. Celui-ci est établi et validé par l'instance ou l'exécutif qui a décidé de cette consultation. Tout autre bulletin utilisé est considéré comme nul. Seul-e-s les adhérent-e-s depuis plus de trois mois avant la date du scrutin, à jour de leur cotisation, qui précèdent le scrutin, peuvent participer au vote. Une commission est mise en place par le ou les exécutifs des territoires concernés. Son rôle est de prendre toutes dispositions pour faciliter la participation du plus grand nombre d'adhérent-e-s, d'organiser les

bureaux de vote, la consultation et d'assurer le bon déroulement des opérations de vote. Elle établit une liste des inscrits, et d'émargement, à partir des données de l'ADF avant l'ouverture du scrutin. Cette liste des inscrits est consultable par les électeurs-trices concerné-e-s, et par toute instance concernée : l'exécutif de section, le conseil départemental et/ou le Conseil national. Tout adhérent-e qui se met à jour de ses cotisations le jour du scrutin peut voter, c'est la commission qui valide son inscription sur la liste.

Le vote est individuel - il est toujours secret pour l'élection à toutes fonctions ou responsabilités. Il l'est, pour tout vote, dans l'instance concernée, si un de ses membres le demande.

Le vote par correspondance et par procuration (une par adhérent-e) est autorisé.

A la fin des opérations de vote, il est procédé au dépouillement sur place, et un procès-verbal est établi et signé par les membres de la commission. Les résultats sont donnés à l'assistance et sont immédiatement communiqués aux instances ou commissions concernées, locales, départementales et nationales. Une copie du procès-verbal, de la liste d'émargement et les éventuelles pièces de vote litigieuses sont aussi transmis. Il revient à la commission de valider le vote.

4.2. Les décisions

A chaque niveau, seules les décisions prises à la majorité engagent le Parti. Les instances élues créent les conditions de leur mise en œuvre et de leur respect, que ce soit dans l'espace public, dans les relations avec les partenaires et autres organisations, qu'auprès des communistes.

En cas de désaccord, tout-e adhérent-e garde le droit de à défendre et d'exprimer son point de vue.

5. Les structures locales et départementales

5.1. La section rassemble les adhérent-e-s d'une ou plusieurs communes, d'une même zone d'activité, d'une même entreprise. Sur un même territoire, une même zone d'activité, une même entreprise, il ne peut y avoir qu'une seule section dont la création est décidée par tous les adhérent-e-s concerné-e-s.

Les adhérent-e-s de plusieurs communes peuvent se regrouper en une seule section, si cela est nécessaire à une vie politique riche, démocratique, efficace. Cependant, celles et ceux de chaque commune peuvent délibérer séparément quand les décisions à prendre ne concernent que leur commune.

Dans les sections où le nombre important de communistes ou bien l'étendue trop grande du territoire fait obstacle à des réunions générales, les adhérent-e-s peuvent décider de se réunir en cellule ou sous des

formes décentralisées.

Les cellules rassemblent les adhérent-e-s d'un lieu de travail ou d'un territoire quand leur nombre permet le développement de leur activité à ce niveau de proximité.

Lorsqu'une grande entreprise ou une zone d'activité rassemble, sur le territoire d'une ou plusieurs communes, un nombre important d'adhérent-e-s, ils peuvent se constituer en cellule ou en section. Si l'activité de l'entreprise ou de la zone concerne plusieurs départements, ils peuvent créer un collectif de coordination ou une section rattachée à une des fédérations, d'un commun accord entre les communistes et les fédérations.

5.2. La fédération rassemble les adhérent-e-s d'un même département. Elles et ils exercent leur souveraineté par leurs délégué-e-s au congrès départemental, leurs élu-e-s au conseil départemental, et sous toutes les formes décidées par le conseil départemental.

6. L'Amicale des vétérans

Les plus anciens membres du Parti représentent une grande part de sa mémoire, constituée d'un exceptionnel patrimoine de combats historiques et d'expérience politique. L'Amicale des vétérans les rassemble et anime leurs débats. Elle fixe elle-même ses règles de vie et de fonctionnement sous la responsabilité des instances nationales du Parti.

7. Les instances du Parti

Toutes les instances élues du Parti sont constituées à parité hommes/femmes. Elles doivent être représentatives de la diversité du Parti, de la société. L'efficacité de ces instances repose sur la volonté de travailler ensemble dans la diversité des approches, des sensibilités. Dans toutes les instances du Parti, la rotation et la limitation du cumul des responsabilités sont organisées. En règle générale, l'exercice d'une même fonction exécutive est limité à neuf ans.

7.1. Les instances de souveraineté du Parti sont :

- L'assemblée générale de la section, qui dispose des pouvoirs d'initiative et de représentation à son niveau. Elle est composée de la totalité des adhérents de la section. Elle organise et développe l'exercice de la souveraineté de tous les adhérent-e-s de la section. Selon les réalités du terrain, l'exercice de cette souveraineté se fait en concertation étroite avec les cellules locales ou d'entreprise. Ce sont des lieux pertinents où les communistes se retrouvent pour analyser, proposer, décider et organiser l'activité. L'assemblée générale de la section élit son comité exécutif local avec son ou sa secrétaire.

- Le conseil départemental, qui prend toutes décisions intéressant l'ensemble

du département et, en relation avec les assemblées générales de section concernées, toutes celles intéressant une fraction du département.

- Le Conseil national, représentatif de tous les communistes, qui est l'organe souverain du Parti entre deux congrès.

La composition du Conseil national élu par le congrès respecte le principe de parité. La question est posée d'associer aux travaux du conseil national les secrétaires départementaux avec voix délibérative. Le débat est ouvert pour savoir s'il est possible ou non de concilier ces deux principes.

7.2. Le Conseil national peut réunir une conférence nationale composée des membres du Conseil national, de délégations élues par les conseils départementaux, de délégations élues par les groupes communistes à l'Assemblée nationale, au Sénat, au Parlement européen.

7.3. Chaque instance décide elle-même de son fonctionnement, de ses ordres du jour, de l'organisation de son travail et de la périodicité de ses réunions qui sont au moins bimestrielles.

Elle élit son trésorier ou sa trésorière.

Chaque instance locale ou départementale assume la totale responsabilité de ses propres décisions de gestion, tant pour les engagements financiers qu'en matière de ressources humaines et de respect de la réglementation. Elle est, en toute situation, représentée par son-sa secrétaire local-e ou départemental-e.

Chaque instance du Parti élit un exécutif. Elle contrôle son activité : l'assemblée générale de la section pour le comité exécutif local, le conseil départemental pour le comité exécutif départemental, le conseil national pour le comité exécutif national.

Chaque instance peut former en son sein des commissions et des collectifs de travail chargés de préparer ses débats et décisions. Elle leur confie le soin de lui proposer toutes décisions sur des sujets particuliers.

Sur la base des décisions du congrès, chacune des instances adopte les orientations essentielles pour le niveau relevant de sa responsabilité, notamment en discutant et en intégrant les travaux des commissions et collectifs de travail. Elle procède aux choix politiques, les décisions sont prises à la majorité et elles sont garantes du respect de ces décisions dans leur mise en œuvre.

7.4. Le Conseil national élit son ou sa président-e

Le ou la président-e du Conseil national coordonne la préparation et l'organisation de ses sessions. Il ou elle s'assure des conditions dans lesquelles sont associé-

e-s à la préparation de ses travaux tous et toutes les communistes, ainsi que les groupes de travail, les commissions et les réseaux dont l'activité est liée à l'ordre du jour. Il ou elle a la responsabilité de l'organisation démocratique des débats. Il ou elle en organise le compte rendu.

Il ou elle assure le lien entre les membres du Conseil national et le Comité exécutif national.

7.5. Un comité exécutif départemental, un comité exécutif national sont élus par l'instance concernée sur proposition de la ou du secrétaire. Afin d'élaborer collectivement ces propositions, le ou la secrétaire s'entoure d'une commission représentative du conseil départemental ou national, élue par ces instances.

7.6. Les comités exécutifs sont chargés de la mise en œuvre, à leur niveau, des orientations et des décisions prises à la majorité. Pour cela, ils prennent toutes les initiatives nécessaires. Ils impulsent et coordonnent l'activité des collectifs de travail mis en place et tirent richesse de la diversité de leurs membres. La mise en commun des apports les plus divers concourt à faire grandir l'ensemble de l'organisation politique, le Parti communiste français. Les comités exécutifs rendent compte des actions entreprises devant l'instance concernée : assemblée générale de la section, conseil départemental, conseil national.

7.7. Le-la secrétaire local-e, le-la secrétaire départemental-e, le-la secrétaire national-e, est responsable de la mise en œuvre des décisions prises par l'instance concernée, respectivement l'assemblée générale de section, le conseil départemental, le conseil national. A ce titre, il ou elle anime et coordonne l'activité de l'exécutif local, départemental ou national. Chacune, chacun, à son niveau, représente le Parti et agit en son nom dans tous les domaines de la vie publique. Il ou elle doit être le garant des accords politiques signés par le Parti. Il ou elle fait connaître la réflexion et les initiatives du Parti et les décisions et orientations prises majoritairement par le Conseil national ou la majorité des adhérents, et impulse le développement de son activité et de sa vie démocratique. Il ou elle veille au respect des statuts.

CHAPITRE III – LE CONGRES

8. La réunion de congrès

Les communistes procèdent en congrès aux choix d'orientation et à l'élection des comités exécutifs locaux, des instances départementales et nationales du Parti. Le congrès local qui est l'assemblée générale de tous les adhérents de la section, le congrès départemental et le congrès national sont constitutifs de la réunion de congrès.

Le congrès est réuni tous les trois ans au moins, et lorsque le Conseil national, qui propose son ordre du jour, en décide. Il est obligatoirement convoqué si le tiers des conseils départementaux ou si 10 % des adhérents du Parti le demandent. Ces 10 % doivent être issus d'au moins un tiers des fédérations et représenter au moins 10 % des adhérents de chacune de ces fédérations. Un congrès départemental extraordinaire peut être réuni, en dehors de la préparation d'un congrès national, quand le conseil départemental en décide, ou si 10 % des adhérents de la fédération le demandent. Ces 10 % doivent être issus d'au moins un tiers des sections et représenter au moins 10 % des adhérents de chacune de ces sections.

Pour l'adoption des orientations politiques comme pour l'élection des instances du Parti, l'organisation des débats et des votes poursuit le double objectif de rassembler la grande majorité des adhérent-e-s sur des choix élaborés en commun ; et de permettre à celles et ceux qui ne se retrouvent pas dans ces choix de soumettre au vote des propositions alternatives. Ainsi, nous faisons le choix de faire du pluralisme des idées, un droit et un principe de notre mode de fonctionnement. Ce droit ne peut se traduire par une organisation en tendances.

9. Les bureaux

Au niveau local, sur proposition du comité exécutif local, aux niveaux départemental et national, sur proposition du conseil sortant, un bureau est élu à l'ouverture des travaux. Il se substitue au comité exécutif local sortant ou au conseil sortant et prend toutes dispositions pour organiser les débats et les votes afin que les adhérent-e-s ou leurs délégué-e-s soient toutes et tous ensemble maîtres de toutes les décisions.

Pour l'aider dans son travail, il constitue en son sein une commission chargée d'animer le débat sur la base commune de discussion. Il constitue également une commission chargée des candidatures qui comprend une délégation du bureau et au moins un-e représentant-e de chaque section pour le congrès départemental ou de chaque fédération pour le congrès national.

10. L'élection des délégués

Les congrès locaux, puis les congrès départementaux élisent leurs délégué-e-s au niveau supérieur selon une base fixée respectivement par le conseil départemental et le conseil national sortants. Tous, toutes les adhérent-e-s de la section, tous, toutes les délégué-e-s au congrès départemental peuvent être candidat-e-s s'ils sont à jour de leur cotisation. Les membres des conseils départementaux et les membres du conseil national qui ne sont pas délégués, participent respectivement, sans droit de vote, aux travaux des congrès départementaux et du congrès national.

11. Choix d'orientation

11.1. Adoption de la base commune de discussion

Le Conseil national décide de l'ordre du jour et lance un appel à contributions. Tout-e adhérent-e, individuellement ou collectivement, toute assemblée générale de section et tout conseil départemental peut proposer une ou des contributions, portant sur tout ou partie de l'ordre du jour. Toutes sont mises à la disposition des communistes. Le Conseil national élabore un projet de base commune de discussion portant sur l'ordre du jour du congrès. Tous les efforts sont faits pour aboutir à un texte permettant de rassembler la grande majorité des adhérent-e-s sur des choix élaborés en commun. Un délai de cinq semaines maximum est ensuite donné pour faire connaître ce projet à tous les adhérent-e-s. A l'issue de cette période, trois cents adhérent-e-s peuvent proposer une base de discussion alternative. Ces adhérents doivent être issu-e-s d'au moins un quart des fédérations. Le nombre de signataires par fédération ne peut excéder 10 % de la totalité de la liste. Ils et elles y apportent leur soutien par une attestation signée et fournissent le justificatif de paiement de leur cotisation. Elle doit traiter de l'ordre du jour du congrès et respecter la cohérence de celui-ci. Sa dimension ne saurait excéder celle du projet adopté par le Conseil national.

Tout texte est accompagné d'un résumé de ses orientations essentielles. Les résumés sont de taille identique.

Une commission élue par le Conseil national organise la transparence des débats. Elle valide les textes proposés.

Le ou les projets de base commune sont portés à la connaissance des adhérent-e-s. Une consultation par un vote est organisée pour choisir le texte qui deviendra la base commune de discussion des congrès locaux, départementaux et national. Le texte qui a obtenu le plus de suffrages devient la base commune de discussion de tous les communistes.

11.2. Le vote des orientations

Tous, toutes les adhérent-e-s dans les congrès locaux, puis leurs délégué-e-s dans les congrès départementaux, débattent de la base commune, qu'elles et ils amendent librement en tout ou en partie. Le texte amendé est finalement soumis au vote. Puis il est transmis, accompagné des amendements non retenus, jusqu'au congrès national, qui en débat à son tour, l'amende et le vote.

12. Candidatures et élection aux instances du Parti

12.1. Chaque adhérent-e à jour de ses cotisations et adhérent-e depuis plus de 3 mois peut se porter candidat-e et/ou être présenté-e, avec son accord, par d'autres

adhérent-e-s, par une assemblée générale de section, par un congrès départemental, à toutes les instances du Parti. Toute instance (dont les commissions issues de cette instance) peut proposer des candidatures dans le territoire qui la concerne.

12.2. Aux différents niveaux, une commission élue par l'assemblée générale de section, le conseil départemental ou le conseil national assure la transparence de l'information sur les candidatures. Cette commission doit comprendre au moins un représentant de chaque section pour le congrès départemental, ou de chaque fédération pour le congrès national. Elle reçoit toutes les candidatures. Quarante-huit heures avant l'ouverture du congrès elle met à la disposition des adhérent-e-s l'ensemble de son travail dont une proposition de liste, ainsi que les candidatures déposées. Dès l'ouverture du congrès, elle remet au bureau du congrès l'ensemble de son travail : une proposition de liste pour le comité exécutif local, le conseil départemental, le conseil national ainsi que toutes les candidatures déposées.

12.3. Le congrès local pour les candidatures au conseil départemental, le congrès départemental pour les candidatures au conseil national se prononcent après débat et avis de la commission des candidatures par un vote à bulletin secret sur chaque candidat-e déclaré-e sur le territoire concerné.

Les résultats de ce vote sont transmis aux commissions assurant la transparence de l'information aux différents niveaux avec la liste de toutes les candidatures non retenues.

12.4. Election des instances (comité exécutif local, conseil départemental et conseil national) :

- A l'initiative du bureau le débat s'organise avec toutes et tous les membres des congrès. Toutes les candidatures enregistrées et validées sont soumises au débat. Sur la base de la discussion, le bureau propose une liste de candidat-e-s respectant la parité femmes-hommes, avec l'objectif de permettre un travail efficace de direction (voir chapitre 1, article 2). La composition de cette liste doit assurer la juste représentation des différentes opinions exprimées dans les débats, afin que la très grande majorité des membres des congrès puisse en faire leur choix commun. Pour l'élection du comité exécutif local, du conseil départemental et du conseil national, cette liste comprend la proposition d'un ou d'une secrétaire.

- Tous les efforts ayant été faits pour permettre l'adoption d'une liste commune, les membres des congrès qui ne se retrouveraient cependant pas dans cette proposition de choix commun peuvent proposer des listes alternatives et motiver ce choix aux congressistes. Ils, elles désignent le, la représentant-e de la liste parmi les candi-

dat-e-s. Il, elle engagera l'ensemble de la liste à toutes les étapes.

Les listes alternatives doivent être déposées auprès du bureau du congrès avant le début de la première réunion de la commission des candidatures.

Ces listes alternatives doivent respecter et répondre aux mêmes critères que la liste commune :

- La parité femmes-hommes.
- Être représentatives des territoires (au moins un quart des départements pour le conseil national et de plusieurs localités pour les conseils départementaux).
- Elles ne doivent pas excéder le nombre de candidat-e-s présent-e-s sur la liste commune.
- Pour l'élection du conseil national, elles doivent être présentées par 10 % au moins des membres des congrès issus d'au moins un quart des départements.

Pour l'élection du conseil départemental, elles doivent être présentées par 20 % des membres du congrès issus d'un quart des sections.

Les candidat-e-s ne peuvent être présent-e-s sur plusieurs listes, ni être présent-e-s sur une liste et en soutenir une autre.

Ces listes comportent la proposition d'un ou d'une secrétaire.

- Au vu des listes en présence, le bureau propose une liste définitive. Les listes ayant fusionné - en totalité ou en partie avec une autre - disparaissent. Si la fusion n'est pas réalisée, les listes alternatives déposées initialement ont la possibilité de se maintenir et sont soumises au vote. Le choix des listes est notifié par leur représentant-e désigné-e.
- Le vote a lieu à bulletin secret sans ajout ni suppression. Les candidat-e-s de la liste qui a obtenu le plus de voix sont élu-e-s. S'y ajoutent, en proportion du nombre de candidat-e-s présent-e-s et du nombre de voix obtenues, les candidat-e-s des autres listes, dans l'ordre de présentation. Le ou la secrétaire est celui ou celle dont la liste a obtenu le plus de voix.

CHAPITRE IV – LES RESSOURCES FINANCIÈRES ET LEUR GESTION

13. Le financement de l'activité des communistes Les ressources financières du Parti proviennent des cotisations des adhérent-e-s, des souscriptions, des versements des élu-e-s communistes, des initiatives financières prises par les organisations du Parti et de l'aide publique.

Elles sont perçues, ainsi que les dons, par les associations départementales et nationale de financement ; les versements d'indemnités des élus nationaux et européens par l'Association nationale, les autres par les Associations départementales.

Les assemblées générales et les instances départementales et nationales utilisent leurs moyens financiers pour promouvoir au maximum l'activité de proximité des adhérentes et des adhérents, pour développer leur information et favoriser l'exercice de leur souveraineté.

Chaque année, et quand cela s'avère nécessaire, les communistes discutent et décident des moyens qu'ils et elles se donnent, de leur utilisation. Ils et elles établissent leur budget annuel et sont responsables de sa réalisation.

14. Le rôle du/de la trésorier-e

Les trésorier-e-s avec les collectifs de direction locale, départementale et nationale animent l'activité financière des communistes dans un souci d'autofinancement de chaque activité. Ils veillent à la mutualisation des moyens et des pratiques à tous les niveaux pour une plus grande efficacité politique et financière. Il en va de même pour le financement de l'activité des élus et de leurs groupes par le Parti et le financement indispensable du Parti par les élus.

A chaque congrès, le-la trésorier-e de chaque instance rend compte de la gestion et des réalisations budgétaires de la direction sortante concernée.

15. La cotisation

15.-1. Cotisation de l'adhérent-e

Par la collecte de la cotisation, les instances du Parti ont, à tous les niveaux, la responsabilité de renforcer les liens politiques avec l'adhérent-e. Ce lien structure et conditionne, pour l'essentiel, les autres ressources financières du PCLe paiement de la cotisation est individuel. Elle est collectée sous les formes diverses convenues entre le trésorier de la section et l'adhérent-e, en lien avec la cellule selon les réalités du terrain. Elle est versée à l'Association départementale de financement du Parti communiste français et donne droit à un reçu fiscal annuel conformément à la législation sur le financement des formations et partis politiques. Elle est la base concrète de l'exercice du droit de vote de chaque communiste.

Le barème de cotisation est fixé à 1 % du revenu, en tenant compte de la diversité des situations, avec une base forfaitaire annuelle de 12 euros jusqu'à 10 euros mensuels, pour les personnes sans revenu, aux ressources limitées ou aux charges familiales plus lourdes.

Le produit de la cotisation des adhérentes est réparti par tiers entre la section, la fédération et le conseil national. En fonction des priorités arrêtées en commun, le budget de chaque instance doit comporter les aides financières aux organisations du Parti dépendant du territoire local, départemental ou national en priorisant les besoins de proximité.

15.2. Cotisations des élu-e-s

Les élu-e-s membres du PCF ne tirent pas de revenus supplémentaires de leur mandat. Indépendamment de leur cotisation d'adhérent-e, elles et ils prennent l'engagement de reverser leurs indemnités au parti ; à l'Association nationale de financement pour les parlementaires, aux Associations départementales de financement pour les élus territoriaux ou locaux. Par cette cotisation d'élu-e, les élu-e-s communistes participent ainsi à la mutualisation des moyens sur le territoire concerné. Le Parti contribue à leur assurer les moyens nécessaires à l'exercice de leur mandat après débat avec les intéressé-e-s. Si elles ou ils doivent réduire ou suspendre leur activité professionnelle, elles et ils conservent une indemnité compensatrice, établie en toute clarté avec les instances concernées.

Le reversement d'indemnité donne droit, au titre de cotisation d'élu-e, à un reçu fiscal annuel conformément à la législation sur le financement des formations et partis politiques.

16. Souscription

La souscription est permanente. Sa répartition varie en fonction de sa nature et de son objet. Elle est débattue et décidée collectivement.

17. Comité d'animation de la bataille financière

Pour chaque fédération départementale, le conseil départemental constitue un comité d'animation de la bataille financière, constitué du/de la trésorier-e, de membres du conseil et au moins un-e représentant-e par section. Il veille à - et vérifie - la redistribution équitable des parts de cotisations des adhérent-e-s revenant aux différentes instances.

En lien avec le-la trésorier-e, il fait l'état des ressources et prend - sous la responsabilité du conseil départemental - les dispositions d'organisation et d'impulsion de la bataille financière.

Au plan national, le rôle du comité d'animation de la bataille financière est de la responsabilité du comité exécutif national.

18. Contrôle des comptes du PCF

Depuis la loi de 1988 sur le financement des partis politiques permettant la perception de l'aide publique, notre formation doit obligatoirement tenir une comptabilité, arrêter ses comptes, les faire certifier par deux commissaires aux comptes (chargés de vérifier leur régularité et l'absence de financement par des personnes morales) et les déposer à la Commission nationale des comptes de campagnes et des formations politiques au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice considéré.

En pratique pour notre parti - en dehors

des apports des Associations de financement et de mandataires financiers - seuls le Conseil national et les fédérations appartenant au périmètre de certifications des comptes sont habilités à financer les fédérations départementales, le Conseil national et les comptes de campagnes électorales. Toute autre entité ou personne morale (section, cellule, association etc.) est exclue de ce dispositif.

CHAPITRE V - LES ELU-E-S COMMUNISTES

19. Les candidatures

La décision de présenter au nom du Parti ou de soutenir des candidat-e-s aux différentes élections est prise par les adhérent-e-s.

19.1. Les propositions de candidatures, après appel à candidature, peuvent émaner des assemblées générales et des instances départementales et nationales comme être présentées dans le Parti à titre individuel. Tous, toutes les adhérent-e-s habitant sur le territoire concerné par l'élection sont informé-e-s de toutes les candidatures.

19.2. Les communistes élaborent les propositions de candidatures dans l'instance correspondant à la circonscription électorale concernée en liaison avec les instances qu'elle regroupe. Les candidatures sont ensuite validées comme suit :

Pour les élections municipales, les structures intercommunales et les conseils d'arrondissements et de secteurs : l'assemblée générale des communistes résidant ou étant organisés dans la commune ou dans les communes concernées.

Pour les élections municipales dans les villes de plus de 20 000 habitants : les sections, les fédérations en lien avec le Conseil national.

Pour les élections cantonales et le Conseil de Paris : le conseil départemental.

Pour l'élection régionale : la conférence régionale.

Pour les élections législatives et sénatoriales : le Conseil national à partir des propositions des conseils départementaux.

Pour les élections européennes : le Conseil national.

Pour l'élection présidentielle : la conférence nationale.

Au-delà de la stricte application de la loi, les communistes respectent la parité femmes-hommes pour tous les scrutins. Ils, elles s'attachent au respect de cette parité dans tous les exécutifs. Ils et elles travaillent à créer les conditions du renouvellement et de la parité des candidatures afin de favoriser la rotation et éviter le cumul des mandats.

19.3. Le bulletin de vote présentant la ou les propositions de candidatures est adopté par les adhérent-e-s, leurs représentants-e-s ou leurs délégué-e-s. Pour les élections législatives et sénatoriales, les bulletins de vote font l'objet d'une validation par le Conseil national afin que soient respectées les orientations nationales politiques du Parti, et pour les législatives, la parité à l'échelle de toute la France. Tous les efforts sont faits pour aboutir à un projet de candidatures où se retrouve la très grande majorité des adhérent-e-s, de leurs représentants-es ou de leurs délégué-e-s. Malgré cela, si d'autres candidatures sont maintenues, elles sont également soumises au vote. Celles qui reçoivent le plus de voix figurent alors sur le bulletin de vote comme le choix de l'instance (assemblée des adhérents, conseil départemental, conférence régionale, conseil national, conférence nationale, congrès).

19.4. Le vote des adhérent-e-s : les adhérent-e-s de la circonscription électorale concernée se prononcent alors individuellement, à bulletin secret, sur la ou les candidatures proposées. La ou les candidatures sont définitivement adoptées si elles recueillent une majorité des suffrages exprimés.

Au bout de ce processus, seules les candidatures ainsi désignées sont celles qui peuvent se prévaloir de l'investiture du Parti, utiliser le logo ou la signature du PCF. En cas de maintien d'un-e autre candidat-e, les instances du Parti concernées peuvent suspendre les droits de cet adhérent, de cette adhérente.

20. Les élu-e-s

Proposé-e-s par leur parti, les élu-e-s communistes détiennent leur mandat du suffrage universel. Devenu-e-s élu-e-s de tous, elles et ils développent leur activité en favorisant l'intervention et la participation active des citoyen-ne-s à l'élaboration et à la mise en œuvre de leurs choix.

Dans chacune des assemblées, les élu-e-s communistes décident, seul-e-s ou avec des partenaires, de constituer un groupe qui élit son ou sa responsable de groupe ou son collectif d'animation.

A chaque niveau électif, elles et ils veillent à mener un travail collectif et impulsent la démocratie participative avec la population.

Les élu-e-s communistes se regroupent, avec d'autres élu-e-s qui le souhaitent, dans l'Association nationale des élu-e-s communistes et républicains (ANECR). Association autonome, elle permet l'accueil des élu-e-s dans leur diversité d'opinions, dans le cadre de leur travail spécifique au service de la population, à qui ils et elles rendent compte de leur mandat. Lieu de recherche et d'échange d'expériences, tout autant que moyen d'action et de rassemblement, elle favorise les coopé-

rations avec d'autres associations, et institutions.

La coopération et l'échange entre les élu-e-s communistes et les différentes instances du Parti à tous les niveaux - dans le respect du rôle de chacun-e - contribuent à enrichir la réflexion, les propositions et l'efficacité des uns et des autres.

CHAPITRE VI – LES RESPONSABLES ET LES COLLABORATEURS-TRICES

21. Rémunérations

21.1. Des responsables communistes

Les femmes et les hommes élu-e-s par les communistes aux différentes responsabilités dans le Parti peuvent être amené-e-s, pour les exercer, à aménager ou quitter leur emploi. Pour cette activité militante, elles ou ils reçoivent alors une rémunération décidée en toute clarté par les instances concernées.

21.2. Des collaboratrices, collaborateurs salarié-e-s

Dans le cadre de leurs moyens financiers, les instances du Parti peuvent s'assurer, pour répondre aux besoins de leurs activités, de collaborations professionnelles diverses, rémunérées selon la qualification requise. En prenant la décision de créer de tels postes de travail, elles assument toutes leurs responsabilités et leurs obligations sociales d'employeur, tout particulièrement en matière de formation. Le contrat de ces collaboratrices, collaborateurs de travail fixe clairement les finalités et les conditions de leurs activités salariées sous la responsabilité de leur employeur dans le respect du droit du travail.

22. Promotion des responsables et des collaboratrices, collaborateurs communistes

La mise en œuvre effective des principes de non cumul et de rotation des responsabilités implique de mener au niveau nécessaire la bataille pour un statut public de la ou du responsable politique.

Les instances du Parti qui confient à des militant-e-s des responsabilités exigeant une disponibilité complète ou partielle permettent ainsi la promotion politique de femmes et d'hommes issu-e-s du monde du travail. Dans la diversité de leurs fonctions successives, elles ou ils acquièrent des compétences qu'il faut mieux faire reconnaître. Les instances du Parti s'engagent à favoriser les formations nécessaires pour assurer en permanence la possibilité de retour à l'activité professionnelle des militant-e-s concerné-e-s.

CHAPITRE VII – LES DIFFERENDS ET LES CONFLITS

23. Leur règlement

Le fonctionnement démocratique du PCF doit être le garant de la résolution des différends qui peuvent surgir. La commission nationale de médiation et de règlement des conflits peut contribuer à la recherche de solutions en formulant en amont des propositions visant à aplanir les différends. En toutes circonstances, la primauté doit être donnée au débat politique, dans le respect de la souveraineté des adhérent-e-s, et de leur diversité.

Si un-e adhérent-e est confronté-e à une décision qu'elle ou il considère comme injustifiée à son égard, il ou elle peut saisir les instances dont elle ou il dépend (local, départemental, national), qui se doivent de rechercher avec les personnes et les instances une issue positive au différend ou conflit.

Si une solution ne peut être trouvée dans le cadre de ces instances, il peut être fait appel à la commission nationale de médiation et de règlement des conflits.

24. La commission nationale de médiation et de règlement des conflits

Le congrès élit la commission nationale de médiation et de règlement des conflits, ainsi que sa ou son président-e. La commission tient du congrès et de lui seul sa légitimité.

La commission ne s'implique pas dans le débat d'options politiques mais se prononce sur la conformité des décisions

prises au regard de la lettre et de l'esprit des statuts. La commission travaille sur la base d'examen des documents fournis par les parties en présence, en animant un processus d'échanges, de rencontres, de discussions avec tous. Elle avance des propositions susceptibles de rapprocher les points de vue.

La commission fait connaître ses conclusions qui s'appliquent alors et doivent être respectées par tous. Le non-respect des conclusions de la commission peuvent entraîner la suspension de droits.

25. L'exclusion et la suspension de droits

Les motifs d'exclusion du Parti communiste français sont la mise en cause délibérée des valeurs fondamentales d'intégrité et de dignité humaine, la corruption, ainsi que l'appartenance à un autre parti politique.

Cette mesure exceptionnelle d'exclusion est proposée par l'instance à laquelle appartient l'adhérent-e ou par toute autre instance concernée.

Celle-ci doit saisir la commission nationale des conflits qui infirme ou confirme la proposition d'exclusion.

Le non-respect de décisions prises démocratiquement par les communistes peuvent entraîner la suspension de droits. Cette mesure, tout aussi exceptionnelle, est prise selon la même procédure de validation.

CHAPITRE VIII - L'HUMANITE

Journal communiste, l'Humanité a un rôle original dans la presse française en ce qu'il porte de rébellion à l'ordre établi,

d'anticipation sur l'avenir, de participation à la construction d'une voix nouvelle pour l'émancipation humaine, d'une visée communiste de transformation sociale.

Si les communistes se considèrent comme garants de l'existence de l'Humanité, celui-ci appartient à toutes celles et à tous ceux qui veulent participer à l'avenir d'un quotidien communiste utile à la transformation sociale. L'existence du journal de Jaurès est un atout à développer dans ce sens. Les adhérentes et les adhérents du Parti communiste français trouvent dans sa lecture de quoi nourrir leur réflexion, leur activité politique, alimenter leur esprit critique et considèrent l'élargissement de son rayonnement comme un atout. Ils sont soucieux d'augmenter le nombre de ses lectrices et de ses lecteurs par une diffusion militante en lien avec leur activité dans la société.

Le Conseil de surveillance représente l'ensemble des forces engagées dans la défense et la participation au journal. Il définit ses grandes orientations, et en vérifie la bonne application. Il nomme les membres du directoire de l'Humanité et son président comme directeur. Ceux-ci agissent en pleine responsabilité et créativité.

CHAPITRE IX - MODIFICATION DES STATUTS

Seul le congrès national peut modifier les présents statuts.

Un règlement intérieur peut être adopté si le Conseil national en décide. Une commission nationale est alors chargée de le rédiger ; elle est composée de membres du CN et d'un-e représentant-e par fédération. Celui-ci est adopté et devient effectif après le vote du Conseil national.

COMMENT VOTER ?

LE VOTE POUR LE CHOIX DE LA BASE COMMUNE LES 14 ET 15 DÉCEMBRE EST ORGANISÉ SOUS LA RESPONSABILITÉ DES SECTIONS ET DE TA FÉDÉRATION. TU PEUX :

VOTER À LA FÉDÉRATION OU À TA SECTION. Renseigne-toi auprès de celles-ci pour connaître les heures d'ouverture pour le vote.

VOTE PAR CORRESPONDANCE :

Il est aussi possible de voter par correspondance. Pour ce faire, il faut :

1. Détacher le bulletin de vote et cocher une case. (Si plusieurs cases sont cochées le bulletin est considéré comme nul).
2. Glisser le bulletin dans une première enveloppe sans rien inscrire sur celle-ci.
3. Glisser cette première enveloppe dans une seconde enveloppe.

4. Si tu n'es pas à jour de tes cotisations 2012 n'oublie pas de glisser aussi ton chèque à l'ordre de l'ADF-PCF dans cette seconde l'enveloppe.

5. Pour valider ton vote, il faut inscrire au dos de la seconde enveloppe : nom, prénom et le nom de la section et la signer.

6. Adresser l'enveloppe à la section ou à la fédération en fonction des indications communiquées par celles-ci sur l'organisation, du vote..



36^e CONGRÈS DU PCF

BULLETIN DE VOTE

CHOIX DE LA BASE COMMUNE DE DISCUSSION

« IL EST GRAND TEMPS DE RALLUMER LES ÉTOILES... » HUMANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS À L'AUBE DU SIÈCLE QUI VIENT

→ **PROJET DE BASE COMMUNE.** Présenté par le Conseil national du PCF

UNIR LES COMMUNISTES POUR UN PCF DE COMBAT, MARXISTE, POPULAIRE ET RASSEMBLEUR.

→ **TEXTE ALTERNATIF N°1.** Présenté par au moins 200 communistes dont : C. Andréani (93), P. Barbazange (34), F. Benoit (38), MC. Burricand (69), A.de Poilly (94), JJ. Karman (93), JP. Meyer (83), P. Noizet (75), P. Candela (13), JC. Danglot (62), G. Jacquin (01), D. Noël (62), M. Picard (69), JL. Rolland (17), F. Selingant (45), B et D. Trannoy(33)

COMBATTRE L'AUSTÉRITÉ, EN FINIR AVEC LE CAPITALISME

→ **TEXTE ALTERNATIF N° 2.** Présenté par au moins 200 communistes dont : Jérôme Métellus (75), Greg Oxley (75) Pierre Villeret (93), Hubert Prévaud (31), Jean-François Garcia (02), Sylvain Roch (19), Michèle Chéret (30), Suzanne Loriol (31), Dominique Escouboué (31), Marie-Hélène Lewkowicz (75), Jacques Lesne (93), Jules Legendre (69), Martin Crouzet (69), Joseph Coutant (79)

UN PARTI RÉSOLUMENT COMMUNISTE DANS L'AFFRONTLEMENT DE CLASSE. NI ABANDON, NI EFFACEMENT

→ **TEXTE ALTERNATIF N° 3.** Présenté par au moins 200 communistes dont : Jean Baus (54), Frédéric Bernabé (70), Jean Clavel (92), José Copin (62), Emmanuel Dang Tran (75), Fabienne Debeauvais (80), Claude Fainzang (75), Eric Jalade (81), Jean-François Larosière (59), Dominique Negri (38), Michel Perrin (87), Christian Tabaglio (54), Noël Zicchina (2A)

LA REVUE DU PROJET

LA REVUE POLITIQUE MENSUELLE DU PCF

ABONNEZ-VOUS !

10 N°
PAR AN



REVUE RECOMMANDÉE PAR LES RÉDACTIONS DE MÉDIAPART ET DE L'HUMANITÉ

En ligne sur : projet.pcf.fr



BULLETIN D'ABONNEMENT À LA REVUE DU PROJET

TARIF : Durée 1 an/10 numéros : 50 €

Je règle par chèque bancaire ou postal (France uniquement) à l'ordre de «La Revue du projet»

SERVICE ABONNEMENT - i-Abo/La Revue du projet
11, rue Gustave-Madiot - 91070 BONDOUFLE

(Bulletin à découper ou photocopier et à renvoyer à l'adresse ci-dessus) :

Nom Prénom

Adresse

Code Postal Ville

Adresse électronique Mobile(*)

Nous contacter : Tél. : 01 60 86 03 31 - Fax : 01 55 04 94 01 - Mail : larevueduprojet@i-abo.fr

(*) informations utilisées uniquement dans le cadre de l'abonnement



Date : ___ / ___ / ___

Signature

**PARTAGEZ VOS IDÉES COMME
VOTRE PETIT DÉJEUNER**

DEVENEZ HÉBERGEUR MILITANT DU CONGRÈS



Contactez votre département :

75 → 01 44 83 85 15 ou bienvenue@paris.pcf.fr

77 → 01 64 79 75 10 ou hebergement.fede77@free.fr

78 → 01 30 50 03 56 ou p.c.f.-78@wanadoo.fr

91 → 01 01 60 88 48 58 ou fede@essonne.pcf.fr

92 → 01 41 91 67 40 ou pcf.fd92@wanadoo.fr

93 → 01 48 39 93 93 ou fede@93.pcf.fr

94 → 01 01 49 87 10 90 ou fd@pcf94

95 → 01 01 34 34 61 00 ou fede@valdoise.pcf.fr

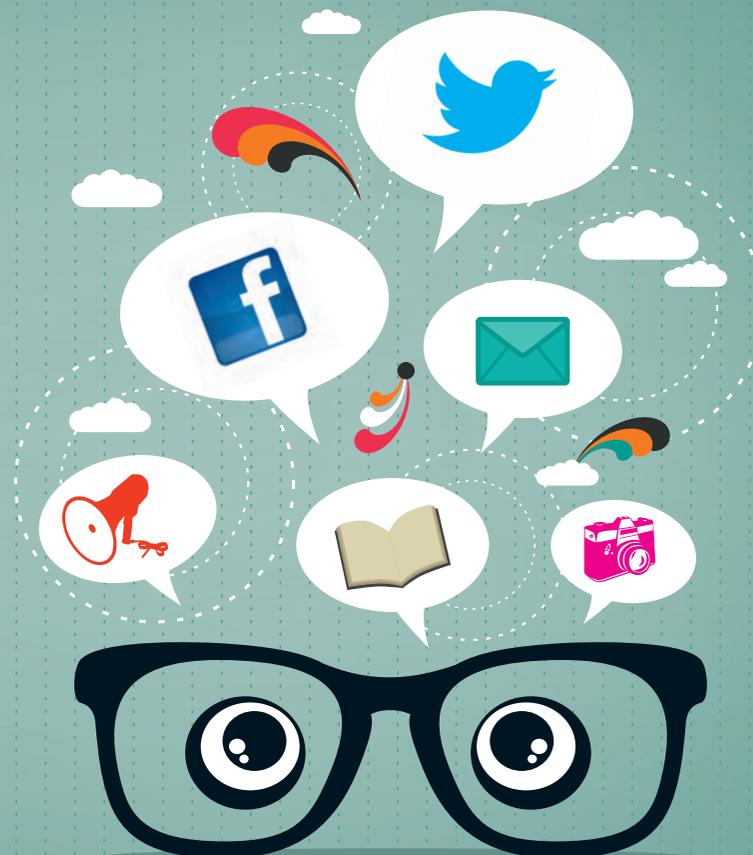
WWW.PCF.FR

**C'EST TOUTE L'ACTUALITÉ
POLITIQUE ET MILITANTE
DU PARTI COMMUNISTE
FRANÇAIS**

**Changez l'information,
SOYEZ LE MÉDIA**

Devenez reporter
du site [pcf.fr](http://www.pcf.fr), proposez vos contenus :
racontez votre manif / alertez sur
une lutte publiez vos photos
et vidéos militantes

[HTTP://WWW.PCF.FR/REPORTER](http://www.pcf.fr/reporter)



<http://www.pcf.fr> / <http://congres.pcf.fr>

<http://www.facebook.com/cn-pcf> / <http://twitter.com/cnpcf>